



Political ecology du karité

Karen Rousseau

► To cite this version:

Karen Rousseau. Political ecology du karité: Relations de pouvoir et changements sociaux et environnementaux liés à la mondialisation du commerce des amandes de karité Cas de l'Ouest du Burkina Faso. Environnement et Société. AgroParisTech, 2016. Français. NNT: . tel-01389433

HAL Id: tel-01389433

<https://theses.hal.science/tel-01389433>

Submitted on 28 Oct 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Doctorat ParisTech

THÈSE

pour obtenir le grade de docteur délivré par

**L'Institut des Sciences et Industries
du Vivant et de l'Environnement**

(AgroParisTech)

Spécialité : Sciences de l'environnement

présentée et soutenue publiquement par

Karen ROUSSEAU

le 13 juin 2016

Political ecology du karité

**Relations de pouvoir et changements sociaux et environnementaux
liés à la mondialisation du commerce des amandes de karité
Cas de l'Ouest du Burkina Faso**

Directeur de thèse : **Denis GAUTIER**

Co-encadrement de la thèse : **D. Andrew WARDELL**

Jury

M. Jean-Pierre JACOB

Professeur, Unité de recherche Régulations foncières, politiques publiques, logiques des acteurs, Institut de Hautes Etudes Internationales et du Développement

Mme Marijke D'HAESE

Professeure, Department of Agricultural Economics, Ghent University

M. William G. MOSELEY

Professeur, Department of Geography, Macalester College

M. Denis GAUTIER

Docteur, HDR, Unité de recherche Biens et Services des Ecosystèmes Forestiers Tropicaux (BSEF), CIRAD

M. D. Andrew WARDELL

Docteur, Unité de recherche Biens et Services des Ecosystèmes Forestiers Tropicaux (BSEF), CIFOR

Examineur, président du jury

Rapporteuse

Rapporteur

Directeur de thèse

Co-encadrant de thèse

CIRAD

UPR 105 BSEF

Campus International de Baillarguet
34398 Montpellier Cedex 5

RÉSUMÉ

Titre : Political ecology du karité : relations de pouvoir et changements sociaux et environnementaux liés à la mondialisation du commerce des amandes de karité. Cas de l'Ouest du Burkina Faso.

Mots clés : karité, différenciation socio-économique, genre, chaîne de valeur globale, mondialisation, *political ecology*, Afrique, Burkina Faso

Résumé :

L'objectif de la thèse est d'analyser les relations de pouvoir et les changements sociaux et environnementaux engendrés par la mondialisation du commerce des amandes de karité dans l'Ouest du Burkina Faso. Dans le premier chapitre, nous montrons que la mondialisation du commerce des amandes de karité n'a pas conduit à de profondes modifications de l'organisation de la chaîne de valeur dans l'ouest du Burkina Faso. Le maintien du pouvoir d'un réseau de grossistes de karité au niveau régional s'explique à la fois par les spécificités du karité et par l'efficacité de leur organisation. Le deuxième chapitre décortique comment la croissance de la valeur économique des amandes de karité contribue à modifier l'accès à l'arbre et à ses produits. Nous montrons les mécanismes qui contribuent à modifier les règles d'accès et détaillons comment ce changement de l'accès au karité peut affecter la différenciation sociale locale. Dans le troisième chapitre nous analysons plus en détail, et à l'échelle intra-ménage, la différenciation socio-économique en partie issue des effets de la mondialisation du marché des amandes de karité. Nous croisons les analyses des changements d'accès à l'arbre avec les rapports de pouvoir intra-ménage pour définir une typologie des ménages. Cette typologie met en relief les disparités dans la place du revenu karité et son partage dans le ménage. Le dernier chapitre apporte une vision historique et critique du discours dominant sur l'écologie du karité. Ce chapitre met en perspective la façon techniciste dont la science coloniale a pensé les projets de gestion du karité, et le fait que les traits saillants de ce discours colonial sont repris aujourd'hui dans les discours des industriels du karité et des gouvernements.

ABSTRACT

Title: Political ecology of shea tree: power relationships and social and environmental changes linked to the globalization of the shea nuts trade. The case study of western Burkina Faso.

Keywords: shea, socio-economic differentiation, gender, global value chain, globalization, political ecology, Africa, Burkina Faso

Abstract:

In this dissertation I examine power relationships and social and environmental change stemming from the globalization of shea nuts trade in western Burkina Faso. The first chapter shows that the globalization of the shea nuts trade has not led to fundamental change in the organization of the shea nuts value chain in western Burkina Faso. I demonstrate that wholesalers may have survived the upheavals of the globalization process by being organized in a way that enables them to overcome the main coordination problems of the shea supply chain. In chapter two, I examine how the globalization of the shea market affects inequalities at local level through changes in access to the shea tree. I propose a conceptual framework to study inequalities in access to natural resources, which combines two complementary approaches showing both mechanisms by which access is controlled and the result on social differentiation. The third chapter shows how the boom in the shea trade in western Burkina Faso has fueled a socio-economic differentiation process. I cross analyze the gender politics and agrarian change literatures to inform both intra- and inter-household mechanisms of differentiation and to build a typology of households. The last chapter explores underlying colonial legacies that influence the way regeneration projects are thought and designed. I show that the current endeavors are rooted in a narrow technical way of framing the ecological question of the shea tree as developed by colonial scientists and that assumes away the social meaning of the tree and its complex and evolving tenure.

REMERCIEMENTS

Tout d'abord je remercie mon directeur de thèse, Denis Gautier, pour son aide logistique et sa contribution à me faire découvrir le Burkina Faso.

D. Andrew Wardell a co-encadré ce travail. Nous avons eu des discussions fournies. Je le remercie pour ses conseils et son esprit toujours positif. Je lui souhaite de la réussite dans ses projets dont je sais qu'ils ne sont pas uniquement scientifiques.

Les réunions et les échanges avec mon comité de thèse ont été des étapes importantes de ma thèse. Les remarques, commentaires et conseils des membres du comité de thèse ont été d'une grande valeur. Je remercie Hauria Djoudi, Sandrine Dury et Régis Peltier pour leurs conseils et leur attention pour mon travail.

Je tiens à remercier particulièrement Pierre-Marie Aubert pour le temps et l'énergie passés à lire et commenter mes travaux. Nos échanges ont toujours été pour moi très productifs et dynamisants.

Je remercie Tom Bassett pour ses conseils, ses suggestions et ses critiques qui ont été salutaires. Je le remercie pour m'avoir ouvert les portes du département de géographie de l'université d'Urbana-Champaign. Je le remercie ainsi que Carol Spindel pour leur générosité et leur hospitalité. Ils m'ont fait découvrir la vie culturelle de d'Urbana et ses environs.

J'ai également une pensée pour les étudiants et les enseignants du département de géographie de l'université d'Urbana-Champaign qui ont été très chaleureux et accueillants.

A Montpellier, je tiens à saluer l'équipe de l'unité Bsef du CIRAD. Merci à Annie Molina pour son soutien administratif, bien souvent décisif ! Merci à Fabrice Bénédet pour ses conseils sur la gestion des données. Merci à Laurent Gazull pour son regard sur mes travaux. Merci à Hélène Dessart de m'avoir donné des conseils en statistiques et sur mes lignes de code R. Les doctorants de l'AK team et de la DG team se reconnaîtront. Ce fût un vrai plaisir de travailler à vos côtés et de partager plus que nos thèses (je ne fais pas référence qu'au chocolat !).

Tout au long de cette année et demie de séjour au Burkina Faso, j'ai été accompagnée par Anne Dah, étudiante en sociologie. Nous avons vécu toutes les étapes du terrain ensemble. Anne a été plus qu'une traductrice, elle m'a accompagnée dans le cheminement des entretiens et des questionnaires, dans les joies et les affres du terrain. Je lui souhaite de poursuivre brillamment ses études de sociologie.

Je remercie mon équipe de choc d'enquêteurs et d'enquêtrices : Honorine Bakoan, Anne Dah, Félicité Kambiré, Mariéttou Yigo, Mamadou Ira, Loukmane Goumbané, Blaise Pascal Ouattara et Hamadou Tall. Ils ont réalisé l'enquête par questionnaire avec sérieux et compétence et ont su

prendre les difficultés et les imprévus inhérents au terrain avec humour. On se souviendra pêle-mêle de l'explosion d'un pneu du dina en allant à Dimolo, de la descente de la falaise de Mé en Crypton, des départs silencieux au petit matin, des fous rires du soir après des journées difficiles, de binômes en instance de divorce et d'une attaque d'abeilles qui restera dans les mémoires. Je voudrais souligner ici la qualité de ces personnes à qui je souhaite d'obtenir des positions professionnelles à la hauteur de leurs compétences.

Rabo Adama m'a pris sous son aile pour m'introduire dans le monde caché du commerce de karité. Je le remercie pour sa générosité et sa bienveillance.

Mes *diatigu*s m'ont ouvert la porte de leur village et de leur concession. Je tiens à remercier Kapri Koné à Denkoro, Boukari Tiendrebeogo à Solenzo, Mamadou Ouattara et Bakari Sanon à Mé, Tatiana Dah à Dimolo et Abdoulaye Ouattara à Loumana.

Je remercie les commerçants de karité et les représentants des industriels des CBE à Bobo-Dioulasso pour leur patience et leur compréhension.

Merci à Elodie et Tristan pour leurs conseils et leur hébergement lors des séjours à Ouagadougou. Merci à Marie et Marion pour avoir hébergé mes cartons de questionnaires. Merci à Louise pour son aide précieuse sur le terrain. Je remercie aussi Elvire parce qu'elle m'a demandé de le faire !

Denis, tu auras reconnu le clin d'œil de la première ligne de ces remerciements ! Je pourrais écrire plusieurs pages de remerciement à ton intention, tant ta présence a été cruciale tout au long de mon cheminement. Mais je vais me concentrer sur l'essentiel. Tu m'as fait confiance en me confiant cette thèse et je t'en suis reconnaissante. Tu as été généreux de tes connaissances scientifiques, de tes réflexions et de ton réseau de chercheurs. Tu as été patient et pédagogue. Tu m'as appris à construire un raisonnement scientifique et à rédiger un article scientifique (le premier est passé par bien des stades avant d'être accepté dans World Development). Tu m'as ouvert les portes de la géographie anglophone. Tu as apporté ton intelligence à chaque étape de ma thèse. Tu as su m'aiguiller dans le dédale du terrain. Et heureusement, il y a eu plus que cela : les descentes à 18h à Bobo-Dioulasso, les déjeuners et les discussions. Merci pour tout cela.

Enfin, un grand merci à mon « grand-père » et tuteur Burkinabè, Albert Sanon, pour son soutien et ses conseils !

Le CIRAD et le CIFOR ont rendu cette thèse possible en la cofinçant. Je remercie le CIRAD pour les conditions de travail dont j'ai bénéficié.

SOMMAIRE

RESUME	3
REMERCIEMENTS	5
SOMMAIRE.....	7
LISTE DES SIGLES ET DES ABREVIATIONS.....	11
LEXIQUE.....	13
INTRODUCTION.....	15
I. Problématisation : changements sociaux et environnementaux liés à la mondialisation du karité.....	15
1. <i>La mondialisation et ses effets</i>	15
2. <i>Le karité dans la mondialisation</i>	18
3. <i>Questions de recherche</i>	19
II. Contexte et objet d'étude : karité et mondialisation dans l'Ouest du Burkina Faso...	21
1. <i>Le karité</i>	21
2. <i>L'Ouest burkinabè</i>	36
III. Construire une <i>political ecology</i> du karité	42
1. <i>Political ecology : cadre conceptuel de la thèse</i>	43
2. <i>Positionnement dans le champ de la political ecology</i>	46
3. <i>Construire une political ecology spécifique du karité</i>	51
IV. Méthodes	64
1. <i>Région et villages d'étude</i>	64
2. <i>Les méthodes de recueil de données</i>	74
V. Structure de la thèse	82
VI. Bibliographie de l'introduction	84
CHAPITRE 1. GLOBALISATION DU COMMERCE DU KARITE ET EFFETS SUR LA CHAÎNE DE VALEUR AU BURKINA FASO.....	95
I. Introduction	96
II. Overview of the global shea value chain.....	97
III. Data and methods	100
IV. Structure of the value chain in westren burkina faso	102
1. <i>The pyramidal shea nut supply chain</i>	102
2. <i>The Shea value chain and the upheavals of state regulation and globalization</i>	105
3. <i>New positioning of wholesalers and CBE manufacturers</i>	110
V. Analyzing the continuity of the wholesalers' supply system	111
1. <i>Coordination problems and transaction costs of the shea nut supply chain</i>	111
2. <i>Wholesalers successfully tackle coordination problems</i>	114
3. <i>Horizontal organization of shea traders</i>	116
VI. Discussion: stability of the wholesalers' supply system	117
1. <i>Vertical coordination of the shea value chain</i>	117
2. <i>Stability of wholesalers' supply system</i>	117

VII.	Conclusion.....	119
VIII.	References.....	120
CHAPITRE 2. RENEGOCIATION ET JEUX DE POUVOIR AUTOUR DE L'ACCES AU KARITE		125
I.	Introduction	126
II.	An integrated framework for analyzing access to natural resources.....	127
III.	Access to shea nuts in western Burkina Faso: study areas and methods.....	129
IV.	Increasing Competition For Shea	131
	1. <i>Migration and Land Pressure in Western Burkina Faso</i>	131
	2. <i>Shea Trade Boom: Commoditization of Shea and Globalization of its Market</i>	131
	3. <i>Pressure on Shea Collection</i>	132
	4. <i>Changing Social Organization: Uncertainty regarding Authority over Shea Access</i>	132
V.	Changing shea tree tenure and socio-economic differentiation.....	134
	1. <i>A General Trend towards the Restriction of Access</i>	134
	2. <i>First and Late Comers Struggle for Access to Shea</i>	136
VI.	Discussion	142
	1. <i>Towards Increased Inequalities of Access to Shea?</i>	142
	2. <i>NTFPs as an Equitable Source of Income?</i>	143
	3. <i>Uncertainty and Plantation Projects</i>	144
	4. <i>Access to Shea, Access to Land, and Agrarian Change</i>	144
VII.	Conclusion.....	145
VIII.	References.....	146
CHAPITRE 3. DIFFERENCIATION SOCIO-ECONOMIQUE : RAPPORT DE POUVOIR ET RAPPORT DE GENRE AUTOUR DU KARITE		151
I.	Introduction	152
II.	Gender politics and agrarian change literatures: fruitful cross-fertilization	153
III.	Materials and methods	155
IV.	Mechanisms of socio-economic differentiation.....	158
	1. <i>Access</i>	158
	2. <i>Intra-household transfer of shea income</i>	159
V.	Classifying households according to shea income disparities: toward a typology..	164
VI.	Discussion	168
VII.	Conclusion.....	169
VIII.	References.....	170
CHAPITRE 4. HISTOIRE ENVIRONNEMENTALE DU KARITE : PERMANENCE DU DISCOURS COLONIAL SUR LA QUESTION DU RENOUVELLEMENT DU KARITE		173
I.	Introduction	174
II.	Material and Methods.....	175
III.	A growing concern for shea tree regeneration and sustainable production.....	176
	1. <i>A growing concern about shea tree regeneration in the literature</i>	176
	2. <i>Toward a dominant discourse on sustainable shea tree production</i>	176
IV.	Present discourse through historical lens: the colonial legacies.....	178
	1. <i>Environmental history of the shea tree</i>	178
	2. <i>Today's colonial legacies</i>	180
V.	Local practices and representations matters	182

1.	<i>Cultural constraints and practices</i>	182
2.	<i>Shea tree tenure as part of the game</i>	182
VI.	Discussion and conclusion.....	185
VII.	References.....	186
CONCLUSION GÉNÉRALE		191
I.	Rappel du contexte et de la problématique.....	191
II.	Les principaux résultats	192
III.	Les apports théoriques	195
IV.	Mise en perspective des résultats	196
1.	<i>La gestion de l'incertitude</i>	196
2.	<i>La centralité de la notion d'accès</i>	198
3.	<i>Vers une différenciation socio-économique</i>	199
V.	Bibliographie de la conclusion.....	201
TABLES		203
	<i>Illustrations</i>	203
	<i>Encadrés</i>	204
	<i>Tables et tableaux</i>	204
ANNEXE		205
	Questionnaire socio-économique karité : Chef de concession	205

LISTE DES SIGLES ET DES ABRÉVIATIONS

AOF	Afrique Occidentale Française
APFNL	Agence des produits forestiers non ligneux
CBE	<i>Cocoa butter equivalent</i> , équivalent au beurre de cacao
CIFOR	<i>Center for International Forestry Research</i>
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
CGV	Chaîne globale de valeur
CSPPA	Caisse de stabilisation des prix et des produits agricoles
GSA	<i>Global Shea Alliance</i>
GVC	<i>Global value chain</i>
FAO	Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FPE	<i>Feminist political ecology</i>
GSA	<i>Global Shea Alliance</i>
NTFP	<i>Non timber forest product</i>
ONG	Organisation non gouvernementale
PEN	<i>Poverty Environment Network</i>
PFNL	Produits forestiers non ligneux
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RAF	Réforme agraire et foncière
SES	<i>Socio-ecosystem</i> ; socio-écosystème
TFK	Table filière karité

LEXIQUE

Puisque cette thèse sur articles est bilingue – les articles sont en anglais alors que l'introduction et le chapitre de conclusion sont en français – ce lexique anglais-français est présenté ici pour préciser les traductions adoptées pour les principaux concepts utilisés. Ce n'est pas un lexique à portée générale, son champ de validité est celui du présent document.

<i>Agrarian change</i>	Changement agraire
<i>Agrarian transition</i>	Transition agraire
<i>Commodification / commoditization</i>	Marchandisation (voir note 2, p16)
<i>Empowerment</i>	Autonomisation
<i>Firstcomers</i>	Premiers arrivants / premiers arrivés (voir Encadré 2, p. 39)
<i>Global change</i>	Globalisation (voir p. 15)
<i>Globalization</i>	Mondialisation (voir p. 15)
<i>Global value chain (GVC)</i>	Chaîne globale de valeur (CGV) (voir p. 51)
<i>Late comers</i>	Nouveaux arrivants / nouveaux venus (voir Encadré 2, p. 39)
<i>Livelihoods</i>	Conditions d'existence
<i>New comers</i>	Derniers venus (voir Encadré 2, p. 39)
<i>Social-ecological system (SES)</i>	Socio-écosystème
<i>Tenure control</i>	Maîtrise foncière

INTRODUCTION

I. PROBLÉMATISATION : CHANGEMENTS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX LIÉS À LA MONDIALISATION DU KARITÉ

1. LA MONDIALISATION ET SES EFFETS

L'économie africaine est de plus en plus intégrée à l'économie mondiale. Les investissements directs étrangers en Afrique ont été multipliés par trente durant les vingt dernières années (The World Bank 2014). La totalité des exportations de l'Afrique Sub-saharienne représentait 68 milliards de dollars en 1995 et 400 milliards de dollars en 2012 (The World Bank 2014). L'Afrique est pleinement partie prenante de cette nouvelle phase de la mondialisation débutée par l'ère industrielle (Grataloup 2010). La mondialisation est un phénomène complexe et le terme recouvre différentes réalités en fonction des contextes et des populations étudiées. Selon une définition consensuelle et large, la mondialisation est « un processus qui transforme les relations économiques, politiques, sociales et culturelles entre les pays, les régions et les continents en les étendant plus largement, en les intensifiant et en accroissant leur rapidité »¹ (Hopkins 2002, p. 16) ou encore « la mondialisation c'est l'échange généralisé entre les différentes parties de la planète, l'espace mondial étant alors l'espace de transaction de l'humanité » (Dollfus 1997). De ce point de vue la mondialisation est un processus qui se développe sur le temps long et qui a connu déjà plusieurs phases (Hopkins 2002, Grataloup 2010). La phase de mondialisation actuelle est une mondialisation économique marquée par le développement et l'expansion du capitalisme de marché et du libéralisme économique, le développement des communications et l'uniformisation de la finance mondiale (Hopkins 2002, Grataloup 2010). Carroué (2006) propose de distinguer mondialisation et globalisation, pour apporter plus de précision et tirer avantage des deux termes existant en français. La mondialisation correspondrait au développement et à l'extension du capitalisme à l'échelle de la planète, et serait la traduction française de *globalization* en anglais. La globalisation, qui correspondrait à *global change* en anglais, serait « l'étude et l'analyse de phénomènes affectant le fonctionnement de l'espace terrestre – le globe – dans une interrelation et une interaction entre le milieu et les sociétés humaines » (Carroué 2006) et inclurait des phénomènes tels que le

¹ « A process that transforms economic, political, social and cultural relationships across countries, regions and continents by spreading them more broadly, making them more intense and increasing their velocity »

changement climatique, l'épuisement des ressources naturelles, la réduction de la biodiversité, etc. J'utiliserai dans la partie francophone de cette thèse cette distinction entre mondialisation et globalisation.

Outre le fait que la mondialisation se déroule par étapes, elle n'est pas un phénomène linéaire évolutionniste. Ce processus est réversible, dynamique et changeant (Grataloup 2010). Par ailleurs, la mondialisation ne s'impose pas uniformément sur tous les territoires, elle s'hybride avec les spécificités sociales, économiques et politiques locales et contribue à remodeler et recréer des territoires (Brenner 1999).

C'est le cas pour le secteur agro-alimentaire en Afrique. La mondialisation récente du secteur agro-alimentaire en Afrique a été marquée par le développement du capitalisme et du libéralisme. Les plans d'ajustement structurel imposés par les institutions financières internationales pendant les années 1980-1990 ont contribué à libéraliser et déréguler le secteur. Cependant, Goodman et Watts (1997) ont montré que la mondialisation du secteur agro-alimentaire ne s'accompagnait pas des caractéristiques de la mondialisation observées dans d'autres secteurs tels que l'automobile ou l'électronique : une déterritorialisation des entreprises accompagnée de nouvelles formes d'organisation inter-firmes en réseau. Les multinationales de l'agro-alimentaire ont des stratégies à l'échelle mondiale mais la production reste locale, peu interchangeable et peu centralisée, tributaire des spécificités des modes de production locaux (Goodman et Watts 1997).

Les effets locaux de ce processus de mondialisation en Afrique sont un sujet de débat. Dans les zones rurales, la mondialisation s'exprime à travers la marchandisation² des produits agricoles, pastoraux et forestiers mais aussi la modification des conditions d'accès aux terres, la volatilité accrue des prix des produits agricoles, des incitations à intensifier l'agriculture (Bernstein et Woodhouse 2001, Gray 2005). Les effets de ces changements dépassent l'économie ; ils ont des impacts sociaux, culturels, politiques et écologiques. Ils modifient les règles d'accès aux ressources, les conditions d'existence des populations, les modes de production et l'équilibre des systèmes socio-écologiques. Ces modifications posent la question de savoir qui en sont les gagnants et qui sont les perdants. Les tenants de la mondialisation néolibérale affirment que celle-ci est à même de développer la croissance économique et la sécurité alimentaire des pays en intensifiant l'agriculture, en la modernisant et en l'intégrant aux marchés³. A l'inverse certains pensent que la mondialisation sape les possibilités endogènes de sécurité alimentaire, détruit les ressources naturelles et accentue les inégalités locales en marginalisant certains groupes sociaux du processus (McMichael 2009, Bernstein 2014, Watts 2015). Ce débat conduit à l'émergence d'études sur les effets de la mondialisation sur la pauvreté et les inégalités

² Au sens de *commodification*, soit le fait de transformer un objet ou une relation en *commodity* (marchandise), et le définir d'abord par sa valeur économique. La marchandisation est « le processus consistant à rendre marchande une relation qui ne l'était pas auparavant » (Guerrien 2003). Selon Prudham (2015) la *commodification* est l'appropriation commerciale des ressources naturelles.

³ Voir par exemple les initiatives pour mettre en œuvre une « nouvelle révolution verte » en Afrique (AGRA – alliance for a Green Revolution in Africa, NASAN - Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition et 'Grow Africa' et The Rockefeller Foundation 2006).

(Ravallion 2003, Wade 2004, Nissanke et Thorbecke 2006, Bourguignon 2013). Il s'agit de comprendre comment le processus de mondialisation concoure à reconfigurer les interrelations entre écologies, économies et sociétés (Joshi 2015).



Photographie 1. Karité en bord de route
(source : Karen Rousseau, avril 2013)



Photographie 2. Parc à karité
(source : Karen Rousseau, avril 2013)

2. LE KARITÉ DANS LA MONDIALISATION

Le karité est un arbre emblématique des effets de la mondialisation sur les systèmes socio-écologiques locaux et les populations qui en font partie. Arbre endémique des zones Sahélo-soudaniennes d'Afrique Sub-saharienne, il n'est pas planté mais domestiqué et entretenu (Photographies 1 et 2). Historiquement, les femmes collectent les amandes de karité et les transforment en beurre pour des usages multiples mais principalement alimentaires. Si le marché des produits issus du karité a été identifié depuis des siècles comme étant un commerce régional, le marché des amandes de karité a connu une croissance forte des volumes commercialisés à l'export ces quinze dernières années, bien que ce marché ait commencé à se développer dès les années 1960. Les amandes de karité sont devenues une marchandise⁴ et leur commerce a atteint un niveau de rentabilité tel que toute la chaîne de valeur en a été profondément modifiée, depuis la collecte jusqu'aux transformateurs et usagers finaux. Ce changement de valeur culturelle et monétaire du karité a notamment entraîné des changements dans les rapports sociaux et les relations de pouvoir autour du karité. L'accès à la ressource, l'importance et le contrôle du revenu du karité, la gestion de l'arbre et de son renouvellement en ont été modifiés très rapidement si on le compare par exemple aux dynamiques agraires générées par les cours du coton, pivot de ces systèmes agraires soudano-sahéliens.

⁴ Au sens de *commodity*.

Au cours des années 1990, les produits forestiers non ligneux (PFNL) ont été perçus comme des produits dont le développement économique pourrait permettre à la fois de réduire la pauvreté des populations et de conserver les forêts (Sunderland et Ndoye 2004). Puisque les PFNL étaient considérés comme ayant la double particularité d'être accessibles même aux plus pauvres et de ne pas être plantés industriellement, leur développement commercial devait permettre d'offrir un revenu aux plus pauvres tout incitant les populations à conserver les forêts dans lesquels ils prélèvent les PFNL. La revue de littérature menée par Neumann et Hirsch (2000) sur la commercialisation des PFNL a montré les limites de cette approche : les conditions d'accès aux PFNL peuvent changer en même temps que leur intérêt commercial se développe au détriment des populations les plus marginalisées et les revenus tirés des PFNL servent plutôt de filets de sécurité (Shackleton *et al.* 2011, Wunder, Börner, *et al.* 2014) que de moyens de sortir de la pauvreté. Ils ont également mis en avant le manque de données sur la différenciation socio-économique résultant de l'accroissement du commerce des PFNL. Le karité se situe dans cette problématique. Alors que l'attractivité économique des amandes de karité s'est accrue du fait de la mondialisation de son commerce, la question se pose de savoir à qui profite cette opportunité économique et quels sont les impacts environnementaux de ce commerce mondialisé des amandes, qui s'ajoute à celui régional des produits transformés. **L'enjeu de la thèse est d'analyser les changements socio-économiques et environnementaux engendrés par la mondialisation du commerce des amandes de karité et leurs impacts sur les populations rurales ainsi que sur leur environnement.** Dans cette thèse, la zone d'étude dans laquelle nous avons choisi d'analyser cette question est l'ouest du Burkina dont la capitale (Bobo-Dioulasso) accueille les principaux industriels du karité. Nous reviendrons dans la partie (IV p.64) sur les éléments qui justifient le choix de cette zone d'étude.

3. QUESTIONS DE RECHERCHE

Cette problématique a été décomposée en trois questions de recherche.

1. Comment la chaîne de valeur mondiale des amandes de karité est-elle modifiée par la mondialisation du commerce des amandes karité ?

Puisque le processus de mondialisation n'est pas homogène ni linéaire mais au contraire fragmenté, parcellaire et tributaire des formes sociales, politiques et économiques préexistantes, il est nécessaire d'analyser les spécificités de la mondialisation de la chaîne de valeur des amandes de karité. Il s'agit de comprendre comment les stratégies et les logiques des multinationales du karité se sont déployées dans la partie amont de la chaîne de valeur, dans l'Ouest du Burkina Faso. Il s'agit également d'analyser comment les structures locales préexistantes du commerce des produits du karité se sont adaptées à ces changements et comment les relations de pouvoir se sont remodelées entre les acteurs de la chaîne de valeur, et avec quels impacts pour les collecteurs d'amandes de karité, tout à fait en amont de la chaîne de valeur, pour la très grande majorité des femmes.

2. Qui sont les gagnants et les perdants de la mondialisation du commerce des amandes de karité à l'échelle locale ?

Cette question, très large, se décline en plusieurs autres, à l'échelle des chaînes de valeur, mais aussi à l'échelle des villages qui alimentent le marché en amandes et sur lesquelles nous allons nous concentrer : quel est l'impact de la mondialisation du commerce des amandes de karité sur les relations de pouvoir au sein des ménages et entre les ménages au sein des villages ? Comment se recompose l'accès à la ressource karité ? Au bénéfice de qui ? Au détriment de qui ? Comment est (re)-distribué le revenu karité entre groupes sociaux et au sein des ménages ?

La croissance du marché de l'amande de karité modifie les rapports de pouvoir entre groupes sociaux et au sein des ménages. La reconfiguration des relations de pouvoir contribue à redéfinir l'accès à la ressource en restreignant l'accès au karité à certains groupes sociaux et en la renforçant voire en l'étendant pour d'autres. En retour, cela affecte différemment les conditions d'existence selon les groupes sociaux et les individus considérés.

Précisons d'emblée que l'objectif de cette thèse n'est pas de conduire une analyse d'attribution afin de mesurer quelle partie des changements observés peut être imputée à la mondialisation du commerce des amandes de karité. D'autres facteurs locaux et régionaux contribuent à expliquer la modification des conditions d'accès aux ressources, les inégalités de revenu de karité et la modification du contrôle du revenu de karité.

3. Comment l'essor du commerce des amandes de karité agit sur la manière dont les acteurs institutionnels envisagent les actions affectant le renouvellement des peuplements de karité ?

L'expansion du commerce d'amandes de karité intervient à un moment de l'histoire agraire des milieux soudano-sahéliens où les parcs arborés de karité sont vieillissants et sont plus difficilement renouvelés du fait du raccourcissement du temps de jachère où se passe la régénération du karité avant une nouvelle mise en culture. Les industriels du karité, les gouvernements et les ONGs s'emparent de cette question. Il s'agit d'analyser les discours sur l'écologie du karité produits par ces acteurs et la manière dont ils envisagent d'agir. Dans une perspective historique, il s'agit de comprendre comment les discours et les projets d'intervention sur les peuplements de karité ont évolué parallèlement à la mondialisation du commerce des amandes de karité.

Le format de la thèse n'a pas permis de traiter la question des conséquences du commerce des amandes de karité sur la dynamique des peuplements de karité. Répondre à cette question aurait permis de traiter la question des conséquences de l'accroissement du commerce des amandes de karité sur les socio-écosystèmes (SES) dans son intégralité. Y répondre aurait cependant nécessité de produire des données factuelles sur la dynamique des densités de peuplement de karité dans l'Ouest du Burkina Faso mais aussi d'analyser l'évolution des pratiques de gestion et de renouvellement des karités par les producteurs et d'identifier les menaces pesant sur le renouvellement de l'arbre. Ces menaces sont multiples : utilisation du bois

de karité en bois-énergie , raccourcissement des temps de jachère (pendant lesquels le karité se renouvelle naturellement), diffusion du labour attelé et désormais, même si cela reste encore assez marginal, motorisé et son possible effet de réduction du nombre d'arbres dans les parcs agroforestiers, récolte des fruits non mûres et récolte intégrale des arbres... N'ayant pas les ressources pour conduire ces analyses de manière satisfaisante, le choix a été fait de se concentrer sur cette approche historique des discours sur l'écologie du karité et des projets visant à favoriser le renouvellement de l'arbre.

II. CONTEXTE ET OBJET D'ÉTUDE : KARITÉ ET MONDIALISATION DANS L'OUEST DU BURKINA FASO

Cette thèse, en posant la question des manifestations locales de la mondialisation du commerce des amandes de karité, n'ambitionne pas de mesurer la contribution de l'accroissement du commerce des amandes de karité dans les changements observés. Il est en effet important de noter que la croissance du commerce des amandes de karité est un facteur parmi d'autres agissant sur les relations de pouvoir dont les effets sur l'activité karité ne représentent qu'une partie. Cette partie se propose précisément, outre la description nécessaire du karité en lui-même et de ses produits, de leurs usages et de l'organisation de leur collecte, de caractériser à la fois la mondialisation du commerce des produits du karité, qui est notre point de départ, et les autres éléments de contexte et processus de changement sociaux et politiques qui influencent les relations de pouvoir locales autour de l'activité karité dans les zones rurales de l'Ouest burkinabè.

1. LE KARITÉ

Quatre éléments distinctifs du karité seront détaillés dans la première sous-partie : le karité est un arbre en grande partie domestiqué par les populations rurales et très présent dans les paysages de l'Ouest burkinabè, notamment dans les parcs agroforestiers ; il est encore massivement consommé comme matière grasse alimentaire localement dans les zones rurales ; la collecte des fruits, la transformation des amandes de karité et le commerce local des produits issus du karité sont des activités construites comme étant celles des femmes ; et enfin les revenus de la vente de ces produits contribuent à la diversification des revenus des femmes et des ménages. Ces éléments éclairent en partie l'objet de la seconde sous-partie, le processus de mondialisation du commerce des produits du karité, que nous envisagerons sur le temps long.

a. ÉLÉMENTS DE DESCRIPTION

i. Le karité et son peuplement : un arbre domestiqué mais non planté

Le karité, *Vitellaria Paradoxa* ou *Butyrospermum Parkii*, est un arbre de la famille des *Sapotacée* endémique de la zone soudanienne de l'Afrique sub-saharienne. Il est présent dans une bande

couvrant approximativement un million de kilomètres carrés caractérisée par une pluviosité annuelle comprise entre 600 et 1400 mm (Bonkounbou 1987). Le karité est un arbre des sols secs. Son écorce épaisse le rend résistant au feu (Aubréville 1950, Boffa 2000). C'est un arbre à la croissance lente qui mesure 10 à 20 mètre de haut à maturité. Il commence à fructifier entre 30 et 40 ans dans les formations naturelles mais dès 15 à 20 ans en champs, est mature entre 50 et 100 ans et peut vivre jusqu'à 200 voire 300 ans (Chevalier 1948, Ruysen 1958, Bonkounbou 1987). Récemment, des expérimentations ont montré que le greffage du karité pouvait permettre d'accélérer considérablement le démarrage de la fructification des jeunes arbres, à partir de l'âge de 5 ans (Sanou *et al.* 2004). Cependant, cet arbre local, même quand il est produit en pépinière et greffé, n'est pas encore planté par les paysans.

Le karité fleurit de décembre à début avril (photographie 3) et produit un fruit qui est récolté entre juin et septembre (photographie 4). Le fruit est comestible à maturité. Il contient une noix (photographie 5), qui elle-même contient une amande oléagineuse (photographie 6) dont est extrait le beurre de karité, une matière grasse végétale. L'amande de karité contient 45% de matière grasse. Le rendement des arbres en fruits et en amandes est très variable selon les arbres et selon les années, avec une variabilité qui est encore mal élucidée. Sur la base d'un suivi de la production des arbres de la plantation scientifique de Niangoloko au Burkina Faso sur quatre années, Desmarest (1958) montrait que chaque année 30 à 40% des karités étaient improductifs et que seulement 15% des arbres étaient de bons producteurs chaque année. D'autres auteurs (Boffa *et al.* 1996) ont confirmé ces résultats. La quantité de fruits du karité produite varie également d'une année sur l'autre et d'une région à l'autre. Les facteurs explicatifs de ces variations ne sont pas tous connus. Les mesures de production varient donc selon les études de 18 à 73 kg de fruits frais par arbre en moyenne, soit entre 2,5 et 16 kg d'amandes sèches par arbres (Boffa *et al.* 1996).

Encadré 1. Parc agroforestier - définition

Un parc agroforestier est considéré ici comme étant « un système d'utilisation des terres dans lequel les végétaux ligneux pérennes sont délibérément conservés en association avec les cultures et/ou l'élevage dans un arrangement spatial dispersé et dans lequel existent des interactions à la fois écologiques et économiques entre les ligneux et les autres composantes » (Pullan 1974, Raison et Seignobos 1988, Bonkounbou *et al.* 1994, Boffa 2000).

Le karité est un arbre qui est domestiqué par les hommes (Aubréville 1950, Lovett et Haq 2000) bien qu'il ne fasse encore nulle part l'objet de plantation dans les systèmes agraires. Les populations locales s'attachent à le préserver, notamment de la charrue et de la dent du bétail, et éventuellement à le transplanter pour densifier leur parc agroforestier. Maranz et Wiesman (2003) ont montré que le centre de la domestication du karité était probablement le

plateau Mossi au Burkina Faso, à partir d'une analyse des caractéristiques biologiques des fruits et amandes de karité provenant de plusieurs pays et de l'évolution de l'aire de répartition du karité. Une autre preuve de cette domestication du karité a été apporté par Pélissier (1980). Il analysait une anomalie dans la répartition géographique du karité comme un révélateur des sources de matières grasses privilégiées par les hommes. Il faisait état de l'absence de karité à

l'ouest de sa bande de répartition à plusieurs centaines de kilomètres de la côte au niveau du Sénégal. Dans la zone sénégalaise concernée par l'absence de karité, les sociétés étaient principalement composées d'éleveurs disposant de matière grasse animale issue de leur activité d'élevage, ou d'agriculteurs entretenant de bonnes relations, notamment de commerce, avec les éleveurs. La présence du karité dans le paysage serait donc un signe d'une stratégie délibérée des hommes ayant un faible apport de matière grasse animale de produire une matière grasse végétale.

Le karité n'est donc pas un arbre « sauvage » mais un arbre sélectionné et entretenu par les agriculteurs. Son renouvellement s'effectue à travers la rotation champs-jachères. En jachère, les karités se renouvellent naturellement par germination des graines ou par rejet de souche. Quand une jachère est défrichée, les agriculteurs conservent les arbres utiles, parmi lesquels le karité. Le karité bénéficie dans les champs de l'amendement et des fertilisants des cultures ainsi que de la moindre concurrence des autres arbres (Desmarest 1958, Bonkougou *et al.* 1994, Boffa 2000). Ainsi, les peuplements de karité les plus denses sont ceux situés dans des zones habitées depuis le plus longtemps et dans les zones cultivées. Le karité est plus diffus en zone de savane où il pâtit de la concurrence des autres arbres. Le karité est l'arbre le plus fréquent dans les paysages du Burkina Faso (Fischer *et al.* 2011). Il peut constituer plus de 50% des arbres des parcs agroforestiers et jusqu'à 70% des arbres des jachères (Augusseau *et al.* 2006).

Il faut noter qu'au Burkina Faso, le karité est une espèce intégralement protégée par un décret colonial datant de 1906 et réaffirmé par le gouvernement du Burkina Faso depuis (l'arrêté le plus récent étant le n°2004-019/MECV portant détermination de la liste des espèces forestières bénéficiant de mesures de protection particulière du 7 juillet 2004).



Photographie 3. Fleurs du karité
(source : Karen Rousseau, février 2014)



Photographie 4. Fruit du karité en formation
(source : Karen Rousseau, avril 2013)



Photographie 5. Fruit mature du karité, en coupe
(source : Karen Rousseau, juin 2014)



Photographie 6. Noix (à droite) et amandes (à gauche) de karité
(source : Karen Rousseau, juin 2014)

ii. Un usage d'abord alimentaire

Le karité a une grande diversité d'usage, mais le plus important est un usage alimentaire et dans une moindre mesure cosmétique. Toutes les parties de l'arbre – racine, écorce, feuille, fleur et noix – sont utilisées pour des usages médicaux (IRBET et ISN/IDR 1988).

Le fruit du karité est comestible et constitue un apport nutritif complémentaire à un moment décisif de l'année (Crélerot 1995). En effet, le fruit du karité est mature entre juin et septembre, ce qui correspond à la période de la soudure, caractérisée pour les paysans les plus pauvres par des greniers presque vides alors que les prochaines récoltes ne sont pas encore disponibles. Le fruit, s'il est prisé des enfants et des adultes, n'entraîne cependant qu'un commerce local et probablement de faible ampleur parce qu'il se conserve mal et parce que la consommation du fruit dans les champs est ouverte à chacun, tant que la noix est laissée au pied de l'arbre. Et quand cet apport nutritif n'est pas direct, par la consommation des fruits, la vente d'amandes de karité peut être une stratégie adaptative pour acheter des céréales et passer ainsi la période de soudure (Koffi *et al.* 2016).

Le bois de karité est utilisé traditionnellement dans l'artisanat (confection de mortier notamment) où sa résistance aux termites est particulièrement appréciée du fait de la densité élevée du bois. Le bois de karité a par ailleurs un fort pouvoir calorifique. Malgré sa protection intégrale, il est utilisé comme combustible domestique dans les campagnes et, de plus en plus fréquemment en se basant sur des observations de fagots de bois en vente bord de route, dans les zones urbaines, mais dans une proportion qu'il est difficile d'établir.

Mais le karité est principalement utilisé pour le beurre issu de sa graine. Celui-ci constitue la première source de matière grasse dans le régime alimentaire des populations rurales (Crélerot 1995, Lamien *et al.* 1996). Il est également très fréquemment utilisé notamment en saison sèche pour oindre la peau, en particulier des bébés. Il est encore utilisé comme base pour la fabrication de savon. Enfin, le beurre de karité a également une valeur culturelle particulière : il est offert lors des célébrations des naissances, des mariages ou en signe de gratitude (Crélerot 1995).

iii. Une activité principalement féminine

La collecte des fruits du karité et la production de beurre de karité ont été décrites comme étant des activités féminines depuis l'une des expéditions de Mungo Park (Park 1825). Les fruits sont collectés entre juin et septembre au moment du pic de travail agricole. C'est une des contraintes majeures à leur collecte car les femmes sont très souvent impliquées dans les travaux agricoles mais doivent généralement aussi prendre en charge la corvée d'eau et de bois, assurer la cuisine et prendre soin des enfants. Elles ont souvent un temps limité pour collecter les fruits du karité et les collectent tôt le matin avant le début des activités quotidiennes (Elias 2010). Les femmes, parfois aidées des enfants, ramassent les fruits du karité dans les champs, les jachères et les brousses mais il est admis que le ramassage dans les champs est plus aisé (proche du lieu de travail agricole, meilleur rendement des arbres et facilité d'accès). Les fruits sont traditionnellement ramassés matures, une fois tombé à terre, au moment où l'amande a une

teneur maximum en matière grasse. Notons que la collecte du karité est une activité qui concerne quasiment tous les ménages agricoles dans l'Ouest du Burkina Faso et un nombre croissant de pasteurs sédentarisés. Une étude récente menée dans deux régions du Burkina Faso montrait que 94% des ménages ruraux collectent les fruits du karité (Pouliot 2012).

Une fois les fruits ramassés, ils sont déulpés. Les noix ainsi récupérées sont bouillies puis séchées ou parfois fumées dans un four à clayettes en terre. Elles peuvent être conservées sous cette forme plusieurs mois. Au moment de faire du beurre ou de vendre des amandes, les noix sont brisées à l'aide d'un caillou pour en extraire l'amande. Le processus de production du beurre de karité implique les étapes suivantes : les amandes sont écrasées puis torréfiées dans un chaudron ; la pâte est ensuite finement moulue (manuellement dans un mortier ou mécaniquement au moulin) ; cette pâte marron est malaxée avec de l'eau – c'est le barattage – ce qui donne une émulsion blanche qui est lavée plusieurs fois à l'eau pour enlever les résidus ; l'émulsion est ensuite bouillie et la couche supérieure est récupérée et filtrée. En refroidissant la partie récupérée devient blanche et solide, c'est le beurre de karité (voir aussi Elias et Carney 2007). Ce processus artisanal a un rendement de l'ordre de 20 à 25% du poids des amandes sèches (Louppe 1994) tandis que les procédés industriels de pressage et d'extraction des matières grasses par solvant permettent un rendement s'approchant des 45%, soit quasiment l'intégralité de la matière grasse contenue dans l'amande.

Ce processus de transformation, quand il est artisanal, est très consommateur en temps et en énergie. Pour produire 1 kg de beurre de karité, il est estimé qu'il faut 20 kg de fruits frais, soit environ 4 kg d'amandes sèches (Terpend 1982). Il faut entre 8 et 10 heures de travail à un individu pour produire 1 kg de beurre de karité (Crélerot 1995, Elias 2003).

iv. L'activité karité dans les conditions d'existence locales

Le beurre de karité faisait, et fait toujours, avant tout l'objet d'une autoconsommation familiale. Il est difficile d'avoir des estimations précises sur ce point. Boffa *et al* (1996) estimait que 60 à 90% des amandes collectées par les femmes étaient transformées en beurre pour la consommation familiale, sur la base d'une enquête dans un village du plateau Mossi. En 2004, Lovett estimait que 57% du karité était consommé sur le marché domestique des pays producteurs de karité en Afrique de l'Ouest. Pouliot (2012), quant à elle, estimait sur la base d'une enquête dans deux régions du Burkina Faso auprès de plus de 500 ménages, que si 94% des ménages collectaient le karité, seuls 39% transformaient les amandes de karité en beurre. 60% du beurre produit était autoconsommé. Mais au total, 47% du total du revenu karité était un revenu monétaire, le reste étant un revenu de subsistance. Du fait des prix attractifs des amandes de karité depuis le début des années 2000, il est probable que les arbitrages autoconsommation/vente aient évolué ces dernières années en faveur de la vente. Et il n'est pas impossible que le beurre de karité soit désormais remplacé lors de la confection des plats par d'autres matières grasses.

La vente concerne deux produits que sont les amandes de karité et le beurre de karité. Le commerce du beurre de karité est plus ancien et local voire régional, tandis que la vente des amandes de karité a pris de l'importance beaucoup plus récemment et est destiné principalement à l'export. La littérature sur le karité a montré que toutes les femmes ne sont pas impliquées dans le commerce du beurre de karité, cette activité étant plutôt l'apanage de certaines femmes spécialisées ayant accès à une main d'œuvre familiale et ayant le capital nécessaire à l'achat d'amandes de karité pour faire le beurre (Crélerot 1995, Chalfin 2004). La vente des amandes de karité est par contre plus ouverte, ne nécessite pas de savoir-faire complexe ou d'un capital de départ. Par exemple, il a été noté que les peuls sédentarisés sont de plus en plus impliqués dans la collecte de karité et dans la vente des amandes de karité (Boffa 2000, Saussey 2009a).

Références	Localisation	Taille de l'échantillon	Périmètre	Part des revenus du karité dans le revenu total
(Pouliot 2012)	Burkina Faso (zones de Pô et Banfora)	536 ménages	Revenu total des ménages (subsistance et monétaire)	7% (12% pour les plus pauvres et 4% pour les plus riches)
(Poudyal 2011)	Nord Ghana	80 ménages	Revenu monétaire non-agricole des ménages	17% (4% pour les plus pauvres et 31% pour les plus riches)
			Revenu monétaire non-agricole des femmes	35% (13% pour les plus pauvres, 66% pour les plus riches)
(Schreckenber 2004)	Bénin	343 ménages	Revenu total des ménages (subsistance et monétaire)	2,8%
(Becker 2001)	Mali	20 ménages	Revenu monétaire des femmes	55%
(Crélerot 1995)	Burkina Faso (Dimolo)	107 femmes	Revenu monétaire des femmes	42% pour les plus pauvres et 33% pour les plus riches
(Ruyssen 1958)	Soudan français	nc	Revenu monétaire des ménages	20%

Tableau 1. Synthèse des résultats de la littérature sur la place du revenu du karité dans les revenus du ménage ou des femmes.

Les études portant sur le revenu du karité ne permettent généralement pas de distinguer le revenu issu de la vente des amandes de karité du revenu issu de la vente du beurre de karité. Les moyennes ne permettent pas non plus de distinguer les logiques de spécialisation des femmes ou des ménages. Néanmoins, ces données permettent d'appréhender l'importance relative des revenus du karité dans les revenus des ménages et des femmes (tableau 1). Au-delà de la variabilité des données, on constate que le karité est une source de revenu non négligeable des femmes (de l'ordre de 30%) et dans une moindre mesure des ménages (moins de 10%). L'activité karité, dans les régions productrices, fait partie des stratégies de diversification des conditions d'existence des ménages et des stratégies d'adaptation aux aléas climatiques ou économiques.

L'activité karité fait donc partie intégrante des conditions d'existence des ménages : d'abord parce que le beurre de karité est toujours la principale source de matière grasse du régime alimentaire des zones rurales burkinabè et ensuite parce que la vente de beurre et de plus en plus des amandes de karité participe à la diversification des revenus monétaires des femmes et des ménages.

b. MONDIALISATION DU COMMERCE DES PRODUITS DU KARITÉ

Un historique détaillé de l'essor et de la mondialisation du commerce des produits du karité au XX^e siècle pour le cas du Burkina Faso est détaillé dans le 1er chapitre (Chapitre 1, IV, 2.). L'objet de cette section est de caractériser les changements qui ont eu lieu dans le commerce des produits du karité dans un temps plus long et de mettre en valeur en quoi le karité est un produit emblématique de la mondialisation contemporaine.

i. Histoire longue : un commerce régional de beurre de karité

Le beurre de karité est utilisé en Afrique de l'Ouest depuis *a minima* l'âge médiéval. Des fouilles archéologiques ont montré la très probable existence de parcs agroforestiers à karité autour de l'an 1000 dans l'actuel Burkina Faso (Neumann *et al.* 1998). Il est possible que le karité fût déjà utilisé à cette époque pour son beurre. Le premier témoignage relatant l'existence du beurre de karité et de son commerce est celui d'Ibn Battûta et date de 1348 :

« [...] on appelle [le gharti] un fruit pareil à la prune, lequel est très sucré, mais nuisible aux hommes blancs qui en mangent. On broie ses noyaux, et l'on en extrait de l'huile, qui sert aux gens de ce pays à plusieurs usages. Tels sont, entre autres d'être employée pour la cuisine ; de fournir à l'éclairage dans les lampes ; d'être utile pour la friture du gâteau ou beignet [...] ; de servir à leurs onctions du corps ; d'être employée, après son mélange avec une terre qui se trouve dans cette contrée, à enduire les maisons, comme on le fait ailleurs au moyen de la chaux. Cette huile est très abondante chez les nègres, et elle est facile à obtenir. On la transporte de ville en ville, dans de grandes courges ou calebasses, de la contenance des jarres de nos contrées. » (Ibn Battûta 1982, p. 341-342)

Mungo Park décrira plus tard les peuplements de karité, la collecte des noix, le processus de leur transformation en beurre et le commerce du beurre (Park 1825).

Des témoignages de voyageurs arabes attestent l'existence d'un commerce de beurre de karité depuis le quatorzième siècle (Lewicki 1974). Le commerce de beurre de karité le mieux décrit est celui ayant cours entre les pays côtiers producteurs de sel et de kola et les pays soudano-sahélien producteurs de bovins et de beurre de karité notamment. Ce commerce régional du XVIII^e et XIX^e siècles s'effectuait notamment par voie fluviale en empruntant les affluents de la Volta (Sutton 1981).

ii. La première mondialisation : la compétition coloniale

La première mondialisation du commerce des produits du karité est le fait de la colonisation avec le début de l'export du beurre de karité vers l'Europe. Les débuts sont hésitants. Des experts sont dépêchés dans les colonies et des expérimentations sont réalisées en France pour identifier les usages industriels possibles des produits du karité. Les ingénieurs coloniaux ont d'abord cru au potentiel du latex du karité pour remplacer la gutta percha, et ce dès 1885 (Perrot et Chevalier 1907). La gutta percha est une matière issue du latex des feuilles de l'arbre de l'espèce *Palaquium Gutta*. Elle était alors une matière première de l'industrie utilisée pour ses propriétés adhésive et élastique et d'isolant électrique. La crainte de la disparition de l'arbre

Palaquium Gutta en Malaisie, sa région de production, a amené les scientifiques à se pencher sur les caractéristiques du latex du karité (Perrot et Chevalier 1907). Les espoirs ont finalement été déçus et les recherches sur la sève de karité se sont arrêtées avant 1910.

L'attention s'est alors tournée sur les débouchés possibles du beurre de karité. Dès sa découverte, les ingénieurs imaginent des usages pour la fabrication de savon ou de bougie, des usages pharmaceutiques, comme lubrifiant industriel ou encore pour l'approvisionnement en matière grasse des colonies (Perrot et Chevalier 1907). Avant les années 1960, le beurre de karité est principalement utilisé dans la margarine et dans la savonnerie, sans en être un des ingrédients principaux. Les données d'archives sur les quantités des produits du karité (beurre et amandes) exportées de la colonie de la Haute-Volta jusqu'en 1960 montre bien à la fois la relative atonie du marché et son instabilité (graphique 1).

Ce qui est intéressant de noter ici est que la course territoriale qui s'est jouée entre français et anglais au moment de la colonisation était également une course aux ressources présentes sur ces territoires et une course entre experts coloniaux pour identifier les débouchés des produits. Les grands espoirs du début ont vite été refroidis du fait des possibilités techniques offertes par les produits du karité finalement plus restreintes que prévu, du fait de leur coût (et notamment celui du transport), de la détérioration des amandes ou du beurre de karité pendant le voyage pour les acheminer en France et de la difficulté relative à collecter le produit dans les zones productrices du fait de sa valeur d'usage (Péhaut 1973), et ce bien que les noix de karité fissent parties des produits collectés pour l'impôt colonial (Elias et Carney 2005, p. 96).

iii. *L'accélération de la mondialisation : l'invention des CBE*

C'est la découverte dans les années 1960 de propriétés proches du beurre de cacao qui ouvre un nouveau débouché au beurre de karité. Notons qu'une utilisation du beurre de karité dans le chocolat est rapporté par Chevalier dès 1907 : « il en est arrivé [du beurre de karité] depuis quelque temps une certaine quantité en Angleterre, et l'on dit qu'il serait employé dans l'industrie du chocolat pour remplacer le beurre de cacao » (Perrot et Chevalier 1907). Les CBEs (*cocoa butter equivalents*, équivalents au beurre de cacao) ont été développés pour réduire les coûts de production du chocolat. Les CBEs sont constitués d'un mélange de matières grasses végétales compatibles avec le beurre de cacao et sont moins chers que celui-ci. Après d'âpres négociations, l'Union Européenne a autorisé l'ajout de 5% de CBE dans le chocolat à partir de 2003⁵. Les matières grasses végétales autorisées par l'Union Européenne dans les CBEs sont celles issues de l'illipé (*Shorea spp.*), du palmier à huile (*Elaeis guineensis*, *Elaeis olifera*), du sal (*Shorea robusta*), du kokum (*Garcinia indica*), du noyau de mangue (*Mangifera indica*) et du karité⁶. Cependant le mélange le plus couramment utilisé dans les CBEs est composé d'huile de palme, de beurre de karité et d'illipe (Feer 2006, Fold 2008). En effet, parmi les matières grasses autorisées, et hormis l'huile de palme qui est produite en quantité industrielle à faible coût, le

⁵ Directive 2000/36/CE du parlement européen et du conseil du 23 juin 2000 relative aux produits de cacao et de chocolat destinés à l'alimentation humaine (http://www.senat.fr/europe/Themes/directive_chocolat_2000.pdf)

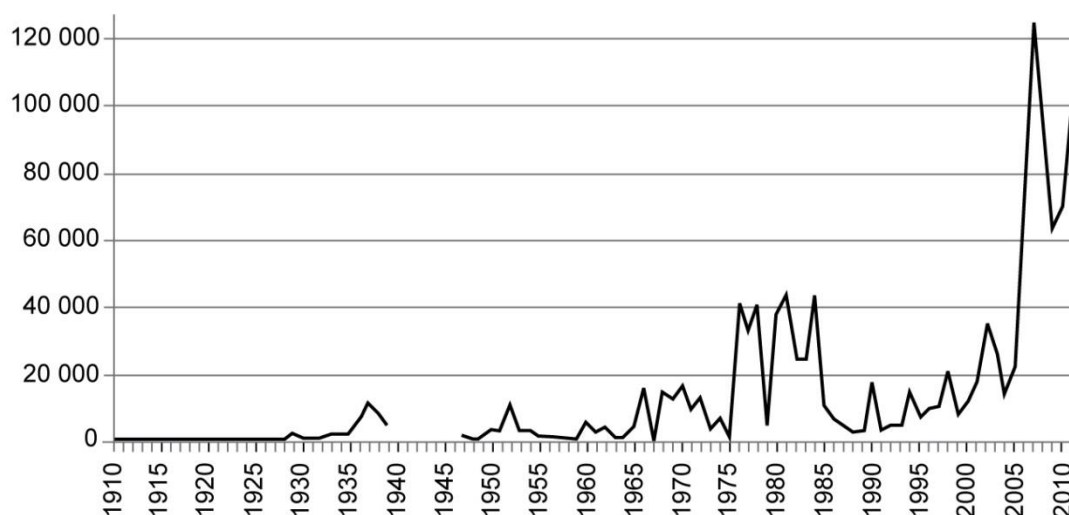
⁶ Ibid.

karité est le produit le plus facilement disponible et le plus avantageux économiquement. Le beurre de karité est composé d'une partie liquide, l'oléine, et d'une partie solide, la stéarine. C'est la stéarine de karité qui est utilisée dans les CBEs. Les mélanges de matières grasses à base de karité sont également utilisés dans des graisses spéciales (*specialty fats*) dans la pâtisserie, pour l'enrobage ou la garniture, dans les crèmes glacées ou encore la confiserie (Feer 2006). La partie insaponifiable du beurre de karité (3-12%) lui confère par exemple un atout pour le feuilletage des pâtes (Reynolds 2010).

L'invention et la mise au point des CBEs se sont faites progressivement. Dans un premier temps, avant la directive européenne de 2000, les seuls pays européens qui autorisaient l'incorporation de CBE dans le chocolat étaient l'Autriche, le Danemark, la Finlande, l'Irlande, le Portugal, le Royaume-Uni et la Suède, tandis que l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Italie et les Pays-Bas en interdisaient l'usage dans le chocolat. L'introduction progressive des CBEs dans les marchés explique, dans l'exemple du Burkina Faso, l'augmentation des quantités de produits du karité exportées à partir des années 1960 (amandes et beurre), avec une croissance plus marquée à la fin des années 1970 (Graphique 1). La chute des exportations de la fin des années 1980 et du début des années 1990 au Burkina s'explique notamment par la libéralisation du commerce de karité qui était auparavant encadré par une structure étatique.

La croissance du commerce des produits du karité des années 1970 et 1980 s'est uniquement reporté sur l'exportation des amandes de karité, les exportations de beurre de karité sont restées stables, dans les mêmes ordres de grandeurs (entre 200 et 2000 tonnes par an). Les exportations d'amandes de karité, plutôt que de beurre ont été privilégiées pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les industriels du karité souhaitaient maîtriser la qualité du produit. Les amandes sont plus faciles à transporter et à conserver que le beurre. D'autre part, les techniques de trituration et de raffinage permettent d'extraire la totalité des matières grasses contenues dans l'amande de karité contrairement aux méthodes artisanales locales. Enfin, les industriels mettent au point des méthodes de fractionnement du beurre de karité pour séparer l'oléine (sous-produit) de la stéarine (utilisée dans les CBEs). Ces techniques sont développées en Europe et confèrent aux industries qui les maîtrisent une rente technologique importante (Fold 2000).

Ce qu'il faut retenir de cette période, c'est qu'au-delà de la fluctuation du marché, à partir des années 1960, la mondialisation du commerce des amandes de karité s'accélère, leur marché s'accroît et commence à s'exporter hors d'Europe, notamment vers le Japon.



Graphique 1. Evolution des quantités exportées de produits du karité (amandes et beurre) au Burkina Faso de 1910 à 2011. Source : Péhaut 1973, CSPPA, Direction Générale des Douanes, FAO, APEX⁷

iv. Le paradoxe de l'étape actuelle de la mondialisation du commerce

Depuis le début des années 2000, le commerce des amandes de karité est entré dans une nouvelle phase de mondialisation. Elle est le fait de deux phénomènes conjugués : 1) la croissance du marché des CBEs tirée par la demande des marchés émergents (Asie du Sud-Est, Europe de l'est, Russie, Brésil) et par des réformes législatives autorisant les CBEs dans chocolat (législation européenne mais aussi au Brésil et en Russie) et 2) le développement de l'utilisation du beurre de karité dans les cosmétiques. Les deux phénomènes sont liés. Les industriels des CBEs ont en effet trouvé dans les cosmétiques un débouché avantageux pour le sous-produit issu du fractionnement du beurre de karité : l'oléine de karité. Près de 50% du beurre de karité utilisé dans les produits cosmétiques serait issu des industriels des CBEs (Elias et Carney 2007). Le marché des cosmétiques ne représenterait cependant que 10% du marché du karité à l'exportation à la fin des années 2000 (Reynolds 2010).

La croissance conjuguée de ces deux marchés a fortement accru la demande en karité sur les marchés internationaux : au Burkina Faso, les quantités et les prix d'achat des amandes de karité ont été multipliés par cinq entre la fin des années 1990 et la fin des années 2000 (voir Graphique 1 pour le cas du Burkina, et Chapitre 1, II pour plus de détails). Malgré un intérêt nouveau de certaines firmes cosmétiques comme L'Occitane ou The Body Shop pour l'achat de beurre de karité transformé dans la région de production par des groupements féminins et généralement sous des labels équitables et/ou biologiques ; la majorité du commerce de karité à

⁷ Sources : 1905-1970 (Péhaut 1973, données additionnant les exportations de la Haute-Volta et la Côte d'Ivoire jusqu'en 1947) ; 1971-1980 Caisse de stabilisation des prix et des produits agricoles (CSPPA) ; 1981-1989 Direction générale des douanes ; 1990-2003 FAO ; 2004-2007 Direction générale des douanes ; 2008-2011 Agence pour la promotion des exportations (APEX). Ce sont les tendances qui doivent être analysées dans ce graphique. L'exactitude des données n'est pas garantie et les différentes sources statistiques ne sont pas toujours exactement concordantes entre elles.

l'export concerne les amandes de karité⁸. Afin de mieux contrôler leur approvisionnement en amandes de karité, les principaux industriels des CBEs se sont installés à Bobo-Dioulasso. En effet, l'Ouest du Burkina Faso fait office de carrefour régional du commerce de karité du fait de la forte production en amandes de karité dans l'Ouest du Burkina Faso – selon nos entretiens, entre 50% et 70% de l'approvisionnement en amandes de karité des industriels proviendrait de l'Ouest du Burkina Faso – et de la proximité avec les régions productrices du sud du Mali, du nord de la Côte d'Ivoire et du Ghana.

Cette étape actuelle de la mondialisation du commerce des amandes de karité est porteuse d'un paradoxe. D'un côté, le karité est un ingrédient invisible, de substitution et peu cher, utilisé dans des produits de consommation de masse de l'industrie agroalimentaire ; de l'autre, il est au contraire très visible dans le secteur cosmétique dans des marchés de niche, de luxe, où il est attaché à des valeurs d'authenticité, d'éthique et de retour à la nature (Chalfin 2004, Elias et Saussey 2013). Dans l'agroalimentaire, le karité ne fait l'objet d'aucune communication alors que dans l'industrie cosmétique, il fait l'objet d'intenses campagnes de marketing pour ses propriétés cosmétiques mais également pour les valeurs qui lui sont attribuées. Il est également intéressant de noter que la littérature analysant le marché du karité et ses impacts locaux s'est concentrée principalement sur les groupes de femmes produisant du beurre pour l'export à des fins cosmétiques (Chalfin 2004, Saussey 2009b, Elias 2010) tandis que le karité est principalement vendu pour le marché agroalimentaire (CBE) sous forme d'amandes.

Ainsi, le processus de mondialisation du commerce des produits du karité a été progressif et discontinu mais porteur de grands changements. En l'espace d'un siècle, au commerce villageois et régional de beurre de karité s'est ajouté un commerce international d'amandes de karité avec l'essor de son utilisation dans les CBEs et les cosmétiques. Les quantités exportées et les prix de vente ont flambé ces dix dernières années. Ce changement s'est accompagné d'un processus de marchandisation. Le beurre de karité qui, aux XVIII^e et XIX^e siècles, était troqué contre du sel ou de la kola dans un commerce régional avec les régions côtières et qui était porteur de valeurs culturelles fortes dans les régions productrices est maintenant un produit de grande consommation présent sur tous les continents et procure des revenus monétaires aux collecteurs d'amandes de karité, perdant ainsi un peu de sa valeur symbolique. Un paradoxe marque ce processus de mondialisation des produits du karité : s'il est surtout présent dans des produits agroalimentaires à base de chocolat, il est quasiment uniquement connu des consommateurs comme un produit cosmétique luxueux, naturel et authentique, lié de surcroît à une image positive du développement des femmes africaines.

⁸ Cependant un des leaders mondiaux des CBE (IOI Loders Crocklaan) a décidé de triturer ses amandes de karité dans des unités industrielles situées dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest et donc d'exporter le beurre de karité brut. Les opérations de raffinage et de fractionnement sont cependant toujours réalisées en Europe et en Malaisie.

c. UNE FAIBLE PRÉSENCE DE L'ÉTAT

On sait que l'Etat est souvent un acteur important de la mondialisation économique, qu'il l'accompagne ou tente de la réguler. Au Ghana par exemple, l'Etat a eu un rôle de régionalisation et de structuration de la chaîne de valeur du karité (Chalfin 2004, Wardell et Fold 2013). Dans le cas du Burkina Faso, l'Etat, après avoir été très présent dans l'organisation de la chaîne de valeur au XXème siècle, s'est retiré.

Après une première tentative infructueuse en 1956 par l'Afrique Occidentale Française (AOF), la Haute-Volta nouvellement indépendante mis en place la Caisse de stabilisation des prix et des produits agricoles (CSPPA). Cet organisme étatique maintenait un monopole sur l'exportation des amandes de karité et ce jusqu'en 1974. La CSPPA fixait des prix plancher d'achat au producteur, agréait les commerçants de karité et se voulait le garant de la qualité du produit. Ce contrôle étatique sur la filière karité pris, de fait, fin à la fin des années 1980, et officiellement en 1994 dans le cadre du plan d'ajustement structurel (voir Chapitre 1, IV, 2 pour plus de précisions).

L'Etat Burkinabè ne se désengagea cependant pas totalement de la filière karité avec la fin des activités de la CSPPA. Le développement des activités karité, notamment la fabrication de beurre de karité, fût une des composantes du cinquième engagement sur les six engagements nationaux lancés par Blaise Compaoré en 1994⁹ (Badini *et al.* 2011). Dès lors, la politique de l'Etat Burkinabè sur le karité a été tournée vers la mobilisation des bailleurs sur des projets karité visant la réduction de la pénibilité du travail d'extraction du beurre de karité, l'amélioration de la qualité des amandes et du beurre de karité (bonnes pratiques de collecte, de séchage, de stockage et de transformation), le développement de débouchés économiques pour les femmes, et le renforcement des capacités des groupements de femmes (pour un détail des projets et de leurs réalisation voir Saussey *et al.* 2005 et Badini *et al.* 2011). Cette politique a été appuyée par l'approche « *women in development* » du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). De l'avis des industriels et experts interviewés au Burkina Faso, la qualité du beurre et des amandes de karité au Burkina Faso a bénéficié de ces projets. Les amandes de karité du Burkina Faso auraient d'une bonne réputation parmi les industriels. Quelques groupements de femmes ont su tirer leur épingle du jeu et développer avec l'aide de ces projets et le soutien d'industriels des cosmétiques une activité à l'export. Comme nous l'avons vu précédemment, ces débouchés restent cependant marginaux en volume et, au Burkina Faso, tout au plus une dizaine de groupements de femmes ont une activité importante de production de beurre artisanal pour l'export, principalement pour le compte de L'Occitane (Reynolds 2010).

En 2009, l'Etat a créé l'Agence des produits forestiers non ligneux (APFNL) qui est sous la tutelle du ministère de l'environnement. Cette agence a pour objectif de promouvoir les PFNL,

⁹ Au lendemain de la dévaluation du franc CFA, ce programme d'action présidentiel visait à relancer l'économie du pays à travers six engagements thématiques. Le cinquième visait « le soutien aux activités productrices des femmes » dont une composante était mise en œuvre par le Projet National Karité (PNK) (Badini *et al.* 2011, voir aussi l'allocation du président Blaise Compaoré du 2 juin 1994 : http://www.spen.bf/index.php?option=com_content&view=article&id=19&Itemid=27, consulté en mars 2016).

l'organisation de leurs filières et la génération de revenus pour les populations. Le karité est affiché comme le produit phare de cette agence, même si cette agence a du mal à intégrer, comme elle le souhaiterait, les acteurs professionnels de la filière karité organisés en une organisation appelée « Table filière karité ». Les actions de l'APFNL se sont ainsi pour le moment concentrées sur des études de diagnostics des filières et sur l'organisation des femmes en groupements (APFNL 2012). La filière karité est également présente dans les stratégies nationales de promotion des exportations (English *et al.* 2007, APEX 2009).

Finalement, l'Etat n'est plus aujourd'hui un acteur central de la chaîne de valeur du karité au Burkina Faso même s'il réaffirme que le karité est un produit à promouvoir à l'export. Depuis le milieu des années 1990, ses actions se cantonnent à l'appui aux groupements de femmes sur la production de beurre de karité, qui possèdent comme on l'a vu une grande visibilité, mais restent marginales dans le commerce mondial du karité. L'Etat et les projets de développement sont globalement absents du champ d'étude de cette thèse pour la simple raison que notre objet d'étude est la partie de la chaîne de valeur du karité – celle du commerce des amandes de karité pour l'industrie agroalimentaire – dans laquelle l'Etat et les acteurs du développement sont relativement absents.

d. CONCLUSION : JUSTIFICATION DE L'OBJET D'ÉTUDE

L'objet d'étude de cette thèse est l'économie et l'écologie politique du karité sous l'angle de l'effet de la mondialisation du marché des amandes de karité sur les dynamiques sociales et environnementales locales et notamment les relations de pouvoir. Le karité est particulièrement intéressant de ce point de vue puisque le commerce d'amandes de karité a fortement crû depuis le début des années 2000. Cela permet d'analyser un phénomène qui touche l'ensemble de la population rurale de l'Ouest du Burkina Faso puisque quasiment tous collectent le karité. Cette activité est historiquement une activité féminine et l'évolution du commerce des produits du karité affecte donc également les rapports de genre autour de cette ressource, et plus généralement les rapports de pouvoir à différentes échelles (individuelle, ménage, village, inter-village, bassin d'approvisionnement), au moment où sa valeur monétaire augmente fortement.

Par ailleurs, le commerce des amandes de karité constitue un angle mort des actions publiques et de la recherche scientifique qui se concentrent davantage sur la production locale de beurre de karité pour l'export alors même que le commerce des amandes de karité est celui qui touche le plus grand nombre de Burkinabè, qui concerne les quantités exportées les plus importantes et donc le plus de flux monétaires avec son corollaire de jeux de pouvoir entre les acteurs de la filière. Cette thèse vise donc à approfondir les connaissances sur la partie la plus méconnue mais la plus importante du commerce de karité, avec ses corollaires de redistribution de l'argent généré, ses jeux de pouvoir pour l'accès à la ressource et ses effets sur l'environnement.

La spécificité de la production de karité, qui ne fait pas l'objet encore de plantations en production, tout en n'étant pas non plus une collecte des produits d'un arbre sauvage, est

particulièrement intéressante dans le cadre de notre réflexion. Elle ouvre le champ de l'analyse de l'accès au karité et de son évolution récente.

2. L'OUEST BURKINABÈ

L'objet de cette section est de situer la région et le contexte de l'objet de la thèse. Elle vise en particulier à mettre en évidence les principaux changements qui ont affecté l'Ouest du Burkina Faso ces quarante dernières années et qui, associés à la mondialisation du commerce des amandes de karité, agissent sur les rapports sociaux et de pouvoir changeant autour de la ressource karité. Nous montrerons en particulier que cet espace est marqué par une croissance démographique importante ces quarante dernières années et un processus de marchandisation des productions agricoles, ces deux phénomènes entraînant plusieurs changements sociaux importants que nous détaillerons.

La région d'étude est l'Ouest du Burkina Faso (cf. carte 1 p.65) car elle est considérée par les industriels des CBEs comme étant une des plus importantes zones de production d'amandes de karité et de bonne qualité. Cette région est en outre utilisée par ces industriels comme un carrefour régional pour l'approvisionnement en amandes de karité.

a. DU VIDE AU PLEIN

L'Ouest du Burkina Faso est marqué par une croissance démographique forte depuis quarante ans. Jusque dans les années 1970, cette région, bien qu'étant un carrefour géographique historique, était marginale, tant au plan politique, du peuplement que de sa mise en valeur agricole (Gonin 2014). Au plan politique cette région était constituée, avant la colonisation, de petites sociétés acéphales soumises à une insécurité politique liée aux razzia et aux guerres (menées par Al Hadj Omar puis par Samori Touré) et caractérisée par une mobilité géographique importante (Boutillier 1964). C'est avec la colonisation que l'implantation des populations se fige (Boutillier 1964). L'Ouest du Burkina Faso était très peu densément peuplé, notamment en comparaison du plateau central dont la croissance démographique a probablement été favorisée par l'organisation et la stabilité politique du royaume Mossi. Le premier recensement, qui date du début des années 1960, a mesuré une densité moyenne de moins de 10 habitants/km² dans l'Ouest du Burkina Faso alors que la densité de population du plateau Mossi dépassait les 35 habitants/km² (Savonnet 1968). Marginale du point de vue de sa mise en valeur, la région était encore peu mise en culture et dominée par un paysage de savane arborée, couramment appelée « brousse ». La brousse est définie ici comme un espace non cultivé qui peut comprendre des jachères, des terres non agricoles et des espaces boisés.

A partir des années 1970, l'Ouest du Burkina Faso connaît une période de croissance démographique. Elle s'explique à la fois par l'accroissement naturel de la population mais également par des migrations internes au Burkina Faso. Ces migrations sont principalement le fait des populations Mossi. Le plateau Mossi est en effet déstabilisé par une crise économique, politique et écologique, en lien avec les grandes sécheresses de 1972-1973 puis 1983-1984.

Cette région est soumise à une pression démographique importante et un appauvrissement de ses terres agricoles, tandis que la période coloniale a déstabilisé son système politique et économique (Rémy 1977, Arnaldi di Balme 2006). L'Ouest du Burkina Faso apparaît alors, avec le pays Gourounsi au centre-sud du pays, comme un espace agricole en devenir offrant des terres fertiles, disponibles et abondantes. Selon Rémy (1977, p. 58), l'Ouest du Burkina Faso comptait 3 000 immigrants Mossi en 1960 et 37 000 en 1972. Les migrations Mossi qui ont commencé dans les années 1960 s'accélérent au début des années 1970 et sont amplifiées par les grandes sécheresses des années 1970 et 1980. Notons que ces migrations sont essentiellement spontanées, les tentatives de l'Etat d'aménager des zones nouvelles dans les vallées débarrassées de l'onchocercose connaissant un bilan mitigé (Arnaldi di Balme 2006). La densité de population augmente donc rapidement dans l'Ouest du Burkina Faso : elle est de 25 habitants/km² en moyenne en 1985 (INSD 1990) et de 42 habitants/km² en moyenne en 2006 (INSD 2008).

b. PROCESSUS DE MARCHANDISATION DES PRODUITS AGRICOLES

Cette croissance démographique dans l'Ouest du Burkina Faso s'est accompagnée d'une mise en culture des espaces de brousses et d'un phénomène de marchandisation des productions agricoles. Le modèle agricole basé sur des pratiques dans un premier temps extensives a conduit à défricher ces espaces et à convertir les savanes arborées en parcs agroforestiers. Le front pionnier agricole de l'Ouest du Burkina s'est déplacé progressivement dans un mouvement nord-sud. Rémy (1977, p. 61) montrait que les premiers migrants des années 1960 et 1970 s'installaient au Nord de Bobo-Dioulasso et principalement autour du fleuve Mouhoun. Aujourd'hui, le front pionnier se situe à l'extrême sud-ouest du Burkina Faso tandis que la région de la boucle du Mouhoun, au Nord de Bobo-Dioulasso, a évolué vers une situation de saturation foncière. Aujourd'hui, alors que la croissance démographique est toujours importante¹⁰, la question de l'accès aux terres devient problématique. Il n'y a quasiment plus d'espace agricole disponible dans certains villages et la durée et l'étendue des jachères diminuent (Augusseau *et al.* 2006, Caillault *et al.* 2012).

En parallèle de l'avancée de ce front pionnier, la culture du coton s'est développée et s'est ancrée dans l'Ouest du Burkina Faso. C'est avec le concours de la Banque Mondiale dans les années 1970 que le coton est identifié comme une culture de rente avec un fort potentiel et fait l'objet d'une politique de promotion de son développement dans l'Ouest du Burkina Faso (Schwartz 1993, p. 12). La SOFITEX (Société burkinabè des fibres textiles) est créée en 1979 et a pour mission de promouvoir le développement de la culture du coton, de commercialiser le coton-graine et d'appuyer les producteurs dans cette activité. Au cours des années 1980 et 1990, les surfaces cultivées en coton dans l'ensemble du Burkina Faso ont augmenté considérablement : elles sont passées de 20 000 ha en 1960 à 170 000 ha au début des années 1990 en moyenne (Schwartz 1993, p. 20-21). Les régions des Hauts Bassins et de la boucle du Mouhoun dans l'Ouest du Burkina Faso sont devenues les premières régions cotonnières du Burkina Faso

¹⁰ Le taux de croissance démographique était de 3.1% au Burkina entre 1996 et 2006 (INSD 2008).

(Schwartz 1993, p. 24). Depuis le milieu des années 1990 le bassin cotonnier historique, entre Houndé, Bobo-Dioulasso et Dédougou, a vu une réduction de sa production qui a été compensé par une l'extension des surfaces dans l'ouest (Kéné Dougou) et le sud (région de Banfora et de Diébougou) du bassin de production.

Le développement de la culture du coton a entraîné plusieurs changements dans les systèmes agraires de l'Ouest du Burkina. Les projets de promotion de la culture du coton et l'action de la SOFITEX n'ont pas eu pour seul objectif d'étendre les surfaces cultivées en coton. L'enjeu était aussi et surtout l'intensification en capital de la production. L'organisation de groupements villageois devait faciliter l'appui technique des agriculteurs cotonniers ainsi que le financement et la distribution d'intrants achetés à crédit en début de campagne. L'attelage a également été développé grâce à des systèmes de prêts pour l'achat des animaux et du matériel. Au total, les rendements en coton sont passés de 150 kg/ha en moyenne au début des années 1960 à 1 000 kg/ha au début des années 1990 (Schwartz 1993, p. 20-21). L'apparition et le développement de cette culture de rente a contribué à changer radicalement la place du revenu monétaire dans les revenus des ménages. Les ménages sont devenus dépendants de ce revenu monétaire pour l'achat de petits objets de consommation et aussi pour développer de nouvelles stratégies adaptatives, notamment de diversification de leurs activités.

La marchandisation du coton associée à la réduction des espaces agricoles disponibles a entraîné une pression accrue sur l'accès à la terre. La terre est devenue une ressource rare et productrice de valeur monétaire. En passant d'une économie basée sur les cultures vivrières à une économie où les cultures de rente prennent de plus en plus de place (même si elles rentrent en rotation avec les cultures vivrières qui bénéficient de l'arrière-effet des intrants), la terre passe d'un statut de bien commun lié à une économie morale forte (donner à chacun les moyens de se nourrir) à un statut de marchandise, porteur de bénéfices monétaires potentiels. Les tabous sur la location de terre et la vente sont tombés et les transactions foncières sont maintenant bien souvent monétarisées (Matthieu 2001).

Il est important de noter que ce processus de marchandisation de la terre met en œuvre un ensemble d'institutions coutumières et administratives, qu'il reste fragile et que la terre peut être retirée en vertu d'un droit d'usage, admis de tous, dont bénéficie le premier arrivant ayant mis en culture cette terre. Surtout, cette marchandisation de la terre n'implique pas nécessairement une marchandisation attachée des arbres que porte la terre, ainsi que nous allons le détailler.

C. CHANGEMENT POLITIQUE ET SOCIAL

La conjugaison de tous ces processus (croissance démographiques liées notamment à des migrations internes, marchandisation des productions agricoles, modification de la gestion de la terre, réduction des espaces agricoles disponibles) a transformé durablement les dynamiques sociales et politiques locales. Je détaille ici les points saillants de ces changements, ceux qui

affectent notre analyse des changements sociaux et environnementaux entraînés par la mondialisation et la marchandisation du commerce des amandes de karité.

i. L'institution du tutorat

Encadré 2. Premiers arrivants, nouveaux venus, derniers venus

Les appellations d'« autochtone » et de « migrant » sont abusives. Carola Lentz a montré à plusieurs reprises (Lentz et Sturm 2001, Lentz 2005) que les « autochtones » sont en réalité plutôt les groupes sociaux les plus anciennement arrivés sur un territoire mais que leur installation n'excède parfois pas de quelques décennies celle de ceux qu'ils reconnaissent comme étant des « migrants ». Pour éviter de réifier les catégories d'autochtone et de migrant dans les parties anglophones de cette thèse le vocabulaire de « first comers », « latecomers » et « new comers » est utilisé permettant de désigner respectivement les groupes sociaux reconnus comme étant les plus anciennement arrivés et comme ayant le droit d'allouer les terres, les groupes sociaux arrivés ensuite (au moment des migrations des années 1970 et 1980, essentiellement liées aux grandes sécheresses), et ceux arrivés le plus récemment (après 1990). Cette approche a l'avantage de mettre en avant la chronologie d'arrivée et non l'ethnie. Dans la partie francophone de cette thèse, le plus souvent possible la terminologie suivante est utilisée : premiers arrivants, nouveaux venus et derniers venus.

Selon Boutillier (1964, p. 28-29), avant la colonisation, le droit foncier devait avoir un sens et une réalité différente de celle que l'on connaît actuellement dans l'Ouest du Burkina Faso puisque de grands espaces de terre étaient encore disponibles et les populations relativement mobiles dans un environnement politique instable. La stabilisation du peuplement induite par l'administration coloniale aurait permis le renforcement du droit foncier coutumier « traditionnel ». Un chef de terre, responsable de l'autel de terre, alloue et régit l'organisation de l'exploitation des terres. Les champs de case alloués aux différents lignages peuvent être permanents tandis que les champs de brousse, une fois laissés en jachère, retournent dans la réserve commune des terres du village gérée par le chef de terre (Boutillier 1964, Jacob 2004). L'installation des migrants Mossi s'est faite

apparemment sans tension. Des terres étaient encore disponibles et les sociétés de l'Ouest du Burkina Faso reconnaissaient un droit universel à la terre, notamment pour pouvoir se nourrir (Boutillier 1964).

L'installation des nouveaux arrivants (voir encadré 2) dans l'Ouest du Burkina Faso s'est faite à travers l'institution du tutorat. Cette institution assure le transfert des droits d'exploitation de la terre d'un premier arrivant à un nouveau venu pour une durée déterminée (Chauveau et Colin 2010, Arnaldi di Balme *et al.* 2012). Le tuteur également nommé logeur, ou *diatigui* en Dioula, est un premier arrivant qui intercède en faveur d'un nouveau venu auprès des autorités coutumières pour lui permettre d'exploiter une terre. L'institution du tutorat ne régule pas seulement les droits fonciers. Elle permet également l'intégration sociale et politique des nouveaux arrivants et définit donc l'identité des groupes sociaux et notamment des « étrangers domiciliés » (Chauveau et Richards 2008, Arnaldi di Balme *et al.* 2012).

ii. Changement des équilibres démographique et politiques locaux

Le premier migrant dans un village sert ensuite d'intermédiaire pour faire venir d'autres parents. Il facilite l'installation d'autres migrants de la même famille, du même village d'origine, en les logeant temporairement et en leur servant d'intermédiaire auprès du *diatigui* et des autorités coutumières pour obtenir des terres. De ce fait, ce premier migrant peut acquérir un statut particulier et un certain pouvoir, et ce d'autant plus lorsque, comme cela est arrivé parfois, il a obtenu la délégation du tutorat sur un espace qu'il peut ensuite allouer aux nouveaux migrants qu'il fait venir (Arnaldi di Balme 2006).

Ainsi, dans certaines régions, notamment dans le bassin cotonnier historique, les groupes sociaux qui se définissent comme les premiers arrivants ne sont parfois plus majoritaires dans les villages (Arnaldi di Balme 2006). Deux à trois générations après l'arrivée des premiers migrants, les équilibres démographiques se sont parfois retournés en faveur des nouveaux venus. Les équilibres politiques sont donc aussi en pleine reconfiguration.

iii. Tensions sociales liées à l'accès à la terre

Dans ce contexte de raréfaction des espaces arables disponibles et de pression foncière, l'accès à la terre est devenu une source de tensions et de conflits. Avec l'accroissement démographique toujours soutenu dans l'Ouest du Burkina Faso et la raréfaction des terres disponibles, l'inquiétude grandit quant à la capacité de chacun à transmettre à ses enfants suffisamment de surface agricole pour se nourrir. Les conditions d'attribution des terres lors des premières transactions entre premiers arrivants et nouveaux venus sont vécues comme étant floues (Arnaldi di Balme *et al.* 2012). Il n'est pas clair si le droit d'exploitation de la terre a été transféré de manière permanente (don) ou temporaire (prêt). Les nouvelles générations de *diatigui*, qui récupèrent la relation mise en place par leurs pères ou leurs grands-pères, tentent parfois de renégocier les termes des premières transactions pour pouvoir les transformer en prêt, et ensuite pour pouvoir récupérer les terres. Cette tentative de négociation est souvent empreinte de tension et tourne parfois au conflit. Dans un de nos villages d'étude, Denkoro, un *diatigui* a voulu reprendre des terres transférées par son père à une famille arrivée dans les années 1980. Cette famille s'est organisée pour défendre la parcelle en question qui a été mise en culture sous la surveillance d'une garde armée de fusils. Les tensions foncières entraînent des tensions sociales non seulement entre premiers arrivants, nouveaux et derniers venus mais également entre générations.

L'Etat tente d'apporter des solutions à cette situation. La dernière révision de la Réforme Agraire et Foncière (RAF) date de 2012. Elle met une fin théorique à la propriété exclusive de l'Etat Burkinabè sur toutes les terres et met en place des entités locales en charge de reconnaître par des titres fonciers les droits fonciers existants. Cette nouvelle loi prévoit également des comités en charge de résoudre les conflits fonciers, avant leur transfert devant la justice. L'esprit de cette loi est d'entériner les droits existants en faisant preuve de souplesse tant dans l'attribution de titres que dans la résolution de conflits fonciers. Cette loi confère de fait un grand pouvoir aux

autorités coutumières en charge de définir les droits existants. Pour le moment cette loi apporte plutôt une incertitude supplémentaire car elle n'est pas encore appliquée. Les procédures sont complexes et coûteuses. Son application nécessiterait la mise en place d'une nouvelle administration dans chaque commune rurale et donc des moyens conséquents. Au-delà d'une expérimentation financée par le *Millenium Challenge Account* (MCA) visant 47 communes sur les 351 du Burkina Faso sur une durée de 4 ans et qui a pris fin en juillet 2014, les moyens ne sont pas encore déployés.

iv. Atomisation des centres de décision et évolution des pouvoirs coutumiers

L'unité de référence pour la production agricole était auparavant le lignage. Les chefs de lignage pouvaient avoir une autorité déléguée du chef de terre sur un espace qu'ils pouvaient ensuite allouer au sein de leur lignage (Boutillier 1964). Ils organisaient l'activité agricole de leur lignage qui était largement collective. L'activité de collecte et de transformation des amandes de karité par exemple pouvait être gérée par l'aînée générationnelle qui rassemblait la collecte des amandes des femmes du lignage, organisait la confection du beurre de karité en commun et assurait la redistribution de ce beurre pour la consommation (Saul 1989). Au cours des dernières décennies, les exploitations agricoles se sont atomisées et ont acquis plus d'autonomie, le travail de la terre s'est individualisé à l'échelle des concessions voire des ménages les constituant (Berry 1993, Gray 2005). Les lignages ont laissé la place à des "concessions", ces unités agricoles familiales réunissant plusieurs ménages dépendants généralement les parents et les fils mariés. Aujourd'hui, l'unité agricole de référence est de plus en plus le ménage conjugal, les parents et les enfants non mariés. De la même manière, la production de beurre de karité s'est individualisée, notamment à la faveur de la mise en place de moulins permettant de concasser et de moudre les amandes de karité dans les villages (Saussey 2005).

Les terres étaient auparavant allouées à un chef de famille de manière temporaire. Une fois en jachère, les parcelles retournaient dans la réserve commune de terres gérées par le chef de lignage ou le chef de terre qui allouaient d'autres parcelles à défricher. Aujourd'hui, les parcelles agricoles ne connaissent plus ce type de mouvement et les droits fonciers sont vécus comme étant des droits plus permanents. De ce fait, l'atomisation et l'autonomisation des exploitations agricoles a aussi contribué à éroder le pouvoir lignager et coutumier. En effet, les chefs de famille se réservent le droit d'installer des migrants sur leurs terres, sans désormais en référer aux chefs lignagers et coutumiers (Hochet 2014). Les centres de décisions se sont ainsi multipliés et l'étendue des pouvoirs des chefs coutumiers est parfois contestée.

Le pouvoir des chefs coutumiers s'amenuise également du fait de la création de structures locales de décisions liées au processus de décentralisation qui date de 2006 au Burkina Faso : les Conseils Villageois de Développement (CVD) et les Conseils Municipaux (CM). Les chefs coutumiers restent des instances de références mais les conseillers municipaux et le président du CVD sont également devenus des autorités villageoises légitimes. Dans certains villages où les autorités coutumières n'ont pris une existence qu'avec la colonisation (Colson 1971, Peters

2004), les nouvelles instances politiques locales deviennent les instances de références. Le village doit donc être compris comme une arène politique (Bierschenk et Olivier de Sardan 1998) où se superposent les pouvoirs plusieurs institutions, même s'il est assez fréquent que les poste de CVD et de CM soient occupés par des membres de la famille qui dédient le pouvoir coutumier. Notons que l'application de la RAF pourrait redonner de la légitimité et du pouvoir aux autorités coutumières en leur donnant le mandat d'entériner les droits fonciers coutumiers existants (Hochet 2014).

d. CONCLUSION

Les changements locaux analysés dans cette thèse en lien avec la marchandisation des produits du karité et de la croissance de leur commerce ne peuvent être considérés qu'en lien avec d'autres processus en cours dans les systèmes agraires et les paysages. Ils sont notamment indissociables d'un processus plus large de changement social dans l'Ouest du Burkina Faso lié à des facteurs complexes. Pour synthétiser, les éléments importants de ce contexte sont les suivants : i) un espace marqué par une croissance démographique importante ces 40 dernières années, entraînée en partie par des migrations internes au pays et ii) un processus de marchandisation des productions agricoles qui entraîne des changements sociaux importants dont iii) une pression foncière de plus en plus marquée, iv) l'accès à la terre comme un enjeu dominant des rapports sociaux locaux à travers l'institution d'un tutorat foncier qui évolue, v) une fragmentation et une autonomisation des unités familiales agricoles et enfin vi) une atomisation des centres de décision accompagnée d'un changement des équilibres politiques locaux. Ces processus sont largement interdépendants. Ils sont la marque d'un processus plus général de mondialisation et de développement d'un capitalisme agraire dans l'Ouest burkinabè.

III. CONSTRUIRE UNE *POLITICAL ECOLOGY* DU KARITÉ

L'enjeu de la thèse est d'analyser les changements socio-économiques et environnementaux engendrés par la mondialisation du commerce des amandes de karité et leurs impacts sur les populations. Cette problématique s'inscrit dans le cadre conceptuel de la *political ecology*. L'approche proposée par la *political ecology* est une approche critique qui met l'accent sur l'analyse des rapports de pouvoir à plusieurs échelles et à propos de la nature. Cette thèse fait dialoguer l'approche de la *political ecology* avec les outils conceptuels d'autres corpus littéraires pour analyser les relations de pouvoir à différentes échelles. Après avoir définie la *political ecology* et explicité notre positionnement dans cette approche, nous détaillerons les croisements spécifiques et originaux de littératures que nous avons construits entre les littératures des chaînes de valeur globales (CVG), de la différenciation socio-économique et du genre, et enfin de l'accès aux ressources naturelles.

1. *POLITICAL ECOLOGY* : CADRE CONCEPTUEL DE LA THÈSE

Nous conservons l'expression anglophone « *political ecology* » pour désigner le corpus littéraire sur lequel repose ce travail de thèse et pour éviter les ambiguïtés sémantiques apportées par l'expression « écologie politique » qui désigne en France les mouvements politiques cherchant à mettre les enjeux écologiques au centre des préoccupations politiques (Gautier 2011, p. 14, Gautier et Benjaminsen 2012a).

a. *LES ORIGINES*

L'expression *political ecology* date des années 1970 et a été forgée pour mettre en avant la question de l'accès et du contrôle des ressources naturelles dans la compréhension des formes et des processus de dégradation environnementale (Watts 2003, p. 259). Le courant de la *political ecology*, naît cependant dans les années 1980, avec les travaux fondateurs de Piers Blaikie et Michael Watts (Watts 1983, Blaikie 1985, Blaikie et Brookfield 1987).

La *political ecology* s'inspire de deux courants de la recherche nord-américaine: la *cultural ecology*, qui cherchait à analyser l'adaptation de communautés isolées à leur environnement et mettait en évidence leur symbiose société-environnement, et les *peasant studies*, qui signaient la renaissance du marxisme dans l'analyse des régions rurales des pays en développement (Peet et Watts 1996a). Les études de *cultural ecology* ne prenaient pas en compte les structures économiques et politiques larges et complexes dans lesquelles les populations étudiées étaient de plus en plus intégrées (développement de l'économie de marché, intervention de l'Etat...). Les *peasant studies* apportaient une approche marxiste centrée sur les effets des processus de mondialisation, de l'extension de l'économie de marché et de la marchandisation à la *cultural ecology* mettant ainsi à mal l'idée d'un fonctionnement en symbiose de communauté isolées (Peet et Watts 1996a). Au même moment, la question des problèmes environnementaux prend de l'ampleur dans la recherche scientifique avec le développement des notions d'écosystèmes et d'aléas naturels et l'ouverture d'un champ de recherche sur les catastrophes naturelles (Watts 2003). L'ambition de la *political ecology* est d'intégrer les sciences sociales et politiques avec les sciences physique et écologique pour analyser les processus environnementaux à la lueur des jeux de pouvoir et des rapports de sociétés qui les génèrent.

b. *DEFINITIONS*

Les définitions les plus couramment reprises de la *political ecology* sont celles proposées par Blaikie et Brookfield (1987, p. 17) : « L'expression *political ecology* associe les préoccupations de l'écologie et d'une économie politique prise au sens large. Ensemble, cela englobe la dialectique sans cesse changeante entre la société et les ressources naturelles, mais aussi au sein des classes et des groupes de la société elle-même »¹¹ ; et Peet and Watts (1996a, p. 6) : « la *political ecology*

¹¹ « The phrase 'political ecology' combines the concerns of ecology and a broadly define political economy. Together this encompasses the constantly shifting dialectic between society and land-based resources and also within classes and groups within society itself ».

est au carrefour des sciences sociales centrées sur l'écologie et les principes de l'économie politique »¹².

Selon Robbins (2004), les définitions de la *political ecology* ont en commun de mettre en avant une approche politique de l'écologie à la différence de l'approche apolitique de l'écologie. L'approche apolitique de l'écologie englobe toutes les explications des changements environnementaux qui ne prennent pas en compte les facteurs économiques, sociaux et politiques. La *political ecology* a notamment combattu les explications des dégradations environnementales en termes de surpopulation, de distorsion des marchés ou de technologie (Watts 2003, p. 259). L'ambition de la *political ecology* est donc au contraire de montrer que le changement environnemental est le produit d'un processus politique (Robbins 2004). En cela, la *political ecology* n'est pas plus politique que les autres approches, elle est simplement explicitement politique et vise à montrer que les explications apolitiques des changements environnementaux sont en réalité aussi politiques (Benjaminsen et Svarstad 2009).

La *political ecology* se distingue également par son approche critique, sinon normative, en affirmant qu'une approche alternative moins coercitive et plus durable de la gestion de la relation homme-nature existe et doit être promue (Robbins 2004).

c. LE TOURNANT POST-STRUCTURALISTE

La *political ecology* des années 1980 est centrée sur les pays en développement et le monde paysan (Watts 2003). Dès le milieu des années 1980, des critiques mettent en avant le déterminisme des analyses des *political ecologists* – les facteurs exogènes relevant de l'économie politique et censés déterminer les décisions locales de gestion de l'environnement ne sont pas expliqués – et l'absence d'attention à deux facteurs importants que sont la micro-politique des luttes pour accéder aux ressources naturelles et les contestations symboliques que constituent ces luttes (Watts 1990, Moore 1996, Walker 2005).

Pour répondre à ces critiques, la *political ecology* emprunte une voie « post-structuraliste »¹³ (Escobar 1996, Gautier et Benjaminsen 2012b). Les travaux de *political ecology* mettent alors l'accent sur le niveau local, l'aspect symbolique et discursif des luttes politiques autour des enjeux d'environnement. Le conflit pour les ressources est alors analysé aussi comme un conflit symbolique pour imposer une représentation de la réalité, un discours (Moore 1996, Peet et Watts 1996a). La *political ecology* va donc s'attacher à partir des années 1990 à analyser la production de connaissance sur l'environnement, la valeur politique de cette connaissance, sa distribution inégale entre acteurs et ses effets concrets. Des travaux montrent, à travers l'analyse des discours, comment une définition et une perception d'un problème environnemental peut

¹² « *Political ecology reflects a confluence between ecologically rooted social science and the principles of political economy* ».

¹³ Le poststructuralisme est entendu ici comme un mouvement qui, en réaction au structuralisme et au déterminisme social (notamment celui développé dans les travaux marxistes), postule l'interdépendance entre le langage, la culture, les connaissances, les croyances et la construction sociale de la réalité, l'action et le politique. Selon Moore (1996) les valeurs et les croyances façonnent les identités qui elles-mêmes sont le support de l'action; il n'y a donc pas de division facile entre économie et culture, entre matériel et symbolique et entre structure et capacité d'agir (*agency*).

s'imposer dans une arène donnée et influencer les politiques environnementales conduites (Fairhead et Leach 1995, Adger *et al.* 2001, Forsyth 2003, Benjaminsen et Svarstad 2012, Castro et Ollivier 2012, Svarstad 2012).

La *political ecology* poststructuraliste cherche également à dépasser l'analyse politique issue du marxisme en termes de classes sociales pour aller vers une analyse des jeux de pouvoir à l'échelle locale et micro-locale au sein des ménages. Pour Carney (1996, p. 165) « les conflits pour la force de travail et les ressources relèvent de conflits plus profonds sur les significations dans le sens que les droits de propriétés sont définis, négociés et contestés au sein des arènes politiques du ménage, du lieu de travail et de l'Etat »¹⁴. Des études se sont attachées à analyser la micro-politique de l'accès aux ressources naturelles et la différenciation locale entre utilisateurs des ressources, faisant entrer le genre et les relations intra-ménage dans la *political ecology* (Carney et Watts 1991, Schroeder 1999). Une *political ecology* féministe a d'ailleurs été proposée (Rocheleau *et al.* 1996).

Enfin, malgré les critiques affirmant que le tournant poststructuraliste a favorisé le développement de l'aspect politique de la *political ecology* au détriment de la partie écologique, plusieurs auteurs ont cherché à développer une nouvelle vision de la dialectique nature-société (Watts 2003). Les approches les plus récentes dans ce domaine s'inspirent de la théorie de l'acteur-réseau et du corpus littéraire nord-américain des « *science and technology studies* » pour analyser les interrelations socio-écologiques (Bassett et Peimer 2015). Dans ces nouvelles approches, il n'y a plus de distinctions ontologiques entre société et nature et l'objet d'étude de la *political ecology* devient des assemblages socio-écologiques qui sont coproduits par les humains et les non-humains.

d. L'APPROCHE POLITICAL ECOLOGY ET SES LIMITES

Les recensions sur la *political ecology* et différents auteurs s'accordent généralement à dire que la *political ecology* est un champ particulièrement hétérogène et divers (Peet et Watts 1996b, Turner 2004, Walker 2005, Blaikie 2008, Perreault *et al.* 2015). La *political ecology* n'a pas construit de théorie propre. Du fait de son interdisciplinarité et de sa construction historique, la *political ecology* emprunte ses concepts à différents courants de pensée (Gautier et Benjaminsen 2012b).

Par ailleurs, les thèmes explorés par la *political ecology* sont vastes. Robbins en 2004 avait discerné quatre grands thèmes : la dégradation de l'environnement et la marginalisation des populations, les conflits pour l'accès aux ressources, la protection de l'environnement et ses effets pervers ainsi que les mouvements sociaux et politiques liés à la protection de l'environnement. Mais ces thématiques ne sont pas l'apanage de la *political ecology*. Au contraire, la *political ecology* cherche bien souvent à déconstruire une explication existante parfois dominante mais qui ne prend pas suffisamment en compte les aspects sociaux et politiques pour

¹⁴ « *Struggles over labor and resources reveal deeper struggles over meanings in the ways that property rights are defined, negotiated, and contested within the political arenas of household, workplace and state* ».

comprendre une question environnementale. Cet aspect critique peut d'ailleurs aussi apparaître comme une limite de la *political ecology* quand elle se rapproche du populisme en revendiquant la supériorité des connaissances locales sur la connaissance scientifique et experte (McCarthy 2002, p. 1283)

La *political ecology* se définit donc plutôt comme une approche. Pour Gautier et Benjaminsen (2012b), les éléments constitutifs de cette approche sont les suivants : i) l'interdisciplinarité qui permet de penser l'interaction des processus sociaux et des processus naturels, ii) le changement d'échelle qui permet d'articuler les jeux de pouvoirs au niveaux global, national, régional et local, iii) des études détaillées de terrain avec des études qualitatives et quantitatives approfondies et iv) l'analyse des discours, conçue comme une articulation entre avoir et pouvoir, pour les confronter aux faits. On pourrait ajouter à cela deux autres éléments communs aux travaux des *political ecologists*, relevés par McCarthy *et al.* (2015) : le fait que la *political ecology* prend une forme critique et qu'elle est attentive au contexte social et historique. Robbins (2012) soutient que la *political ecology* n'est pas une méthode, et encore moins une théorie mais un « texte », une façon d'étudier une question environnementale. Quatre motifs sont centraux dans cette façon d'écrire selon lui : i) le repérage des gagnants et des perdants et la question des inégalités et de l'injustice environnementale, ii) l'utilisation d'une dialectique humain / non-humain, iii) la mise en exergue de contradictions et iv) la création d'une tension entre des affirmations positivistes sur la nature et constructivistes sur la façon de penser la nature. Robbins (2015) proposait d'ailleurs de définir la *political ecology* comme « *the trickster science* », c'est-à-dire que comme le personnage rusé des contes et des fables, la *political ecology* emprunterait les habits de courants de recherche apparentés pour mieux les critiquer. Dans ce jeu de renversement des rôles, la *political ecology*, tout en produisant une connaissance empirique rigoureuse, déconstruit la connaissance scientifique sur laquelle elle s'appuie en partie. La *political ecology* cherche d'une certaine manière à exercer un contre-pouvoir dans la production de connaissance en montrant les failles et les dessous de la production de preuves scientifiques et politiques sur l'environnement. Cette manière de voir la *political ecology* permet d'en expliquer son caractère foisonnant, son manque de conceptualisation propre et son aspect critique.

2. POSITIONNEMENT DANS LE CHAMP DE LA *POLITICAL ECOLOGY*

Du fait de sa définition large, de la diversité de ses thèmes et de ses emprunts à différents courants de recherche, il est nécessaire de préciser comment et en quoi cette thèse s'inscrit dans le courant de la *political ecology*.

a. *POLITICAL ECOLOGY DE L'ACCES AUX RESSOURCES NATURELLES*

Cette thèse s'inscrit dans deux thèmes forts de la *political ecology* : celui des conflits pour l'accès aux ressources naturelles et celui de la différenciation sociale et économique locale résultant des changements de l'accès aux ressources.

Ces deux thématiques ont surtout été développées à partir des années 1990, à la suite des premières critiques adressées à la *political ecology*. En particulier, dans la conclusion de leur ouvrage *Liberation ecologies*, Watts et Peet (1996) mettaient en exergue les points saillants d'une nouvelle *political ecology* tournée vers les pays en développement. Ces éléments sont également les points de départ de cette thèse. Tout d'abord Watts et Peet proposaient l'idée que le processus de mondialisation produit des formes hybrides de développement qui articulent de manière complexe l'Etat et le marché, le local et le global. Cette thèse cherche à décrypter les formes spécifiques prises par la mondialisation du commerce des amandes de karité qui articulent les spécificités locales avec l'intégration à un marché mondial. Deuxièmement, ils avançaient l'idée que ce processus de mondialisation a souvent pour effet de modifier les systèmes locaux d'accès et de contrôle des ressources naturelles. L'accès aux ressources naturelles est l'objet de négociations et de contestations dans lesquelles le droit coutumier et la tradition sont réinventés et réinterprétés. L'analyse des modifications des conditions d'accès au karité est au centre de cette thèse. Enfin, Watts et Peet mettaient en avant le fait que les acteurs locaux et régionaux sont toujours porteurs d'une représentation de la nature qui s'exprime à travers un discours mais est également reflétée par les institutions locales et les pratiques. L'interprétation par les acteurs locaux de la nature de l'arbre à karité sous-tend leurs stratégies d'action pour accéder à la ressource. Les experts du développement sont également porteurs d'une vision concurrente du karité.

Cette thèse s'appuie ainsi sur une *political ecology* qui intègre les luttes pour l'accès aux ressources naturelles aux luttes micro-politiques autour des identités et aux jeux de pouvoir plus vastes dans lesquels l'Etat ou les acteurs multinationaux de la mondialisation sont parties prenantes (Carney et Watts 1991, Moore 1996, Schroeder 1999). Il s'agit de mettre l'accent sur le processus de différenciation locale parmi les usagers de la nature.

Enfin, cette thèse adopte largement une approche de *political ecology* (telle que définie par Gautier et Benjaminsen 2012b). D'abord nous développons une analyse des relations de pouvoir à plusieurs échelles : la caractérisation de la mondialisation du commerce des amandes de karité à l'échelle régionale (Chapitre 1), l'analyse des jeux de pouvoirs locaux entre groupes sociaux à l'échelle des villages (Chapitre 2) et les micro-jeux de pouvoir au sein des ménages (Chapitre 3). Deuxièmement, ce travail d'analyse se base sur des études détaillées de terrain (cf. IV. Méthodes) aussi bien qualitatives que quantitatives. Troisièmement, les représentations des acteurs et leurs discours sont au cœur de la thèse, principalement dans l'analyse des négociations pour l'accès au karité (Chapitre 2) et du contrôle du revenu du karité (Chapitre 3) mais également dans l'analyse de l'évolution du discours des Etats, des ONGs et des industriels sur la gestion du karité (Chapitre 4). Enfin, une caractéristique de l'approche de la *political ecology* est l'interdisciplinarité, le fait de confronter les preuves des processus écologiques avec les preuves des facteurs politiques et économiques à l'œuvre. Ce dernier point est discuté ci-dessous.

b. OUEST L'ÉCOLOGIE ?

Si l'enjeu de cette thèse est d'analyser les changements socio-économiques et environnementaux engendrés par la mondialisation du commerce des amandes de karité et leurs impacts sur les populations, les enjeux environnementaux ne sont pas analysés en tant que processus biophysiques avec les outils de l'écologie. Dans un sens, la critique généralement faite à la *political ecology* pourrait être adressée à cette thèse également : la politique a pris le pas sur l'écologie (Vayda et Walters 1999, Walker 2005), même si l'ambition de départ était d'aller au bout de la démonstration et de mesurer l'impact environnemental de la mondialisation du commerce d'amandes de karité. Zimmerer et Bassett (2003, p. 3) renvoyaient une vision de l'environnement comme étant simplement le décor dans lequel les conflits autour de l'accès et du contrôle des ressources se déroulent à une branche classique et peut-être datée de la *political ecology*. Ils proposaient de construire une *political ecology* dans laquelle les processus biophysiques « jouent un rôle actif dans la formation des dynamiques homme-environnement »¹⁵ (Zimmerer et Bassett 2003, p. 3).

Dans notre cas, pour construire une *political ecology* du karité telle que définie par Zimmerer et Bassett, il faudrait compléter le travail de thèse par une étude de la dynamique des peuplements de karité et comment celle-ci est affectée par les modifications des rapports de pouvoirs à différentes échelles autour du karité. En particulier, il aurait été nécessaire de comprendre si la régénération du karité est compromise et par quels mécanismes. Ce travail, un temps envisagé, était trop vaste pour être embrassé dans cette thèse. Mesurer l'évolution des densités de karité pose des problèmes techniques importants liés à la disponibilité de photos aériennes anciennes pour pouvoir conduire une analyse diachronique, ainsi que l'échelle et la qualité des photos aériennes pour pouvoir distinguer le karité des autres arbres des parcs agroforestiers. Mesurer la dynamique de régénération du karité pose également des questions de pas de temps. La durée de vie des karités se compte en centaine d'années. Les évolutions que nous pourrions être en mesure d'analyser ne couvrent pas même la durée de vie d'un arbre. Analyser l'évolution des densités de karité et la dynamique de régénération de l'arbre nécessite également de sortir d'une approche « filière » amandes de karité pour avoir une approche transversale. Le karité est potentiellement menacé par différents usages : la collecte des amandes est sûrement un facteur explicatif mais la coupe du karité pour le bois de feu est également aussi en jeu et de façon de plus en plus prononcée. Une approche complète de la *political ecology* du karité aurait donc nécessité de comprendre les jeux de pouvoir autour de l'approvisionnement en bois de feu dans les zones rurales et urbaines. Les pratiques des agriculteurs (jachères, techniques de labour, pratiques d'entretien et de renouvellement du karité) auraient également mérité une analyse particulière. Le travail sur l'évolution des densités de karité et ses processus de régénération est un chantier qui mériterait des travaux ultérieurs complétant le travail réalisé dans le cadre de cette thèse.

¹⁵ « [We] view the environment not simply as a stage or arena in which struggles over resource access and control take place. We consider nature, or biophysical processes, to play an active role in shaping human-environmental dynamics ».

Nous croyons, comme Zimmerer et Bassett, que la *political ecology* devrait, pour prendre tout son sens, faire dialoguer les sciences politiques et sociales avec les sciences du vivant et les sciences physiques. Mais un travail isolé peut rarement être qualifié de *political ecology* (Turner 2015). La *political ecology* est trop vaste pour cela : elle nécessite une analyse des relations de pouvoir à plusieurs échelles, une analyse des interactions nature-société et de ses effets à la fois sur les populations et sur les processus biophysiques. D'ailleurs, aucun des articles constitutifs de cette thèse ne se définit comme relevant de la *political ecology*. C'est seulement ces différents travaux pris dans leur ensemble qui peuvent donner corps à une *political ecology* du karité.

Toutefois, l'écologie n'est pas absente de cette thèse. Si, dans l'analyse de l'interaction des processus nature-société, l'influence des relations de pouvoir à plusieurs échelles sur les processus de régénération et de pérennité du karité ne sont pas analysées, en revanche, les caractéristiques biophysiques de l'arbre sont prises en compte dans l'analyse des conditions d'accès et les relations de pouvoir. De fait, les spécificités biophysiques de l'arbre (sa durée de vie, son entrée tardive en production, la récalcitrance de sa graine à être plantée notamment) sont des éléments qui façonnent les représentations et les pratiques autour du karité. En particulier dans le chapitre 2 nous montrons comment ces spécificités de l'arbre sont utilisées dans les négociations pour l'accès à l'arbre et à ses produits. En outre, nous prenons en compte dans cette thèse les différentes représentations sur le karité et ses caractéristiques : celles des différents groupes sociaux locaux (Chapitres 2 et 3) mais aussi les représentations des acteurs nationaux et internationaux et comment leur conception de l'arbre influence la manière dont ils prévoient de gérer la production du karité et la pérennité de la ressource.

C. OU EST LE POUVOIR ?

La *political ecology* met en avant les relations de pouvoir à plusieurs échelles pour analyser les relations nature-société. Dans une certaine mesure, la *political ecology* souscrit au principe que « postuler l'existence d'un consensus est une hypothèse de recherche beaucoup moins puissante et productive que de postuler l'existence de conflits » (Bierschenk et Olivier de Sardan 1998, p. 259-260). Cependant la *political ecology* ne conceptualise pas le pouvoir. Nous souhaitons ici détailler comment la notion de pouvoir est envisagée dans cette thèse.

En effet, la notion de pouvoir est très utilisée mais finalement rarement définie. Quand c'est le cas, elle l'est généralement de manière peu opératoire ou trop réductrice. La définition classique de Dahl – “A a du pouvoir sur B dans la mesure où il peut obtenir quelque chose de B qu'il n'aurait pas obtenu sinon”¹⁶ (1957, p. 202-203) – est réductrice car elle ne prend pas en compte le pouvoir comme capacité (potentiel) et parce qu'elle pourrait être qualifiée d'individualiste. Elle ne prend pas en compte le pouvoir structurel, celui qui s'exprime en dehors de l'action individuelle. Lukes (1974) propose d'ajouter à la définition de Dahl deux autres dimensions du pouvoir et donc de définir le pouvoir autour de trois dimensions. Dans la première dimension du pouvoir, celle énoncée par Dahl, le pouvoir est exercé sur un individu ou un groupe qui est

¹⁶ « A has power over B to the extent that he can get B to do something that B would not otherwise do ».

supposé participer activement à la décision. La seconde dimension du pouvoir prend en compte le fait que le pouvoir peut aussi s'exercer par exclusion du processus de décision : exclusion de certains participants ou exclusion de certaines questions. Enfin, la troisième dimension du pouvoir est celle qui permet de façonner et d'influencer ce que veulent certains participants, de façon à ce qu'ils agissent par eux-mêmes contre leurs intérêts véritables. Le pouvoir tel que conceptualisé par Lukes, et en particulier la troisième dimension du pouvoir, est difficile à opérationnaliser (Gaventa 1982, Epstein *et al.* 2014). Comment définir les intérêts véritables des acteurs en présence ? Enoncé de manière étroite, la notion de pouvoir perd de son intérêt.

Selon Foucault (2001), le pouvoir est immanent aux relations sociales mais aussi aux relations familiales, de production, économiques, de connaissance, etc. Il vient de partout et est partout (Foucault 1976, p. 122). Foucault (1976) borne son projet scientifique en définissant quatre « prescriptions de prudence » pour analyser le pouvoir. Premièrement, il s'agit de partir des relations de pouvoir immanentes et de tout inclure d'emblée dans l'analyse de pouvoir (règle d'immanence). Il n'y a pas de marge ou d'extériorité au pouvoir (Foucault *et al.* 2001). Deuxièmement, il faut chercher à comprendre les processus de modification des rapports de pouvoir plutôt que de chercher comment est distribué le pouvoir (règle des variations continues). En cela, il montre que le pouvoir est sans cesse en mouvement. Troisièmement, les relations de pouvoir s'inscrivent toujours dans une stratégie d'ensemble et la stratégie n'a d'effets qu'à travers les relations de pouvoir locales (règle du double conditionnement). Ce troisième point vise à redéfinir la dialectique pouvoir / domination (*agency / structure* dans la tradition anglophone) en insistant sur la prégnance des relations de pouvoir locales, la continuité entre l'action locale et la stratégie générale qui en émane et l'instabilité de la domination. Enfin, le discours est le lieu d'articulation du savoir et du pouvoir (règle de polyvalence tactique des discours). Le discours n'est pas un symptôme du pouvoir, il est pouvoir. Il est discontinu, multiple et contesté.

Nous retiendrons de ces éléments et de la lecture de Chazel (1983) que le pouvoir est relationnel (immanent à toutes les relations sociales) et qu'il est mieux décrit comme étant une capacité qu'une possession. Il doit s'analyser en regard de structures plus larges de domination dont il est constitutif et qui elles-mêmes le contraignent. Afin d'en opérationnaliser l'analyse, nous nous appuyons sur l'approche de Bierschenk et Olivier de Sardan pour qui (1998, p. 259) :

« L'analyse structurelle doit être complétée par une analyse stratégique. Les caractéristiques structurelles peuvent être considérées comme des contraintes et des ressources pour les acteurs sociaux, contraintes et ressources qui varient selon les positions respectives de ces acteurs dans la structure sociale. [...] En d'autres termes, les acteurs « jouent » avec les contraintes et les ressources structurelles, à l'intérieur d'une certaine marge de manœuvre. En outre, chaque acteur appartient à plus d'une structure, et a plus d'un rôle à jouer, plus d'une identité à gérer. »

Ce cadre posé, nous avons emprunté à différents corpus littéraires les outils permettant d'analyser les relations de pouvoir et les rapports de force à différentes échelles dans le contexte particulier du commerce des amandes de karité dans l'Ouest du Burkina Faso.

3. CONSTRUIRE UNE *POLITICAL ECOLOGY* SPÉCIFIQUE DU KARITÉ

Nous avons croisé l'approche de la *political ecology* avec d'autres corpus de littérature pour disposer d'outils conceptuels afin d'analyser les relations de pouvoir et les changements sociaux à chaque échelle d'analyse. La littérature des chaînes globales de valeur (Gereffi et Korzeniewicz 1994, Gereffi *et al.* 2005) nous a permis d'analyser comment les rapports de forces et les relations de pouvoir autour du karité dans l'Ouest du Burkina Faso sont façonnées par le processus de mondialisation et les spécificités locales de l'organisation du commerce des amandes de karité. A un niveau local, la littérature de la différenciation sociale a été mobilisée pour prendre en compte les relations de pouvoir entre groupes sociaux et au sein des ménages. Enfin, l'analyse de l'accès (Ribot et Peluso 2003), point nodal de notre approche théorique, nous a permis d'articuler le cadre d'analyse général de la *political ecology* avec les chaînes globales de valeur, l'analyse en termes de différenciation socio-économique et l'analyse du discours sur l'écologie de l'arbre.

a. LES CHAINES GLOBALES DE VALEUR

Nous utilisons la littérature sur les chaînes globales de valeur comme cadre conceptuel pour analyser l'économie politique du karité à une échelle mondiale, sous-régionale mais surtout régionale, dans l'Ouest du Burkina Faso (Chapitre 1). Cette littérature analyse les formes prises par les activités économiques dans le processus de mondialisation. L'approche des chaînes globales de valeur donne des outils conceptuels pour analyser les processus politico-économiques qui lient différentes régions et acteurs à travers l'intégration d'une marchandise à l'économie mondiale (Gereffi et Korzeniewicz 1994). Contrairement à la tradition française de l'analyse des filières, qui s'intéresse généralement à l'organisation locale ou nationale d'une production, l'analyse des chaînes globales de valeur est attentive à la mondialisation de la production et ses effets dans toutes les régions interconnectées dans la production d'une marchandise (Raikes *et al.* 2000). Les approches en termes de filière sont des approches plutôt techniques centrées sur l'organisation du flux de produits, la répartition de la valeur ou encore l'identification des acteurs et des activités (Raikes *et al.* 2000, p. 404-405). L'approche en termes de chaîne globale de valeur s'intéresse plutôt aux formes des relations de pouvoir qui se créent et se transforment et lient les acteurs et les activités de production, de transformation et de distribution. Et c'est naturellement, cette dernière approche que nous avons choisie d'adopter.

La littérature des chaînes globales de valeur fait écho à la *political ecology*, dans le sens où elle analyse les relations de pouvoir dans le champ économique de la mondialisation. Tout comme la *political ecology*, cette littérature est l'héritière d'une analyse marxiste de la mondialisation économique. Ancrée dans la tradition des systèmes-monde et de l'école de la dépendance, elle allie une vision marxiste de la mondialisation à une critique radicale du développement. Les théoriciens de la dépendance développent dès les années 1960 en Amérique du Sud l'idée que la mondialisation crée une dépendance des pays « périphériques » à l'égard des pays « du centre » (Amin 1973). La répartition des activités économiques mondiales, analysée comme très

inégalitaire, explique pourquoi des pays restent sous-développés ou bien se développent mais sous la dépendance des pays développés et de leurs entreprises multinationales. La théorie des systèmes-monde analyse les chaînes de production mondialisées selon la répartition de la valeur ajoutée en montrant que les maillons les plus profitables des chaînes se situent dans les pays « du centre » développés (Bair 2010).

L'ouvrage fondateur de l'analyse en termes de chaîne globale est celui de Gereffi et Korzeniewicz « *commodity chain and global capitalism* » (1994). Ils définissent les chaînes globales de marchandise¹⁷ (*global commodity chain*) comme « un ensemble de réseaux inter-entreprises centré autour d'une marchandise ou d'un produit et liant les ménages, les entreprises et les Etats entre eux et avec l'économie mondiale »¹⁸ (Gereffi & Korzeniewicz, 1994). Dès cet ouvrage fondateur, les auteurs mettent l'accent sur le fait que les liens entre production, transformation, distribution et consommation sont façonnés par les relations sociales et de pouvoir. L'idée est de mettre en valeur les relations de pouvoir entre les acteurs de ces chaînes de marchandise mais également les inégalités spatiales qui en résultent. Les auteurs mettent également en avant le fait que le cadre d'analyse des chaînes globales de marchandise permet de faire le lien entre les échelles macro et micro : entre la mondialisation et la forme qu'elle prend localement. Gereffi & Korzeniewicz définissent trois dimensions selon lesquelles les chaînes globales de marchandise devraient être étudiées : i) la structure des intrants et des sortants dans le processus de production, de transformation et de distribution, ii) la configuration spatiale prise par la chaîne et iii) la structure de gouvernance. Ils ajouteront plus tard une quatrième dimension qui est le cadre institutionnel (régulations étatiques ou internationales par exemple) dans lequel se déploient les chaînes globales de marchandises (Bair 2010). A la différence des théories système-monde ou basées sur la dépendance, le cadre des chaînes globales de marchandise ne postule pas qu'un système de domination se reproduit dans la durée. Il s'intéresse au contraire à la manière dont les systèmes mondialisés de production se différencient selon les époques, les régions et les relations sociales et de pouvoir régionales et locales (McCarthy *et al.* 2012). Il s'intéresse également au potentiel de développement des chaînes globales de marchandise (*upgrading*), c'est-à-dire dans quelle mesure la configuration d'une chaîne globale de marchandise permet aux acteurs économiques de capter plus de valeur ajoutée localement (Gibbon 2001a, Giuliani *et al.* 2005).

La dimension des chaînes globales de marchandise qui a été la plus féconde, et sur laquelle nous nous sommes appuyés dans l'analyse de la chaîne de valeur des amandes de karité, est celle de la gouvernance (Gereffi *et al.* 2001). La gouvernance d'une chaîne globale de marchandise renvoie à la coordination et à la régulation exercés par certains acteurs de la chaîne sur d'autres (Raikes *et al.* 2000, Gibbon et Ponte 2005). La gouvernance des chaînes a d'abord été caractérisée par leurs entreprises pilotes ou dominantes (*lead firms*). Gereffi a défini deux archétypes de

¹⁷ Le terme *commodity* en anglais n'est qu'imparfaitement traduit par marchandise en français. En effet, les *commodities* sont plutôt des marchandises primaires, standardisées et interchangeables (Daviron et Vagneron 2011).

¹⁸ « A set of inter-organizational networks clustered around one commodity or product, linking households, enterprises, and states to one another within the world economy »

gouvernance : pilotées par les producteurs et pilotées par les acheteurs. Les chaînes globales de marchandise pilotées par les producteurs (*producer-driven*) sont pilotées par des industries hautement intensives en capital et avec de grandes barrières technologiques et organisationnelles à l'entrée (Fold et Larsen 2008a). Les exemples typiques sont le secteur de l'automobile ou de l'aviation où les activités en amont et en aval de la chaîne sont coordonnées par des marques gérées par des industries transnationales. Les chaînes globales de marchandise pilotées par les acheteurs (*buyer-driven*) sont coordonnées par des fabricants de produits de marque hautement intensif en travail et dont les barrières à l'entrée se situent au niveau du design, du financement et de la commercialisation des produits (Fold et Larsen 2008a). Les activités en amont de la chaîne sont contrôlées à travers des réseaux complexes de sous-traitants éloignés. C'est le cas des marques de vêtements ou de produits électroniques.

A la fin des années 1990, le cadre d'analyse des chaînes globales de marchandise a été réévalué au profit d'une approche en termes de chaîne globale de valeur. Le changement de vocabulaire devait permettre de favoriser le dialogue avec d'autres courants de littérature analysant l'organisation et le déploiement de systèmes de production et de distribution dans une économie mondialisée (Gereffi *et al.* 2001) en intégrant notamment la théorie des coûts de transaction (Williamson 1979, 1981). Le passage de la notion de marchandise (*commodity*) à celle de valeur permettait aussi de mieux rendre compte de la diversité des produits étudiés et notamment le fait que des produits à forte valeur ajoutée pouvaient également être l'objet de l'analyse. Mais au-delà du changement de nom, il s'agissait de développer une nouvelle analyse de la gouvernance des chaînes globales de valeur. L'analyse binaire entre gouvernance par les acheteurs ou les producteurs reflétait assez mal la diversité des formes de gouvernance révélées par les différents cas d'études. Aussi, en 2005, Gereffi *et al.* proposaient une typologie plus complète des formes de gouvernance et reconnaissaient la diversité des hybridations possibles. Cette typologie était inspirée des travaux de l'économie des organisations et des coûts de transaction (Gereffi *et al.* 2005, Fold et Larsen 2008a). En particulier les différents types de gouvernance reposaient sur trois facteurs clés : la complexité des transactions, la possibilité de codifier l'information et la capacité des fournisseurs. La typologie propose deux types extrêmes de gouvernance : (1) la gouvernance par le marché où le coût de transaction de changer de partenaire est bas et (2) la hiérarchie, c'est-à-dire l'intégration verticale, principalement dans le cas d'une entreprise dominante qui intègre une activité qui n'est pas réalisée de façon satisfaisante par les fournisseurs. Entre ces deux formes extrêmes de gouvernance, Gereffi et ses co-auteurs (2005) en proposent trois autres : la modularité (ou travail à façon), caractérisée par des fournisseurs qui ont en charge l'entière responsabilité et organisation de leur production et qui peuvent s'adapter à différentes demandes ; le réseau relationnel caractérisé par une dépendance mutuelle entre les entreprises liées par la spécificité du produit et la proximité spatiale, et géré sur le mode de la confiance, sur les liens familiaux ou de réputation ; et enfin le réseau captif où les fournisseurs sont dépendants d'acheteurs plus larges et dominants qui contrôlent l'organisation de la production de leurs fournisseurs. Dans nos analyses, nous avons repris le croisement fécond entre une analyse en termes de coûts de transaction et de problème

de coordination issu de l'économie néo-institutionnelle avec les avancées récentes de l'analyse de la gouvernance dans les chaînes globales de valeur.

En particulier, un courant de cette littérature sur les chaînes globales de valeur s'est intéressé à l'Afrique pour comprendre les formes et les effets de la mondialisation dans des économies historiquement fragiles mais de plus en plus intégrées à l'économie mondiale. Ces travaux nous ont permis de situer la chaîne globale de valeur du karité par rapport aux autres chaînes globales de valeur agricoles africaines et d'analyser son originalité dans le paysage africain. Les études des chaînes globales de valeur agroalimentaires en Afrique ont mis en évidence que la mondialisation n'est pas un processus uniforme, mais qu'au contraire alors que certaines localités et certains groupes sont intégrés au processus d'autres sont exclus ou marginalisés (Larsen et Fold 2008). Elles se sont intéressées principalement à trois éléments :

- l'existence de situations dans les chaînes globales de valeur où les économies africaines parviennent à capter plus de valeur ajoutée et leurs conditions de réalisation (*upgrading*) ;
- le cadre institutionnel des chaînes globales de valeur ;
- leur gouvernance.

Nous développerons ici rapidement les deux derniers points.

Les chaînes globales de valeur agroalimentaires ont connu en Afrique une régulation étatique dès les années 1930, impulsée par l'administration coloniale (Gibbon 2001b). Des monopoles d'Etat furent mis en place pour contrôler les prix, les quantités et la qualité des produits exportés. A partir des années 1950, les Etats favorisèrent la mise en place d'associations internationales de producteurs pour réguler la production, éviter la surproduction et maintenir les prix (Gibbon 2001b). Jusqu'aux années 1990, les pays producteurs influençaient la gestion des chaînes globales de valeur. La chaîne globale de valeur du café fait figure d'archétype de cette coordination horizontale. Des accords internationaux définissant un prix cible et des quotas par pays furent conclus entre des pays producteurs de café de 1962 à 1989 (Ponte 2002, Daviron et Ponte 2007). Ces systèmes de régulation étatique et/ou internationaux permettaient de maintenir un équilibre des pouvoirs entre la chaîne globale de valeur entre pays producteurs et consommateurs.

La gouvernance des chaînes globales de valeur agroalimentaires a profondément été modifiée par les plans d'ajustement structurel imposés par la Banque Mondiale et le Fonds monétaire international dans les années 1980 et 1990. Ce fut la fin des accords internationaux sur les prix et quotas de production et le début d'un processus de libéralisation des secteurs agricoles en Afrique (Gibbon 2001b). Avec la fin des monopoles étatiques, de nouveaux acteurs ont fait leur apparition dans les chaînes de valeur. Les exportateurs et les traders internationaux sont passés d'un approvisionnement auprès de structure paraétatique unique ou un ensemble d'acteurs autorisés par l'Etat à un approvisionnement auprès d'une multitude de petits acteurs. Pour sécuriser leur volume et la qualité des produits, les traders internationaux se sont impliqués dans le contrôle de l'amont des chaînes globales de valeur (Gibbon et Ponte 2005). Ainsi, de

nombreuses chaînes globales de valeur ont évolué vers une gouvernance plutôt pilotée par les acheteurs (Mather 2008) mais surtout rendue plus complexe par la multiplicité des acteurs et des relations de pouvoir (Ponte 2001). Des intermédiaires puissants sont par exemple apparus dans les chaînes de valeur du café ou du cacao (Ponte 2001, Fold 2002). Cette évolution de la gouvernance est aussi le fait de la mise en place de standards de qualité des produits qui entraîne un plus grand contrôle de l'amont de la chaîne de valeur par l'aval de la chaîne (Fold et Larsen 2008b, Riisgaard 2009). Ces éléments nous ont permis de situer et discuter la place de la chaîne globale de valeur de karité par rapport aux dynamiques existantes dans les autres chaînes de valeur agroalimentaires africaines (chapitre 1).

Nous utilisons la littérature des chaînes globales de valeur pour dresser l'économie politique du karité en analysant les relations de pouvoir dans la chaîne et les rapports de forces autour de la production, de la transformation et de la distribution des amandes de karité (voir chapitre 1). Cette approche aide à caractériser les formes locales que prend la mondialisation du commerce des amandes de karité et en retour comment la chaîne globale de valeur des amandes de karité est façonnée par les spécificités des espaces et des relations sociales dans lesquels elle se déploie et du produit qu'elle commercialise. Par ailleurs, les travaux menés selon cette perspective en Afrique sur des chaînes globales de valeur agroalimentaire apportent des points de comparaison et dégagent des tendances qui permettent de situer la chaîne globale de valeur des amandes de karité et de comprendre ses spécificités.

b. DIFFERENCIATION ET GENRE

L'approche en termes de chaînes globales de valeur se prévaut de faire le lien entre les différentes échelles sociales et géographiques en mettant en exergue à la fois une économie politique d'un produit et les relations de pouvoir qui lui sont constitutives dans la chaîne de valeur. Cependant, l'approche a souvent été critiquée pour son manque d'analyse des effets sociaux et économiques des chaînes globales de valeur au niveau local, et en particulier quand il s'agit des secteurs agricoles africains, sur les producteurs et leurs conditions d'existence (Dolan et Humphrey 2000, Tallontire *et al.* 2005, Challies 2008, Reardon *et al.* 2009, Franz *et al.* 2014). Par exemple, Bolwig *et al.* (2010) écrivaient :

« La littérature sur les chaînes globales de valeur révèle comment les entreprises et les exploitations agricoles dans les pays en développement sont modernisés par le fait de leur intégration aux marchés mondiaux, mais peu d'études documentent explicitement l'impact sur la pauvreté, le genre et l'environnement »¹⁹.

Nous précisons ici comment nous envisageons le lien entre l'analyse de la chaîne globale de valeur des amandes de karité et ses impacts en termes de pauvreté et d'inégalité. La collecte, la transformation et la vente locale des produits du karité étant considérés comme des activités féminines, nous préciserons également comment nous prenons en compte la variable genre. La *political ecology* étant une approche qui permet une analyse multiscalaire des rapports de

¹⁹ « Global value chain (GVC) studies reveal how firms and farms in developing countries are upgraded by being integrated in global markets, but few explicitly document the impact on poverty, gender and the environment ».

pouvoir et des jeux de pouvoir, nous montrons ici pourquoi une analyse en termes de différenciation socio-économique nous permet de compléter et de renforcer l'analyse en termes de chaîne globale de valeur.

i. D'une analyse des conditions d'existence à une analyse de la différenciation

L'approche des conditions durables d'existence (*sustainable livelihood*) permet d'analyser la pauvreté à l'échelle locale. Les conditions durables d'existence sont définies comme suit par Chambers et Conway (1992, p. 6) :

« Les conditions d'existence sont les capacités, les capitaux (stocks, ressources, droits et accès) et les activités nécessaires à un individu pour gagner sa vie : les conditions d'existence sont durables lorsqu'on est en mesure de supporter les tensions et de se remettre des chocs, de conserver ou d'améliorer ses capacités et ses biens sans pour autant compromettre la base de ressources naturelles »²⁰

L'idée de l'approche des conditions d'existence était d'analyser la pauvreté d'un point de vue local et situé et de mettre en exergue la diversité des profils de pauvreté (Scoones 2009). L'analyse des conditions d'existence permettait aussi de détailler la pauvreté en analysant non pas uniquement le résultat en termes de revenus, de capital ou de dépenses des ménages ou des individus mais de comprendre les moyens sur lesquels reposent les capacités des individus à vivre. En effet, il s'agit de comprendre, dans un contexte socio-politico-économique donné, quelle combinaison de ressources, de capitaux et d'activités permet de mettre en place telle ou telle stratégie de subsistance et avec quels résultats (Scoones 1998). Cette approche des conditions d'existence a rapidement été reprise par les ONGs et les acteurs bilatéraux et multilatéraux de l'aide au développement et a été simplifiée pour être prise en compte par les économistes de ces institutions (Scoones 2009). Les processus qui expliquent les configurations d'activités et de stratégies constitutives des conditions d'existence sont cependant devenus des boîtes noires : des processus institutionnels non élucidés. Même en restant dans le champ académique, plusieurs critiques ont été émises sur l'approche des conditions d'existence. Plusieurs auteurs (Bebbington et Batterbury 2001, Scoones 2009, Carr 2015) s'accordent à dire que l'approche des conditions d'existence ne permet pas de penser la mondialisation et ses effets locaux car le contexte qui influence les conditions d'existence reste largement externe à l'analyse. Le cadre d'analyse ne prend pas non plus suffisamment en compte les relations de pouvoir.

Plus largement, Borras (2009) appelait à intégrer une théorie critique dans l'analyse du développement rural pour mieux prendre en compte les rapports de force politiques et économiques. Les cadres d'analyse des conditions d'existence et mais également l'école des *commons* (voir section suivante III.3.c.) qui ont eu du succès, tant dans la littérature scientifique

²⁰ Traduction inspirée de Neely, *et al.* 2004. En version originale : « *A livelihood comprises the capabilities, assets (stores, resources, claims and access), and activities required for a means of living : a livelihood is sustainable when it can cope with and recover from stresses and shocks, maintain or enhance its capabilities and assets while not undermining the natural resource base* ».

qu'auprès des acteurs du développement rural, ont également contribué à focaliser les débats et l'analyse sur les « pauvres » ou les « petits producteurs » (*poor*, *rural poor* ou *smallholders* dans la littérature anglophone) au détriment d'une analyse des inégalités au sein de ces groupes sociaux (Oya 2007). Le terme « *community* » renvoie par exemple à un imaginaire d'une société rurale égalitaire et homogène (Guyer 1981, Agrawal et Gibson 1999). Ces notions mettent en avant une homogénéité supposée des ruraux (Agarwal 2001). La volonté de mieux faire participer les bénéficiaires dans la définition des projets et le succès des analyses de type méthode accélérée de recherche participative (MARP), *rapid rural appraisal* (RRA) ou *participatory rural appraisal* (PRA) ont également véhiculé implicitement l'homogénéité des villages africains (Bierschenk et Olivier de Sardan 1998, p. 256-257). En effet, dans ces méthodes les *focus group* sont parfois devenus centraux dans la collecte d'information. Cela laisse entendre que les villages peuvent être représentés avec deux ou trois groupes sociaux identifiés *a priori* avec des catégories telles que le genre ou le groupe ethnique, sans prendre en compte le contrôle social inhérent à tout groupe social (Bierschenk et Olivier de Sardan 1998, p. 256-257). Il est donc nécessaire de mieux prendre en compte les inégalités et le processus de formation de ces inégalités, la différenciation socio-économique. En effet, Peters (2004) et Gray et Dowd-Urbe (2013) ont montré que peu de recherches sont actuellement conduites sur les inégalités et leur dynamique en Afrique. Si la recherche scientifique dominante sur le développement rural en Afrique n'a pas intégrée l'analyse des inégalités, c'est aussi parce qu'aucune théorie critique n'a fourni une grille d'analyse des rapports de forces dans les sociétés suffisamment féconde pour remplacer le logiciel marxiste d'analyse en termes de classes sociales (Peters 2004, Borrás 2009).

La littérature du changement agraire (*agrarian change*) peut venir compenser le déficit d'analyse critique. Cette littérature est l'héritière de la tradition marxiste dont l'objet d'analyse est le processus d'intégration du monde agricole dans l'économie capitaliste. La question marxiste de départ est la suivante (Akram-Lodhi et Kay 2010a) : comment le capitalisme avec la création de classes sociales qui lui est consubstantiel peut prendre place dans la paysannerie où le paysan est à la fois un petit capitaliste et un travailleur ? La question agraire a été décomposée et étudiée de différentes manières au cours du temps (Bernstein 1996, Byres 1996). L'hypothèse marxiste classique revient à analyser si et comment la paysannerie disparaît au profit de l'émergence d'une industrialisation capitaliste et de la formation de classes sociales. Comme Bernstein le remarque très justement, la question agraire se pose en des termes différents en Afrique Sub-saharienne (Bernstein 2004). Alors que l'Afrique est maintenant intégrée à l'économie mondiale, elle ne connaît cependant pas de processus d'industrialisation massif. L'intérêt de l'approche du « changement agraire » est donc plutôt d'analyser quelle forme prend le capitalisme dans les campagnes africaines. Le concept de la transition agraire est particulièrement intéressant de ce point de vue. Il s'agit de comprendre selon quelles modalités particulières le monde rural africain entre dans l'économie capitaliste (Akram-Lodhi et Kay 2010b). La transition agraire peut prendre des formes spécifiques et différentes selon les localités, leur histoire, leur culture et leur contexte politique et économique. Alors que Bernstein

(2004) postule que les économies africaines sont maintenant complètement capitalistes, plusieurs d'auteurs (Peters 2004, Akram-Lodhi et Kay 2010b, Gray et Dowd-Urbe 2013) mettent en avant le fait que les processus de marchandisation des ressources naturelles et de mondialisation ne sont pas linéaires et cohérents. Il s'agit donc d'analyser comment le processus de mondialisation façonne et transforme les relations sociales, les pratiques et les idées.

« *No condition is permanent* » de Sara Berry (1993) est un ouvrage de référence dans l'analyse de la transition agraire en Afrique. Elle se proposait d'analyser l'effet de la marchandisation et de la formation de l'Etat en Afrique sur les conditions d'accès aux ressources et notamment à la terre et au travail. Elle montrait une spécificité africaine qui est que le processus de marchandisation dans les campagnes n'entraînait pas la création d'un groupe de « sans terre ». Au contraire, l'accès à la terre était toujours garanti par un ensemble de relations sociales et familiales. Il n'y avait pas d'opposition entre marchandisation et structures familiales et coutumières d'accès aux ressources naturelles. Elle montrait par contre que l'accès au travail se complexifiait et devenait un facteur de différenciation sociale. Enfin, Sara Berry établissait le fait que la différenciation sociale ne prenait pas la forme de classes sociales mais plutôt une marginalisation des catégories les plus faibles politiquement c'est-à-dire les femmes et les migrants. Ces travaux ont été partiellement mis à jour plus récemment (Berry 2009) en montrant comment l'accès à la terre est devenu un enjeu et un objet de tensions.

Les travaux sur la transition agraire en Afrique, qui sont peu nombreux (Bernstein et Woodhouse 2001, Bernstein 2004, Peters 2004, Borras 2009, Gray et Dowd-Urbe 2013), ont mis en avant deux éléments qui me paraissent importants pour répondre à nos questions de recherche. D'abord l'accès aux ressources naturelles est enchâssé dans des relations sociales, familiales et coutumières et fait l'objet de négociations et de revendications qui font évoluer les règles d'accès et peuvent créer des conflits. Cet aspect est présenté dans la partie suivante (III.3.c.). Et deuxièmement, la mondialisation est porteuse d'une différenciation sociale qui intègre des lignes de fractures diverses : âge, genre, statut de migrant réel ou supposé, etc. La différenciation sociale est au centre de l'attention car elle permet de comprendre les spécificités prises par cette transformation en cours du monde rural (Bernstein 2004, Peters 2004, Harriss-White *et al.* 2009, Gray et Dowd-Urbe 2013). Cependant, la différenciation sociale est souvent analysée au niveau des ménages dans la littérature du changement agraire (Bernstein et Byres 2001, Razavi 2009), or les activités autour du karité sont genrées.

ii. Prendre en compte la variable genre

Les études sur le changement agraire passent souvent à côté des effets genrés de la mondialisation car elles se focalisent sur l'échelle des « communautés » ou au mieux des ménages (Joshi 2015). Les études féministes, qui se focalisent sur la question du genre, apportent un nouvel éclairage à l'analyse de la différenciation sociale. Cependant, nous pensons que si le genre peut, selon le contexte, apparaître comme une catégorie d'analyse pertinente, elle ne devrait pas être considérée comme centrale d'emblée, au risque de passer à côté d'éléments structurants de la différenciation sociale que l'on cherche à analyser.

Les premiers travaux féministes en Afrique se sont concentrés sur la notion de ménage et ont montré que l'application de cette catégorie en Afrique relevait de l'ethnocentrisme. Si le ménage fait sens dans les enquêtes de revenus et de décisions budgétaires en Europe et en Amérique du Nord, Guyer a démontré qu'il était mal adapté au contexte agraire africain (1980, 1981). En Afrique, il y a une différenciation intra-ménage qui doit être prise en compte. En effet, les hommes et les femmes travaillent généralement dans différentes sphères de l'économie et gèrent souvent des revenus personnels distincts (Guyer 1980). Le ménage est tout autant marqué par le conflit, la négociation et la séparation des budgets que par la coopération et la complémentarité (Guyer et Peters 1987). Guyer (1981) fait d'ailleurs apparaître que le concept de ménage était aussi une manifestation de la mondialisation. Les anthropologues avaient d'abord mis en avant les notions de lignage ou de chefferie pour comprendre les structures sociales africaines. C'est avec l'avènement de la domination du paradigme de l'économie néo-classique que le ménage est devenu le concept central de l'analyse des comportements économiques des populations rurales.

Les travaux des économistes ont pris en compte ces résultats et ont bâti de nouveaux modèles faisant des hypothèses sur les comportements intra-ménage. Le modèle de l'allocation des ressources dans le ménage selon un optimum de Pareto a également été battu en brèche par les recherches féministes. En particulier Udry (1996) a montré, en prenant le cas du Burkina Faso, que l'allocation des ressources dans les ménages n'était pas efficiente au sens de Pareto. En particulier, il a montré que les ressources étaient allouées d'une manière qui réduit le revenu total du ménage. Duflo et Udry (2004) ont également montré qu'il n'y avait pas d'efficience de Pareto dans les dépenses des ménages ruraux en Côte d'Ivoire. En effet, l'usage d'un revenu dépend de la source du revenu et des personnes impliquées dans la production de ce revenu : les différentes cultures agricoles produites dans différentes configurations (champs collectifs ou personnels) correspondent à différents usages légitimes des revenus qui en sont issus.

Toute une littérature s'est développée dans cette veine pour analyser les relations de pouvoir dans le ménage sur l'allocation des ressources, le contrôle des activités et des revenus. En particuliers, de nombreuses études de cas en Afrique ont documenté les processus par lesquels des productions contrôlées par les femmes sont appropriées par les hommes lorsqu'elles deviennent économiquement intéressantes (Berry 1975, Mikell 1984, Leach 1990, Carney et Watts 1991, Moore et Vaughan 1994, Schroeder 1999, Bassett 2002, Moity-Maizi 2006). Ces études détaillées de terrain permettent d'aller au-delà d'une analyse manichéenne en termes de dépossession et d'exploitation des femmes par les hommes. Elles sont parvenues à décrypter les mécanismes fins qui sous-tendent les changements dans les relations de pouvoir intra-ménage. Ces mécanismes –contrôle et interprétation de l'accès au travail et de l'accès à la terre, modification de la signification des espaces et des droits– ont été utilisés comme des hypothèses de travail pour l'analyse que nous avons conduite de la différenciation sociale dans le cas du karité. Pour cette raison, je détaille ici deux des travaux de micro-politique du genre qui font référence et qui me semblent emblématiques sur ce sujet.

Le premier est celui de Carney et Watts (Carney 1988, 1996, Carney et Watts 1990, 1991) sur l'impact de projets de riz irrigué en Gambie. Les auteurs ont montré que les droits à la terre et au travail sont régis par des contrats conjugaux. Les projets de promotion du riz irrigué, en impliquant les hommes dans la défriche de nouvelles parcelles sont venus altérer ces contrats conjugaux. Les hommes sont parvenus à établir que les nouvelles parcelles seraient des terres familiales et non les parcelles personnelles des femmes ; ils pourraient ainsi profiter du travail des femmes sur ces parcelles et contrôler les revenus du riz (Carney et Watts 1991). Les femmes ont résisté à ces initiatives des hommes et ont parfois réussi à renégocier des contrats conjugaux plus favorables, soit en se faisant payer le travail effectué sur le champ familial en saison sèche, soit en négociant l'accès à d'autres parcelles de terres pour réaliser des productions personnelles, soit en négociant l'accès aux parcelles de riz irrigué en contre-saison (Carney 1996). La seconde étude, celle de Schroeder (1999), se situe toujours en Gambie. Elle décrit comment la réussite des femmes dans le maraîchage a conduit à de subtiles jeux d'ajustement et de négociation sur le partage des rôles conjugaux et notamment sur les responsabilités de chacun dans les dépenses familiales. Il a montré que les hommes, voyant le succès du maraîchage, ont planté des arbres fruitiers sur les parcelles de maraîchage pour à la fois réaffirmer leurs droits fonciers sur ces parcelles et profiter de l'aménagement des parcelles (clôturées) et du travail des femmes (arrosage, amendement). Les arbres fruitiers, qui bénéficient aux hommes par le travail indirect des femmes, sapent l'activité maraîchère des femmes par leur ombre. Ces deux travaux montrent que l'accès au travail et à la terre sont centraux dans les négociations pour le contrôle des activités et des revenus dans les ménages. Ils montrent également comment la signification des espaces et des droits mais aussi les représentations sur les rôles genrés et l'interprétation des traditions jouent un rôle clé dans ces jeux de pouvoir. Nous avons utilisé cette approche et ces résultats pour analyser la différenciation sociale autour des activités karité.

Cette littérature s'est cependant souvent focalisée sur les relations hommes-femmes sans prendre en compte les différenciations qui peuvent traverser ces catégories. Afin d'éviter cet écueil, cette thèse se situe dans une approche où le genre est une ligne de fracture à analyser parmi d'autres. Le danger serait de considérer « les femmes » comme une catégorie homogène ainsi que d'occulter les autres catégories sociales importantes. Depuis le milieu des années 1990, et du fait de la diffusion du poststructuralisme aux Etats-Unis, la recherche féministe s'est réinterrogée sur son objet d'étude et son épistémologie (Butler 2004, Coddington 2015). Le courant de l'intersectionnalité a contribué à déplacer l'objet d'étude de la recherche féministe. Il s'est développé à partir des années 1980 principalement aux Etats-Unis par la connexion des recherches féministes et du courant des droits civiques (Dill et Zambrana 2009). Il s'agissait de prendre en compte plusieurs catégories d'analyse simultanément dans l'analyse des inégalités et des discriminations et notamment le genre et le groupe ethnique mais également les classes sociales (Chancer et Watkins 2006). Le cadre d'analyse de la *political ecology* féministe s'est inspiré de ce mouvement et dans la conclusion de l'ouvrage fondateur de la *political ecology* féministe, les auteurs écrivent (Rocheleau *et al.* 1996) :

« La political ecology féministe associe au sein du même cadre d'analyse une perspective féministe avec une analyse des relations de pouvoir écologiques, économiques et politiques. Il ne s'agit pas simplement d'ajouter le genre à la classe, l'ethnie, la race ou d'autres variables sociales comme axes de pouvoir dans l'investigation des politiques d'accès et de contrôle des ressources et de décisions environnementales. L'enchâssement mutuel de ces hiérarchies interdit cette approche simpliste. A la place, la perspective de la political ecology féministe est construite sur les analyses de l'identité et des différences, et des pluralités des significations en relation à la multiplicité des sites de changements et de conflits environnementaux. »²¹

Dans cette perspective le genre est toujours perçu comme une catégorie importante mais n'est plus considéré comme la catégorie centrale de l'analyse (Elmhirst 2011, 2015). Le genre doit être pris en compte au même titre que d'autres catégories sociales importantes comme le niveau de richesse, le groupe ethnique ou l'âge dans l'explication des rapports de pouvoir et de leurs effets (Elmhirst 2011), auxquels on pourrait ajouter la date d'arrivée dans le village. En cela la *political ecology* féministe se démarque des précédents courants de pensée analysant le lien entre femmes et environnement. En particulier l'éco-féminisme a été critiqué par la réification du rôle des femmes vis-à-vis de l'environnement qu'il induit en postulant que les femmes seraient naturellement plus proches de la nature et mieux à même de la protéger (Leach 2007). Mais force est de constater que ce nouveau programme de recherche a peu été appliqué (Nightingale 2011). Il est difficile de combiner des catégories d'analyse qui sont conceptualisées différemment et qui relèvent de disciplines ou de courants de recherche distincts (Nightingale 2011). Ce programme de recherche trouve un écho dans l'approche méthodologique proposée par Bierschenk et Olivier de Sardan qui consiste à faire ressortir du travail de terrain les catégories d'analyse (1998, p. 263) :

« Cette perspective plus pragmatique, plus proche des réalités empiriques, au lieu de définir a priori les critères de constitution de groupes sociaux, déduit les groupes pertinents pour un problème donné à partir de l'analyse des formes d'action observables en vue de l'appropriation de ressources. Cela ne signifie pas pour autant que les classifications sociales "classiques", telles que la classe sociale, le "genre", l'ethnicité, n'aient plus d'utilité. Mais elles n'ont pas de priorité théorique. »

Ainsi, analyser le processus de différenciation lié à la mondialisation du commerce des amandes du karité nous apparaît comme un élément important permettant de comprendre la spécificité des effets locaux de cette mondialisation. Il s'agit d'analyser les rapports de pouvoirs sous-tendant cette différenciation en utilisant les catégories d'analyse utiles et pertinentes. L'enjeu est de comprendre les différences en termes de genre en relation avec les autres différences socio-économiques et politiques pertinentes dans le cas localisé des activités autour du karité dans l'Ouest du Burkina Faso.

²¹ « Feminist political ecology brings into a single framework a feminist perspective combined with analysis of ecological, economic and political power relations. It does not simply add gender to class, ethnicity, race, and other social variables as axes of power in investigating the politics of resource access and control and environmental decision-making. The mutual embeddedness of these hierarchies forbids this simplistic approach. Instead, the perspective of feminist political ecology builds on analyses of identity and difference, and of pluralities of meanings in relation to the multiplicity of sites of environmental struggle and change »

C. LA THEORIE DE L'ACCES

La théorie de l'accès développée par Ribot et Peluso (2003) est centrale dans cette thèse. Elle permet d'analyser les relations de pouvoir en articulant les niveaux macro-, meso- et microsociaux. Nous utilisons cette approche comme point nodal de notre cadre théorique pour articuler la *political ecology* avec le cadre des chaînes globales de valeur, le point de vue de la différenciation sociale et l'analyse du discours sur la dynamique écologique de l'arbre. Ribot et Peluso (2003) mettent d'ailleurs en avant le fait que l'analyse de l'accès se situe au croisement des échelles d'analyse et peut constituer un cadre théorique du changement social :

*« Situer l'accès dans un cadre politico-économique fournit un modèle théorique du changement social. Les relations sociales et la différenciation émergent de la coopération et des conflits sur les bénéfices [...] dans des moments politico-économiques particuliers »*²²(Ribot et Peluso 2003, p. 160).

Concept central de leur approche, Ribot et Peluso définissent l'accès comme la capacité à tirer avantage de choses – incluant des objets matériels, des personnes, des institutions et des symboles²³ (Ribot et Peluso 2003, p. 153). Avec cette définition, ils cherchent à proposer une conception dynamique basée sur les relations de pouvoir de l'accès aux ressources naturelles. La propriété et les droits sont une des possibilités d'accès, celle qui est socialement légitime, mais la notion d'accès élargit le champ d'analyse à tous les autres moyens de tirer profit d'une ressource notamment les moyens d'accès qui ne sont pas l'objet de consensus sociaux.

Ribot et Peluso, en mettant en avant la notion de capacité (*ability*), plutôt que celle de droit, situent leur analyse dans le champ du pouvoir. La notion de capacité est relative au pouvoir car le pouvoir est défini comme une capacité d'action. Ils distinguent le fait de contrôler l'accès, de maintenir l'accès et d'obtenir l'accès. L'obtention de l'accès est définie comme le processus général d'établissement d'un accès à une ressource. Le contrôle de l'accès est défini comme la capacité à médier l'accès des autres. Le maintien de l'accès est la capacité à maintenir un accès ouvert. Ces deux dernières notions relèvent de deux positions sociales différentes, dominante d'une part et subordonnée d'autre part, en compétition pour partager les bénéfices issus d'une ressource.

Ribot et Peluso conceptualisent le lien entre pouvoir et accès en construisant l'image d'un réseau de pouvoir (*web of power*) constitué de faisceaux de pouvoir (*bundle of power*), eux-mêmes constitués de brins de pouvoir (*strand of power*). La position des individus et des groupes dans ce réseau de pouvoir est influencée par le contexte économique et politique. La position dans le réseau de pouvoir évolue dans le temps et selon les échelles géographiques et influence les faisceaux et les brins de pouvoir détenus par les individus et donc la nature du pouvoir qu'ils peuvent mobiliser pour contrôler, maintenir ou acquérir un accès (Ribot et Peluso 2003, p. 154).

²² « Locating access in a political-economic framework provides a theoretical model of social change. Social relations and differentiation emerge from cooperation and conflict over benefits (value in Marx's terms) within particular political-economic moments. »

²³ « We define access as the ability to benefit from things—including material objects, persons, institutions, and symbols. »

Concrètement, ces faisceaux et brins de pouvoirs se matérialisent par les mécanismes d'accès mis en œuvre par les individus ou les groupes sociaux. L'analyse de l'accès est donc centrée sur l'analyse de ces mécanismes. Ces mécanismes peuvent être basés sur le droit, être légaux ou illégaux, ou basés sur des dimensions de pouvoir structurelles ou relationnelles. Ribot et Peluso détaillent en particulier les mécanismes d'accès basés sur la technologie, le travail, le capital, le marché, les connaissances, l'autorité, les identités sociales et leur interprétation ou la négociation des différentes relations sociales. Ces mécanismes d'accès sont au croisement de rapports de force structurels et des capacités d'action des individus, dans la mesure où ils sont influencés par la position des individus dans les réseaux de pouvoir plus larges et par les actions mise en œuvre par les individus qui ont toujours des marges de manœuvre. Les auteurs précisent que les liens et les hiérarchies entre les différents mécanismes d'accès ne peuvent pas être établis de manière générale : au contraire l'analyse de l'accès se base sur un travail empirique de terrain incluant une analyse historique, sociale, économique et politique d'une localité ou d'un groupe spécifique.

La théorie de l'accès complète utilement la théorie des communs (Ostrom 1990) qui s'intéresse également à l'accès aux ressources naturelles et qui a fortement influencé la recherche et l'action publique sur cette question (Hautdidier 2007, p. 178). La théorie des communs se focalise sur la manière dont les individus peuvent coopérer dans la gestion de *common-pool resources* (biens communs) définis comme des ressources utilisées par de multiples acteurs, qui génèrent une quantité finie de bénéfices et dont l'exclusion d'un acteur de l'utilisation est coûteuse (Ostrom 2000). Il y a derrière cette perspective, une démarche normative cherchant à montrer que les biens communs peuvent tout à fait être gérés durablement, en opposition à la thèse formulée par Hardin (1968) sur la tragédie des communaux. La théorie de l'accès n'a pas d'*a priori* explicite en faveur de la coopération ou du conflit dans l'accès aux ressources naturelles. L'approche proposée par Ribot et Peluso contribue également à élargir l'analyse à toutes les ressources naturelles, y compris les bénéfices qui peuvent en être tirés sur un pas de temps long ou par de multiples acteurs (Ribot et Peluso 2003, p. 161) et pas uniquement aux biens communs. En outre, la théorie des communs analyse l'accès aux ressources naturelles à travers les institutions. Ostrom définit les institutions comme un ensemble de règles opérationnelles qui sont utilisées pour déterminer qui peut décider et dans quelle arène de la définition des actions autorisées et interdites ou contraintes (Ostrom 1990). La théorie de l'accès élargit pour sa part le champ d'analyse à toutes les formes d'accès y compris celle qui passent en dehors d'une légitimation par des institutions, par exemple à travers des relations sociales, économiques ou des stratégies discursives (Ribot et Peluso 2003, p. 157). Plus fondamentalement, la théorie des communs a été critiquée pour sa faible prise en compte du pouvoir et de l'économie politique (Agrawal 2001, 2007, Osborne 2015). La théorie de l'accès met le pouvoir au centre de l'analyse.

La théorie de l'accès, du fait de la centralité de la notion de pouvoir, permet de faire le lien entre le contexte économique-politique et la différenciation locale. En effet, d'un côté la position des individus et des groupes sociaux au sein des réseaux de pouvoir est déterminée par le contexte

plus général, qui sera pour nous en partie défini à travers une analyse de la chaîne globale de valeur des amandes de karité. Ribot (1998) a aussi fait la démonstration que l'accès est une notion fondamentale pour comprendre l'organisation et la répartition des bénéfices le long de d'une chaîne de valeur, en prenant pour cas d'étude la chaîne de valeur du charbon de bois alimentant la ville de Dakar au Sénégal. D'un autre côté, la différenciation sociale locale est aussi présente dans la théorie de l'accès puisqu'un individu peut détenir un faisceau de pouvoir qui le place à la fois dans une position de contrôle de l'accès vis-à-vis de certains acteurs et dans une position de maintien de l'accès vis-à-vis d'autres acteurs. Ribot et Peluso dépassent donc la notion de classes sociales en mettant en avant la complexité des relations de pouvoir qui traversent un individu. Cette complexité sera étudiée dans cette thèse à travers une analyse de la différenciation socio-économique des individus dans l'accès au karité et le contrôle du revenu issu du karité. La théorie de l'accès permet aussi de faire le lien avec l'écologie du karité puisque l'accès est façonné par les caractéristiques biophysiques de l'arbre, tout comme les densités de karité dans les parcs agroforestiers et le renouvellement du karité sont façonnés par l'accès à l'arbre.

IV. MÉTHODES

1. RÉGION ET VILLAGES D'ÉTUDE

a. JUSTIFICATION DU CHOIX DES ZONES D'ÉTUDE

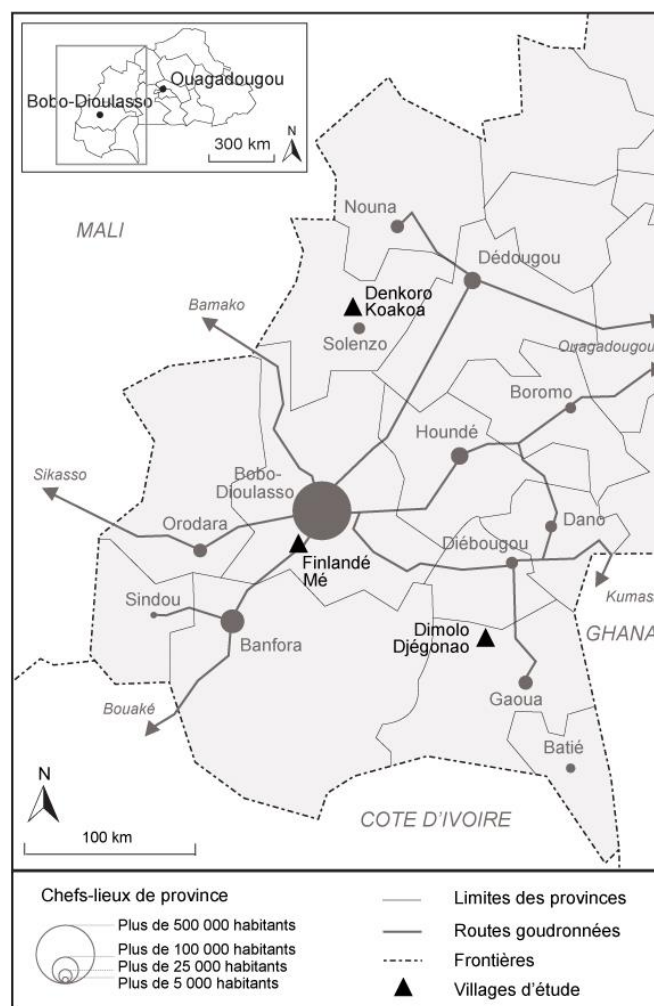
i. L'Ouest du Burkina Faso

Le travail de terrain a été effectué dans l'Ouest du Burkina Faso car il s'agit de la région principale d'approvisionnement en amandes de karité des exportateurs. Un des principaux exportateurs nous a assuré qu'en moyenne, et selon les années, 50 à 70% des amandes de karité exporté de l'Afrique de l'Ouest proviennent du Burkina Faso et principalement de l'Ouest du Burkina. Bobo-Dioulasso, la seconde ville du pays, est un carrefour régional du commerce d'amandes de karité. Les principaux industriels du karité s'y sont installés (IOI Loders Croklaan, AAK, 3F) entre 2000 et 2003 pour gérer leur approvisionnement. Bobo-Dioulasso est la seule ville de la région de production du karité dans laquelle ils sont présents (ils ont également des bureaux dans les ports d'exportation à Tema au Ghana et Abidjan en Côte d'Ivoire).

ii. Les entretiens dans les chefs-lieux de provinces

La phase de recueil des données s'est déroulée entre février 2013 et juillet 2014. Le recueil de données sur la chaîne de valeur des amandes de karité a été conduit dans les 13 chefs-lieux de provinces de l'Ouest burkinabè (voir figure 1) et à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso. Nous avons choisi de conduire des entretiens avec des commerçants de karité dans chaque province pour identifier les éventuelles disparités régionales dans l'organisation du commerce

des amandes de karité. Il s'agissait également d'avoir une vision détaillée de l'organisation entre commerçants sur l'ensemble de la région d'étude.



Carte 1. Localisation de la zone et des villages d'étude, Ouest du Burkina Faso

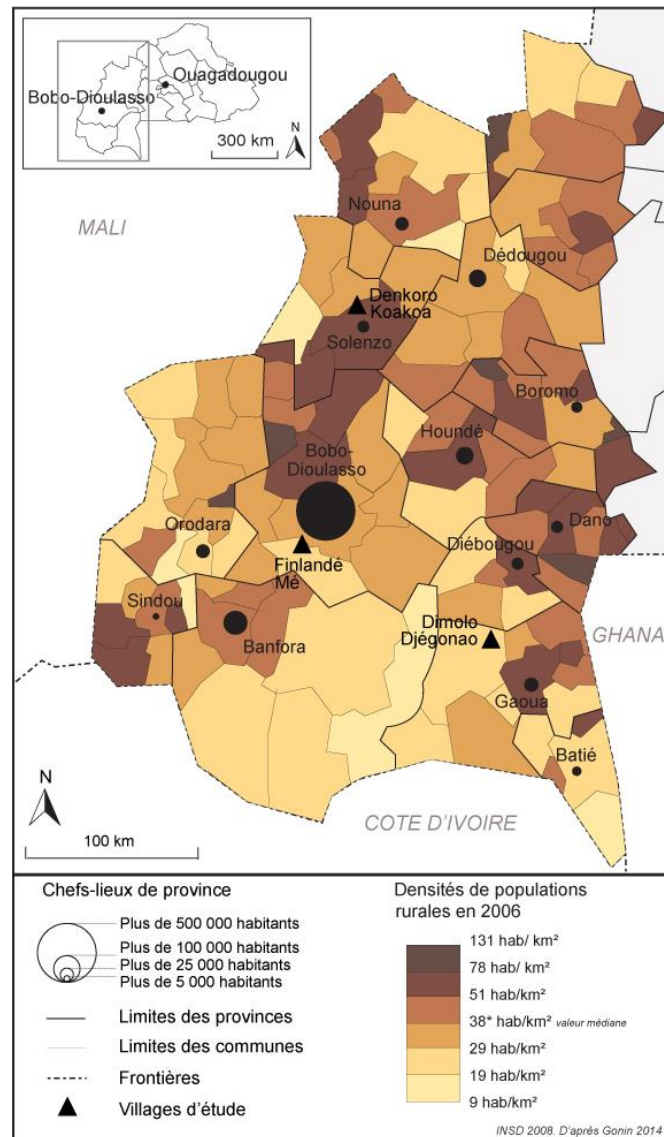
iii. Le choix des villages d'étude

J'ai conduit des entretiens exploratoires auprès de ménages ruraux collecteurs de karité dans trois villages : Koumbia (commune de Koumbia), Noumoudara (commune de Pénì) et Loumana (commune de Loumana). Ensuite, deux villages dans trois zones d'étude différentes ont été choisies pour conduire le travail principal de recherche (voir figure 1) : Denkoro et Koakoa (commune de Solenzo, province des Banwa), Dimolo et Djégonao (commune de Loropéni, province du Poni) et Mé et Finlandé (commune de Pénì, province du Houet). Les deux villages dans chacune de ces zones ont été enquêtés avec des méthodes qualitatives. Un questionnaire quantitatif a ensuite été mené dans un seul des villages sur chaque zone : Denkoro, Dimolo et Mé. Les villages de Dimolo et de Djégonao ont été choisis car ils ont été étudiés dans une thèse réalisée en 1993 et publiée en 1995 et portant sur l'importance des amandes de karité pour les activités des femmes et la nutrition des enfants (Crélerot 1995). Cette thèse permet d'avoir un recul historique sur les pratiques de collecte et de contrôle du revenu du karité dans ces deux villages. Mis à part ce cas, les autres villages n'étaient pas connus ou identifiés avant le travail de

terrain et ont été choisis pour représenter une diversité de situations par rapport principalement à trois variables :

- L'organisation de la chaîne de valeur des amandes de karité : depuis le boom du marché du karité au début des années 2000, les commerçants de karité sont présents dans tout l'Ouest du Burkina Faso pour s'approvisionner en amandes de karité. Avant cela, ils étaient plutôt déployés au sud de Bobo-Dioulasso et plus particulièrement dans la région de Gaoua, au sud-ouest de notre région d'étude. La région de Gaoua fait figure de région historique d'approvisionnement en amandes de karité. Les commerçants affirment que cette région produisait les plus grandes quantités d'amandes et avec la meilleure qualité. Nous avons choisi une zone d'étude dans cette région avec deux villages voisins : Dimolo et Djégonao ; une zone d'étude dans la relativement « nouvelle » région d'approvisionnement au nord de Bobo-Dioulasso, avec les deux villages de Denkoro et Koakoa ; et enfin une zone d'étude proche de Bobo-Dioulasso, ville où la densité de commerçants est la plus forte. Il s'agissait de voir si l'historique de l'organisation des commerçants de karité marquait encore le commerce d'amandes de karité dans les villages de cette dernière zone.
- Le gradient de pression foncière : nous avons choisi les zones d'étude pour représenter différentes situations de pression foncière. Les villages de Denkoro et Koakoa sont situés dans le bassin cotonnier historique marqué par de forte densité de population (voir carte 2) et une faible réserve de terres arables non cultivées. Les villages de Denkoro et Koakoa sont situés sur la commune de Solenzo qui connaît une densité de population de 64 habitants/km² et un taux d'accroissement de la population de 2,3 %/an (INSD 2008). Les villages de Dimolo et Djégonao sont situés dans une province historiquement moins peuplée (voir carte 2) mais marquée par une forte croissance des densités de population : +2,7 %/an entre 1996 et 2006 (INSD 2008). Ces villages ont encore des réserves foncières et la densité communale est de 22 habitants/km². Enfin, les villages de Finlandé et Mé sont immédiatement adjacents à la commune de Bobo-Dioulasso et connaissent une dynamique foncière particulière, liée à la croissance de la capitale régionale. La commune de Péni, à laquelle ils sont rattachés administrativement, connaît une densité de population de 27 habitants/km² et un taux de croissance de la population de 3,6 %/an (INSD 2008).
- L'origine du peuplement et l'équilibre entre les groupes de peuplement : l'origine du peuplement est différente dans chacune des zones d'étude. A Denkoro et Koakoa, les groupes de premiers arrivants sont des Bobo-fin tandis que les groupes arrivés ensuite sont principalement des Mossi mais aussi des Peul, des Dogon et des Calanga. A Dimolo et Djégonao, les premiers arrivants sont des Lobi, les groupes arrivés après sont des Dagara, des Peul et des Mossi. Enfin, à Mé et Finlandé, les premiers arrivants sont des Tiéfo, mais ne sont pas majoritaires dans le village. Les Bobo-fin sont arrivés dans le village il y a plus d'un siècle et les groupes arrivés plus récemment sont principalement

des Mossi et des Peul. Les groupes culturels sont donc différents et l'équilibre entre le groupe des premiers arrivants et les autres groupes sociaux sont également divers dans les villages.



Carte 2. Densité de populations rurales et localisation des villages d'étude, Ouest du Burkina Faso

Cette diversité des situations dans ces trois zones d'étude devait permettre de mettre en valeur des dynamiques de changement similaires à ces trois zones et donc pouvait être extrapolées à l'Ouest du Burkina Faso, mais également de distinguer des différences entre villages liées à ces variables d'organisation du commerce des amandes de karité, de pression foncière, et d'équilibre entre groupes sociaux.

Une description plus détaillée de ces villages d'étude est fournie ci-après.

b. DENKORO ET KOAKOA

Ces deux villages sont situés dans le bassin cotonnier historique du Burkina Faso, à une dizaine de kilomètres du chef-lieu de la province des Banwa, Solenzo, et à environ 150 km au nord de Bobo-Dioulasso (voir cartes 1 et 2).

Peuplement. Selon les données communiquées par la mairie de Solenzo, le village de Denkoro comptait 3 089 habitants en 2012 et le village de Koakoa 1 093. La première famille installée à Denkoro est la famille Coulibaly, du groupe ethnique Bobo-fin. Le chef de village et le chef de terre de Denkoro sont des Coulibaly. Cette famille est venue d'une localité proche de Satiri, au nord-ouest de Bobo-Dioulasso et à une centaine de kilomètres au sud de Denkoro, à une date qu'il n'a pas été possible de reconstituer. D'autres familles Bobo-fin de la même région d'origine ont suivi (Noumou, Koné, Sanou, Kiéno, Daho...) et se sont installées à Denkoro. Dès avant les années 1960, des familles Mossi et Peul étaient installées à Denkoro mais n'ont pas eu de descendance dans le village. C'est à partir des années 1960 que les Mossi sont arrivés dans le village. Les premiers migrants Mossi ont permis à leurs familles et à leurs proches dans leurs villages d'origine de venir s'installer à Denkoro. Les quartiers Mossi de Denkoro sont aujourd'hui nommés en référence aux villages d'origine des Mossi. Des familles Peul sont arrivées à partir des années 1970. En 1984, le village a également accueilli une famille Dogon. Le résultat du recensement des concessions du village de Denkoro est présenté dans le tableau 2.

Groupes ethniques	Nombre de concessions	Répartition des concessions
Bobo (premiers arrivants)	189	46%
Mossi	181	44%
Calanga	19	4%
Peul	14	3%
Dogon	9	2%
Dafing	1	0%
Total général	413	100%

Tableau 2. Répartition des concessions du village de Denkoro par groupes ethniques, source : notre recensement des concessions

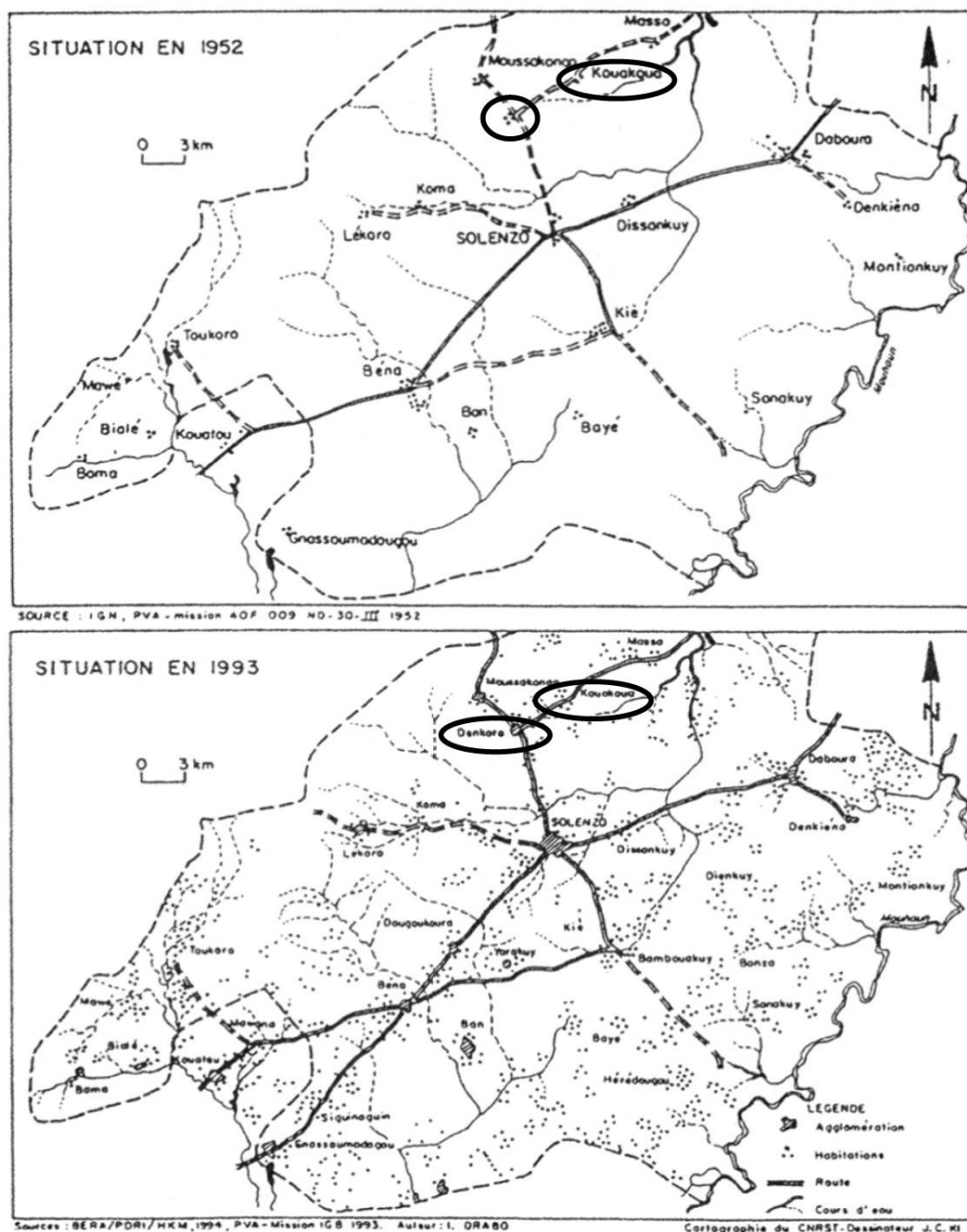
Le village de Koakoa semble d'abord avoir été un village Dafing (groupe ethnique Marka). Mais ce sont les Bwaba (ou Bobo-oulé) qui sont considérés comme les premiers arrivants dans ce village. Les familles Dafing installées aujourd'hui à Koakoa sont arrivées en 1981 de Djibasso (150 km au nord de Koakoa, à la frontière malienne). Plus récemment une famille Calanga s'est installée dans le village. Enfin, les familles Peul se sont installées avant les années 1980. La répartition des concessions par groupes ethniques telle que transmises par les autorités du village est présentée dans le tableau 3.

Groupes ethniques	Nombre de concessions	Répartition des concessions
Bwaba	7	33%
Peul	7	33%
Dafing	7	33%
Calanga	1	1%
Total général	22	100%

Tableau 3. Répartition des concessions du village de Koakoa par groupes ethniques, source : Chefs coutumiers et autorités du village

Foncier. Les villages de Denkoro et Koakoa ont connu un accroissement du taux d'occupation des sols important pendant ces cinquante dernières années du fait du développement de la culture du coton et de la culture attelée et du fait de la dynamique de peuplement (voir carte 3 et (Drabo 2000)). La commune de Solenzo connaissait un taux d'occupation des sols compris entre 70 et 87% en 1993 selon Drabo (2000), c'est-à-dire largement plus élevé que la moyenne nationale qui s'établissait à environ 30%. Denkoro n'a plus beaucoup de réserves foncières alors que Koakoa semble avoir une situation foncière plus favorable (Drabo 2000, p. 49). A Denkoro, le conflit foncier, qui est latent, éclate sporadiquement entre des *diatiguis* qui cherchent à récupérer des terres à des familles qui ont été installées par leurs parents et des familles Mossi installées sur ces terres depuis parfois plus de 45 ans.

Jeux de pouvoir. Denkoro est très nettement marqué par le clivage entre premiers arrivants Bobo-fin et derniers arrivants Mossi, qui semblent avoir un poids démographique équivalent dans le village. Les Bobo et les Mossi habitent de part et d'autre de la piste qui coupe le village en deux. Le groupe Mossi cherche à être mieux représenté dans le village tandis que les Bobo cherchent à préserver leur pouvoir politique. Les données démographiques sont par exemple l'objet de manipulation de part et d'autre pour légitimer les revendications d'accès au pouvoir politique local. Cependant, les tensions n'empêchent pas des discussions et des négociations qui ont notamment permis qu'un des deux conseillers municipaux soit maintenant Mossi. J'ai d'ailleurs pu réunir ensemble sans difficulté les différents représentants des quartiers et des groupes sociaux et ethniques de Denkoro à plusieurs reprises lors de mon travail sur place.



Carte 3. Dynamique de peuplement de la région de Solenzo, cartes de (Drabo 2000).

Dans le village Koakoa, une partie significative de la population est musulmane du courant salafiste qu'ils nomment « wahhabia ». Les femmes de ces familles salafistes ne sont pas autorisées à cultiver dans les champs, ni à ramasser les fruits du karité. Cette situation est singulière et n'est pas représentative de l'Ouest du Burkina Faso. C'est une des raisons pour laquelle le questionnaire quantitatif n'a été administré qu'à Denkoro.

Positionnement dans le village. Mon logeur était à Denkoro et était un des conseillers municipaux du village. Issu d'un lignage « autochtone », il est le *diatigui* de plusieurs familles Calanga et Mossi et est un des plus gros cultivateurs et producteurs de coton du village. Il est clair que ce positionnement était loin d'être neutre pour mes interlocuteurs.

c. DIMOLO ET DJÉGONAO

Données de situation. Selon le recensement de 2006, le village de Dimolo compte 1 015 habitants et le village de Djégonao 897 (INSD 2008). Ces deux villages sont situés à 70 km du chef-lieu de la commune Loropéni et à 45 km de Gaoua, le chef-lieu de la province. Ils sont situés dans la zone historique de commerce de karité, selon les commerçants de Bobo.

Peuplement. Les villages de Dimolo et Djégonao ont été créés à la fin du XIX^e siècle quand des familles Lobi de Nako sont venues s'installer dans la zone et ont négocié avec les habitants précédents du groupe ethnique des d'établir leurs villages (Père 1988, Crélerot 1995). A Dimolo, les premiers arrivants Lobi ont été rejoints par des familles Mossi et Peul à partir de la fin des années 1980. Les installations de familles Dagara sont plus récentes. Dimolo est composé de trois quartiers majoritairement Lobi et de deux hameaux de culture dont un est majoritairement Peul. Le résultat du recensement des concessions du village de Dimolo est présenté dans le tableau 4. Notons qu'en 1993, selon Crélerot (1995), 69% de la population de Dimolo était Lobi. Au vu de notre recensement, ce chiffre a régressé sensiblement.

Groupes ethniques	Nombre de concessions	Répartition des concessions
Lobi (premiers arrivants)	132	55%
Dagara	41	17%
Peul	33	14%
Mossi	24	10%
Birifor	5	2%
Dioula	1	0,4%
Gan	1	0,4%
Pougouli	1	0,4%
Senoufo	1	0,4%
Toussian	1	0,4%
Total général	240	100%

Tableau 4. Répartition des concessions du village de Dimolo par groupes ethniques, source : notre recensement des concessions

Djégonao est réputé pour accueillir peu de migrants (Crélerot 1995). La population de Djégonao est de fait et très majoritairement Lobi (voir tableau 5). Cependant, une famille Mossi s'est installée il y a presque 40 ans dans le village, suivi par quelques familles Peul. Des familles Mossi et Dagara sont également arrivées plus récemment.

Foncier. Dimolo et Djégonao sont des villages qui ont encore des réserves foncières. A Dimolo, une forêt qui avait été classée il y a longtemps, probablement pendant l'administration coloniale, mais sans aménagement concret, vient d'être de nouveau classée sans concertation avec le village. Cette forêt nouvellement classée a une superficie d'environ 40 ha. Dimolo et Djégonao ont l'autorisation d'exploiter commercialement leurs ressources forestières sous la responsabilité de groupements de gestion forestière (GGF). Notons également que si Dimolo reconnaît un chef de terre, Djégonao ne reconnaît pas de chef coutumier mais uniquement un descendant du premier arrivant qui n'a pas la fonction d'allouer la terre. Cette fonction est

assurée par le conseiller municipal et le président du CVD, en concertation avec les chefs de lignage du village. Cependant, à Dimolo si le chef de terre donne son accord pour l'installation d'un migrant, les terres sont gérées par chaque lignage issu des premiers arrivants.

Groupes ethniques	Nombre de ménages	Répartition des ménages
Lobi (premiers arrivants)	124	77%
Peul	30	19%
Mossi	4	2%
Dagara	3	2%
Total général	161	100%

Tableau 5. Répartition des ménages du village de Djégonao par groupes ethniques, source : recensement effectué par le directeur de l'école primaire

Jeux de pouvoir. A Dimolo, chaque quartier reconnaît un chef coutumier issu du lignage des premiers arrivants. Ces chefs coutumiers sont en conflit les uns avec les autres, ce qui favorise des stratégies indépendantes de chaque quartier quant à l'installation de migrants. La région a connu des conflits violents entre éleveurs et agriculteurs. Ces conflits ont rapidement été réinterprétés localement comme des conflits entre Lobi et Peul. Les tensions sont vives entre ces différents groupes. Probablement pour cette raison, il y a des tensions à Djégonao et Dimolo sur le fait que les bœufs aillent en brousse et mangent les fruits du karité dans les brousses. Ces tensions n'existent pas dans les autres villages d'étude.

Positionnement dans le village. Quand j'ai cherché à contacter quelqu'un dans le village de Dimolo, j'ai directement été dirigé vers la femme qui avait été la traductrice de Françoise Crélerot qui avait fait son terrain de thèse dans ce village. Cette femme, qui était encore étudiante à l'époque, est maintenant pharmacienne. C'est elle qui nous a introduites, moi et mon interprète, dans le village, présentées aux autorités et trouvées un logement dans une maison abandonnée qui avait été construite par un projet. L'identification de mon travail à celui de Françoise Crélerot a aidé mon accueil dans le village et la compréhension de mon travail par les habitants.

d. ME ET FINLANDE

Données de situation. Selon le recensement de 2006, le village de Mé compte 1 396 habitants et le village de Finlandé 853 (INSD 2008). Ces deux villages sont situés à proximité immédiate de la commune de Bobo-Dioulasso. Ces villages sont situés sur une falaise. Le centre des villages est situé en haut de la falaise, au bord de la route goudronnée reliant Bobo-Dioulasso à Banfora. La plupart des terres cultivées se situent en bas de la falaise, dans une zone beaucoup plus isolée.

Peuplement. Les Tiéfo sont les premiers arrivants dans ces deux villages. La défaite des Tiéfo, menés par Tiéfo Amoro, contre Samory Touré en 1897 aurait décimé le groupe Tiéfo et les aurait conduit à se cacher pour éviter les représailles (Kuba *et al.* 2003). Si le groupe Tiéfo est reconnu comme étant le groupe des premiers arrivants dans ces deux villages, il n'y est le groupe majoritaire dans aucun des deux. Des familles Bobo-fin étaient installées à Finlandé et Mé avant

la défaite contre Samory Touré et sont toujours nombreuses dans ces villages. Des familles Peul sont arrivées à partir des années 1970 et continuent d'arriver. A Mé, des familles Mossi sont arrivées à partir des années 1980. Le recensement que nous avons conduit à Mé est détaillé dans le tableau 6. Il semblerait que le village de Finlandé n'ait accueilli qu'une ou deux familles Mossi et qu'il se compose principalement des groupes Tiéfo, Bobo et Peul. Les informations concernant la composition de la population de ce village ont été discordantes et il a été difficile d'établir une vision cohérente.

Groupes ethniques	Nombre de concessions	Répartition des concessions
Bobo	101	44%
Tiéfo (premiers arrivants)	41	18%
Mossi	38	17%
Peul	35	15%
Bwaba	4	2%
Dagara	2	1%
Dioula	2	1%
Gourounsi	2	1%
Autres	5	2%
Total général	230	100%

Tableau 6. Répartition des concessions du village de Mé par groupes ethniques

Foncier. Mé connaît une pression foncière importante. Il y a plusieurs raisons à cela. Tout d'abord la proximité de la ville de Bobo-Dioulasso favorise les convoitises sur les terres du village. Des fonctionnaires ou des commerçants de Bobo-Dioulasso cherchent à investir dans la terre du village possiblement pour spéculer ou pour développer une production agricole ou un élevage à proximité de leur lieu de travail et d'habitation. Par ailleurs, le chef de terre et le chef de village revendiquent tous deux le droit d'allouer la terre et de la vendre. De ce fait, différentes personnes sont devenues propriétaires de la même parcelle, entraînant un conflit entre les chefs coutumiers. Si l'on ajoute à cela le facteur classique d'accroissement de la population, on comprendra que le village de Mé subi une pression foncière importante. Le village de Finlandé, du fait de sa relative cohésion et de la maîtrise de l'installation de migrants, n'a pas les mêmes problèmes fonciers que Mé.

Jeux de pouvoir. Le village de Mé n'est pas loin de se disloquer. Les autorités coutumières sont décrédibilisées pour leur piètre gestion du bien foncier commun. Les habitants de Mé en bas-falaise cherchent à faire reconnaître leur poids démographique pour acquérir le statut de village à part entière et être indépendant de Mé haut-falaise. Les autorités de Mé haut-falaise cherchent à conserver leur autorité sur l'ensemble du village. La tension se cristallise notamment sur le recensement du village. Les deux parties du village avançaient des chiffres démographiques très différents. Lors du recensement officiel, les agents recenseurs ne se seraient pas déplacés en bas-falaise. Et l'accès à un recensement réalisé par un projet de développement ciblant le village m'a été refusé. Nous avons mené notre recensement des concessions du village en deux temps distinct : une réunion pour le bas-falaise et une réunion en haut-falaise, pour éviter les tensions

et les jeux de pouvoir. La tension entre les deux camps est accrue par la présence de projets de développement dans le village. Un habitant Bobo du bas-falaise est devenu l'animateur d'un projet qui a pour objectif de désenclaver les villages du bas-falaise. Cette position lui confère une légitimité forte qui entre en concurrence avec celle du président du CVD (conseil villageois de développement) vivant au haut-falaise et dont le rôle est précisément d'organiser et de soutenir les projets de développement du village. Enfin, le village de Mé a été et est toujours bénéficiaire de nombreux projets de développement, probablement du fait de sa proximité de Bobo-Dioulasso. Le village de Finlandé montre plus de cohésion sociale.

Positionnement dans le village. Mon logeur à Mé était l'animateur de projet du bas-falaise. Pour contrebalancer ma position dans le camp du bas-falaise, j'ai multiplié les visites et les discussions avec les habitants de Mé haut-falaise, même en dehors des moments d'enquête. J'ai eu beaucoup de difficultés à faire comprendre que ce travail de recherche n'était pas un travail préalable à un projet de développement, et je ne suis pas certaine d'y être parvenue.

2. LES MÉTHODES DE RECUEIL DE DONNÉES

a. LES METHODES UTILISEES

i. L'analyse de la chaîne globale de valeur

L'analyse de la chaîne globale de valeur des amandes de karité a reposé sur des entretiens qualitatifs semi-directifs auprès des industriels des CBE, des commerçants, des coopératives de femmes mais aussi des institutionnels (APFNL, Table filière karité) ou des ONGs. Les entretiens avec les commerçants visaient à comprendre leur organisation, les rapports de dépendance qui les lient entre eux et leur fonctionnement territorial. Ces entretiens ont été conduits dans les 13 chefs-lieux de province de l'Ouest du Burkina Faso. Les entretiens ont démarré à Bobo-Dioulasso avec un noyau dur de grossistes connus à qui il était demandé les noms des commerçants avec qui ils travaillent et les noms de leurs concurrents. Le recrutement des commerçants pour les entretiens a ainsi suivi le cheminement inverse des amandes de karité depuis les grossistes jusqu'au chef-lieu de province (dans lesquels étaient présents des commerçants de très petite taille chargé de collecter les amandes dans les environs). Les terrains dans les villages ont permis de compléter ce panorama par des entretiens avec des villageois travaillant également ponctuellement dans ce commerce des amandes de karité. Je me suis également rendu à la conférence « global shea » à Abidjan en mars 2014. Cette conférence était organisée par la Global Shea Alliance (GSA), l'association fédérant tous les acteurs de la chaîne de valeur des amandes de karité, et m'a permis de rencontrer les industriels présent en Côte d'Ivoire et au Ghana mais également les industriels des secteurs agroalimentaires ou cosmétiques et acheteurs de karité basés en Inde, en Europe ou encore au Japon.

Un travail historique, sur la chaîne globale de valeur des amandes de karité mais aussi sur les projets et les discours sur le renouvellement de la ressource karité, a été réalisé à la fois à travers une recherche dans les archives du centre national des archives de Ouagadougou mais

également avec des entretiens avec d'anciens commerçants et d'anciens fonctionnaires de la CSPPA.

ii. L'analyse des règles d'accès au karité et de partage du revenu

Pour analyser les règles d'accès au karité et leur évolution, ainsi que les règles de partage du revenu issu du karité entre mari et femmes, j'ai choisi de conduire des entretiens qualitatifs. Des entretiens exploratoires ont été conduits dans trois villages différents des villages d'étude (un par zone d'étude) en mai 2013 pour tester les guides d'entretien, affiner les hypothèses de travail et les questions et les thèmes des guides d'entretiens. Les entretiens ont ensuite été réalisés dans les six villages d'étude (Denkoro-Koakoa, Dimolo-Djégonao, Mé-Finlandé) d'août à décembre 2013. J'ai cherché à interroger la plus grande diversité possible de personnes dans chaque village (genre, groupe ethnique, âge, quartiers, ménages dépendant ou ménage de chef de concession...) tout en essayant de respecter la représentativité des groupes de premiers arrivants, derniers arrivés et nouveaux venus. Au total, j'ai interviewé 51 personnes lors de la phase exploratoire et 235 personnes ensuite. Avant chaque travail d'enquête dans les villages, plusieurs rencontres étaient organisées avec les autorités du village et les représentants de chaque quartier et/ou groupes ethniques pour me présenter et recueillir les informations sur l'organisation sociale et l'histoire du village. Ces réunions de groupes ont permis de recueillir les discours officiels sur le village mais aussi sur les règles d'accès au karité, les normes collectives et les représentations dominantes. Les entretiens qualitatifs étaient eux focalisés sur les pratiques.

En juin 2014 j'ai réalisé un terrain d'observation des récoltes de karité pour compléter les données sur l'accès au karité et le contrôle du revenu du karité dans le ménage. J'ai observé les pratiques de récolte dans les champs et suivi des femmes pendant leur récolte du karité. Cela a également donné lieu à des entretiens informels dans les champs et dans le village. Ce terrain visait également à observer l'éventuelle participation des hommes au ramassage des fruits du karité et notamment comprendre l'implication de leur participation au ramassage en termes de contrôle du revenu du karité. Ce terrain a été conduit dans deux des six villages d'étude : à Denkoro et Dimolo. La production de karité a été particulièrement faible en 2014 et n'a pas permis de constater le ramassage des fruits du karité par les hommes. Compte-tenu de la faible production fruitière des arbres, certaines femmes n'ont pas pu ramasser de karité. Nous avons interrogé et observé 51 individus dans les champs pendant la récolte de karité.

iii. L'analyse des revenus issus du karité des ménages

Enfin, nous avons choisi de conduire une enquête quantitative dans trois des six villages où nous avons conduit les entretiens qualitatifs (Denkoro, Dimolo, Mé). L'objectif était de vérifier les hypothèses sur l'accès et le partage du revenu issu des entretiens qualitatifs. Il était surtout de comprendre la place du revenu du karité dans les revenus des ménages et dans celui des femmes, mais aussi de mesurer l'ampleur des transferts intra-ménage. Nous avons choisi de prendre le modèle du questionnaire du projet PEN (*poverty environment network*) pour point de départ. Le projet PEN est un projet de recherche international développé par le CIFOR pour

analyser le lien entre pauvreté et forêt. La même méthode (Angelsen *et al.* 2011) et le même questionnaire a été administré dans 25 pays sur plus de 40 sites d'étude et a ciblé au total plus de 8 000 ménages. La base de donnée ainsi produite a permis d'analyser la place des revenus de l'environnement dans les revenus des ménages ruraux, le rôle des revenus issus des forêts comme filet de sécurité, l'accès aux produits forestiers ligneux et non ligneux, entre autre (Angelsen *et al.* 2014, Babigumira *et al.* 2014, Jagger *et al.* 2014, López-Feldman 2014, Sunderland *et al.* 2014, Wunder, Angelsen, *et al.* 2014, Wunder, Börner, *et al.* 2014). Nous avons adapté le questionnaire PEN à nos questionnements et au contexte de nos villages d'étude (voir l'exemple du questionnaire chef de concession en annexe). Mais nous avons conservé sa structuration sur les revenus pour pouvoir comparer nos résultats avec ceux de PEN, notamment avec les résultats de l'étude de PEN au Burkina Faso qui a conduit à une analyse de la place du karité dans les revenus des ménages (Pouliot 2012). L'échantillon a été sélectionné aléatoirement sur la base d'un recensement de la population réalisé en *focus group*. L'enquête a été conduite auprès de 320 ménages en février et mars 2014 avec l'aide de dix enquêteurs burkinabè. Pour chaque ménage, le mari et une de ses femmes (sélection aléatoire) ont été interrogés. Au total, nous avons interrogé 536 individus pour cette enquête quantitative, autant d'hommes que de femmes. Tous les questionnaires ont été relus pendant l'enquête pour permettre de compléter les oublis ou les incohérences en temps réel.

iv. *L'analyse du discours sur l'écologie du karité*

Les entretiens avec les institutionnels, les chercheurs, les industriels des CBE mais également les entretiens informels lors de la conférence *Global Shea* ont permis d'alimenter le travail sur les discours concernant la gestion et la régénération du karité.

Des travaux de recherche dans les archives nationales à Ouagadougou et les documents d'archives du CIRAD ont permis de compléter les données sur le discours passé sur l'écologie de l'arbre.

v. *Triangulation des données*

Au total, pour chacune des questions de recherche définies une diversité de source de données a été interrogée et selon une diversité de méthodes de recueil de données. Le tableau 7 détaille les méthodes de recueil de données employées et le nombre de personnes concernées pour chacune d'elles. L'ensemble de ces sources et méthode de recueil de données ont permis de trianguler l'information pour chaque thématique de recherche (tableau 8).

Type méthode	Nombre de personnes enquêtées
Entretiens exploratoires dans 3 villages	51
Entretiens ONG et institutionnels	28
Entretiens coopératives féminines, savonnerie, huilerie	12
Entretiens anciens commerçants et fonctionnaires (historique)	7
Entretiens commerçants actifs dans 13 chefs-lieux de provinces	195
Entretiens dans les 6 villages	235
Observation de la récolte dans 2 villages	55
Questionnaires quantitatifs dans les 3 villages	536
Total	1119

Tableau 7. Récapitulatif des méthodes de recueil de données employées

Types d'information	Contexte politique et économique sur le karité	Chaîne globale de valeur du karité	Revenu et contrôle du revenu du karité	Accès à l'arbre	Discours sur les projets de régénération du karité
Origines des données					
Entretiens exploratoires dans 3 villages					
Entretiens ONG et institutionnels					
Entretiens coopératives féminines, savonnerie, huilerie					
Entretiens anciens commerçants et fonctionnaires (historique)					
Entretiens commerçants actifs dans 13 chefs-lieux de provinces					
Entretiens dans les 6 villages					
Observation de la récolte dans 2 villages					
Questionnaires quantitatifs dans les 3 villages					
Recherche dans les archives de Ouagadougou					
Conférence 'global Shea' à Abidjan et entretiens informels					

Tableau 8. Triangulation des données

b. LE TRAVAIL DE TERRAIN

La manière dont j'ai mené le travail de terrain en tâchant d'explicitier les difficultés rencontrées, les biais du travail de terrain et les solutions apportées est ici détaillée.

i. Faire sa place sur le terrain : « encliquage » et confiance

Une des premières difficultés du travail de terrain est celle de l'encliquage (Olivier de Sardan 1996, Olivier de Sardan 2008), c'est-à-dire le fait que le chercheur est situé dans les jeux de pouvoir de la société qu'il étudie. Il est identifié à la personne ou au groupe social (la clique) qui l'accueille ou l'héberge. Olivier de Sardan affirme que c'est le plus gros biais du travail empirique (Olivier de Sardan 1996, Olivier de Sardan 2008). Mon travail de terrain n'a pas fait exception à la règle. Ne connaissant pas à l'avance les villages, mes réseaux locaux m'ont conduit à des

logeurs que je n'ai pas vraiment pu choisir. J'ai précisé dans la description des villages d'étude quelles étaient les caractéristiques de ces logeurs (voir parties IV.1.b, c et d). Ce biais d'encliquage n'est pas contournable puisque le chercheur, qu'il le veuille ou non, est situé dans les jeux de pouvoir qui traversent le village. L'enjeu est donc de tenter de comprendre aussi rapidement que possible les jeux de pouvoir dont on est l'objet ou dans lesquels on se situe. Ce premier point n'est pas le plus simple puisqu'il implique de s'intéresser à des conflits parfois latents ou cachés. Le village de Mé était de loin celui où le choix du logeur s'est révélé *a posteriori* être porteur des biais les plus importants. Mon logeur cristallisait les tensions autour de lui : il était en quelque sorte le représentant officieux du parti « sécessionniste » qui cherchait à obtenir l'autonomie de la partie du village de Mé en bas de la falaise. Nous avons essayé de nous détacher un maximum de son aide tout en conservant des relations cordiales avec lui. Le village de Dimolo est celui où la situation était la plus simple puisque notre logeuse était la pharmacienne, une personne relativement en dehors des conflits entre quartiers et groupes sociaux, mais connaissant très bien le village et ses habitants. Elle avait été l'assistante et traductrice d'une étudiante il y a 20 ans dans le même village et aux yeux du village notre travail se situait dans cette continuité. Malgré cette apparente facilité de positionnement, certaines personnes des groupes sociaux les plus marginaux du village se méfiaient tout de même de nous et nous voyait comme apparenté au groupe Lobi dominant.

Cela m'amène à une deuxième difficulté du travail de terrain qui est de gagner la confiance des interlocuteurs. Etranger au village et au pays, il faut parvenir à se faire accepter. La meilleure manière de le faire est de multiplier les visites dans le village. La première visite dans le village est une visite de présentation. La deuxième visite permet de montrer son intérêt pour le village. Et chaque visite supplémentaire apporte un supplément d'honnêteté et de respect à la démarche du chercheur. Il m'a également semblé que le fait de vivre dans des conditions similaires à celles des habitants du village permet de montrer son engagement et sa détermination et de se faire accepter. Mais la confiance se gagne aussi par les discussions informelles au cabaret²⁴, ou autour d'un morceau de viande grillé le jour du marché ou encore au *grin*²⁵ autour du thé. A Mé, je ne suis par exemple pas parvenue à être suffisamment connue, et reconnue comme n'étant pas porteuse d'un danger, pour pouvoir rencontrer le chef de terre (celui qui avait revendu des terres déjà vendues par le chef de village). Chacune de mes initiatives pour le rencontrer ont été des échecs. A l'inverse à Denkoro, lors du dernier terrain, le chef coutumier nous a fait envoyer une partie de son *tô*²⁶ et nous avons pu avoir des discussions informelles et décontractées avec des groupes Peul et Mossi autour du thé, alors que ces moments sont plutôt réservés aux hommes. Mais le problème de confiance s'est finalement surtout posé quand il s'est agi de rencontrer les industriels des CBE. Si certains ont rapidement été ouverts et accueillants à la

²⁴ Le cabaret est un endroit de vente de consommation de bière de mil (le dolo).

²⁵ Le grin est un lieu de convivialité où les hommes se retrouvent autour du rituel du thé.

²⁶ Le tô est le plat le plus commun au Burkina Faso, c'est une pâte constituée de farine de mil ou de maïs cuite avec de l'eau.

discussion, d'autres ont complètement fermé la porte à l'échange, jusqu'à la veille de mon retour en France.

Ces biais d'encliquage et de confiance sont en partie inévitables. La meilleure façon de les gérer est d'essayer d'avoir un retour réflexif sur sa propre situation dans les jeux de pouvoir mais également sur la situation d'entretien, de manière à comprendre la modification des comportements et des discours que ces biais peuvent entraîner.

ii. La traduction

Une autre difficulté de mon travail de terrain est celle de la non maîtrise des langues locales et le recours à la traduction. La traduction implique nécessairement une perte d'information. Cela est d'autant plus vrai que la langue des entretiens, le dioula, était parfois seulement la seconde langue des enquêtés. En effet, le dioula est la langue véhiculaire parlée dans tous mes villages d'études. Mais plusieurs autres langues sont également parlées : celles des groupes des premiers arrivants (Bobo, Lobi) et celles des groupes arrivés plus récemment (Bobo, Mossi, Peul notamment). La traduction entraîne également une perte de fluidité et de spontanéité dans l'échange et dans la conduite des entretiens qualitatifs.

Pour limiter les biais, une seule interprète m'a accompagnée pour l'ensemble de mon travail de terrain. Etudiante en sociologie, j'ai travaillé avec elle pour qu'elle s'approprie les hypothèses de recherche mais aussi pour que l'on trouve ensemble les traductions les plus exactes des termes clés des entretiens. Les quelques mots que je maîtrisais en dioula me permettaient de suivre l'entretien et de m'assurer de la complétude de la traduction.

Finalement, une des difficultés principales était la traduction des prix. Les Burkinabè utilisent une base cinq quand il s'agit de prix. Concrètement, mon interprète devait non seulement traduire le chiffre du dioula mais également le multiplier par cinq. Mais pour faire cet exercice de mathématique, elle repassait mentalement par sa langue maternelle à elle, le Birifor. En situation d'entretien, cela donnait beaucoup de confusions et d'erreurs. J'ai fait un effort pour apprendre les chiffres en dioula pour faciliter les calculs et nous notions parfois le prix en dioula pour le calculer en base décimale le soir.

Au-delà de la traduction, le sens des mots pose aussi une difficulté. Les mécanismes de changements sociaux sont aussi des mécanismes de la réinterprétation et de la manipulation de la signification des mots et des pratiques. Par exemple, nous cherchions à savoir si les hommes ramassaient les fruits du karité. Nous leur demandions en entretien s'ils ramassaient et ils étaient très nombreux à nous dire non. Cependant, plusieurs indices provenant de discussions plus informelles avec des hommes et des femmes nous laissaient penser que la pratique devait exister. Nous avons observé des récoltes et conduit des entretiens ciblés sur les pratiques dans le champ. Des deux méthodes, il apparaissait que des hommes ramassaient le karité avant de cultiver le champ pour éviter d'enterrer les fruits du karité tombés dans la nuit. Ce geste, de mettre de côté les fruits, n'est très généralement pas vécu comme un ramassage actif à destination des hommes pour les vendre et le tas de fruits ainsi amassé est destiné aux femmes.

Mais avec la nouvelle valeur des amandes de karité, ce tas de fruits devenait pour certains hommes une propriété personnelle. La collecte des amandes de karité avant de cultiver le champ n'était pas vécue comme un ramassage actif mais elle donnait bien à l'homme une revendication plus légitime sur les amandes issues de ce tas. Le terme « ramasser » était donc sujet à réinterprétation.

iii. La rigueur du terrain

L'exemple précédent montre assez que les biais du terrain, et ils sont nombreux, peuvent être en partie compensés par « des "principes" qui nous semblent pouvoir régler ou optimiser la "politique du terrain" » (Olivier de Sardan 1995).

Tout d'abord, et comme l'exemple précédent le montre, il me semble que les entretiens qualitatifs gagnent toujours à chercher à décrire les pratiques au plus près, quand celles-ci ne peuvent pas être observées directement ou en complément de l'observation. En effet, des questions trop vastes sur les pratiques font ressortir les normes, les représentations sur les pratiques et non les pratiques elles-mêmes. Or un des enjeux du travail de terrain qualitatif est d'identifier les écarts entre les pratiques, les discours sur les pratiques et les représentations. L'exemple précédent montre que si, de notre point de vue, les hommes ramassaient le karité, du leur, cette pratique n'était pas vécue et restituée comme un ramassage intéressé. Cet écart entre l'action et sa qualification permet aux hommes concernés à la fois de garder la face par rapport à la norme sociale disant que le ramassage du karité est une activité féminine tout en consolidant leur revendication sur le revenu issu de la vente du karité.

Les principes généralement admis pour attester de la rigueur du qualitatif, et que j'ai également utilisés comme guide pour mon travail, sont la triangulation des données, la saturation des données et la recherche des écarts (Olivier de Sardan 1995). La triangulation doit être comprise à plusieurs niveaux. Il y a d'abord la triangulation des méthodes qui concourent à renseigner une même thématique de recherche. Cette triangulation est présentée dans le tableau 8. Mais la triangulation a lieu aussi à l'intérieur d'une même méthode de recueil de données où il faut également chercher la diversité des sources d'informations. C'est ce que je me suis efforcée de faire dans l'analyse de la chaîne de valeur des amandes de karité en réalisant des entretiens avec des commerçants tout au long de la chaîne de valeur mais également dans toutes les provinces de l'Ouest burkinabè. J'ai complété cela avec des entretiens très réguliers pendant un an et demi avec un commerçant « ressource », ce qui m'a permis de vérifier des informations, mettre à jour mes données dans le temps et apprendre des détails que je n'aurai pas appris sans ce type de discussions informelles récurrentes. J'ai également conduit des entretiens avec les acteurs institutionnels à plusieurs niveaux : fédération des commerçants (TFK), institutions publiques (APFNL), organisation internationale (GSA). J'ai également conduit une recherche dans les archives et dans la littérature scientifique et la littérature grise. Pour ce qui est de l'accès à l'arbre, j'ai interrogé les différents profils en présence : hommes et femmes, jeunes et vieux, premières et secondes épouses, ménages des chefs de concession et ménages dépendants,

premiers arrivants, famille des chefs coutumiers et derniers arrivants, familles des quartiers centraux et concessions isolées.

Dans ces deux cas (analyse de la chaîne globale de valeur des amandes de karité et analyse de l'accès et du contrôle des revenus du karité), le travail qualitatif était considéré comme terminé lorsque l'on arrivait à une saturation du terrain. Lorsque les entretiens n'apprenaient rien de nouveau, que tous les types d'informateurs disponibles avaient été interrogés, et que toutes les hypothèses que nous avons pu formuler avaient été vérifiées, réfutées ou considérées comme invérifiables, je considérais le travail abouti de la manière la plus satisfaisante.

La recherche des écarts consiste à postuler d'emblée que la triangulation n'amène pas nécessairement à une vision cohérente de la réalité ou à une « vérité ». Il s'agit plutôt d'identifier les écarts et d'essayer de les expliquer par le positionnement de l'émetteur dans le champ social et politique. Cet exercice a été particulièrement nécessaire sur les questions de changements sociaux. En effet, il y a dans mes questions de recherche l'objectif de comprendre des évolutions induites par la mondialisation du marché des amandes de karité notamment sur l'accès à la ressource. La différenciation socio-économique est aussi un concept dynamique. Pour documenter un changement sans avoir pu le suivre, j'ai dû recourir à des écrits plus anciens quand ils étaient disponibles (Boutillier 1964, Crélerot 1995) mais également à la mémoire des enquêtés. Or la mémoire n'est pas neutre ni totalement fiable. Elle est réinterprétée, consciemment ou non, en fonction des jeux de pouvoir qu'elle peut servir. Certains hommes vieux assuraient ainsi que déjà dans leur jeunesse les femmes donnaient l'argent du karité au chef de famille, tandis que des femmes de la même génération et du même village pouvaient assurer l'inverse. Il n'y a pas d'intérêt ici de les opposer et de chercher qui ment. Je crois que l'intérêt est de montrer comment l'incertitude autour d'une pratique, qui n'avait pas le même sens dans le passé qu'aujourd'hui, peut être réinterprétée à la faveur des événements présents.

iv. Articuler quantitatif et qualitatif

A l'inverse des méthodes qualitatives, la validité des méthodes quantitatives peut être mesurée (Olivier de Sardan 2008). On peut par exemple calculer la taille de l'échantillon nécessaire pour qu'il soit représentatif d'un village sur une question donnée ou encore calculer des intervalles de confiance qui précisent l'intervalle de validité des données. Il me semble pourtant qu'il serait illusoire de croire que ces calculs sont des mesures suffisantes de la validité des données. Il me semble que fondamentalement la rigueur du quantitatif dépend très largement de la rigueur du qualitatif.

En effet, un questionnaire quantitatif vise à poser des questions fermées pour quantifier les réponses. Si la construction des questions n'est pas basée sur un travail qualitatif approfondi, alors les modalités de réponse proposées pour chaque question se basent sur des préconceptions. Le travail qualitatif permet de tester les questions qui fonctionnent et celles qui ne fonctionnent pas, d'identifier les questions les plus pertinentes et les différentes modalités de réponse rencontrées. Les questions que nous avons posées dans le questionnaire quantitatif sur

l'accès reposaient sur le travail qualitatif. Nous avons proposé aux femmes une typologie d'espace sur lesquels elles devaient dire si elles collectaient le karité ou non. Cette typologie était directement issue des entretiens. Sans cela, nous n'aurions peut-être pas fait de différence entre les champs du mari, les champs de la concession, les champs des fils ou des frères du mari, les jachères de la concession, les jachères du village, etc. A l'inverse, certaines questions que nous avons voulu ajouter dans le questionnaire mais qui n'avaient pas été testées dans les entretiens qualitatifs se sont avérées difficiles à analyser car mal conçues. C'est le cas par exemple d'une question sur la consommation de beurre de karité. Nous voulions estimer quelle quantité de beurre de karité était incluse dans la ration quotidienne des familles avec la question : « avec le beurre issu d'1 tine (6 boîtes de tomate) d'amandes de karité vous pouvez préparer à manger pour combien de personnes pendant combien de jours ? ». Les femmes ont eu des difficultés pour répondre à cette question, qui s'est également avérée difficile à analyser pour nous, et cela principalement parce que cette question n'avait pas été suffisamment testée en entretien.

Les principes de rigueur classique des enquêtes quantitatives sont fondamentaux (formulation univoque, simple et concrète des questions, formation des énumérateurs...), mais la validité des données quantitatives est aussi et peut-être surtout le fait de la rigueur du qualitatif sur lequel repose le questionnaire.

V. STRUCTURE DE LA THÈSE

Cette thèse est structurée autour de quatre articles écrits en anglais qui analysent les changements socio-économiques et environnementaux engendrés par la mondialisation du commerce des amandes de karité et leurs impacts sur les populations à différentes échelles et selon différents points de vue.

L'article du premier chapitre analyse comment l'expansion et la mondialisation du commerce des amandes de karité a modifié la chaîne globale de valeur du karité et notamment l'amont de cette chaîne de valeur dans l'Ouest du Burkina Faso. Nous montrons que la mondialisation du marché des amandes de karité est caractérisée par l'arrivée des industriels des CBE à Bobo-Dioulasso et leur tentative de contrôler plus fermement l'approvisionnement, avec des concurrences potentielles entre eux. Mais je montre que ces changements n'ont eu en fait que peu d'impact sur l'organisation de l'amont de la chaîne de valeur. Les mêmes grossistes (ou leurs fils), organisés en oligarchie, contrôlent en effet la chaîne de valeur des amandes de karité dans l'Ouest du Burkina Faso depuis 50 ans. Le maintien de leur pouvoir s'explique à la fois par les spécificités du karité et par l'efficacité de leur organisation. Finalement, en amont de la chaîne de valeur, les pratiques des collecteurs de karité sont surtout influencées par une augmentation des prix et une plus grande présence des commerçants de karité.

L'article du chapitre 2 décortique comment cette croissance de la valeur économique des amandes de karité contribue à modifier l'accès à l'arbre et à ses produits. Dans cet article, nous

montrons les mécanismes qui contribuent à modifier les règles d'accès et détaillons comment ce changement de l'accès au karité peut affecter la différenciation sociale locale. Cet article se situe à l'échelle des villages et est basé sur des entretiens qualitatifs.

Dans le chapitre 3, nous utilisons les entretiens qualitatifs et les données issues du questionnaire quantitatif pour analyser plus en détail, et à l'échelle intra-ménage, la différenciation socio-économique en partie issue des effets de la mondialisation du marché des amandes de karité. Dans cet article, nous croisons les analyses des changements d'accès à l'arbre avec les rapports de pouvoir intra-ménage pour définir une typologie des ménages. Cette typologie met en relief les disparités dans la place du revenu karité et son partage dans le ménage.

Le dernier article, présenté dans le chapitre 4, apporte une vision historique et critique du discours dominant sur l'écologie du karité. Cet article met en perspective la façon dont la science coloniale a pensé les projets de gestion et de régénération du karité, et le fait que les traits saillants de ce discours colonial soient repris aujourd'hui dans les discours des industriels du karité, des ONGs et des gouvernements quand ils conçoivent la manière dont l'écologie du karité doit être gérée. Nous montrons que ces discours, qui n'ont pas encore été transformés en projets à grande échelle, font abstraction des pratiques des acteurs et des dynamiques sociales induites par la mondialisation du marché des amandes de karité. En particulier la question de l'accès à l'arbre est absente de cette pensée développementaliste.

VI. BIBLIOGRAPHIE DE L'INTRODUCTION

- Adger, W.N., Benjaminsen, T.A., Brown, K., et al. 2001. Advancing a political ecology of global environmental discourses. *Development and change*, 32, 687-715.
- Agarwal, B. 2001. Participatory Exclusion, Community Forestry and Gender: An analysis for South Asia and a Conceptual Framework. *World Development*, 29(10), 1623-48.
- Agrawal, A. 2001. Common Property Institutions and Sustainable Governance of Resources. *World Development*, 29(10), 1649-72.
- Agrawal, A. 2007. Forests, Governance, and Sustainability: Common Property Theory and its Contributions. *International Journal of the Commons*, 1(1), 111-136.
- Agrawal, A. et Gibson, C.C. 1999. Enchantment and Disenchantment: The Role of Community in Natural Resource Conservation. *World Development*, 27(4), 629-49.
- Akram-Lodhi, A.H. et Kay, C. 2010a. Surveying the agrarian question (part 1): unearthing foundations, exploring diversity. *Journal of Peasant Studies*, 37(1), 177-202.
- Akram-Lodhi, A.H. et Kay, C. 2010b. Surveying the agrarian question (part 2): current debates and beyond. *Journal of Peasant Studies*, 37(2), 255-84.
- Amin, S. 1973. *Le développement inégal: essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*. Paris, France: Éditions de Minuit, 365p.
- Angelsen, A., Jagger, P., Babigumira, R., et al. 2014. Environmental Income and Rural Livelihoods: A Global-Comparative Analysis. *World Development*, 64, Supplement 1, 12-28.
- Angelsen, A., Larsen, H.O., et Lund, J.F. 2011. *Measuring Livelihoods and Environmental Dependence: Methods for Research and Fieldwork*. Taylor & Francis, 263p.
- APEX. 2009. *Stratégie nationale des exportations*. Ouagadougou, Burkina Faso: Ministère du commerce, de la promotion de l'entreprise et de l'artisanat.
- APFNL. 2012. *Plan d'actions 2011-2015 pour la promotion et la valorisation des produits forestiers non ligneux*. Ouagadougou, Burkina Faso: Ministère de l'environnement et du développement durable.
- Arnaldi di Balme, L. 2006. *La grandeur de la cité. Migration et reproduction politique dans trois villages moose de la vallée du Mouhoun (Burkina Faso)*. Etudes Recit, 9.
- Arnaldi di Balme, L., Guissou, C., et Hochet, P. 2012. Réduire l'incertitude 1. La stabilisation des règles de gestion des ressources pastorales et foncières à Samoroguan (Burkina Faso). *Etudes Recit, Laboratoire Citoyennetés*, 35.
- Aubréville, A. 1950. *Flore forestière soudano-guinéenne : AOF, Cameroun, AEF*. Paris: Société d'éditions géographiques, 523p.
- Augusseau, X., Nikiéma, P., et Torquebiau, E. 2006. Tree Biodiversity, Land Dynamics and Farmers' Strategies on the Agricultural Frontier of Southwestern Burkina Faso. *Biodiversity & Conservation*, 15(2), 613-30.
- Babigumira, R., Angelsen, A., Buis, M., et al. 2014. Forest Clearing in Rural Livelihoods: Household-Level Global-Comparative Evidence. *World Development*, 64, Supplement 1, 67-79.
- Badini, Z., Kabore, M., Mheen-Sluijer, J. van der, et al. 2011. *Historique de la filière karité au Burkina Faso et des services offerts par les partenaires techniques et financiers aux acteurs*.
- Bair, J. 2010. Les cadres d'analyse des chaînes globales. *Revue française de gestion*, n° 201(2), 103-19.
- Bassett, T.J. 2002. Women's Cotton and the Spaces of Gender Politics in Northern Cote d'Ivoire. *Gender, Place & Culture*, 9(4), 351-70.
- Bassett, T.J. et Peimer, A.W. 2015. Political ecological perspectives on socioecological relations. *Natures Sciences Sociétés*, Vol. 23(2), 157-65.
- Bebbington, A.J. et Batterbury, S.P.J. 2001. Transnational Livelihoods and Landscapes: Political Ecologies of Globalization. *Cultural Geographies*, 8(4), 369-80.
- Becker, L.C. 2001. *Seeing Green in Mali's Woods: Colonial Legacy, Forest Use, and Local*

- Control. *Annals of the Association of American Geographers*, 91(3), 504-26.
- Benjaminsen, T.A. et Svarstad, H. 2009. Qu'est-ce que la « political ecology »? *Natures Sciences Sociétés*, 17(1), 3-11.
- Benjaminsen, T.A. et Svarstad, H. 2012. Discours et pratiques de conservation en Afrique. In: *Environnement, discours et pouvoir - L'approche Political Ecology*. p. 111-34.
- Bernstein, H. 1996. Agrarian questions then and now. *The Journal of Peasant Studies*, 24(1-2), 22-59.
- Bernstein, H. 2004. Considering Africa's Agrarian Questions. *Historical Materialism*, 12(4), 115-44.
- Bernstein, H. 2014. Food sovereignty via the 'peasant way': a sceptical view. *The Journal of Peasant Studies*, 41(6), 1031-63.
- Bernstein, H. et Byres, T.J. 2001. From Peasant Studies to Agrarian Change. *Journal of Agrarian Change*, 1(1), 1-56.
- Bernstein, H. et Woodhouse, P. 2001. Telling Environmental Change Like It Is? Reflections on a Study in Sub-Saharan Africa. *Journal of Agrarian Change*, 1(2), 283-324.
- Berry, S. 1975. *Cocoa, Custom, and Socio-Economic Change in Rural Western Nigeria*. Oxford: Clarendon press, 240p.
- Berry, S. 1993. *No Condition Is Permanent: The Social Dynamics of Agrarian Change in Sub-Saharan Africa*. Madison: University of Wisconsin Press, 273p.
- Berry, S. 2009. Property, Authority and Citizenship: Land Claims, Politics and the Dynamics of Social Division in West Africa. *Development and Change*, 40(1), 23-45.
- Bierschenk, T. et Olivier de Sardan, J.-P., éd. 1998. *Les pouvoirs au village : le Bénin rural entre démocratisation et décentralisation*. Paris: Karthala.
- Blaikie, P. 1985. *The Political Economy of Soil Erosion in Developing Countries*. Longman Group Ltd. London/New-York, 188p.
- Blaikie, P. 2008. Epilogue: Towards a future for political ecology that works. *Geoforum*, 39(2), 765-72.
- Blaikie, P. et Brookfield, H. 1987. *Land Degradation and Society*. London: Methuen, 222p.
- Boffa, J.-M. 2000. *Les parcs agroforestiers en Afrique subsaharienne*. Rome: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
- Boffa, J.-M., Yaméogo, G., Nikiéma, P., et al. 1996. *Shea nut (Vitellaria paradoxa) production and collection in agroforestry parklands of Burkina Faso*. In: Leakey, R.R.B. et al., éd. *Présenté à International Conference on Domestication and Commercialization of Non-Timber Forest Products in Agroforestry Systems: Non wood forest products*, Rome: FAO, p. 110-22.
- Bolwig, S., Ponte, S., Du Toit, A., et al. 2010. *Integrating Poverty and Environmental Concerns into Value-Chain Analysis: A Conceptual Framework*. *Development Policy Review*, 28(2), 173-94.
- Bonkougou, E.G. 1987. *Monographie du Karite, Butyrospermum paradoxum (Gaertn.f.) Hepper, espece agroforestiere a usages multiples*. Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, 69p.
- Bonkougou, E.G., Alexandre, D.-Y., Ayuk, E.T., et al. 1994. *Agroforestry parklands of the West African semi-arid lands, conclusions and recommendations of an international symposium*. Ouagadougou, Burkina Faso: ICRAF/SALWA, p. 18.
- Borras, S.J. 2009. Agrarian change and peasant studies: changes, continuities and challenges – an introduction. *The Journal of Peasant Studies*, 36(1), 5-31.
- Bourguignon, F. 2013. *La Mondialisation de l'inégalité*. Seuil, 70p.
- Boutillier, J.-L. 1964. *Les structures foncières en Haute-Volta*. Ouagadougou: ORSTOM.
- Brenner, N. 1999. Beyond state-centrism? Space, territoriality, and geographical scale in globalization studies. *Theory and Society*, 28(1), 39-78.
- Butler, J. 2004. *Undoing Gender*. Psychology Press, 292p.
- Byres, T.J. 1996. *Capitalism From Above and Capitalism From Below: An Essay in Comparative Political Economy*. London: Palgrave Macmillan, 520p.
- Caillault, S., Ballouche, A., et Delahaye, D. 2012. *Vers la disparition des brousses ? Analyse multi-échelle de la dynamique des paysages à l'ouest du Burkina Faso depuis 1952*. *Cybergeographie : European Journal of Geography*.
- Carney, J. 1996. *Converting the wetlands, engendering the environment: the intersection of gender with agrarian change in Gambia*. In: Peet, R. et Watts, M., éd. *Liberation ecologies: environment, development, social movements*. London; New York: Routledge, p. 165-87.
- Carney, J.A. 1988. *Struggles over crop rights and labour within contract farming*

- households in a Gambian irrigated rice project. *The Journal of Peasant Studies*, 15(3), 334-49.
- Carney, J. et Watts, M. 1990. Manufacturing dissent: work, gender and the politics of meaning in a peasant society. *Africa*, 60(02), 207-41.
- Carney, J. et Watts, M. 1991. Disciplining women? Rice, mechanization, and the evolution of mandinka gender relations in Senegambia. *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, 16(4), 651-81.
- Carr, E.R. 2015. Political ecology and livelihoods. In: Perreault, T., Bridge, G., et McCarthy, J., éd. *The Routledge Handbook of Political Ecology*. London ; New York: Routledge, p. 332-42.
- Carroué, L. 2006. Globalisation, mondialisation : Clarification des concepts et emboîtements d'échelles. *Historiens et Géographes*, (395), 83-7.
- Castro, M. et Ollivier, G. 2012. Political ecology des discours environnementaux internationaux : le cas de l'approche par écosystème de la Convention de la diversité biologique (CDB). In: *Environnement, discours et pouvoir - L'approche Political Ecology*. p. 87-110.
- Chalfin, B. 2004. *Shea Butter Republic: State Power, Global Markets, and the Making of an Indigenous Commodity*. New York: Routledge, 320p.
- Challies, E.R.T. 2008. Commodity Chains, Rural Development and the Global Agri-food System. *Geography Compass*, 2(2), 375-94.
- Chambers, R. et Conway, G. 1992. Sustainable rural livelihoods: practical concepts for the 21st century. Brighton: IDS, 33p.
- Chancer, L.S. et Watkins, B.X. 2006. *Gender, Race, and Class: An Overview*. Wiley, 169p.
- Chauveau, J.-P. et Colin, J.-P. 2010. Customary Transfers and Land Sales in Côte d'Ivoire: Revisiting the Embeddedness Issue. *Africa*, 80(Special Issue 01), 81-103.
- Chauveau, J.-P. et Richards, P. 2008. West African Insurgencies in Agrarian Perspective: Côte d'Ivoire and Sierra Leone Compared. *Journal of Agrarian Change*, 8(4), 515-52.
- Chazel, F. 1983. Pouvoir, structure et domination. *Revue française de sociologie*, 24(3), 369-93.
- Chevalier, A. 1948. Nouvelles recherches sur l'arbre à beurre du Soudan. *Butyrospermum Parkii*. *Rev. Bot. Appl.*, 241-56.
- Coddington, K. 2015. Feminist Geographies « Beyond » Gender: de-Coupling Feminist Research and the Gendered Subject. *Geography Compass*, 9(4), 214-24.
- Colson, E. 1971. The impact of the colonial period on the definition of land rights. In: Turner, V., éd. *Colonialism in Africa, 1870-1960. Profiles of Change: African society and colonial rule*. Cambridge, UK.: Cambridge University Press.
- Crélerot, F. 1995. Importance of shea nuts for women's activities and young child nutrition in Burkina Faso: the case of the Lobi. University of Wisconsin--Madison, Madison, 546p.
- Dahl, R.A. 1957. The concept of power. *Behavioral Science*, 2(3), 201-15.
- Daviron, B. et Ponte, S. 2007. *Le paradoxe du café*. Versailles, France: Éd. Quae, 359p.
- Daviron, B. et Vagneron, I. 2011. From Commoditisation to De-commoditisation ... and Back Again: Discussing the Role of Sustainability Standards for Agricultural Products. *Development Policy Review*, 29(1), 91-113.
- Desmarest, J. 1958. Observations sur la population de karités de Niangoloko de 1953 à 1957. *Oléagineux*, (5), 449-55.
- Dill, B.T. et Zambrana, R.E. 2009. *Emerging Intersections: Race, Class, and Gender in Theory, Policy, and Practice*. Rutgers University Press, 322p.
- Dolan, C. et Humphrey, J. 2000. Governance and Trade in Fresh Vegetables: The Impact of UK Supermarkets on the African Horticulture Industry. *Journal of Development Studies*, 37(2), 147-76.
- Dollfus, O. 1997. *La mondialisation*. Paris, France: Presses de Sciences po, 166p.
- Drabo, I. 2000. Migration agricole et insécurité foncière en pays bwa du Burkina Faso. *Espace, populations, sociétés*, 18(1), 43-55.
- Duflo, E. et Udry, C. 2004. *Intrahousehold Resource Allocation in Cote d'Ivoire: Social Norms, Separate Accounts and Consumption Choices*. National Bureau of Economic Research, Working Paper No. 10498.
- Elias, M. 2010. *Transforming Nature's Subsidy: Global Markets, Burkinabè Women and African Shea Butter*. McGill University, Montréal, Québec, 512p.
- Elias, M. et Carney, J. 2005. Shea Butter, Globalization, and Women of Burkina Faso. In: Nelson, L. et Seager, J., éd. A

- Companion to Feminist Geography. Blackwell Publishing Ltd, p. 93-108.
- Elias, M. et Carney, J. 2007. African shea butter: a feminized subsidy from nature. *Africa*, 77(1), 37-62.
- Elias, M. et Saussey, M. 2013. 'The Gift that Keeps on Giving': Unveiling the Paradoxes of Fair Trade Shea Butter. *Sociologia Ruralis*, 53(2), 158-79.
- Elias, M.S.-D. 2003. Globalization and Female Production of African Shea Butter in Rural Burkina Faso. Master thesis. University of California, Los Angeles, 362p.
- Elmhirst, R. 2011. Introducing new feminist political ecologies. *Geoforum*, 42(2), 129-32.
- Elmhirst, R. 2015. Feminist political ecology. In: Perreault, T., Bridge, G., et McCarthy, J., éd. *The Routledge Handbook of Political Ecology*. London ; New York: Routledge, p. 519-30.
- English, P., Arvis, F., Duhamel, S., et al. 2007. Burkina Faso. Le Défi de la Diversification des Exportations dans un Pays enclavé. Étude diagnostique sur l'intégration commerciale pour le programme du Cadre Intégré. Ouagadougou, Burkina Faso: Ministère du Commerce, de la Promotion des entreprises et de l'Artisanat.
- Epstein, G., Bennett, A., Gruby, R., et al. 2014. Studying Power with the Social-Ecological System Framework. In: Manfredo, M.J., Vaske, J.J., Rechkemmer, A., et al., éd. *Understanding Society and Natural Resources*. Springer Netherlands, p. 111-35.
- Escobar, A. 1996. Construction nature – Elements for a poststructural political ecology. In: Peet, R. et Watts, M., éd. *Liberation ecologies: environment, development, social movements*. London ; New York: Routledge, p. 46-68.
- Fairhead, J. et Leach, M. 1995. False forest history, complicit social analysis: Rethinking some West African environmental narratives. *World Development*, 23(6), 1023-35.
- Feer, M.J. 2006. Analysis of the Shea Nut Marketing Chain in Benin. Royal Veterinary and Agricultural University, Danish Centre for Forest, Landscape and Planning, 120p.
- Fischer, C., Kleinn, C., Fehrmann, L., et al. 2011. A national level forest resource assessment for Burkina Faso – A field based forest inventory in a semiarid environment combining small sample size with large observation plots. *Forest Ecology and Management*, 262(8), 1532-40.
- Fold, N. 2000. A matter of good taste? Quality and the construction of standards for chocolate products in the European Union. *Cahiers d'économie et sociologie rurales*, (55/56), 91-110.
- Fold, N. 2002. Lead Firms and Competition in 'Bipolar' Commodity Chains: Grinders and Branders in the Global Cocoa-chocolate Industry. *Journal of Agrarian Change*, 2(2), 228-47.
- Fold, N. 2008. Transnational Sourcing Practices in Ghana's Perennial Crop Sectors. *Journal of Agrarian Change*, 8(1), 94-122.
- Fold, N. et Larsen, M.N. 2008a. Key Concepts and Core Issues in Global Value Chain Analysis. In: Fold, N. et Larsen, M.N., éd. *Globalization and restructuring of African commodity flows*. Stockholm: Nordiska Afrikainstitutet, p. 10-26.
- Fold, N. et Larsen, M.N. 2008b. Globalization and restructuring of African commodity flows. Stockholm: Nordiska Afrikainstitutet, 280p.
- Forsyth, T. 2003. Critical political ecology. The politics of environmental science. Routledge. London/New-York, 320p.
- Foucault, M. 1976. Histoire de la sexualité. Paris, France: Gallimard, impr. 1976, 211p.
- Foucault, M., Defert, D., Ewald, F., et al. 2001. Dits et écrits, 1954-1988. II, 1976-1988. [Paris], France: Gallimard, 1735p.
- Franz, M., Felix, M., et Trebbin, A. 2014. Framing smallholder inclusion in global value chains – case studies from India and West Africa. *Geographica Helvetica*, 69(4), 239-47.
- Gautier, D. 2011. De la gestion centralisée des savanes d'Afrique de l'Ouest aux territoires de conservation et de développement dans un contexte de globalisation environnementale. Volume 3: Essai. HDR. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris, 259p.
- Gautier, D. et Benjaminsen, T.A. 2012a. Environnement, discours et pouvoir - L'approche Political Ecology. QUAE Editions.
- Gautier, D. et Benjaminsen, T.A. 2012b. Introduction à la political ecology. In: Environnement, discours et pouvoir - L'approche Political Ecology. Versailles, France: QUAE Editions, p. 5-20.
- Gaventa, J. 1982. Power and Powerlessness: Quiescence and Rebellion in an

- Appalachian Valley. University of Illinois Press, 288p.
- Gereffi, G., Humphrey, J., Kaplinsky, R., et al. 2001. Introduction: Globalisation, Value Chains and Development. *IDS Bulletin*, 32(3), 14.
- Gereffi, G., Humphrey, J., et Sturgeon, T. 2005. The governance of global value chains. *Review of International Political Economy*, 12(1), 78-104.
- Gereffi, G. et Korzeniewicz, M. 1994. *Commodity Chains and Global Capitalism*. Westport: Praeger, 350p.
- Gibbon, P. 2001a. Upgrading Primary Production: A Global Commodity Chain Approach. *World Development*, 29(2), 345-63.
- Gibbon, P. 2001b. Agro-Commodity Chains An Introduction. *IDS Bulletin*, 32(3), 60-8.
- Gibbon, P. et Ponte, S. 2005. *Trading Down: Africa, Value Chains, And The Global Economy*. Philadelphia: Temple University Press, 276p.
- Giuliani, E., Pietrobelli, C., et Rabellotti, R. 2005. Upgrading in Global Value Chains: Lessons from Latin American Clusters. *World Development*, 33(4), 549-73.
- Gonin, A. 2014. Jeux de pouvoir pour l'accès aux ressources et devenir de l'élevage en Afrique soudanienne. Le foncier pastoral dans l'Ouest du Burkina Faso. Thèse de doctorat. Université Paris I, Paris.
- Goodman, D. et Watts, M., éd. 1997. *Globalising food: agrarian questions and global restructuring*. London; New York: Routledge, 383p.
- Grataloup, C. 2010. *Géohistoire de la mondialisation*. Paris, France: A. Colin, 287p.
- Gray, L.C. 2005. What kind of intensification? Agricultural practice, soil fertility and socioeconomic differentiation in rural Burkina Faso. *Geographical Journal*, 171(1), 70-82.
- Gray, L. et Dowd-Urbe, B. 2013. A political ecology of socio-economic differentiation: debt, inputs and liberalization reforms in southwestern Burkina Faso. *Journal of Peasant Studies*, 40(4), 683-702.
- Guerrien, B. 2003. Marchandisation et théorie économique. *Actuel Marx*, n° 34(2), 121-32.
- Guyer, J.I. 1980. Household budgets and women's incomes. African Studies Center, Boston University.
- Guyer, J.I. 1981. Household and Community in African Studies. *African Studies Review*, 24(2/3), 87.
- Guyer, J.I. et Peters, P.E. 1987. Introduction. *Development and Change*, 18(2), 197-214.
- Hardin, G. 1968. The Tragedy of the Commons. *Science*, 162(3859), 1243-8.
- Harriss-White, B., Mishra, D.K., et Upadhyay, V. 2009. Institutional Diversity and Capitalist Transition: The Political Economy of Agrarian Change in Arunachal Pradesh, India. *Journal of Agrarian Change*, 9(4), 512-47.
- Hautdidier, B. 2007. *Bûcherons et dynamiques institutionnelles locales au Mali: la gouvernance incertaine des ressources ligneuses des environs de Bamako, à travers l'étude des marchés ruraux de bois de la commune de Zan Coulibaly*. Thèse de doctorat. Institut national agronomique Paris-Grignon, France, 442p.
- Hochet, P. 2014. Burkina Faso: vers la reconnaissance des droits fonciers locaux. Paris: AFD, Fiche pays No. 5.
- Hopkins, A.G., éd. 2002. *Globalization in World History*. 1re éd. W. W. Norton & Company, 352p.
- Ibn Battûta. 1982. *Voyages*. III. Inde, Extrême-Orient, Espagne & Soudan. Paris: La Découverte, 456p.
- INSD. 1990. Recensement général de la population de 1985. Ouagadougou, Burkina Faso: INSD.
- INSD. 2008. Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH) de 2006 du Burkina Faso - Résultats définitifs. Ouagadougou, Burkina Faso: INSD.
- IRBET et ISN/IDR. 1988. Séminaire national sur la valorisation du karité pour le développement national. Bilan et perspectives. Ouagadougou, Burkina Faso: IRBET et ISN/IDR, 188p.
- Jacob, J.-P. 2004. Gouvernement de la nature et gouvernement des hommes dans le Gwendégou (centre-ouest du Burkina Faso). *Autrepart*, n° 30(2), 25-43.
- Jagger, P., Luckert, M. (Marty) K., Duchelle, A.E., et al. 2014. *Tenure and Forest Income: Observations from a Global Study on Forests and Poverty*. *World Development*, 64, Supplement 1, S43-55.
- Joshi, D. 2015. Gender Change in the Globalization of Agriculture? *Peace Review*, 27(2), 165-174.
- Koffi, C., Djoudi, H., et Gautier, D. 2016. *Landscape diversity and associated*

- coping strategies during food shortage periods: evidence from the Sudano-Sahelian region of Burkina Faso. *Regional Environmental Change*, 1-12.
- Kuba, R., Lentz, C., et Somda, C.N. 2003. Histoire du peuplement et des relations interethniques au Burkina Faso. Ouagadougou: KARTHALA Editions, 298p.
- Lamien, N., Sidibé, A., et Bayala, J. 1996. Use and commercialization of non-timber forest products in western Burkina Faso. In: Leakey, R.R.B., Temu, A.B., Melnyk, M., et al., éd. *Présenté à International Conference on Domestication and Commercialization of Non-Timber Forest Products in Agroforestry Systems: Non wood forest products*, Rome: FAO, p. 51-64.
- Larsen, M.N. et Fold, N. 2008. Globalization as Marginalization of African Economies? In: Fold, N. et Larsen, M.N., éd. *Globalization and restructuring of African commodity flows*. Stockholm: Nordiska Afrikainstitutet, p. 9-25.
- Leach, M. 2007. Earth Mother Myths and Other Ecofeminist Fables: How a Strategic Notion Rose and Fell. *Development and Change*, 38(1), 67-85.
- Leach, M.A. 1990. Images of Propriety: The Reciprocal Constitution of Gender and Resource Use in the Life of a Sierra Leonean Forest Village. University of London, bookp.
- Lentz, C. 2005. First-comers and late-comers: The role of narratives in land claims. In: Evers, S., Spierenburg, M., et Wels, H., éd. *Competing Jurisdictions: Settling Land Claims In Africa*. Leiden / Boston: Brill, p. 157-80.
- Lentz, C. et Sturm, H.-J. 2001. Of Trees and Earth Shrines: An Interdisciplinary Approach to Settlement Histories in the West African Savanna. *History in Africa*, 28, 139-68.
- Lewicki, T. 1974. West African food in the Middle Ages according to Arabic sources. Cambridge, UK: Cambridge university press, 262p.
- López-Feldman, A. 2014. Shocks, Income and Wealth: Do They Affect the Extraction of Natural Resources by Rural Households? *World Development*, 64, Supplement 1, S91-100.
- Louppe, D. 1994. Le Karité en Côte d'Ivoire. Banque Mondiale.
- Lovett, P.N. 2004. The shea butter value chain. Production, transformation and marketing in West Africa. WATH, USAID, WATH Technical Report No. 2.
- Lovett, P.N. et Haq, N. 2000. Evidence for anthropic selection of the Sheanut tree (*Vitellaria paradoxa*). *Agroforestry Systems*, 48(3), 273-88.
- Lukes, S. 1974. *Power: a radical view*. London, Royaume-Uni, 64p.
- Maranz, S. et Wiesman, Z. 2003. Evidence for indigenous selection and distribution of the shea tree, *Vitellaria paradoxa*, and its potential significance to prevailing parkland savanna tree patterns in sub-Saharan Africa north of the equator. *Journal of Biogeography*, 30(10), 1505-16.
- Mather, C. 2008. The Structural and Spatial Implications of Changes in the Regulation of South Africa's Citrus Export Chain. In: Fold, N. et Larsen, M.N., éd. *Globalization and restructuring of African commodity flows*. Stockholm: Nordiska Afrikainstitutet, p. 45-79.
- Matthieu, P. 2001. Transactions informelles et marchés fonciers émergents en Afrique. In: Benjaminsen, T.A. et Lund, C., éd. *Politics, Property and Production in the West African Sahel: Understanding Natural Resources Management*. Stockholm: Nordic Africa Institute, p. 22-39.
- McCarthy, J. 2002. First World Political Ecology: Lessons from the Wise Use Movement. *Environment and Planning A*, 34(7), 1281-302.
- McCarthy, J.F., Gillespie, P., et Zen, Z. 2012. Swimming Upstream: Local Indonesian Production Networks in « Globalized » Palm Oil Production. *World Development*, 40(3), 555-69.
- McCarthy, J., Perreault, T., et Bridge, G. 2015. Editors' conclusion. In: Perreault, T., Bridge, G., et McCarthy, J., éd. *The Routledge Handbook of Political Ecology*. London ; New York: Routledge, p. 620-9.
- McMichael, P. 2009. A food regime genealogy. *The Journal of Peasant Studies*, 36(1), 139-69.
- Mikell, G. 1984. Filiation, economic crisis, and the status of women in rural Ghana. *Canadian Journal of African Studies*, 18(1), 195-218.
- Moity-Maizi, P. 2006. Artisanes et artisans dans la transformation de poissons au Sénégal. In: *Empreintes et inventivités des femmes dans le développement rural*. p. 103-26.

- Moore, D.S. 1996. Marxism, culture, and political ecology. Environmental struggles in Zimbabwe's Eastern Highlands. In: Peet, R. et Watts, M., éd. *Liberation ecologies: environment, development, social movements*. London ; New York: Routledge, p. 125-47.
- Moore, H.L. et Vaughan, M. 1994. Cutting down trees: gender, nutrition, and agricultural change in the Northern Province of Zambia, 1890-1990. Heinemann, 312p.
- Neely, C., Sutherland, K., et Johnson, J. 2004. Les approches fondées sur les moyens d'existence durables ont-elles un effet positif sur la pauvreté rurale ? Revue et Analyse de douze études de cas. Rome, Italie: FAO, Document de travail No. 16.
- Neumann, K., Kahlheber, S., et Uebel, D. 1998. Remains of woody plants from Saouga, a medieval west African village. *Vegetation History and Archaeobotany*, 7(2), 57-77.
- Neumann, R.P. et Hirsch, E. 2000. Commercialisation of non-timber forest products: Review and analysis of research. Bogor, Indonesia: CIFOR.
- Nightingale, A.J. 2011. Bounding difference: Intersectionality and the material production of gender, caste, class and environment in Nepal. *Geoforum*, 42(2), 153-62.
- Nissanke, M. et Thorbecke, E. 2006. Channels and policy debate in the globalization-inequality-poverty nexus. *World Development*, 34(8), 1338-60.
- Olivier de Sardan, J.-P. 1995. La politique du terrain. Enquête. *Archives de la revue Enquête*, (1), 71-109.
- Olivier de Sardan, J.-P. 1996. La violence faite aux données. Enquête. *Archives de la revue Enquête*, (3), 31-59.
- Olivier de Sardan, J.-P. 2008. La rigueur du qualitatif: les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique. Louvain-La-Neuve, Belgique: Academia-Bruylant, 365p.
- Osborne, T. 2015. Tradeoffs in carbon commodification: A political ecology of common property forest governance. *Geoforum*, 67, 64-77.
- Ostrom, E. 1990. *Governing the Commons. The Evolution of Institutions for Collective Action*. Cambridge University Press. Cambridge, UK, 275p.
- Ostrom, E. 2000. Reformulating the Commons. *Swiss Political Science Review*, 6(1), 29-52.
- Oya, C. 2007. Stories of Rural Accumulation in Africa: Trajectories and Transitions among Rural Capitalists in Senegal. *Journal of Agrarian Change*, 7(4), 453-93.
- Park, M. 1825. *Travels in the Interior of Africa*. P. Hayes, 188p.
- Peet, R. et Watts, M. 1996a. Liberation ecology: development, sustainability, environment in an age of market triumphalism. In: Peet, R. et Watts, M., éd. *Liberation ecologies: environment, development, social movements*. London ; New York: Routledge, p. 1-45.
- Peet, R. et Watts, M., éd. 1996b. *Liberation ecologies: environment, development, social movements*. London ; New York: Routledge, 273p.
- Péhaut, Y. 1973. Les oléagineux dans les pays d'Afrique occidentale associés au marché commun: la production, le commerce et la transformation des produits. Thèse de doctorat. Bordeaux III, Bordeaux, France, 1482p.
- Pélissier, P. 1980. L'Arbre dans les paysages agraires de l'Afrique Noire. *Cahiers ORSTOM.Série Sciences Humaines*, 17(3-4), 131-6.
- Père, M. 1988. *Les Lobi: tradition et changement*. Laval, France: Siloë, 388; 12p.
- Perreault, T., Bridge, G., et McCarthy, J., éd. 2015. *The Routledge Handbook of Political Ecology*. London ; New York: Routledge, 668p.
- Perrot, É. et Chevalier, A. 1907. *Les végétaux utiles de l'Afrique tropicale française. 2, Le karité, l'argan et quelques autres sapotacées à graines grasses de l'Afrique: Études scientifiques et agronomiques*. Paris: A. Challamel, 194p.
- Peters, P.E. 2004. Inequality and Social Conflict Over Land in Africa. *Journal of Agrarian Change*, 4(3), 269-314.
- Ponte, S. 2001. The 'Latte Revolution'? Winners and Losers in the Restructuring of the Global Coffee Marketing Chain. Copenhagen: CDR Working Paper, CDR Working Paper No. 01.3.
- Ponte, S. 2002. Brewing a Bitter Cup? Deregulation, Quality and the Reorganization of Coffee Marketing in East Africa. *Journal of Agrarian Change*, 2(2), 248-72.
- Poudyal, M. 2011. Chiefs and trees: tenures and incentives in the management and use of two multipurpose tree species in agroforestry parklands in Northern Ghana. *Society & Natural Resources*, 24(10), 1063-77.

- Pouliot, M. 2012. Contribution of « Women's Gold » to West African Livelihoods: The Case of Shea (*Vitellaria paradoxa*) in Burkina Faso. *Economic Botany*, 66(3), 237-248.
- Prudham, S. 2015. Property and commodification. In: Perreault, T., Bridge, G., et McCarthy, J., éd. *The Routledge Handbook of Political Ecology*. London ; New York: Routledge, p. 430-45.
- Pullan, R.A. 1974. Farmed parkland in West Africa. *Savanna*, 3(2), 119-51.
- Raikes, P., Friis Jensen, M., et Ponte, S. 2000. Global commodity chain analysis and the French filière approach: comparison and critique. *Economy and Society*, 29(3), 390-417.
- Raison, J.-P. et Seignobos, C. 1988. Les« parcs » en Afrique: État des connaissances et perspectives de recherches: document de travail. EHESS.
- Ravallion, M. 2003. The Debate on Globalization, Poverty and Inequality: Why Measurement Matters. *International Affairs*, 79(4), 739-53.
- Razavi, S. 2009. Engendering the political economy of agrarian change. *The Journal of Peasant Studies*, 36(1), 197-226.
- Reardon, T., Barrett, C.B., Berdegue, J.A., et al. 2009. Agrifood Industry Transformation and Small Farmers in Developing Countries. *World Development*, 37(11), 1717-27.
- Rémy, G. 1977. Enquête sur les mouvements de population à partir du pays Mossi: rapport de synthèse 1977. Paris, France, 159p.
- Reynolds, N. 2010. Investing in shea in West Africa. A U.S. Investor's Perspective. Accra, Ghana: WATH, USAID, WATH Technical Report No. 1.
- Ribot, J.C. 1998. Theorizing access: forest profits along Senegal's charcoal commodity chain. *Development and change*, 29(2), 307-41.
- Ribot, J.C. et Peluso, N.L. 2003. A Theory of Access. *Rural Sociology*, 68(2), 153-81.
- Riisgaard, L. 2009. Global Value Chains, Labor Organization and Private Social Standards: Lessons from East African Cut Flower Industries. *World Development*, 37(2), 326-40.
- Robbins, P. 2004. *Political Ecology: a Critical Introduction*. Blackwell. Oxford, 264p.
- Robbins, P. 2012. Qu'est-ce que la political ecology ? In: *Environnement, discours et pouvoir - L'approche Political Ecology*. p. 21-36.
- Robbins, P. 2015. The Trickster science. In: Perreault, T., Bridge, G., et McCarthy, J., éd. *The Routledge Handbook of Political Ecology*. London ; New York: Routledge, p. 76-88.
- Rocheleau, D.E., Thomas-Slayter, B.P., et Wangari, E., éd. 1996. *Feminist political ecology: global issues and local experiences*. London ; New York: Routledge, 327p.
- Ruyssen, B. 1958. Le karité au Soudan. *Oleagineux*, 12(5), 143-226.
- Sanou, H., Kambou, S., Teklehaimanot, Z., et al. 2004. Vegetative propagation of *Vitellaria paradoxa* by grafting. *Agroforestry Systems*, 60(1), 93-9.
- Saul, M. 1989. Separateness and relation: Autonomous income and negociation among rural Bobo women. In: Wilk, R.R., éd. *The Household Economy: Reconsidering The Domestic Mode Of Production*. Boulder, Colorado: Westview Press, p. 171-93.
- Saussey, M. 2005. La filière karité au Burkina Faso : évolution des identités féminines face aux changements socio-économiques. Présenté à Colloque International AUF / CIRAD. Filière d'exportation de produits agricoles du Sud : réformes institutionnelles, négociations internationales et impacts socio-démographiques, Bamako, Mali, p. 10.
- Saussey, M. 2009a. Maintenant que les noix sont devenues de l'argent...Valorisation d'un produit local, le beurre de karité et circulation des savoir-faire féminins au Burkina Faso. Présenté à Colloque Localisation et Circulation des Savoir-Faire en Afrique, Aix-en-Provence, France, p. 19.
- Saussey, M. 2009b. Les organisations féminines au Burkina Faso: limites et paradoxes des dispositifs de valorisation d'un produit local, le beurre de karité. EHESS, 454p.
- Saussey, M., Konseiga, P.F., et Diawara, B. 2005. État des lieux des actions menées dans la filière karité. Rapport d'étude. Ouagadougou: Institut de Recherche en Sciences appliquées et Technologie. Département Technologie alimentaire.
- Savonnet, G. 1968. *Atlas de Haute Volta : carte provisoire des densités de populations*. Ouagadougou: Centre Voltaïque de la Recherche Scientifique.

- Schreckenber, K. 2004. The contribution of shea butter (*V. paradoxa* C.F. Gaertner) to livelihoods in Benin. In: Sunderland, T. et Ndoye, O., éd. *Forest products, livelihoods and conservation: case studies of non-timber forest systems*. Bogor Barat, Indonesia: CIFOR.
- Schroeder, R.A. 1999. *Shady Practices: Agroforestry and Gender Politics in the Gambia*. University of California Press, 214p.
- Schwartz, A. 1993. *Brève histoire de la culture du coton au Burkina Faso*. Paris: ORSTOM.
- Scoones, I. 1998. Sustainable rural livelihoods : a framework for analysis. *IDS Working Paper* 72, 22p.
- Scoones, I. 2009. Livelihoods perspectives and rural development. *The Journal of Peasant Studies*, 36(1), 171-96.
- Shackleton, S., Delang, C.O., et Angelsen, A. 2011. From Subsistence to Safety Nets and Cash Income: Exploring the Diverse Values of Non-timber Forest Products for Livelihoods and Poverty Alleviation. In: Shackleton, S., Shackleton, C., et Shanley, P., éd. *Non-Timber Forest Products in the Global Context*. Springer Berlin Heidelberg, p. 55-81.
- Sunderland, T., Achdiawan, R., Angelsen, A., et al. 2014. Challenging Perceptions about Men, Women, and Forest Product Use: A Global Comparative Study. *World Development*, 64, Supplement 1, S56-66.
- Sunderland, T. et Ndoye, O., éd. 2004. *Forest Products, Livelihoods and Conservation. Case Studies of Non Timber Forest Product Systems. Volume 2 Africa*. Indonésie: CIFOR, 128p.
- Sutton, I.B. 1981. The Volta River Salt Trade: the Survival of an Indigenous Industry. *The Journal of African History*, 22(01), 43-61.
- Svarstad, H. 2012. Discours et récits sur l'environnement et le développement. L'exemple de la bioprospection. In: *Environnement, discours et pouvoir - L'approche Political Ecology*. p. 135-60.
- Tallontire, A., Dolan, C., Smith, S., et al. 2005. Reaching the marginalised? Gender value chains and ethical trade in African horticulture. *Development in Practice*, 15(3-4), 559-71.
- Terpend, M.-N. 1982. *La Filière karité : Produit de cueillette, produit de luxe*. Paris: Les Dossiers faim-développement, 91p.
- The Rockefeller Foundation. 2006. *Africa's Turn: A New Green Revolution for the 21st Century*. New York: The Rockefeller Foundation.
- The World Bank. 2014. *Africa's pulse*. Washington, D.C: The World Bank, No. 9.
- Turner, M.D. 2004. Political ecology and the moral dimensions of "resource conflicts": the case of farmer-herder conflicts in the Sahel. *Political Geography*, 23, 863-89.
- Turner, M.D. 2015. Political ecology II Engagements with ecology. *Progress in Human Geography*, 0309132515577025.
- Udry, C. 1996. Gender, agricultural production, and the theory of the household. *Journal of Political Economy*, 104(5), 1010-46.
- Vayda, A.P. et Walters, B.B. 1999. Against Political Ecology. *Human Ecology*, 27(1), 167-79.
- Wade, R.H. 2004. Is Globalization Reducing Poverty and Inequality? *World Development*, 32(4), 567-89.
- Walker, P.A. 2005. Political ecology : where is the ecology ? *Progress in human geography*, 29(1), 73-82.
- Wardell, A. et Fold, N. 2013. Globalisations in a nutshell: Historical perspectives on the changing governance of the shea commodity chain in northern Ghana. *International Journal of the Commons*, 7(2), 367-405.
- Watts, M. 1983. *Silent violence: Fodd, Famine and Peasantry in Northern Nigeria*. University of California Press. Berkeley, xxxi + 687p.
- Watts, M. 1990. Review of land degradation and society, by Piers Blaikie and Harold Brookfield. *Capitalism Nature Socialism*, 1(4), 123-31.
- Watts, M. 2003. Political Ecology. In: Sheppard, E. et Barnes, T.J., éd. *A Companion to Economic Geography*. Blackwell Publishing Ltd, p. 257-74.
- Watts, M. et Peet, R. 1996. Conclusion – towards a theory of liberation ecology. In: Peet, R. et Watts, M., éd. *Liberation ecologies: environment, development, social movements*. London; New York: Routledge, p. 260-9.
- Watts, N., Scales, I.R. 2015. Seeds, Agricultural Systems and Socio-natures: Towards an Actor-Network Theory Informed Political Ecology of Agriculture. *Geography Compass*, 9(5), 225-36.
- Williamson, O.E. 1979. Transaction-Cost Economics: The Governance of Contractual Relations. *Journal of Law & Economics*, 22(2), 233-261.

- Williamson, O.E. 1981. The Economics of Organization: The Transaction Cost Approach Author(s): Oliver E. Williamson. *American Journal of Sociology*, 87(3), 548-77.
- Wunder, S., Angelsen, A., et Belcher, B. 2014. Forests, Livelihoods, and Conservation: Broadening the Empirical Base. *World Development*, 64, Supplement 1, S1-11.
- Wunder, S., Börner, J., Shively, G., et al. 2014. Safety Nets, Gap Filling and Forests: A Global-Comparative Perspective. *World Development*, 64, Supplement 1, S29-42.
- Zimmerer, K.S. et Bassett, T.J. 2003. Approaching political ecology. Society, nature, and scale in human-environment studies. In: Zimmerer, K.S. et Bassett, T.J., éd. *Political Ecology: An Integrative Approach to Geography and Environment-Development Studies*. New York ; London: The Guilford Press, p. 1-25.

CHAPITRE 1. GLOBALISATION DU COMMERCE DU KARITÉ ET EFFETS SUR LA CHAÎNE DE VALEUR AU BURKINA FASO

Coping with the Upheavals of Globalization in the Shea Value Chain: The Maintenance and Relevance of Upstream Shea Nut Supply Chain Organization in Western Burkina Faso

Karen Rousseau, Denis Gautier et D. Andrew Wardell

Article publié en accès libre dans *World Development* (66), 413-427

DOI : 10.1016/j.worlddev.2014.09.004

Abstract

Market globalization has had only a weak impact on the regional shea nut supply chain in western Burkina Faso despite the boom in the shea trade and the arrival of leading foreign firms. We show that despite the fact that wholesalers have kept the shea chain locked in an oligarchic organization for the last 50 years, they still play an important role in the smooth functioning of the chain and in profit sharing down the chain to the rural poor. We suggest that development actors should consider shea traders and their role in the coordination of the chain more carefully.

Keywords: Shea; Value chain; Globalization; Burkina Faso; Africa

I. INTRODUCTION

Shea trade has experienced huge growth since the early 2000s. Between 2000 and 2005, total shea exports increased by 35% in nut weight equivalent (Yinug & Fetzner, 2008). In Burkina Faso, the value of shea nut exports increased three-fold between 2000 and 2005 and seven-fold between 2005 and 2012 (data from the General Directorate of Customs - *Direction Générale des Douanes*).

The globalization process has had a major impact on the organization of most tropical agro-value chains, as well as on the power of upstream actors. Globalization is “widely agreed to be a process that transforms economic, political, social and cultural relationships across countries, regions and continents by spreading them more broadly, making them more intense and increasing their velocity” (Hopkins, 2002, 16 citings Held et al., 1999). Structural adjustment programs (SAPs) ended international trade agreements, led to the liberalization of national markets and the privatization of former state monopolies, resulting in the arrival of new actors and the “filamentation of chains” (Gibbon, 2001). As stated by Mather (Fold & Larsen, 2008) “in many export chains, governance has shifted from producers to buyers, with important implications for producers, exporters and farm workers in African countries.” European retailers, branded marketers, and international traders, have become more involved in the control of the supply chain (Daviron & Gibbon, 2002; Fold & Larsen, 2008; Gibbon & Ponte, 2005; Gibbon, 2001). Moreover, in the cocoa, coffee and even banana chains, the 1990s and 2000s were characterized by oversupply and low prices. All of which reduced the power of upstream actors of the chain.

It is difficult to compare the shea value chain with other export-oriented tropical value chains because the latter are mostly plantation crops (coffee, cocoa, banana, flowers and vegetables, etc.), whereas shea is a non-timber forest product. The shea value chain is thus original compared to the global features of agro-food value chains in Africa. In the shea nut value chain in western Burkina Faso, market globalization has had only a weak impact on the restructuring of the regional supply chain despite the boom in the shea trade and the arrival of leading foreign firms. The main impact of globalization of the shea nut value chain has been on prices and volumes. The quality standard, organization and governance of the value chain have barely been affected.

Following Gereffi, Humphrey & Sturgeon (2005), we studied the organization of the shea value chain using transaction cost literature. This paper is based on two approaches: the global value chain (GVC) approach (Gereffi & Korzeniewicz, 1994) and the transaction cost theory (Williamson, 1975). A GVC can be defined as “a set of inter-organizational networks clustered around one commodity or product, linking households, enterprises, and states to one another within the world economy” (Gereffi & Korzeniewicz, 1994). The GVC perspective is a way of

conceptualizing the forms economic activities take when they are subject to globalization. The GVC literature focuses on the question of governance of the chains, i.e. how they are organized and managed (Gereffi, Humphrey, Kaplinsky, & Sturgeon, 2001). The GVC approach seeks to understand how coordination and control are exercised by some actors in the chain (lead firms) over others (Gibbon & Ponte, 2005; Raikes, Friis Jensen, & Ponte, 2000). The transaction cost literature helps understand the form the governance of the value chain takes by analyzing the complexity of coordination problems facing the chain (Gereffi et al., 2005). Following Rammohan & Sundaresan (2003) and Wardell & Fold (2013), we add a historical perspective to the global value chain approach.

We examined the effects of the globalization process on the global value of the shea nut chain. The upstream shea supply chain in Burkina Faso has been maintained by wholesalers for many decades and one goal of the present study was to explain their organization and maintenance of the chain at the regional scale in western Burkina Faso. We demonstrate that the drivers of the organization of the value chain can be found in specific coordination problems of shea trade.

In this article, we focus on the shea value chain and the marketing of raw shea nuts for manufacturers of Cocoa Butter Equivalent (CBE), irrespective of the use of the shea when it is processed abroad (part is sold to cosmetics industries). In West Africa, shea destined for the CBE agrifood value chain represents 90% of shea exports (Lovett, 2004; Yinug & Fetzer, 2008). We do not include artisanal and industrial shea butter processed for cosmetic purposes as this represents only 10% of exports. This chain concerns mainly women's groups who produce shea butter under certification for niche markets in the cosmetic component of the value chain. This chain is most visible outside Burkina Faso. It conveys a positive image of a fair value chain that empowers women. And, as such, it is much better documented than the main chain that accounts for 90% of the shea nut trade. Our choice to focus on the raw shea nuts chain enabled us to fill a gap in our knowledge of the functioning of this chain that typically involves a huge number of rural poor in the Sudano-Sahelian region and is crucial for their livelihood (Neumann & Hirsch, 2000; Pouliot, 2012). We demonstrate that wholesalers, despite their oligarchic organization, play an important role in the smooth functioning of the chain and in the sharing of benefits down the chain to the rural poor. We suggest that companies or NGOs dealing with shea should consider the role of wholesalers in the chain and in the empowerment of rural poor more carefully and not try to bypass them in the laudable goal of increasing the benefits for the rural poor with a high risk of excluding some small scale producers, as has been demonstrated in other value chains (Dolan & Humphrey, 2000; Gibbon, 2003).

II. OVERVIEW OF THE GLOBAL SHEA VALUE CHAIN

The shea tree (*Vitellaria paradoxa*) is indigenous to the savannas and dry forests of the Sudanian region. It is found in a 5,000 km long belt that crosses West Africa (figure 1). Shea trees are

usually not planted but selected, saved and protected by farmers in their fields (Boffa, 1999; Chevalier, 1946; Lovett & Haq, 2000; Vuillet, 1915). The shea tree is the most frequent parkland tree species in Burkina Faso (Fischer, Kleinn, Fehrmann, Fuchs, & Panferov, 2011). Shea fruit is generally collected by women between May and August, first they pulp the fruit to retrieve the nut, and then boil or smoke the nuts. Dry nuts can be stored for several months before being crushed to release the kernel. International companies are interested only in shea kernels, which they call “shea nuts.” In the present work, we also use the term “shea nuts” for “shea kernels”. Although the nuts are sold for export, shea butter processed from shea kernels (Elias & Carney, 2007) has traditionally been and still is the main source of lipids in the local diet in rural areas (Crélerot, 1995; Lamien, Sidibé, & Bayala, 1996).

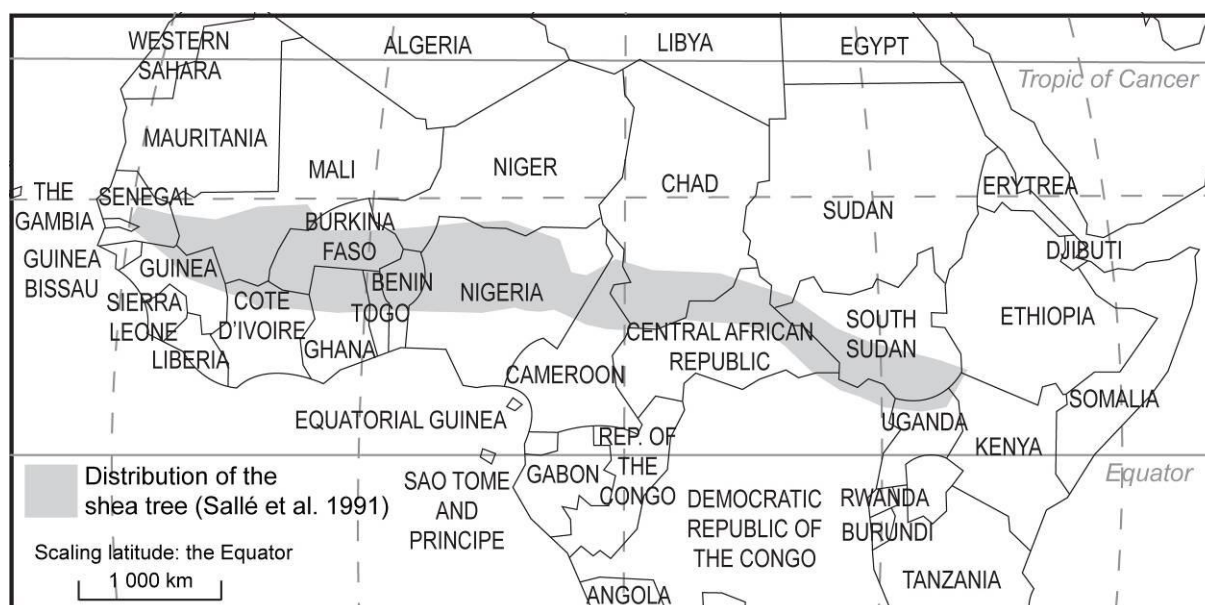


Figure 1. Map of the shea tree distribution across Africa (Sallé, Boussim, Raynal-Roques, & Brunck, 1991)

It is estimated that about half the production of shea nuts is traditionally self-consumed in producer countries: between 57% (Lovett, 2004) and 41% (Reynolds, 2010). It is difficult to get a clear picture of this balance. Neither national nor international statistics concerning shea exports and production are reliable. FAO data are based on imprecise national statistics: national statistical monitoring systems fail to deliver comprehensive data for export by road. Nonetheless, it appears that West Africa currently exports between 265,000 and 445,000 tons of shea per year in nut weight equivalent (Yinug & Fetzer, 2008). The main exporters of shea products are Ghana, Burkina Faso, Benin, Côte d'Ivoire, Nigeria, Mali and Togo (Lovett, 2004; Terpend, 1982). West Africa accounts for 99.8% of total exports of shea. The small remaining share comes from the eastern part of the belt in figure 1.

The main outlet for shea is CBE industries. Shea butter has similar chemical and physical properties to cocoa butter but costs less. In addition, it is used to help maintain the texture of chocolate, its hardness, “snap” and bright exterior, to prevent the forming of fat bloom and improve heat resistance (Fold, 2000). CBE industries absorb 90% of total shea exports from West Africa. The cosmetic and pharmaceutical industries absorb the remaining share (Lovett,

2004; Yinug & Fetzer, 2008). The CBE market has undergone huge growth since 2000. Western Europe is the main market for CBE, and the EU decision to allow 5% of CBE in chocolate (Directive 2000/36/CE, application August 3, 2003) has had some impact on the market. However, the growth of the CBE market is mainly driven by new markets such as Eastern Europe, Russia, Brazil and Oceania (Yinug & Fetzer, 2008). Between 2000 and 2005, the global CBE market increased by 29% (Reynolds, 2010; Yinug & Fetzer, 2008). In about the same period, total exports of shea in nut weight equivalent increased by 35% (Yinug & Fetzer, 2008).

In 2001, 95% of exported shea was in the form of raw nuts. A marginal 5% of shea export was processed into crude shea butter in West Africa. In 2005, approximately 26% of shea export was in the form of crude butter (Yinug & Fetzer, 2008), which rose to 35% in 2010 (Reynolds, 2010). In the meanwhile, IOI Loders Crokiaan (the second world exporter of shea) moved from a strategy of shea nut export to a strategy of crude shea butter export from industrial plants in West Africa (see also figure 5).

Although small compared to CBE, West African exports of shea for cosmetic purposes are estimated to have increased from 200 tons/year in 1994 to 1,500 tons/year in 2003 (Lovett, 2004). Approximately half the supply of shea butter to the cosmetic industries comes from CBE and agrifood industries (Boffa, 1999; Elias & Carney, 2007), thus connecting the two branches of the value chain (Chalfin, 2004).

These major changes in the value chain led to an increase in shea exports as well as to an increase in price. Reynolds (2010) estimated that shea exports increased from 50 000 tons a year in 1994 to 350,000 tons a year in 2008. The export value of shea nuts in Burkina Faso was 2 billion CFA francs in the early 2000s and reached nearly 10 billion CFA francs in 2012 (figure 2). In current CFA francs, the price per kilogram paid to the producer in Burkina Faso was 7 CFA F at the end of the 1960s, between 40 and 50 CFA F in the 1980s and up to 130 CFA F in 2003. Prices boomed in 2007 to reach 460 CFA F. At the end of the marketing year 2013, the price of shea nuts was 250 CFA F per kilogram.

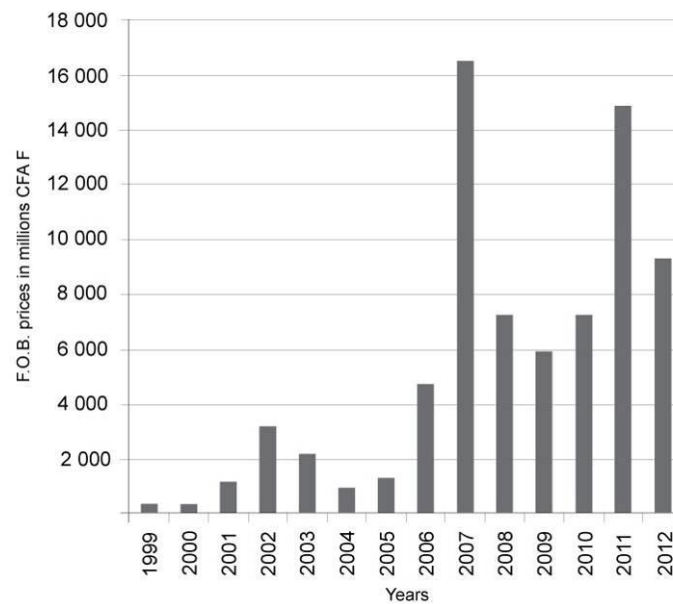


Figure 2. Export value of shea nuts from Burkina Faso. Sources: FAO and General Directorate of Customs, Burkina Faso

As a consequence of the expansion of shea markets, exporters adopted strategies to secure their sourcing by establishing branches as close as possible to the field to manage the supply chain and better control key actors. To this end, three main CBE manufacturers, AAK (AarhusKarlshamn AB, Sweden), IOI Loders Crokiaan (IOI group, Malaysia) and 3F (Foods Fats and Fertilizers Ltd., India), opened branches in Bobo-Dioulasso (figure 5) between 2000 and 2005. The choice of Bobo-Dioulasso and the western part of Burkina Faso was motivated by the volume and quality of nuts available in this area. One of the CBE manufacturers we interviewed told us that every year between 50% and 70% of West African shea nut exports come from Burkina Faso, most from western Burkina Faso. Although the supply chain covers the entire shea ecological area, western Burkina Faso appears to be the regional hub for the West African shea market.

III. DATA AND METHODS

As state institutions have failed to monitor the shea value chain, no reliable data on stakeholders involved in the chain were available and random sampling was consequently impossible. Instead we selected informants based on a snowball effect, starting from the top of the pyramid and moving to the bottom to be sure of covering the diversity of actors in the chain (table 9). We started by interviewing the best known traders in each of the 13 provincial capitals in western Burkina Faso (figure 3) and asked them to give us the name and contact information of other stakeholders they knew either as partners or competitors. Data were collected at the end of the 2012-2013 marketing year. In total, we interviewed 194 traders. Although our panel is not a

random sample, we are confident that it is a reasonably accurate representation of the actual range of shea traders.

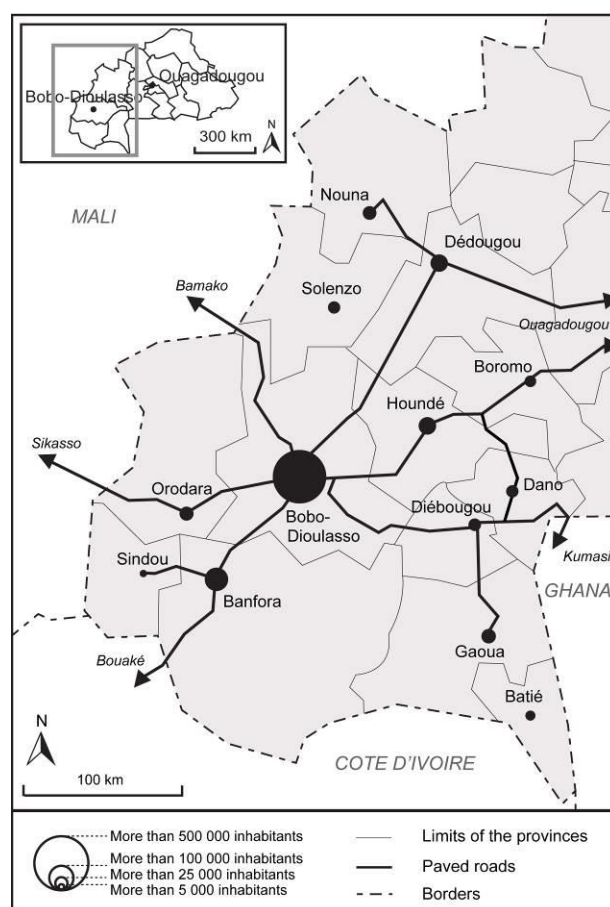


Figure 3. Map of western Burkina Faso with the 13 provincial capitals surveyed

$V > 20,000$ (large exporters)	4	2%
$1,500 \leq V \leq 10,000$	19	10%
$800 \leq V < 1,500$	20	11%
$250 \leq V < 800$	25	14%
$100 \leq V < 250$	26	14%
$40 < V < 100$	23	13%
$20 \leq V \leq 40$	22	12%
$V < 20$	44	24%
Total	183	100%

Table 9. Distribution of traders interviewed as a function of the volume in tons (V) of shea nuts sold in the marketing year 2012-2013 (9 values are missing)

A brief historical review of the organization of the shea value chain in Burkina Faso was conducted through interviews with former actors in the chain and with retired traders. Available data from government archives were also reviewed. Additional surveys of NGOs, support structures for women's groups, trade associations and governmental agencies were also conducted.

It proved difficult to obtain shea export figures from CBE manufacturers due to the competition between them and their culture of secrecy. CBE manufacturers consider this to be strategic

information. The figures presented in this paper on exports of shea nut by CBE manufacturers and other exporters (figure 5) are consolidated data from interviews with traders concerning the marketing year 2012-2013. We asked traders one level below the exporters how many shea nuts they sold to exporters. As our sampling of this category of traders was exhaustive (they are at the top of the pyramidal trading network), this method provided us with a good proxy for the quantity shea exported by each exporter. This first estimation facilitated dialogue with some of the CBE manufacturers who afterwards acknowledged that our data were in agreement with their own estimate of market shares in western Burkina Faso.

IV. STRUCTURE OF THE VALUE CHAIN IN WESTREN BURKINA FASO

1. THE PYRAMIDAL SHEA NUT SUPPLY CHAIN

The shea value chain in Burkina Faso is a pyramidal supply chain. Shea export for CBE use is controlled by a few big CBE manufacturers in Burkina Faso (see also figure 5). In 2010, the three main exporters (AAK, IOI Loders Croklaan and 3F) accounted for an estimated 95% of the buying market share for export and AAK dominated the market with around 60% of the market share (Reynolds, 2010). This estimate is in agreement with data we collected in western Burkina Faso. Our surveys showed that the three main exporters accounted for 89% of the buying market. The CBE industry is one with high technical and financial barriers of entry that relies on advanced refining and fat-splitting technologies. CBE manufacturers have a culture of secrecy to protect their technological edge in a context of strong competition (Fold, 2000). The three main CBE manufacturers all have similar sourcing systems in western Burkina Faso: they have a contract with and pre-finance wholesalers in Bobo-Dioulasso (2 or 3 for IOI Loders Croklaan, 10 or 15 for AAK and 3F) who are then entitled to purchase shea nuts on their behalf. At the next level down, the wholesalers work with other traders in the pyramidal system: they finance mid-level traders who, in, turn, finance small retailers, who buy shea nuts from village collectors. This sourcing system can involve from three to six steps from the collector to the exporter.

Wholesalers are defined here as traders with a sales capacity ranging from 1,000 tons to 5,000 tons of shea nuts per marketing year. They work directly with CBE manufacturers (see wholesalers in figure 4). According to our interviews, between 10 and 15 of them are located in Bobo-Dioulasso and less than five are located in the other towns in western Burkina Faso. Thanks to the CBE manufacturers, the wholesalers pre-finance between 10 and 50 mid-level traders in Bobo-Dioulasso and in other regional towns in the western part of Burkina Faso (such as Banfora, Gaoua and Dédougou.). Most of them can only source shea in western Burkina Faso, although a few are national in scope.

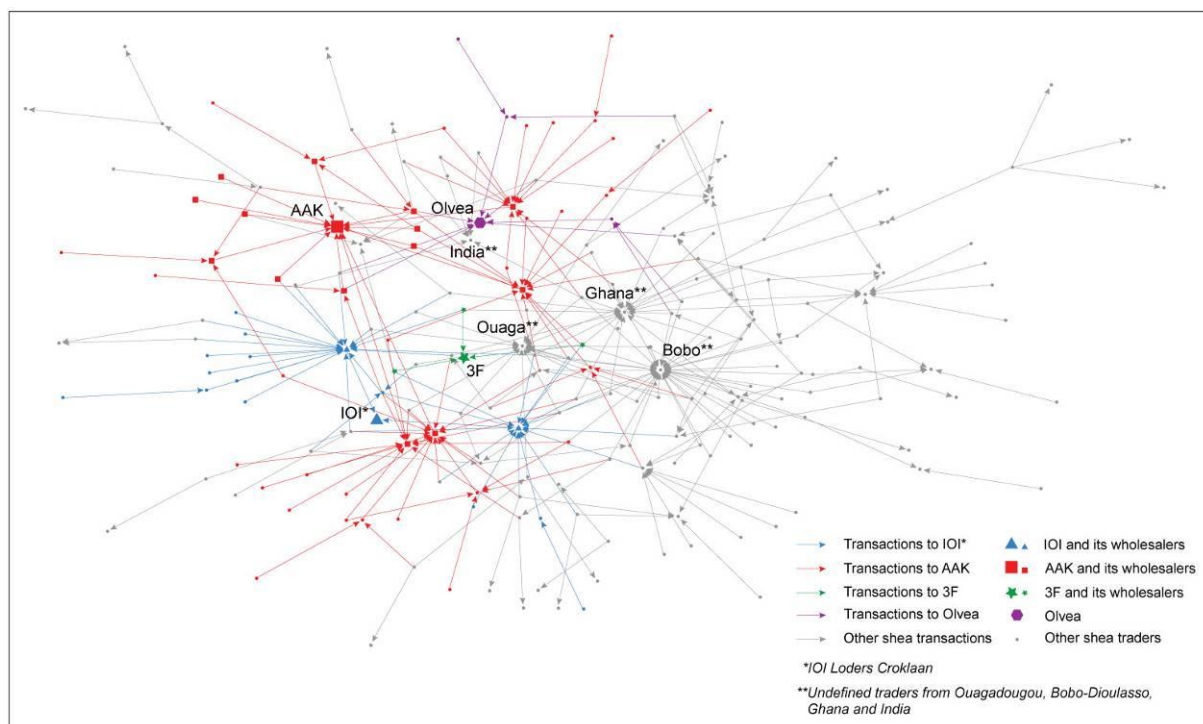


Figure 4. Shea nut transactions between traders in western Burkina Faso in the marketing year 2012-2013. Data was collected during interviews with 194 traders and represent 318 transactions between 215 traders (source: author's survey, 2013)

Mid-level traders can sell from 500 tons to 1,000 tons of shea nuts per year. There are many mid-level traders: between two and 10 in each provincial capital, and many more in Bobo-Dioulasso, where they supply wholesalers. Their purchasing areas cover from one to several provinces but no more than a region. They work with retailers, who are small traders who sell from 20 tons (250 bags) to 500 tons of shea per year. Retailers are numerous. All the shopkeepers in the majority of villages are involved in small scale cereal and shea trading. They work at the provincial scale and buy shea from the *'débrouillés'*, small village traders or local farmers who are only involved in shea nuts during the shea marketing period. The *'débrouillés'* source shea directly from the farms or small rural markets. The *'débrouillés'* trade less than 250 bags per marketing year. They work in one or several villages at the municipal scale and cover the countryside and every local periodic market. Periodic markets are held throughout West Africa with varying frequencies usually every 3, 4 or 5 days.

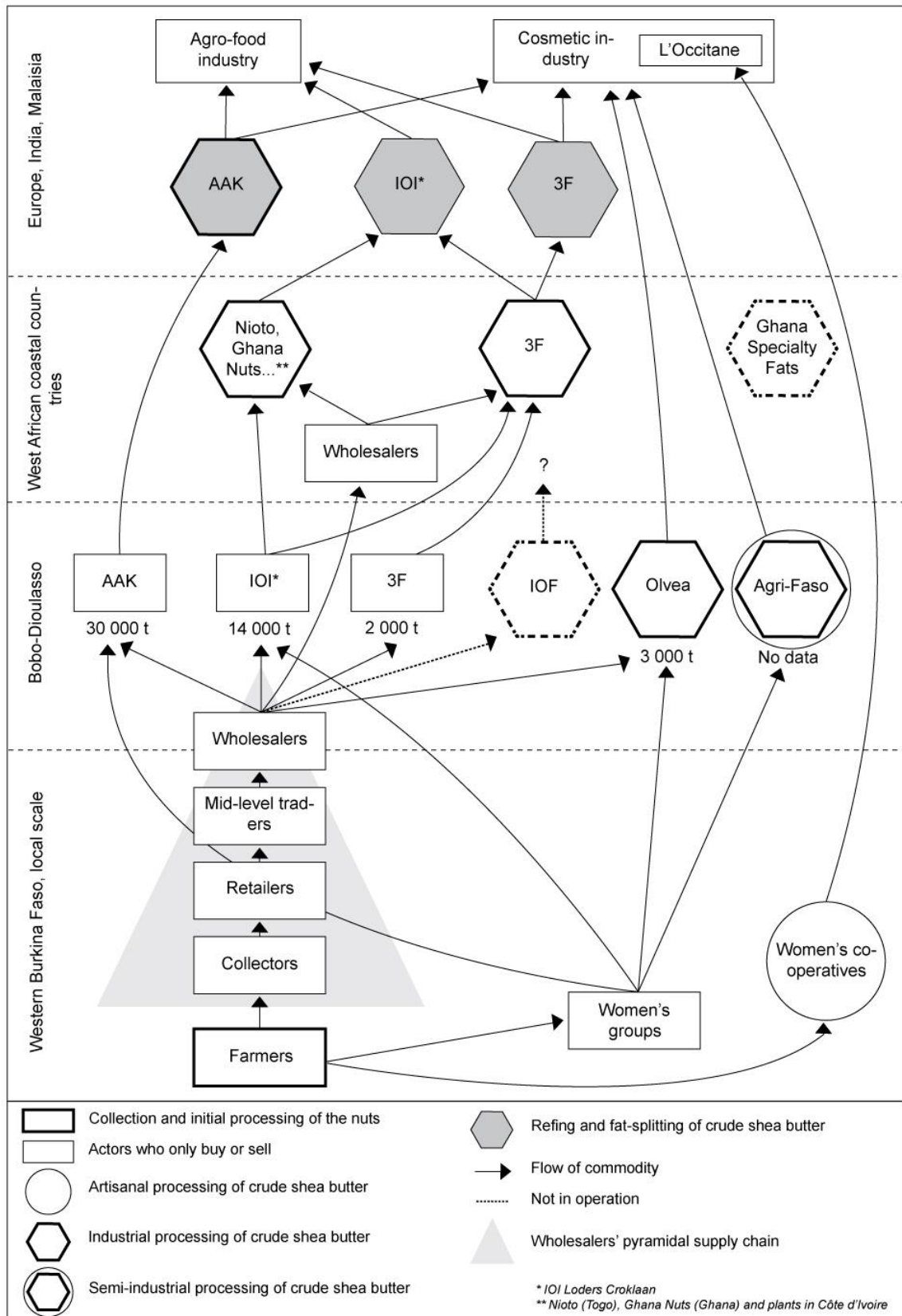


Figure 5. Shea nut value chain from western Burkina Faso. Volumes of shea nuts are in tons for the marketing year 2012-2013. IOF and Ghana Specialty Fats did not process shea in 2012-13. (source: author's survey, 2013)

With this pyramidal system, the entire regional territory is covered by traders. During our interviews, which covered the whole of western Burkina Faso, we did not find a single producing

area devoid of traders who purchased shea nuts. Most of the wholesalers we interviewed and the majority of the other traders were also actively involved in the cashew nut and sesame trade. Smaller traders at the local scale were also involved in the cereal trade.

The price of shea nuts varies widely over the course of the marketing year and traders do not keep accounts. It is consequently difficult to estimate the gross margin in the value chain. In 2012-2013, the price in Bobo-Dioulasso began at 75 CFA francs/kg in July 2012 and ended the season at 275 CFA F/kg in April/May 2013. It is also likely that margins vary throughout the year depending on contracts between CBE manufacturers and wholesalers. Table 10 shows two examples of the distribution of gross margins between traders in the pyramidal system. The data provided here are examples of the variation in gross margin we observed among traders and during the course of the marketing year. Despite the variation, margins appear to be quite equitably shared between actors in the chain. The fair distribution of revenues earned by actors in the chain can be seen as a signal of a sustainable value chain (Schaafsma et al., 2014). As a low-value high-volume market, it is the volume of shea traded that makes the difference in business income.

Actors	1 st example, March 2013 ^a			2 nd example, May-June 2013 ^b		
	Purchase price ^c	Sales price ^c	Gross margin	Purchase price	Sales price	Gross margin
Farmer	-	112.50	112.50	-	196.43 ^d	196.43
Collector (village)	112.50	125.00	12.50	196.43 ^d	214.29 ^d	30.95
Retailer (provincial capital)	125.00	140.63	15.63	214.29 ^d	235.00	35.00
Mid-level trader (provincial capital/ Bobo-Dioulasso)	140.63	155.00	14.38	235.00	250.00	15.00
Middleman (Bobo-Dioulasso)	-	-	-	250.00	255.00	5.00 + 2.5 ^e
Wholesaler (Bobo-Dioulasso)	155.00	No data	-	255.00	260.00	5.00

^a Exchange rate: US\$ 1= 505.11 CFA F in March 15, 2013

^b Exchange rate: US\$ 1= 505.59 CFA F in May 29, 2013

^c Prices in CFA F per bag have been converted into CFA F per kg (in the region, one bag of shea nuts corresponds to 80 kg of nuts)

^d Prices in CFA F per box have been converted into CFA F per kg (one box of shea nuts corresponds to approximately 1.4 kg of nuts)

^e CBE manufacturers usually give a sales dividend (called "ristourne") to their wholesalers at the end of the marketing season, this ranges from 2.5 CFA F/kg to 5 CFA F/kg depending on their total nut sales.

Table 10. Two examples of the distribution of the gross margin in the value chain of shea nuts, in CFA francs per kg (source: authors' survey, 2013)

2. THE SHEA VALUE CHAIN AND THE UPHEAVALS OF STATE REGULATION AND GLOBALIZATION

The pyramidal organization of shea sourcing controlled by wholesalers has not changed much since the colonial period, in contrast to other export-oriented global tropical value chains. It has survived the upheavals associated with both national and global coordination of the value chain

in the last 50 years. Four distinct periods can be distinguished in the history of the shea value chain in Burkina Faso from the early 1900s.

a. 1900-1956: INFANCY OF THE GLOBAL SHEA VALUE CHAIN

French colonies were already exporting shea nuts and shea butter in the early 1900s. By 1910, the Haut-Sénégal-Niger colony had started exporting shelled kernels rather than whole nuts. This improvement led to an increase in kernel exports, from 25 tons in 1910 to 243 tons in 1911 (Perrot, 1915). Margarine manufacturers were the first outlet for shea exports (Péhaut, 1973). In the 1920s, irregularities in consignments and inconsistent product quality hindered expansion of the export market. After the Second World War, the main obstacles –high local consumption of shea, the low price for collectors and transport difficulties – remained, and shea exports dropped from 1947 to 1958 (Péhaut, 1973).

During this period, colonial trading firms often bartered local products for manufactured goods and salt. This exchange system relied on a hierarchical network of local trade posts working with local traders. CITEC, CFAO, CICA, CFCI and SCOA were the main colonial trading firms operating in the Republic of Upper-Volta²⁷ (according to our interviews and to archive data from Burkina Faso²⁸). It relied on old regional trading networks. It is probable that the pyramidal system of shea sourcing existed before the colonial era and was supported by colonial trading firms (Wardell and Fold, 2013). During this early period, Voltaic wholesalers were not, however, at the head of the regional chain.

b. 1956-1984: STATE REGULATION

In 1956, to put an end to marked fluctuations in shea prices French West Africa (AOF) created a price stabilization fund (*caisse de stabilisation des prix*) but low shea production in the late 1950s counteracted these endeavors and the fund was liquidated in 1959 (Péhaut, 1973). In the aftermath of independence, another attempt based on the former Stabilization Fund was made by the new government of the Republic of Upper-Volta to control the shea nut value chain. In 1960, a marketing board (OFCOM, *office de commercialisation des produits*) and in 1964 a stabilization fund (the CSPPA, *Caisse de stabilisation des prix des produits agricoles*) were created²⁹. The aim of these parastatal firms was to guarantee maximum exports³⁰. In the 1960s and 1970s, OFCOM and CSPPA set the prices to be paid to the producer and the entire costs and margin of traders. They also provided authorization to traders.

²⁷ Previously called Republic of Upper Volta, the country was renamed Burkina Faso in 1984 by President Thomas Sankara.

²⁸ Archive document from the National Archive Center of Ouagadougou, class number 17V104: Letter from Bernard Drissa Boni, president of the central council of the OFCOM, to the heads of administrative constituencies, November 4, 1962.

²⁹ Decree No 506/PRES/MFAEP/AE of December 28, 1960 on the organization of the OFCOM (*décret fixant l'organisation de l'office de commercialisation des produits de Haute-Volta*), and decree No. 081/PRES/CIM/DCI of February 4, 1964 creating the CSPPA (*décret portant création d'une Caisse de Stabilisation des Prix de la Haute-Volta*).

³⁰ Archive document from the National Archive Center of Ouagadougou, class number 17V104: Letter from Bernard Drissa Boni, Minister of Trade, Industry, Economic Affairs and Mining, to divisional commanders, January 7, 1963.

The CSPPA supply system relied on the supply organization established by the colonial trading firms. Registered traders working with a hierarchical network of retailers supplied the CSPPA³¹. According to a former CSPPA civil servant who had become a traders' representative, up to 150 traders were authorized by the CSPPA, among whom 15 were able to export large quantities of shea. But despite the country's independence, colonial trading firms were still powerful in the 1960s (OFCOM, 1965). As a result a group of 60 Voltaïc traders joined forces to form the GEX (Group of Exporters, *Groupement des EXportateurs*) with the aim of bypassing colonial trading firms and exporting directly (according to an interview with a former trader who belonged to GEX). New national trade firms supported by foreign firms gradually replaced the former colonial trading firms. By the mid-1970s, colonial trading firms had almost all withdrawn from shea trade in the Republic of Upper Volta. The summit of the pyramidal supply chain in western Upper Volta was subsequently controlled by wholesalers from Bobo-Dioulasso, the origin of the sourcing organization that remains today.

Controlling the supply chain of shea was not an easy task for parastatal organizations. In 1965, OFCOM noticed that many traders were functioning outside its formal authorization system and were paying prices above those they had set (OFCOM, 1965). It was acknowledged that the quality management system had failed. The premium from the bonus/penalty system based on quality criteria remained in the traders' pockets and did not reach producers. Although buying sesame and groundnuts became a parastatal monopoly in 1968, the government chose to let Voltaïc traders buy shea directly from the producers³². The monopoly of the CSPPA was further weakened in 1974. Traders were allowed to sell their surplus outside the CSPPA once their CSPPA quota had been filled. Traders' representatives also participated in price fixing and in monitoring the marketing activities of the CSPPA.

In the 1960s, cocoa butter equivalents were introduced and spread across the market. Until then, the main buyers had been Arhus United (Denmark) and Unilever (UK). According to Terpend (1982), this oligopoly locked the shea market in West Africa until the arrival of Japanese firms (Fuji Itoh and Mitsu Bishi) in the early 1960s³³. During this period, shea exporters in West Africa operated through representatives in the ports of Abidjan, Tema and Lomé, but not in the Republic of Upper Volta. According to our interviews, they relied on international and regional traders, such as Kagnassy, Kassardjian, AFRICO, and preferred to pay an additional margin rather than being involved in sourcing themselves.

³¹ Archive document from the National Archive Center of Ouagadougou, class number 17V104: Letter from B. Mathurin, head of administrative constituency of Tanguin-Dassouri division of Ouagadougou, to the Minister of Trade, Industry and Mining, January 14, 1964.

³² Archive document from the National Archive Center of Ouagadougou, class number 31V113: Report by the select committee after examination of the report of the working group on agriculture and trade concerning problems related to the marketing of cash crops in Upper-Volta (*Compte-rendu de la commission restreinte d'examen du rapport du groupe de travail agriculture/commerce sur les problèmes liés à la commercialisation des produits de rente en Haute-Volta*), June 7, 1968.

³³ Archive document from the National Archive Center of Ouagadougou, class number 1V477: Analysis of trade exchanges in Upper-Volta 1962-1963-1964 (*Analyse des échanges commerciaux de la Haute-Volta 1962-1963-1964*), undated.

Finally, CBE manufacturers had great leeway to maintain low prices, even in the period of state monopoly, since state prices were pegged to international prices. The network of traders created by colonial trading firms remained in place after the departure of the firms and the closer intervention of OFCOM and CSPPA. Throughout the 30 years of CSPPA efforts to control the chain, a small number of national and regional traders acquired the power to directly export their products, reinforcing the pyramidal system of supply. The CSPPA failed to control the prices fixed by the wholesalers, or their margins and organization, while the wholesalers took advantage of the funding provided by the CSPPA.

c. 1984-2003: THE "SANKARA CRISIS" AND THE LIBERALIZATION OF THE SHEA MARKET

The drop in cocoa prices in 1983-84 (Fold, 2001) had a negative effect on the CBE market since the CBE was no longer as financially attractive for chocolate manufacturers. As a result, in the second half of the 1980s, trade in shea slowed down. It was in this context that the revolutionary government of Thomas Sankara came to power and, in the hope of changing the rules of the aid and trade games, triggered a huge shea crisis: traders withdrew from the shea trade and no outlet was found for the accumulating stocks of shea nuts. Shea nuts of two or more marketing seasons were mixed and the quality of Burkinabe shea nuts dropped considerably. Sankara's government decided to burn the shea stock to restore international traders' confidence in Burkinabe shea nuts³⁴. The government paid for the burnt stock but at low prices, and traders suffered major losses. Confidence was not restored and in the following years the market remained depressed.

The crisis resulted in the bankruptcy of the CSPPA, which stopped buying shea nuts. The state regulation of the shea value chain collapsed six years before official liberalization. According to our interviews with traders, the shea crisis at this period had at least three effects on the national value chain:

- New wholesalers, but with the new ones coming from the same families: with their losses, some stopped, others handed over their businesses to the next generation in their families;
- Disorganization of the supply chain: with the depressed market for shea nuts, Burkinabe traders had difficulty reaching exporters and attempts at smuggling shea were unsuccessful;
- Traders diversified toward sesame and, to a lesser extent, cashew nuts; hence, the relative importance of shea in the regional trader's activities decreased.

³⁴ The drivers of the crisis are uncertain. Archived data from the Sankara revolution have been destroyed. According to our interviews, it appears that several aspects may explain what happened. First, the government may have wanted to reallocate shea nuts stocked by forwarders as part of the self-sufficiency program. Several traders state that their stocks of nuts were requisitioned to supply national crushing plants. In addition, it seems likely that Sankara tried to impose better conditions on the national shea trade and that CBE manufacturers preferred to withdraw. Moreover, the last director of the CSPPA before the Sankara takeover told us that the CSPPA had held speculative stocks of shea nuts whereas prices fell in 1984-85. Finally, bad stocks of shea nuts were burnt in 1987 to restore buyer confidence.

Two international traders, Olam and Kagnassy (L'Aiglon Holding SA), entered the fray offered by the liberalization process and the disorganization of the value chain. According to a former Olam manager in Burkina Faso, Olam managed to become a key trader between regional and national wholesalers and the (then) final buyers, that is to say Loders (Unilever group), Karlshamn AB, Aarhus United and Fuji³⁵. Olam, and to a lesser extent Kagnassy, leveraged the situation with high margins until 2003. Olam and Kagnassy relied on the same pyramidal system used by CSPPA and the colonial firms. The wholesalers' sourcing system recovered from the crisis with the arrival of Olam and Kagnassy, who relied on the system to source shea.

d. 2003-PRESENT: INVOLVEMENT OF CBE MANUFACTURERS IN SOURCING ACTIVITIES

The CBE market has experienced huge growth since the early 2000s. Exporters set up in the shea-producing region, particularly in western Burkina Faso with the desire to reduce the number of middlemen in the chain and the traders' margin. They also sought to better control the supply. According to Fold (2000), CBE manufacturers wanted to maximize performance of the sourcing of shea because the margins of their other activities had been reduced. According to our interviews, they apparently noticed that the market was not as sensitive to price fluctuations as they thought it should be. Increasing the price was not synonymous with increased amounts of shea nuts sold because traders in the first stages of the chain, the wholesalers, kept the increase for themselves. As the increase in price did not reach the farmers, it was not an incentive for them to collect more shea nuts. To acquire better control of the market, CBE manufacturers set up in West Africa. They deposed Olam and worked directly with national and regional wholesalers.

Instead of decreasing the size of the pyramid to better control production quality and prices, as they had expected upon arrival, CBE manufacturers strengthened the pyramidal network controlled by the wholesalers. With the increase in the price of shea nuts and the arrival of several CBE manufacturers, many new actors entered the shea nut value chain. Ghanaian and Indian traders came to Burkina Faso to smuggle or simply to buy shea nuts without formal contractual agreements. The changing context and the new rule of trade with CBE manufacturers upset long-established shea traders. Margins in the shea trade changed. According to a trader who began to trade shea nuts in the 1970s, margins have decreased from 15% to 3-4% while the amount of shea traded has increased. As a consequence, the wholesalers' network of traders became less stable since wholesalers were working with new traders but trusted them less. The arrival of CBE manufacturers reshuffled the hierarchical order between wholesalers. Some long-standing traders were edged out but others managed to continue under these new conditions. CBE manufacturers mainly strengthened the vantage point of wholesalers who were already working directly with international traders (Olam, Kagnassy) but they also empowered some other wholesalers. Nevertheless, the wholesalers who now enjoy a privileged

³⁵ Archive document from the National Archive Center of Ouagadougou, class number 11V91: Sub-regional workshop in Abidjan on the topic: 'Production, processing and industrial use of the shea nut value chain in the West African sub-region (atelier sous régional à Abidjan sur le thème: production, transformation et valorisation industrielle de la filière amandes de karité dans la sous région ouest africaine)', 1995.

position in the supply chain are not newcomers. They belong to old regional traders' families who used to work with powerful wholesalers, but at a lower level. Finally, the pyramidal supply chain of shea survived the upheaval of shea globalization. The same organization of sourcing controlled by wholesalers in Bobo-Dioulasso during the colonial period continues today.

3. NEW POSITIONING OF WHOLESALERS AND CBE MANUFACTURERS

Based on our interviews with exporters, IOI Loders Croklaan and AAK³⁶ have tried to bypass wholesalers and the multi-level middlemen in their system and work directly with women's groups. In the direct procurement systems implemented by the two firms, the stated objectives are to ensure higher prices to collectors, to avoid speculation and to control quality and traceability. At the same time, purchasing nuts directly from women is viewed as a cost-reduction opportunity for exporters. Direct sourcing is intended by CBE manufacturers to be a win-win situation: women would receive a higher price for shea (pocketing part of the former middlemen's margin) and exporters would pay less than the wholesaler's price since the total margin was reduced. Other incentives have led CBE manufacturers to set up an alternative shea supply. It appears that AAK is doing so to fulfill its own standards or the private standards of specific customers in the cosmetics industry. It does not appear that IOI Loders Croklaan's decision to work with women's groups and oblige its wholesalers do so, is in response to customers' requirements. Rather, they may want to ensure their own sustainability (corporate social responsibility) which is an implicit but critical requirement to work with large agrifood industries. Still, despite our limited access to the CBE manufacturers' strategy, we are in a position to state that the two systems of direct sourcing likely account for only a small amount of shea compared to the "classic" system, perhaps no more than 5 or 10% of their total purchase of shea nuts in western Burkina Faso. Our fieldwork leads us to conclude that CBE manufacturers cannot obtain better final prices for shea through their direct sourcing than those offered by wholesalers, although they may be able to purchase better quality shea nuts. Women's groups seek a premium price for getting involved in alternative marketing systems. Moreover, in this supply system, CBE manufacturers have additional costs of leadership, management and logistics. In light of this information, it appears that direct supply is costly and not very efficient. To date no exporters have succeeded in buying large amounts of shea through this system and still rely to a great extent on the wholesalers' supply chain.

Wholesalers still take advantage of their relationships with global exporters, as it is the only way to gain access to funding, although they try not to become captives of this system. Wholesalers and their networks can bypass exporters. As can be seen in figure 4 most of the traders work with several buyers. Shea traders speculate on shea using stocks they purchased with their own capital. They also manage to sell shea on the "black market" (*le marché noir*, which in this case is not illegal trade, but refers to trade without a contract), which pays a better price. They smuggle

³⁶ Aarhus United and Karlshamns AB were merged in 2005 to become AAK.

shea into Ghana where prices are higher. It is likely that wholesalers are not in an exclusive relationship with CBE manufacturers despite the efforts of CBE manufacturers.

Finally, although CBE manufacturers maintain exclusive control over shea nut outlets and have bypassed international traders acting as middlemen in order to ensure hands-on management of the supply chain, wholesalers have succeeded in maintaining their position as unavoidable key players in the shea supply chain at the regional scale. Like colonial traders and the state marketing board after them, CBE manufacturers have been forced to rely on this oligarchy of wholesalers and their networks, despite their claims that their arrival in Bobo-Dioulasso gives them better control of the trade and of funding flows to the rural poor.

V. ANALYZING THE CONTINUITY OF THE WHOLESALERS' SUPPLY SYSTEM

How have wholesalers been able to maintain their position over time? We contend that wholesalers control the specificity of the shea value chain in western Burkina Faso. The organization they built has solved coordination problems in the shea chain in an efficient way to enable them to maintain their position in the value chain.

1. COORDINATION PROBLEMS AND TRANSACTION COSTS OF THE SHEA NUT SUPPLY CHAIN

To analyze the organization of the shea chain and its coordination issues, we examined the transaction costs of the chain with the aim of (i) identifying the specificity of the existing value chain and (ii) comparing these costs with those of possible alternative shea chains. We define transaction costs as “the resource costs of maintaining and operating the institutional framework associated with capturing the gains from trade” (Allen, 2000; Wallis & North, 1986). Transaction costs vary depending on the uncertainty of the transaction, the frequency of the transaction and asset specificity, i.e. investments that are specific to the product (Williamson, 1979). The latter is critical: the more specific the asset, the more the buyer is locked into the transaction through specific investments (Williamson, 1981). Transaction costs also arise from coordination problems, defined as the problem of integrating the separate efforts of many individuals (Grant, 2002).

a. CHARACTERIZING TRANSACTION COSTS IN THE SHEA VALUE CHAIN

As observed by Barrett (1997) and Fafchamps & Minten (2001), coordination problems and hence transaction costs are high in agricultural trade in Africa. The smallholder cropping system is characterized by atomicity of supply, small transactions, the long distances between sellers and buyers – compounded by poor quality roads – and the difficulties of enforcing formal

contracts with smallholders. The shea nut chain shares similar features. Shea production mainly belongs to the peasant economy. In the shea production area in Burkina Faso, virtually every rural household can collect and sell shea. A recent survey in two rural shea producing areas showed that 94% of households collect shea nuts and 59% sell them (Pouliot, 2012). Research in Mali has also demonstrated the significance of shea nuts to household incomes controlled by women representing more than half of all incomes (Becker, 2001). In contrast to cocoa or coffee growers, shea collectors are not well organized. Groups are mainly women who simply join forces to process and sell shea butter or soap. Collecting and selling raw nuts is still conducted by individuals or families, predominantly by women. This distinctive feature of the shea production system is a serious challenge for the supply chain: to meet the logistic challenges of bundling atomized production across large rural areas.

Another huge coordination problem that is specific to the shea value chain is the variability of shea production. The year-to-year yield of shea trees is irregular (Desmarest, 1958). In the same year, production can be unevenly distributed between areas. Traders have to be able to source shea yearly in different areas depending on production.

The pyramidal supply chain is designed to tackle these problems of producer atomicity and yield variability: the system allows shea nuts from large areas to be bundled, each trader bundles the shea at his/her own level. In light of our interviews, it is likely that local traders represent several thousand people and that, through the pyramidal system, shea can be sourced almost everywhere. However, to be fully operational, this supply system requires cash. Traders cannot wait to be paid. They have to buy shea throughout the marketing period with no interruption due to the volume of the shea market. The pre-financing system works only if any risk of mistrust in the network can be overcome. The risk of mistrust thus represents another major coordination problem.

The need for local knowledge of units of sale is also a coordination problem that is specific to the shea chain (Fold, 2008, p. 114). Shea nuts are primarily bought in volume units: boxes, '*yoruba*' or '*cocotassa*', depending on the region. When the transactions take place in provincial towns, traders usually buy shea by the kilogram. Traders must have a good knowledge of volume equivalents in weight as their margin relies on this knowledge. In addition, shea nuts lose weight while drying. At the beginning of the marketing period they are still moist, but they can lose up to 20% of their weight during drying. Traders must also be able to judge the quality of the nuts to adjust the price they pay based on the moisture content of the product.

According to Laan (1993), shea nuts represent an "entire channel crop". "Entire channel crop" is a trans-oceanic export crop that has no well organized global market and only a quasi price, that is to say, only retrospective prices. This system can be contrasted with the "half-channel crop", which is a trans-oceanic export crop divided between auction crops (tea, tobacco, etc.) and exchange crops (cocoa, coffee, etc.), which have price quotations and well organized global markets. In a half-channel crop, exporters do not need to control the entire chain. They can rely

on market institutions to buy crops (Laan, 1993). Entire channel crops involve more transaction costs than half-channel crops because the supply chain to be controlled and managed is longer.

To sum up, the shea value chain is characterized by high transaction costs. Even if asset specificity is low (raw nuts, no need for high specific investment), shea nut transactions are highly uncertain (no global market, high yield variability and risk of mistrust) and distinguished by their high frequency (atomicity of producers and small transactions).

b. EXAMINING ALTERNATIVE ORGANIZATIONS OF THE SHEA NUT CHAIN

To compare two alternative organizations with the existing chain, we investigated vertical integration and direct purchase in order. Direct control of production, which exists in the banana value chain where exporters are involved in production in a vertical integration model (Laan, 1993; Vagneron & Roquigny, 2011), is neither realistic nor likely to be profitable. There are no shea plantations in existing agrarian systems. Although shea plantations are technically possible, shea seeds are recalcitrant and the shea tree is a slow-growing tree with highly variable yields. Under natural conditions, the tree begins to bear at age 20, and full production is reached at age 40 or 50 (Sanou et al., 2004). This is a major disincentive for farmers to plant it. Grafting can make trees fruit younger but it has not yet been applied at a large scale (Sanou et al., 2004) and requires plantlets that will often have to survive high livestock pressure. Another critical factor is the complex bundle of rights to shea trees as distinct from rights to the land on which shea trees grow (Fortmann, 1985). In Burkina Faso, rights to shea trees and to land are distinct but intertwined. Access to shea fruits may be open in some extent in bushes and fallows; in the cultivated area, it may be shared between the landowner and the farmer who has use of the land or restricted to the landowner (Augusseau, Nikiéma, & Torquebiau, 2006; Elias, 2010). Pressure on shea harvesting triggers change in access to shea toward more restriction to some social groups and especially migrants (Benjaminsen, 2002; Elias, 2010). As establishing plantations of shea trees may require new institutional tenure arrangements (Berry, 1988), planting shea is not yet part of existing agrarian systems; it raises problem of land tenure and involves the question of social justice. For all these reasons, it would be expensive and risky for CBE manufacturers to invest in shea plantations in the present conditions. It would lock them into the shea business for a long period of time whereas shea profitability depends upon the (more) volatile cocoa butter market (Fold, 2008, p. 111).

Direct procurement of shea nuts from small-scale farmers is another possible alternative. As discussed above (section 4, part c), the direct supply of shea is relatively costly and inefficient. GVC analyses have shown that the trend toward a buyer-driven global value chain appears with higher quality standards, timeframes for delivery, volumes and perhaps also social and environmental certification and more control of the supply chain, either by vertical integration or by direct procurement (Fold & Larsen, 2008; Gibbon & Ponte, 2005; Riisgaard, 2009). This change in the organization of the supply chain has already been reported, for instance, in fresh produce value chains in East Africa (Barrientos, Dolan, & Tallontire, 2003; Dolan & Humphrey, 2000; Jensen, 2008), the palm oil chain in Ghana (Fold, 2008), the global coffee chain (Ponte,

2001) and the citrus value chain in South Africa (Mather & Greenberg, 2003). Quality monitoring and private standards are key factors in the restructuring of the chains. Since 2008, AAK has started to trade in Green Palm Certificates linked to RSPO, although shea continues to remain outside all such voluntary certification systems. Moreover, in the agrifood shea chain, quality is not an issue. CBE manufacturers interviewed in West Africa stated that quality of raw nuts is not critical for their industry and that there is no advantage in paying a premium for top quality shea nuts. Current quality is sufficient: traders have minimum quality requirements (6-8% moisture, 5-8% free fatty acid, 47-48% oil content) and CBE manufacturers use advanced technology to deal with low quality nuts. CBE manufacturers are trying to develop direct procurement mainly for the cosmetics industry where some strict standards apply although this segment represents less than 10 per cent of the global shea trade.

Alternatives to the pyramidal supply chain controlled by wholesalers are thus costly and risky under present conditions, given the specificity of the production structure of shea nuts and the market requirements of CBE manufacturers.

2. WHOLESALERS SUCCESSFULLY TACKLE COORDINATION PROBLEMS

In contrast, the network trading developed by wholesalers satisfactorily solves the problem of coordination in the shea chain and lowers the transaction costs. This probably explains their long-standing key position in the shea value chain in western Burkina Faso. Coordination problems are tackled by wholesalers through the market institution they have built: network trading. The network appears to be their best asset to control their numerous suppliers and deal with the risk of mistrust. Trust is a powerful way to prevent free-riding, to reduce uncertainty, and to establish common values and shared goals between partners (Ménard, 2010, p. 33-34). To ensure relations based on trust their trade networks are based on relatives and distant kinships. Kinship networks are an essential resource since they enable wholesalers to control a large number of traders. As one trader put it: "it is the strength of the network that makes a trader powerful." Younger brothers, sons, cousins or other relatives are sent to rural towns to manage local networks. They provide pre-financing to local traders, obtain the corresponding amount of shea and convey it to the parent company in Bobo-Dioulasso. It is very likely that traders prefer to rely on other traders of the same geographical origin. Table 11 shows that autochthones are more likely to trade smaller volumes of shea than Mossi traders, who are considered to be migrants. They may think that other Mossi traders will act according to shared cultural rules. Moreover, Mossi shea traders share the same religion, Islam. It is likely that sharing Islam is another safeguard for traders, religion acting as a trade code of ethics (Grégoire & Labazée, 1993; Lambert & Egg, 1994). The social homogeneity of traders may also be explained by the way traders are renewed: through co-optation and nepotism within the networks of traders, as shown by Fafchamps (2001).

Distribution of traders according to the volume (V) of shea nuts in tons for the marketing year 2012-2013, and origin – 154 traders, Pearson's Chi-squared test: X-squared = 6.3326, df = 2, p-value = 0.04216				
	0 <V< 40	44 <V< 245	V > 250	Total
Autochthones	49%	30%	21%	100%
Migrants	32%	30%	38%	100%
Total	37%	30%	33%	100%

Distribution of the traders according to the volume (V) of shea nuts in tons for the marketing year 2012-2013, and type of network (inherited or not) – 116 traders, Pearson's Chi-squared test: X-squared = 7.9725, df = 2, p-value = 0.01857				
	0 <V< 40	44 <V< 245	V > 250	Total
Old network	24%	34%	42%	100%
New trader	50%	23%	28%	100%
Total	33%	30%	37%	100%

Table 11. Descriptive statistics, traders of shea nuts in western Burkina Faso, marketing year 2012-2013. (source: author's survey, 2013)

The age of the network is another factor that helps avoid mistrust between traders. Old networks are stronger because they have been tried and tested over time. Traders who could not be trusted have been rejected. Traders' relatives are strongly rooted in local areas. Old networks are an important asset for wholesalers. The inheritance of the shea trade and trade network is made possible by training young men in the family. They learn the job "in the field" by purchasing nuts at the base of the pyramid. Then, more experienced men begin to manage small local supply networks before being entitled to set up independent businesses and possibly inherit the parental trading company. Table 11 also shows that traders who inherit the trading network from their families are likely to have a larger trading capacity than new traders. This result is in agreement with that of Fafchamps & Minten (2001), who showed that traders' social capital has a positive influence on trader performance by reducing transaction costs.

In addition, it appears that stronger networks are also based on territorial links. Traders have better control over their home district, where they are well known, even in the case of Mossi traders. They are still viewed as migrants even two or three generations after settling in the western part of Burkina Faso. As a trader told us "if you go to your home village, traders will prefer to sell shea nuts to you rather than to foreigners, for the same price." Network trading is thus an efficient way of dealing with a major coordination problem, the risk of mistrust in the pre-financing operation.

The organization of the trade gives traders another advantage, which, as mentioned above, is learning by doing. This type of training allows the transfer of "tacit knowledge" (Pecqueur, 2006; Polanyi, 1967). This means their trade skills and knowledge are not learned from books or at school, but rather through learning by doing. In order to transfer tacit knowledge, inter-firm relationships are crucial, or, in our case, intra-family trade relationships (Giuliani, Pietrobelli, & Rabellotti, 2005). Our interviews showed that it is not unusual for even an experienced wholesaler to suffer a loss in certain transactions. Wholesalers contend that a minimum of three years training is needed to understand how the shea market works. Young traders learn how to convert a price in volume into a price in weight by doing it, to know how a market price develops and when prices become remunerative depending on moisture content and anticipated

weight loss, how to judge transport costs, and how to set incentive commissions for lower traders. Hence, wholesalers reduce the importance of another coordination problem, the lack of information on quantity, quality and prices of shea nuts, by establishing a common language and knowledge between traders (Lorenzen & Foss, 2003).

Large networks throughout western Burkina Faso make it possible for wholesalers to purchase shea nuts where the yield is high. In the early stages of the season, they use their young relatives in the field and the traders in their network to identify areas where the yield is expected to be high and then focus their efforts on these areas.

The organizational structures of West and East African grain value chains are similar to those of shea (Galtier, 2002; Lambert and Egg, 1994; Sitko & Jayne, 2014). The efficiency of the organization of transactions, such as network trading within the shea value chain, must be assessed with respect to the coordination problems it overcomes (Galtier, 2002; Gereffi et al., 2005). Network trading, as developed by wholesalers, appears to be the most efficient institution for the shea trade and similar trades today.

3. HORIZONTAL ORGANIZATION OF SHEA TRADERS

Cooperation among wholesalers (at the top of the pyramid) makes it possible to maintain wholesaler supply chain organization. Tacit knowledge acts as a rule for cooperation within the group and thus prevents opportunistic behavior (Lorenzen & Foss, 2003). Wholesalers use tacit knowledge as a smooth barrier to entry into the cluster. It also enables them to develop horizontal cooperation among themselves. They are organized in trade organizations more or less according to their final buyers (AAK vs. IOI Loders Crokiaan) and in federations at the national level (TFK – *Table Filière Karité*). Through the TFK, they lobby the government and CBE manufacturers. They recently lobbied to stop foreign traders from buying shea at the farm-gate level. This effort has, up to now, remained unsuccessful. They are also trying to get the TKF recognized as an *interprofession*, that is to say, the only professional organization of the shea value chain recognized by the State and entitled to create and collect a tax linked to the shea trade. They are also capable of setting prices among themselves to ensure their margins. For example, in August 2013, they blocked an increase in prices. CBE manufacturers had not increased their purchasing prices and at the local level farmers wanted to sell at higher prices. Wholesalers found themselves in the difficult position of facing reduced margins. They agreed on a lower purchasing price. Their horizontal coordination is thus part of their strength. It appears to be an efficient way of socially reproducing the wholesaler's dominant position within the shea nut supply chain in western Burkina Faso.

VI. DISCUSSION: STABILITY OF THE WHOLESALERS' SUPPLY SYSTEM

1. VERTICAL COORDINATION OF THE SHEA VALUE CHAIN

The vertical coordination of the shea value chain is complex and unique. Vertical coordination appears when the transaction costs are too high for market controlled coordination and too low for vertical integration (Humphrey & Schmitz, 2001). Shea nut transactions are mostly conducted through contracts between CBE manufacturers and selected wholesalers and through network trading between traders. As for other value chain analysis (Ivarsson & Alvstam, 2010), the shea value chain do not fall obviously in one of the types of governance developed in the GVC literature. Nevertheless, the typology defined by Gereffi et al. (2005) help to understand the vertical coordination of the shea value chain. It is situated between the relational value chain and the captive value chain. The shea value chain can be seen as a network built up over time, based on complex interactions and trust, with some mutual dependence between buyers and sellers, as in the relational value chain. Yet, suppliers are also dependant on larger buyers, the CBE manufacturers, as in the captive value chain type of vertical coordination. Shea traders and CBE manufacturers are situated between mutual dependence and a leader-captive relationship. Although CBE manufacturers set up contract with suppliers and define quantities and prices, shea traders are unavoidable because they control the up-stream supply chain. As stressed by Morris & Staritz (2014) in the apparel industry in Madagascar, the local embeddedness of the shea GVC matters when analyzing its distinctive features. Despite the attempt by the CBE manufacturers to introduce strong vertical coordination, local wholesalers have been able to maintain their position and to keep some power in their relations with CBE manufacturers.

2. STABILITY OF WHOLESALERS' SUPPLY SYSTEM

The reason for the resilience of the wholesalers' supply chain over time is twofold: their strong and efficient coordination and the absence of satisfactory alternatives.

First, wholesalers and their networks appear to play a useful role in the shea value chain. In spite of their limited role in speculation, each trader has a useful function in the chain in collecting and bundling shea nuts and thus creating added value at local and regional levels. Sharing fair margins may be seen as supporting evidence for the relevance of the wholesalers' supply network. Their relevance and their usefulness in the chain have certainly helped them to maintain their position. Up to now, they have solved the coordination problems of the chain efficiently enough to maintain their power over the supply chain. Our results show that it may have been the high transaction costs of the shea value chain that allowed the wholesalers to control the supply chain.

The wholesalers' strategy, their skills, and their distinctive features, i.e. involving their family and maintaining territorial links, facilitated the development of a horizontal organization very similar to clusters (McCormick, 1999; Porter, 2000). Shea traders are long-standing traders in Bobo-Dioulasso, which has been a regional hub for the shea trade since before colonial times. Most shea wholesalers (51% of traders we interviewed in Bobo-Dioulasso) are settled in a Bobo-Dioulasso neighborhood named "diaradougou". An even closer resemblance to clusters can be seen if, like Pecqueur (2006), we consider that clusters value hidden resources linked to spatial particularities and human groups: more than capital, work, or raw materials, clusters value a local culture, cognitive learning and training. As we have seen, cognitive coordination is one of the strategic assets wholesalers use to reinforce trust and information sharing among themselves. Figure 4 shows that traders cooperate horizontally. The networks of transactions are intertwined. According to Lorenzen & Foss (2003), clusters facilitate vertical and horizontal coordination, thereby explaining the longevity of wholesaler supply systems. This double organization appears to be a successful local means for the regional supply system to cope with globalization processes.

The second explanation for the wholesalers' control of the supply chain could be the failure of the alternative supply solutions tried by CBE manufacturers, or the lack of new alternatives. As demonstrated, vertical integration is neither realistic nor would it be profitable. Quality requirements for shea nut transactions are low and voluntary standards have not been introduced for shea nuts, whereas elsewhere, they are key drivers of the restructuring of value chains toward more direct sourcing of other commodities (Fold & Larsen, 2008; Gibbon & Ponte, 2005; Riisgaard, 2009). This is also the case in the cosmetic segment of the shea value chain where quality requirements have changed in line with the interests of branded manufacturers including L'Occitane, The Body Shop and L'Oréal. Certification has become a way to differentiate products and justify premium prices. Branded manufacturers purchase shea butter directly from women's groups or work with manufacturers whose source of shea nuts is from women's groups. The organization of the value chain is experiencing rapid change. In the shea value chain for CBE, at the global scale, the leading firms have not changed, nor have their buyers or quality requirements. Shea is still completely invisible to consumers and is of little interest to the final buyers (branded manufacturers) (Fold, 2008). Thus, product differentiation according to origin or quality and certification has not been applied in the agrifood shea value chain.

The wholesalers' organization of the shea trade has proven useful, efficient and stable because it resolves specific coordination problems and facilitates the development of horizontal coordination links. Still, one may question the longevity of such an organization. To what extent could the conditions that allow wholesalers to maintain control over the chain shift? Their organization has proved to be resilient up to now. So far, due to the shea tree ecology and the complexity of land and tree tenure, it is difficult to imagine industrial-scale plantations of shea trees will threaten the wholesalers' organization in the medium term. If changes do occur, they are more likely to affect the visibility of shea and certification and standards. Up to now, shea

butter products are hidden behind the term “vegetable oils”. By the end of 2014, the EU will require mandatory labeling of what type vegetable oil is used in agro-food products³⁷. Consequences for the shea agrifood value chain are difficult to foresee. If mandatory labeling implies stricter social and environmental requirements by the final buyers, it may also entail a shift in the organization of the shea value chain. Is the wholesalers’ organization sufficiently resilient to support a change of this kind? Wholesalers are worried about the possible generalization of the model value chain developed by the cosmetics industry that bypasses them to directly empower women. Even though the generalization of this model to the entire shea value chain would be costly, our interviews showed that wholesalers are lobbying to maintain their positions in the future.

VII. CONCLUSION

The globalization of the shea value chain has influenced both the volume and price of shea nut exports in the past fifteen years. However, the organization of the shea value chain at the regional level has been maintained. For more than 50 years, a handful of wholesalers have controlled the multilevel networks of local shea nut traders. We contend that international traders and manufacturers have not succeeded in gaining control over the upstream supply chain of shea nuts due to the inherent features of the shea nut supply. We have demonstrated that wholesalers may have survived the upheavals of the globalization process by being organized in a way that enables them to overcome the main coordination problems of the shea supply chain. Their prolonged existence relies on two forms of cooperation: vertical cooperation within each individual wholesaler’s network and horizontal cooperation between wholesalers, the central nodes of the networks. The lack of efficient alternative organizations and the unchanged low quality requirements for shea nuts have also facilitated the maintenance of this organization.

From a development perspective, whereas the government and NGOs are focusing most of their actions on the women’s groups who produce shea butter and on certification for niche markets (the cosmetics segment), the most important stakes in terms of development and poverty alleviation are in the raw shea nut chain for the agrifood market, where the producers are predominantly individual women members of the rural poor. This study provides development stakeholders with key insights into the structure and the governance of the shea value chain that targets agrifood industries. Our findings suggest that the traders who are situated between farmers and exporters cannot be simply seen as free riders. They are useful and relevant players in the shea value chain, and create value at both local and national levels. As a consequence, the role of wholesalers in the functioning of the chain and the empowerment of the rural poor needs to be reassessed. Industries and NGOs involved in the shea trade should consider traders and

³⁷ EU regulation n°1169/2011 on vegetable oil labeling will apply from December 13, 2014.

their political and social role more carefully. Trying to bypass them even if with the laudable goal of empowering marginal social groups entails a risk of excluding other rural poor who rely on their income from shea.

From a theoretical point of view, this study contributes to the recent debates regarding governance of global value chains. The shea value chain is a counter-example of the trend toward more buyer-driven value chains. Although CBE manufacturers, in the role of leading firms, have controlled the manufacturing process and the downstream part of the value chain while controlling prices and margins, wholesalers have maintained a grip on the upstream shea value chain. This finding is significant because it shows that national upstream actors, such as traders, may be powerful when confronting transnational companies. The distinctive features and the specific coordination problems of the value chain help understand the organization of the chain. Our findings support the argument that the global value chain approach would gain from being better integrated in the transaction costs theory.

VIII. REFERENCES

- Allen, D. W. (2000). Transaction costs. In B. Bouckaert & G. De Geest, *Encyclopedia of Law and Economics. The History and Methodology of Law and Economics* (Vol. 1, p. 893-926). Cheltenham, UK; Northampton, MA: Edward Elgar Pub.
- Augusseau, X., Nikiéma, P., & Torquebiau, E. (2006). Tree Biodiversity, Land Dynamics and Farmers' Strategies on the Agricultural Frontier of Southwestern Burkina Faso. *Biodiversity & Conservation*, 15(2), 613-630. doi:10.1007/s10531-005-2090-8
- Barrett, C. B. (1997). Food marketing liberalization and trader entry: Evidence from Madagascar. *World Development*, 25(5), 763-777. doi:10.1016/S0305-750X(96)00132-5
- Barrientos, S., Dolan, C., & Tallontire, A. (2003). A Gendered Value Chain Approach to Codes of Conduct in African Horticulture. *World Development*, 31(9), 1511-1526. doi:10.1016/S0305-750X(03)00110-4
- Becker, L.C. (2001). Seeing Green in Mali's Woods: Colonial Legacy, Forest Use and Local Control. *Annals of the Association of American Geographers*, 91(3), 504-526. doi:10.1111/0004-5608.00256
- Benjaminsen, T. A. (2002). Enclosing the land: Cotton, population growth and tenure in Mali. *Norsk Geografisk Tidsskrift - Norwegian Journal of Geography*, 56(1), 1-9. doi:10.1080/002919502317325722
- Berry, S. (1988). Property rights and rural resource management: the case of tree crops in West Africa. *Cahiers Des Sciences Humaines*, 24(1), 3-16.
- Boffa, J.-M. (1999). *Agroforestry Parklands in Sub-Saharan Africa*. Rome: FAO. Retrieved from <http://www.fao.org/docrep/005/X3940E/X3940E00.HTM>
- Chalfin, B. (2004). *Shea Butter Republic: State Power, Global Markets, and the Making of an Indigenous Commodity*. New York: Routledge.
- Chevalier, A. (1946). *L'arbre à beurre d'Afrique et l'avenir de sa culture*. Oléagineux, (1), 7-11.
- Crélerot, F. (1995). Importance of shea nuts for women's activities and young child nutrition in Burkina Faso: the case of the Lobi. PhD Thesis, University of Wisconsin-Madison.
- Daviron, B., & Gibbon, P. (2002). Global Commodity Chains and African Export Agriculture. *Journal of Agrarian Change*, 2(2), 137-161. doi:10.1111/1471-0366.00028
- Desmarest, J. (1958). Observations sur la population de karités de Niangoloko de 1953 à 1957. *Oléagineux*, (5), 449-455.
- Dolan, C., & Humphrey, J. (2000). Governance and Trade in Fresh Vegetables: The Impact of UK Supermarkets on the African Horticulture

- Industry. *Journal of Development Studies*, 37(2), 147-176. doi:10.1080/713600072
- Elias, M. (2010). *Transforming Nature's Subsidy: Global Markets, Burkinabè Women and African Shea Butter*. McGill University, Montréal, Québec. Consulté à l'adresse <http://www.collectionscanada.gc.ca/obj/theses/canada/vol2/QMM/TC-QMM-94971.pdf>
- Elias, M., & Carney, J. (2007). African shea butter: a feminized subsidy from nature. *Africa*, 77(1), 37-62. doi:<http://dx.doi.org/10.3366/afr.2007.77.1.37>
- Fafchamps, M. (2001). Networks, Communities and Markets in Sub-Saharan Africa: Implications for Firm Growth and Investment. *Journal of African Economics*, 10(90002), 109-142. doi:10.1093/jae/10.Suppl2.109
- Fafchamps, M., & Minten, B. (2001). Social capital and agricultural trade. *American Journal of Agricultural Economics*, 83(3), 680-685.
- Fischer, C., Kleinn, C., Fehrmann, L., Fuchs, H., & Panferov, O. (2011). A national level forest resource assessment for Burkina Faso – A field based forest inventory in a semiarid environment combining small sample size with large observation plots. *Forest Ecology and Management*, 262(8), 1532-1540. doi:10.1016/j.foreco.2011.07.001
- Fold, N. (2000). A matter of good taste? Quality and the construction of standards for chocolate products in the European Union. *Cahiers d'économie et sociologie rurales*, (55/56), 91-110.
- Fold, N. (2001). Restructuring of the European chocolate industry and its impact on cocoa production in West Africa. *Journal of Economic Geography*, 1(4), 405-420. doi:10.1093/jeg/1.4.405
- Fold, N. (2008). Transnational Sourcing Practices in Ghana's Perennial Crop Sectors. *Journal of Agrarian Change*, 8(1), 94-122. doi:10.1111/j.1471-0366.2007.00164.x
- Fold, N., & Larsen, M. N. (2008). *Globalization and restructuring of African commodity flows*. Stockholm: Nordiska Afrikainstitutet.
- Fortmann, L. (1985). The tree tenure factor in agroforestry with particular reference to Africa. *Agroforestry Systems*, 2(4), 229-251. doi:10.1007/BF00147036
- Galtier, F. (2002). *Information, institutions et efficacité des marchés. Analyse de trois filières céréalières d'Afrique de l'Ouest comme des « système de communication »*. PhD Thesis, ENAM, Montpellier, France.
- Gereffi, G., Humphrey, J., Kaplinsky, R., & Sturgeon, T. (2001). Introduction: Globalisation, Value Chains and Development. *IDS Bulletin*, 32(3), 14.
- Gereffi, G., Humphrey, J., & Sturgeon, T. (2005). The governance of global value chains. *Review of International Political Economy*, 12(1), 78-104. doi:10.1080/09692290500049805
- Gereffi, G., & Korzeniewicz, M. (1994). *Commodity Chains and Global Capitalism*. Westport: Praeger.
- Gibbon, P. (2001). Agro-Commodity Chains An Introduction. *IDS Bulletin*, 32(3), 60-68. doi:10.1111/j.1759-5436.2001.mp32003007.x
- Gibbon, P. (2003). Value-chain Governance, Public Regulation and Entry Barriers in the Global Fresh Fruit and Vegetable Chain into the EU. *Development Policy Review*, 21(5-6), 615-625. doi:10.1111/j.1467-8659.2003.00227.x
- Gibbon, P., & Ponte, S. (2005). *Trading Down: Africa, Value Chains, And The Global Economy*. Philadelphia: Temple University Press.
- Giuliani, E., Pietrobelli, C., & Rabellotti, R. (2005). Upgrading in Global Value Chains: Lessons from Latin American Clusters. *World Development*, 33(4), 549-573. doi:10.1016/j.worlddev.2005.01.002
- Grant, R. M. (2002). The knowledge-based view of the firm. In C. W. Choo & N. Bontis, *The Strategic Management of Intellectual Capital and Organizational Knowledge* (p. 133-148). New York: Oxford University Press.
- Grégoire, E., & Labazée, P. (Ed). (1993). *Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest: logiques et pratiques d'un groupe d'hommes d'affaires contemporains* (Vol. 1-1). Paris, France: Éd. Karthala, Éd. de l'ORSTOM.
- Held, D., McGrew, A.G., Goldblatt, D. and Perraton, G. (1999). *Global Transformations Politics, Economics and Culture*. Cambridge: Polity Press.
- Hopkins, A.G. (Ed), 2002. *Globalization in World History*. London: Pimlico.
- Humphrey, J., & Schmitz, H. (2001). Governance in Global Value Chains. *IDS Bulletin*, 32(3), 19-29. doi:10.1111/j.1759-5436.2001.mp32003003.x
- Ivarsson, I., & Alvstam, C. G. (2010). Supplier Upgrading in the Home-furnishing Value Chain: An Empirical Study of IKEA's Sourcing in China

- and South East Asia. *World Development*, 38(11), 1575-1587.
doi:10.1016/j.worlddev.2010.04.007
- Jensen, M. F. (2008). Changing Food Safety Requirements and the Export of Fresh Horticultural Products by Kenyan Smallholders. In N. Fold & M. N. Larsen, *Globalization and restructuring of African commodity flows*. Stockholm: Nordiska Afrikainstitutet.
- Laan, H. L. van der. (1993). Boosting Agricultural Exports? A « Marketing Channel » Perspective on an African Dilemma. *African Affairs*, 92(367), 173-201.
- Lambert, A., & Egg, J. (1994). Commerce, réseaux et marchés: l'approvisionnement en riz dans les pays de l'espace sénégalais. *Cahiers des sciences humaines*, 30(1-2), 229-254.
- Lamien, N., Sidibé, A., & Bayala, J. (1996). Use and commercialization of non-timber forest products in western Burkina Faso. In R. R. B. Leakey, A. B. Temu, M. Melnyk, & P. Vantomme (Éd.), (p. 51-64). Presented at International Conference on Domestication and Commercialization of Non-Timber Forest Products in Agroforestry Systems: Non wood forest products, Rome: FAO.
- Lorenzen, M., & Foss, N., J. (2003). Cognitive coordination, institutions and clusters: an exploratory discussion. In D. Fornahl & T. Brenner (Éd.), *Cooperation, Networks, and Institutions in Regional Innovation Systems* (p. 82-104). Edward Elgar Publishing.
- Lovett, P. N. (2004). *The shea butter value chain. Production, transformation and marketing in West Africa* (WATH Technical Report No. 2) (p. 52). WATH, USAID.
- Lovett, P. N., & Haq, N. (2000). Evidence for anthropic selection of the Sheanut tree (*Vitellaria paradoxa*). *Agroforestry Systems*, 48(3), 273-288. doi:10.1023/A:1006379217851
- Mather, C., & Greenberg, S. (2003). Market Liberalisation in Post-Apartheid South Africa: The Restructuring of Citrus Exports after « Deregulation ». *Journal of Southern African Studies*, 29(2), 393-412.
doi:10.1080/03057070306210
- Mccormick, D. (1999). African Enterprise Clusters and Industrialization: Theory and Reality. *World Development*, 27(9), 1531-1551.
doi:10.1016/S0305-750X(99)00074-1
- Ménard, C. (2010). Hybrid Modes of Organization. Alliances, Joint Ventures, Networks, and Other « Strange » Animals. Retrieved from <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00624291>
- Morris, M., & Staritz, C. (2014). Industrialization Trajectories in Madagascar's Export Apparel Industry: Ownership, Embeddedness, Markets, and Upgrading. *World Development*, 56, 243-257.
doi:10.1016/j.worlddev.2013.10.030
- Neumann, R. P., & Hirsch, E. (2000). Commercialisation of non-timber forest products: Review and analysis of research. Center for International Forestry Research. Retrieved from http://www.cifor.org/publications/pdf_files/mgntfp3.pdf
- OFCOM. (1965). *Rapport campagne 1964-1965 au 15 juin 1965*. Haute-Volta: Office de Commercialisation des Produits.
- Pecqueur, B. (2006). Le tournant territorial de l'économie globale. *Espaces et sociétés*, n° 124-125(2), 17-32. doi:10.3917/esp.124.0017
- Péhaut, Y. (1973). *Les oléagineux dans les pays d'Afrique occidentale associés au marché commun : la production, le commerce et la transformation des produits* (Thèse de doctorat). [s.n.], Bordeaux, France.
- Perrot, É. (1915). *Les grands produits végétaux des colonies françaises : état actuel, avenir*. (Exposition internationale du caoutchouc, Éd.) (Vol. 1-1). Paris: Emile Larose.
- Polanyi, M. (1967). *The Tacit Dimension*. N.Y.: Anchor Books.
- Ponte, S. (2001). *The 'Latte Revolution'? Winners and Losers in the Restructuring of the Global Coffee Marketing Chain* (CDR Working Paper No. 01.3) (p. 1-35). Copenhagen: CDR Working Paper.
- Porter, M. E. (2000). Location, Competition, and Economic Development: Local Clusters in a Global Economy. *Economic Development Quarterly*, 14(1), 15-34.
doi:10.1177/089124240001400105
- Pouliot, M. (2012). Contribution of « Women's Gold » to West African Livelihoods: The Case of Shea (*Vitellaria paradoxa*) in Burkina Faso. *Economic Botany*, 66(3), 237-248.
- Raikes, P., Friis Jensen, M., & Ponte, S. (2000). Global commodity chain analysis and the French filière approach: comparison and critique. *Economy and Society*, 29(3), 390-417.
doi:10.1080/03085140050084589
- Rammohan, K. T., & Sundaresan, R. (2003). Socially Embedding the Commodity Chain: An Exercise in Relation to Coir Yarn Spinning in

- Southern India. *World Development*, 31(5), 903-923. doi:10.1016/S0305-750X(03)00012-3
- Reynolds, N. (2010). *Investing in shea in West Africa. A U.S. Investor's Perspective* (WATH Technical Report No. 1) (p. 24). WATH, USAID.
- Riisgaard, L. (2009). Global Value Chains, Labor Organization and Private Social Standards: Lessons from East African Cut Flower Industries. *World Development*, 37(2), 326-340. doi:10.1016/j.worlddev.2008.03.003
- Sallé, G., Boussim, J., Raynal-Roques, A., & Brunck, F. (1991). Le Karité, une richesse potentielle. Perspectives de recherche pour améliorer sa production. *Bois et forêts des tropiques*, (228), 11-23.
- Sanou, H., Kambou, S., Teklehaimanot, Z., Dembélé, M., Yossi, H., Sina, S., ... Bouvet, J.-M. (2004). Vegetative propagation of *Vitellaria paradoxa* by grafting. *Agroforestry Systems*, 60(1), 93-99. doi:10.1023/B:AGFO.0000009408.03728.46
- Schaafsma, M., Burgess, N. D., Swetnam, R. D., Ngaga, Y. M., Kerry Turner, R., & Treue, T. (2014). Market Signals of Unsustainable and Inequitable Forest Extraction: Assessing the Value of Illegal Timber Trade in the Eastern Arc Mountains of Tanzania. *World Development*, 62, 155-168. doi:10.1016/j.worlddev.2014.05.011
- Sitko, N. J., & Jayne, T. S. (2014). Exploitative Briefcase Businessmen, Parasites, and Other Myths and Legends: Assembly Traders and the Performance of Maize Markets in Eastern and Southern Africa. *World Development*, 54, 56-67. doi:10.1016/j.worlddev.2013.07.008
- Terpend, M.-N. (1982). *La Filière karité : Produit de cueillette, produit de luxe*. Paris: Les Dossiers faim-développement.
- Vagneron, I., & Roquigny, S. (2011). Value distribution in conventional, organic and fair trade banana chains in the Dominican Republic. *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement*, 32(3), 324-338. doi:10.1080/02255189.2011.622619
- Vuillet, J. (1915). Karité. In É. Perrot, *Les grands produits végétaux des colonies françaises: Etat actuel, avenir* (p. 285). Paris: Emile Larose.
- Wallis, J. J., & North, D. (1986). Measuring the Transaction Sector in the American Economy, 1870-1970. In S. L. Engerman, & R. E. Gallman (Eds), *Long-Term Factors in American Economic Growth* (pp. 95-162). Chicago and London: University of Chicago Press. Retrieved from <http://www.nber.org/chapters/c9679>
- Wardell, A., & Fold, N. (2013). Globalisations in a nutshell: Historical perspectives on the changing governance of the shea commodity chain in northern Ghana. *International Journal of the Commons*, 7(2), 367-405.
- Williamson, O. E. (1975). *Markets and hierarchies, analysis and antitrust implications: a study in the economics of internal organization*. New York: Free Press.
- Williamson, O. E. (1979). Transaction-Cost Economics: The Governance of Contractual Relations. *Journal of Law & Economics*, 22, 233.
- Williamson, O. E. (1981). The Economics of Organization: The Transaction Cost Approach. Author(s): Oliver E. Williamson. *American Journal of Sociology*, 87(3), 548-577.
- Yinug, F., & Fetzer, J. (2008). *Sub-Saharan Africa: Factors Affecting Trade Patterns of Selected Industries* (No. Second annual report). Washington, DC: United States International Trade Commission (USITC)

CHAPITRE 2. RENÉGOCIATION ET JEUX DE POUVOIR AUTOUR DE L'ACCÈS AU KARITÉ

Renegotiating access to shea trees in Burkina Faso: Challenging power relationships associated with demographic shifts and globalized trade

Karen Rousseau, Denis Gautier et D. Andrew Wardell

Article soumis à *Journal of Agrarian Change*, révisions mineures.

Abstract

This paper uses an original integrated theoretical framework to reveal the mechanisms behind socio-economic differentiation in the changing patterns of access to shea in western Burkina Faso, in the context of globalization of the shea nut trade and internal migrations from both the Mossi Plateau and the Sahelian zone. Based on more than 200 interviews, we unravel the complex dynamic mechanisms of changes in access to shea. We show that negotiations result in reduced access to shea for late comers as well as for people with a limited number of shea trees in their fields, since areas where shea is managed as a common-pool resource are becoming less accessible. However, we also demonstrate that late comers are not powerless in the face of first comers' claims to shea. Our results should help policy makers and project-based activities concerning shea to focus more on issues related to access to this resource.

Keywords: Burkina Faso, non-timber forest products, shea, access, socio-economic differentiation

I. INTRODUCTION

Shea butter is a food, and is used in cosmetic and pharmaceutical products by many people around the world. In the last decade shea has become a flagship product for cosmetics. But the main use of shea is in chocolate products. The CBE (cocoa butter equivalent) market – i.e. the chocolate products market – absorbs 90% of shea exports from its ecological area in the Sudano-Sahelian belt. These global markets for shea have undergone huge growth in the last 15 years. In West Africa, the increasing globalization of shea nuts and butter influence local livelihoods. In the past, women, who are traditionally in charge of collecting shea fruits, processed the shea nuts into shea butter for local consumption and use. Surpluses were sold at local and regional periodic markets. Nowadays, shea is increasingly sold as raw nuts on the global market (Rousseau *et al.* 2015). This globalization of the market for shea affects virtually every rural household in Burkina Faso (see Pouliot 2012). Shea incomes can be very important for rural households, especially for women (Becker 2001, Pouliot 2012). The purpose of this article is to examine how the globalization of the shea market affects inequalities at local level through changes in access to the shea tree.

Agrarian change is the way capitalism incorporates and transforms farming and agriculture (Harriss-White *et al.* 2009, Akram-Lodhi and Kay 2010a). The agrarian transition takes a variety of different paths contingent on historical and local specificities (Bernstein 1996; Byres 1996). Analysis of socio-economic differentiation among rural people, that is to say analysis of the distributional effect of agrarian change, is central to the characterization of agrarian transitions (Akram-Lodhi and Kay 2010a, 2010b; Gray and Dowd-Urbe 2013; Harriss-White *et al.* 2009). Socio-economic differentiation reshapes access to means of production and thus affects social, political and economic relations among rural people (Akram-Lodhi and Kay 2010a; Harriss-White *et al.* 2009). In Africa, socio-economic differentiation processes are little documented (Gray and Dowd-Urbe 2013; Peters 2004).

Differentiation in access to resources is a central mechanism of socio-economic differentiation (Bernstein and Woodhouse 2001, 316). Recently some authors (Gray and Dowd-Urbe 2013; Peters 2004) identified a gap in the literature on unequal access to resources in sub-Saharan Africa: with the aim of convincing development actors and donors that land titling is not a good way to develop agriculture or to enhance rural development, scholars have over-emphasized the flexibility and negotiability of arrangements concerning access to resources at the expense of an analysis of the inequalities resulting from such local negotiations.

Our original contribution to this debate is twofold. We first propose a conceptual framework to study inequalities in access to natural resources, which combines two complementary approaches. We then use the framework to address the question of changing access to non-timber-forest-products (NTFPs) and its impacts, with a focus on a major West African NTFP,

shea nuts. Land and resource tenure have a critical role in shaping the potential benefits of selling NTFP but few studies have addressed the question of changing access to NTFPs and its impacts (Jagger *et al.* 2014; Neumann and Hirsch 2000). Even if the literature on NTFPs has addressed the role of the sales of NTFPs in poverty alleviation, it has done little to advance our understanding of inequalities stemming from access to NTFPs. A case study on changing access to shea trees is particularly useful to answer these questions. The aim of this paper is to demonstrate that changing access to shea trees may be a mechanism of socio-economic differentiation in Burkina Faso.

II. AN INTEGRATED FRAMEWORK FOR ANALYZING ACCESS TO NATURAL RESOURCES

Although global changes have affected sub-Saharan Africa, little research has been conducted on changing tree tenure since the 1990s. Shea tree tenure has not been studied recently, although some authors have provided insights (Augusseau *et al.* 2006; Benjaminsen 2002; Boffa *et al.* 1996; Brottem 2011; Coulibaly-Lingani *et al.* 2009; Crélerot 1995; Elias 2010; Gausset *et al.* 2005; Poudyal 2011). The seminal works of Berry, Fortmann and Rocheleau (Berry 1988; Fortmann 1985; Fortmann and Rocheleau 1985; Rocheleau and Edmunds 1997) provided several key insights into tree tenure in Africa viz., (i) land and tree tenures are distinct but entangled; (ii) rights to trees are multiple and overlapping; (iii) tree tenure is flexible and dynamic. A challenge in analyzing tree tenure is thus to build a conceptual framework able to tackle both the *complexity* of the overlapping rights on trees and the *dynamic* process of the negotiation of these rights.

Created to tackle this problem, our framework for analyzing tree tenure derives from a mix of the approaches of Schlager and Ostrom (1992) and Le Roy (Le Roy *et al.* 1996; Le Roy 2011) on the one hand, and of the work conducted by Ribot and Peluso (2003) on the mechanisms of changing access to natural resources, on the other hand. As the term “right” was considered to be ambiguous, Schlager and Ostrom (1992) detailed the concept into an operational level of rights (access and withdrawal) and a collective-choice level of rights (management, exclusion, alienation). This work makes it possible to disentangle a bundle of rights to the same resource. Le Roy (Le Roy *et al.* 1996; Le Roy 2011) furthered this approach by linking the bundle of rights with the social organization of the management of the resource. A matrix of tenure control (*matrice des maîtrises foncières*) summarizes this framework (see Table 12). *Maîtrise* (tenure is the closest translation) is defined as power over a space which gives to whomsoever exercises this power, responsibility for this space. This matrix is not only useful for land tenure, but can be used for other resources. For instance, Benjaminsen (2002) used it to analyze a bundle of rights to multiple resources in a Malian village. Although the matrix of land tenure is a powerful tool to disentangle the bundle of rights and to improve our understanding of overlapping rights to a

resource or multiple resources, it is nevertheless only a description of the result of a process of appropriation at a specific point in time. It is thus not really helpful in understanding *how* the process works.

The theoretical framework proposed by Ribot and Peluso (2003) is a rich complement to the matrix. These two authors define access as “the ability to benefit from things—including material objects, persons, institutions, and symbols”. The stress on ‘ability’ instead of ‘right’ makes it possible to focus on processes and negotiation. This approach is based on the analysis of social and power relationships which enable or hinder access to resource. It shifts the focus from the description of a bundle of rights to the analysis of a bundle of powers (Ghani 1996 cited by Ribot 1998) which enables people to control, maintain, or gain access to natural resources. In this approach, power resources can be seen as assets, abilities, or situations which enable or constrain actors in the power relationships (Crozier and Friedberg 1977).

Appropriation mode (across)	1 Undifferen- tiated tenure Access	2 Prioritized tenure Access Withdrawal	3 Specialized tenure Access Withdrawal Management	4 Exclusive tenure Access Withdrawal Management Exclusion	5 Absolute tenure Access Withdrawal Management Exclusion Alienation
Management mode (down)					
A Public common to all	A1	A2	A3	A4	A5
B Extern common to n groups	B1	B2	B3	B4	B5
C Alliance common to two groups	C1	C2	C3	C4	C5
D Intern common within one group	D1	D2	D3	D4	D5
E Private for one person	E1	E2	E3	E4	E5

Table 12. A matrix of tenure control (source: Benjaminsen 2002; Le Roy et al. 1996; Le Roy 2011)

These two approaches draw on the common analysis of the ethnocentricity and lack of definition of the notion of ownership to develop a new vision of access. Social and power relationships are critical for the definition of access or tenure in both these approaches. The two approaches share the same viewpoint on access, and both acknowledge the dynamic nature of access and tenure. But they have developed different analytical tools. The matrix of tenure control helps to model and decipher the complexity of entangled rights. The “theory of access” helps understand the mechanisms at work in the processes involved in gaining, maintaining, or controlling access. The matrix helps describe access as it was in the past (A) and as it is now (B), whereas the “theory of access” helps understand the mechanisms that caused access to change from A to B.

We incorporated these two complementary approaches in a new framework (Figure 6). The analysis of changes in access through power relationships and power resources stems from Ribot and Peluso’s approach. The description of what has changed in access uses the matrix developed by Schlager and Ostrom and further developed by Le Roy. We add a new dimension to

the framework, which is the understanding of the broader context, which helps explain the changing power resources available to actors, and which affect power relationships and hence access. This understanding of the broader context is a prerequisite to profiting from the synergy of combining the two approaches.

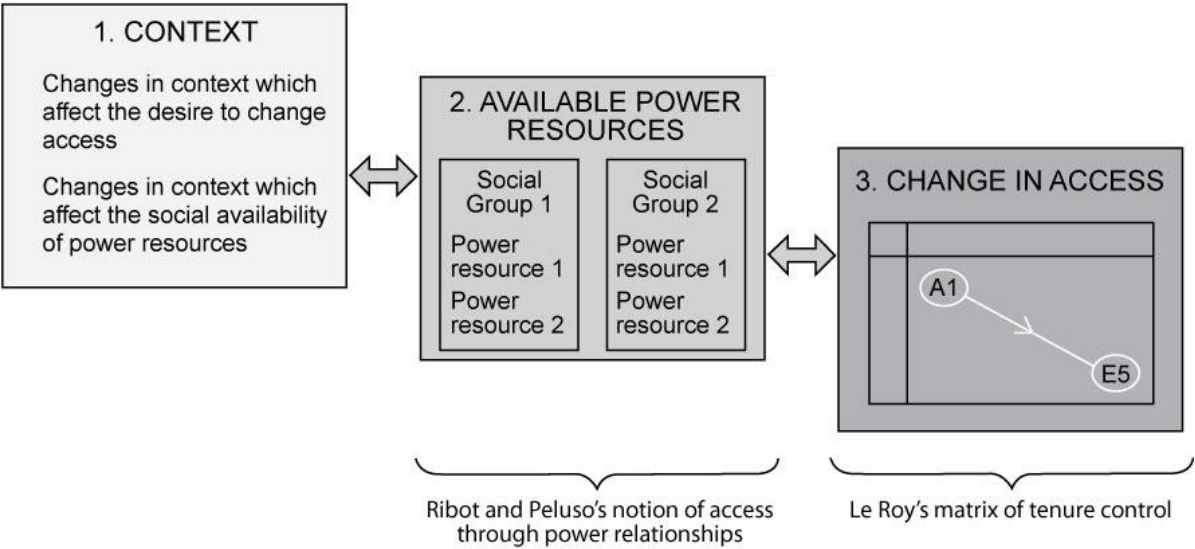


Figure 6. Proposed framework for analyzing changes in access to natural resources

We applied this framework to the case of the shea tree in western Burkina Faso. This is an interesting case to test the framework because the rules of access to shea have been redefined by power relationships strengthened by accelerated globalization of the shea trade and patterns of internal migration resulting in demographic changes at the local level. It is worth noting that, as far as shea is concerned, the last column of the matrix (Table 12, column 5) is not relevant, as the alienation of a shea tree (sale of the tree) is not possible in western Burkina Faso.

III. ACCESS TO SHEA NUTS IN WESTERN BURKINA FASO: STUDY AREAS AND METHODS

Six villages in three different areas in western Burkina Faso were chosen to assess the extent to which the changes in access to shea are cross-cultural and cross-regional. The three study areas perpetuate the narratives of the autochthonous communities who have the right to allocate land and natural resources and of ‘strangers’ or migrants who do not. Following Lentz (2005), we use the term ‘first comers’ to refer to people who have the right to allocate land, and ‘late comers’ or ‘new comers’ to refer to other social groups. Hereafter, we describe the villages and their groups of first and late comers using ethnic categories as a shortcut. We want to re-assert the difference between ethnic groups and first/late comers groups: someone defined as Bobo can be a late comer in a village where the first comers are Bobo if the family is not originally from this village.

The first area of interest includes the villages of Denkoro (2,500 inhabitants) and Koakoa (1,090 inhabitants). These villages are situated in the Bobo cultural area, in the main cotton producing area of western Burkina Faso. First comers are mainly Bobo but these villages have also hosted Mossi migrants since the 1970s, but who are still considered as late comers. Pressure on land is high in these two villages. Dimolo (1,000 inhabitants) and Djegonao (930 inhabitants) are located in the second region, in the Lobi cultural area. Lobi people are first comers here. Late comers in these two villages arrived later on and are still arriving: Fulani and Mossi migrants since the end of the 1980s and Dagara migrants since the mid-1990s. The third study area includes the villages of Finlandé (800 inhabitants) and Mé (1,400 inhabitants), located near Bobo-Dioulasso, which is the second largest city in Burkina Faso. Members of the Tiefo ethnic group are the first comers. Bobo peoples have been settling in these villages since the late nineteenth century but are still viewed as late comers. Among late comers are also some Fulani families who have been settled in Finlandé for two or three generations while other Fulani families are still arriving, and Mossi migrants who have been arriving in these two villages since the 1980s. Land pressure is high due to the proximity of the villages to Bobo-Dioulasso.

Qualitative interviews were conducted from August to December 2013 after the shea nut collection period. The farm households surveyed in each village were selected to ensure adequate representation of social groups of both late comers and first comers, as defined in one focus group conducted in each village. We also made sure to include a variety of profiles with respect to age, gender, position among wives in polygamous families, and type of household (large or nuclear) in the informants in each social group. Our questions focused mainly on access to shea, to a lesser extent on access to land, with a number of supplementary questions on the profile of the informant. Between 75 and 80 informants were interviewed in each socio-cultural area, giving a total of 235 informants interviewed, of whom 48 per cent were women.

In this paper, we focus on inter-household competition for shea. Due to the limited length of the paper, we cannot explore the unequal and changing access to shea between women and men at the intra-household level. For the purposes of this article, we use the expression “access to shea” to refer to access to shea nuts. Although collection includes shea fruits, the fruits are then processed to provide dried nuts. Consumption of shea fruits is open if the remaining nut is left at the foot of the tree. So the restriction on access on which we focus mainly concerns shea nuts³⁸.

³⁸ It is worth noting that the rights of access to shea fruits, shea bark, shea nuts, and shea wood are not the same. According to the forestry law, it is forbidden to cut down or even to prune a shea tree in Burkina Faso. The access to shea timber is thus *de jure* under state regulation. *De facto* there is illegal logging or pruning of the tree, mainly for use as fuelwood but also for craftwork. Although there is a small local market for shea fruits, consumption of shea fruits is generally allowed everywhere if the nuts remain under the tree. The root and the bark of the shea tree are used for medicinal purposes.

IV. INCREASING COMPETITION FOR SHEA

Rural western Burkina Faso and the shea trade have both undergone changes in the recent past which have affected pressure on the shea resource and accelerated the processes of renegotiation of access to shea.

1. MIGRATION AND LAND PRESSURE IN WESTERN BURKINA FASO

Land pressure in western Burkina Faso has increased sharply in the last 50 years. In the 1960s, population densities were generally less than 10 inhabitants per square kilometre (Savonnet 1968). Internal migration in the 1970s and 1980s increased land pressure (Wardell *et al.* 2003). In 1985, the mean population density in western Burkina Faso was 25 inhabitants per square kilometre (INSD 1990). In 2006, the mean population density was 42 inhabitants per square kilometre (INSD 2008). Cotton has become the main cash crop in the region and animal traction is now widespread. As a result, areas under cultivation have increased and land values have risen. The extent and length of fallows have been reduced (Augusseau *et al.* 2006; Caillault *et al.* 2012). Since virtually all first and late comers collect shea in our study areas, the increased pressure on land concomitantly increases pressure on shea, as shea collectors increase in number.

2. SHEA TRADE BOOM: COMMODITIZATION OF SHEA AND GLOBALIZATION OF ITS MARKET

In the last 15 years, the export of shea has increased significantly in parallel with an increase in its price, which has had a major impact on rights of access to, and use of shea trees. In the past, shea was mainly used for domestic consumption (Ruyssen 1957). The shea butter surplus was exchanged and later on sold locally or regionally (Wardell and Fold 2013). With the development of the use of shea as a cocoa butter equivalent (CBE) for the chocolate industry, shea started to be sold as raw nuts on the international market. The chocolate industry started to develop in the 1960s but the CBE market really started after 2000. West African exports of shea are estimated to have increased from 50 000 tons a year in 1994 to 350 000 tons a year in 2008 (Reynolds 2010). In Burkina Faso, the export value of shea nuts increased from US\$3.1 million in the early 2000s to nearly US\$19.3 million in 2012³⁹. Local and regional grain traders have been efficient in organizing trading networks to buy shea nuts from rural people and sell on to CBE manufacturers established in Bobo-Dioulasso, in western Burkina Faso since the early 2000s (Rousseau *et al.* 2015). For rural people, one tangible effect of this commodification and globalization of shea market has been the increase in price: it was 45 CFA francs per kilogram in

³⁹ Exchange rate: US\$1 = 651 CFA Francs in January 2000 and US\$1 = 496 CFA Francs in January 2012.

the 1990s, 130 CFA francs in 2003, and 250 CFA francs in 2013⁴⁰. Another effect is the increasing pressure from local traders. In the past, some rural people interviewed had to walk days to find a trader interested in shea. Nowadays, traders are coming to household compounds to encourage people to sell their shea nuts.

3. PRESSURE ON SHEA COLLECTION

Together, these changes at different scales –increasing land pressure, shea prices and the shea trade– have increased pressure on shea. Evidence for increasing pressure on shea nuts is provided in the literature. The shea tree is the most frequent parkland tree in the Sudano-Sahelian region of Burkina Faso (Fischer *et al.* 2011) and it is very likely that, 20 or 30 years ago, all the shea fruits were not collected: there was enough shea to satisfy everybody's needs. But nowadays, shea nuts are increasingly difficult to obtain. A woman in Dimolo told us: "In the past, shea fruits were collected everywhere and fruits rotted in the fields whereas today even landowners have to get up early to collect their shea, otherwise it will be stolen" (middle-aged women, Lobi, first comer, Dimolo). Intense competition has led to theft of shea nuts, mainly in cultivated fields (Elias 2010; Gausset *et al.* 2005). As a consequence, women have to get up even earlier in the morning to collect shea nuts before others do, and some collectors collect unripe fruits, which is traditionally forbidden, as well as decaying nuts (Elias 2010). Our surveys confirmed these trends. In Denkoro, 40 of 44 interviewees told us they had been victims of shea thefts in their fields. This increased competition has triggered the renegotiation of access to shea trees, as explained by a migrant farmer: "When we arrived, the *diatigui*⁴¹ mentioned nothing about whether we had the right to collect shea or not. [...] But now the *diatigui* no longer lets us collect shea" (young man, Mossi, late comer, first generation, Dimolo).

4. CHANGING SOCIAL ORGANIZATION: UNCERTAINTY REGARDING AUTHORITY OVER SHEA ACCESS

The change in access to shea trees is also facilitated by uncertainty surrounding the rules of access to shea tree products. Customary chiefs now have less authority over shea rules than they had in the past. The rules they used to enforce (establishing the date of the beginning of the season of shea collection with ritual slaughter, ban on shea collection by night, ban on the collection of unripe shea fruits, etc.) are no longer respected, nor are they tailored to the new context of increased competition. With the decreasing social power of lineage and the autonomy and fragmentation of agricultural units (Berry 1993; Gray 2005), shea management has also

⁴⁰ The prices are in current CFA Francs.

⁴¹ *Diatigui* (in Dioula), *tuteur* in French (landlord is the closest translation in English), refers to the agrarian institution of *tutorat* in rural French-speaking West Africa: the transfer of farming rights from a first comer (autochthonous), the so-called *diatigui*, to a late comer (migrant). The land transaction entails a social relation of patronage and reciprocity. The *tutorat* institution regulates both the transfer of land rights and the social and political incorporation of migrants in the village (Chauveau and Colin 2010, 87–88; Chauveau and Richards 2008, 525). The *tutorat* institution operates throughout the three study areas referred to in this article.

become fragmented. In the Bobo region of western Burkina Faso, shea activities used to be collective activities of women in lineages and were managed by the matrilineal elders (Saul 1989). Our surveys show that the collection and processing of shea is no longer a collective activity but an individual one. Shea trees are now managed by heads of household instead of heads of lineage. Changes in the social organization of the management of shea activities have not kept pace with changes in local people's practices, which are driven by increased competition. The fragmentation of shea activity and the weakening authority of customary chiefs over shea rules have led to increased uncertainty surrounding the accepted rules of access to shea trees. Rights of management, exclusion, and alienation, which enable the definition of rights of access and withdrawal (see Table 12), are no longer clear. This uncertainty is illustrated by the following quotation: "Today, it is difficult to know who owns the shea trees" (old man, Mossi, late comer, second generation, Denkoro).

It is worth noting that this uncertainty is linked to similar uncertainty surrounding land tenure. Land tenure in Burkina Faso is *de facto* regulated by customary institutions at village level despite many attempts by the State to regulate land tenure since 1984. The latest revision of land tenure regulation, RAF ("*Réforme Agraire et Foncière*"⁴²), was promulgated in 2012. This new law has not yet been implemented and consequently reinforces the uncertainty surrounding land tenure regulations.

Another consequence of this changing context is a shift in the gendered balance of the control of shea activity. In the past, shea activities (collection of the fruits and processing of the nuts) were strongly associated with women and income from shea belonged to women. In our field study, we witnessed a strong social norm saying that shea is still a female activity. But it appears that the reduction of bush and fallow areas where access to shea collection used to be open to every villager affects women's ability to collect shea nuts and hence their ability to earn cash income from shea activities. Our interviews also showed that men are increasingly claiming ownership of shea trees growing in their fields and hence part of shea income. Men are obtaining an increasing proportion of shea income from their female relatives.

In summary, the end of the social consensus on shea as a common-pool resource for villagers was triggered by complex and multiple changes at various scales. These changes, which correspond to Box 1 in the framework (Figure 8), are: pressure on land and internal migration, the boom in shea trade and increased competition for shea, the weakening authority of customary chiefs over shea rules and the individualization of shea activity. These changes can be considered as the effects of a context of agrarian change strongly shaped by commoditization and globalization processes and the individualisation of strategies (Bernstein 1981, 7). In the following sections, we show how this context affects access to shea.

⁴² The RAF adopted in 2012 put an end to the exclusive property of the Burkinabe State on all land. The new law creates local bodies and deeds to recognise local tenure rights and practices. The law also includes local committees in charge of settling conflicts before legal proceedings are instigated.

V. CHANGING SHEA TREE TENURE AND SOCIO-ECONOMIC DIFFERENTIATION

In this section, we first examine the general trend of reduction and restriction of access to shea. We then discuss the mechanisms of restriction and contestation of access between first and late comers.

1. A GENERAL TREND TOWARDS THE RESTRICTION OF ACCESS

a. SHRINKING OF AREAS WHERE SHEA IS A COMMON-POOL RESOURCE

Drawing on Bromley (1992) and Ostrom (2000), we define a common-pool resource as a natural resource managed as a common property by a group and used by multiple individuals, whereas an open-access resource is a resource which is not managed and not part of a property regime. Fallow and bush areas⁴³ in western Burkina Faso are areas where shea is under common-pool management with access to shea collection for all villagers but not as an 'open-access' regime. However, the shrinking of fallow and bush areas affects rural people differently (see Figure 7 for the difference between field, fallow and bush). Women prefer to collect shea in fields (Crélerot 1995, 138; Grigsby 1996) since shea yields are higher in fields (Lovett and Haq 2000; Sanou *et al.* 2004) than in fallow or bush areas and since fields are generally located closer to dwellings. Still, fallow and bush areas were used in years when yields of shea were poor and by people with small areas of farm land. In Finlandé and Denkoro, the majority of people interviewed told us there are no more fallows and bush areas where they can collect shea⁴⁴. This reduction in areas where shea is managed as a common-pool resource affects households with limited farming land or poorly-stocked shea parklands to a greater extent. In fact, their access to shea trees has been restricted.

⁴³ Here we define bush as unfarmed areas, these can be long fallows, non-agricultural land, and woodlands.

⁴⁴ Shea is collected in the rainy season. The rainy season also corresponds to the agricultural season when the workload is heavy and women cannot go long distances to collect shea. So when interviewees told us there were no more fallows and bush areas where they could collect shea, they probably meant there were no more fallow areas *within easy reach*.

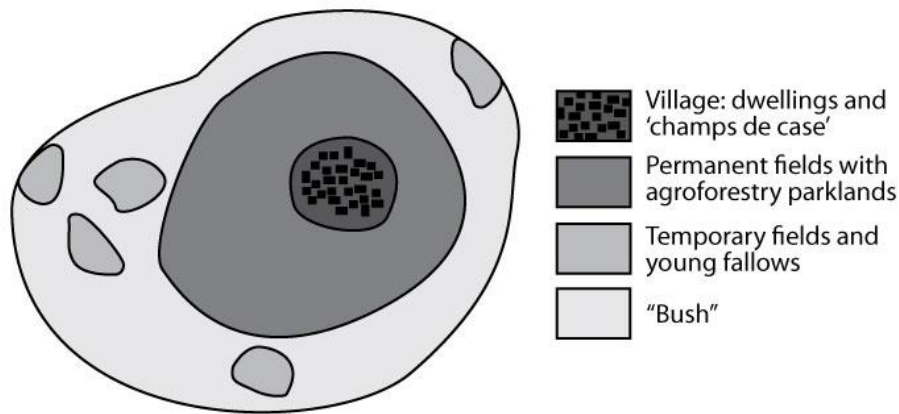


Figure 7. Schematic spatial organization of land use in villages in western Burkina Faso (source: authors)

b. RESTRICTION OF ACCESS TO FIELDS, AND TO FALLOW AND BUSH AREAS

The social differentiation which has resulted from the reduction in areas where shea is managed as a common-pool resource is compounded by reduced access to shea in fields, fallows and bush areas.

Thirty years ago, collection of shea nuts on trees growing in fallows was open to all villagers in all three areas in our study. An overwhelming majority of interviewees (92 per cent) told us that access to shea nuts in fallows was open to everyone in the village. Fifty years ago, fallows lasted longer (20-30 years) and were part of the common pool of land managed by the lineage or by the 'earth priest' (*chef de terre*). Fallows were not managed individually. Today, periods of fallow are shorter and fallows are increasingly controlled by the person who cleared and farmed the land for the first time. Access to shea in fallows has been reduced from access and collection of the nuts open to every villagers (category B2, Table 12) to exclusive access by one farming or family unit (category D4/E4, Table 12).

Bush areas are not yet affected by the same trend of diminishing access to shea trees but the process is underway. In one of our study areas, in Dimolo and Djegonao, rights of access to shea trees in bush areas are beginning to be claimed by first comers whereas access to shea collection in the bush used to be considered as a common feature of the rules of access to shea for all villagers throughout West Africa (Carney and Elias 2006). In Dimolo and Djegonao, a variety of situations exist but it is striking that some families of first comers claim they now have exclusive access to shea in the bush (C4/D4). This was confirmed by some late comers who are concerned by this restriction to access. As early as 1995, Crélerot showed that forest product usufruct was restricted for late comers (non-Lobi villagers) in Dimolo and Djegonao. The trend towards reduced access to shea in the bush is thus part of a longer-term trend.

In Denkoro and Koakoa, the strengthening of control of access to shea also applies to cultivated land. In the two other study areas, access to shea in fields was already restricted to farm units 20 or 30 years ago, although it appears they were tolerant of people who were not kin coming into their fields to collect shea. In Denkoro and Koakoa, our interviewees confirmed that in the past, shea collection was open to all villagers in fields (B2) or at least open to the lineage in charge of

the land (C2). The work of Boutillier (1964) confirms that in Bobo and Bwa villages in Burkina Faso, shea collection in cultivated land, fallows and bush areas was open to all villagers in the whole village territory. Nowadays in Denkoro and Koakoa, access to shea in fields is restricted to the farm household. Shea tenure has changed from B2 to E4 (see Table 12).

To summarize, with reference to box 3 of our framework (Figure 8), the change in access to shea in western Burkina Faso has the following general pattern across our three areas: (i) in the bush, access is mainly still open to all villagers, although in some locations, there is a trend towards the exclusion of late comers ($B2 > C4/D4$), (ii) in fallows, there is a trend towards private access ($B2 > D4/E4$), and (iii) in fields there is a general trend towards private access ($B2 > E4$).

2. FIRST AND LATE COMERS STRUGGLE FOR ACCESS TO SHEA

This general trend towards restriction of access to shea takes on a particular character when it affects the relationship between first comers and late comers. In this section, we explore the different processes of change and renegotiation of access, i.e. the mechanisms set in motion by first and late comers to gain or contest access to shea.

a. NARRATIVES AND POWER: PROFITING FROM UNCERTAINTY

One strategy to control or maintain access to shea is to manipulate the meaning of access to shea trees. As we have seen, there is an area of uncertainty surrounding the rules of access to shea and the authority enforcing them. Yet another layer of uncertainty facilitates the production of competing narratives regarding who has a legitimate right of access to shea trees. The tree's biological characteristics affect rules of access to its products. The longevity of shea tree is incommensurate with a human lifetime. It can live for more than 200 years (Ruyssen 1957). There are no shea plantations in existing agrarian systems. The shea tree is regarded as a wild tree despite the fact it is highly managed: selected, saved and protected by farmers in their fields (Lovett and Haq 2000). In Africa, planting trees in a plantation is likely to enable planters to make legitimate claims to these trees even if they are not the landowners (Berry 1988). But, according to local perceptions, shea does not belong to the 'plantation' category. As one interviewee told us "in the past, a shea tree did not belong to anyone because it was not planted, so nobody had the right to it" (old man, Mossi, late comer, second generation, Denkoro). The specific characteristics of the shea tree perpetuate uncertainty: does a shea tree belong to the family who first selected and saved the shea tree or to the family who protected and managed it afterwards? In other words, is access to shea tree obtained by labour and, if so, whose labour (early selection or management)? Or does the shea tree belong to the wild tree category, in which case, access to the tree is closely linked to access to land? A sentence that constantly came up in our interviews illustrates the ambiguity surrounding access to shea trees: "shea trees are here!" (*les karités sont là!*). With this, they mean that shea trees were here before the interviewees were born and will still be here when they are dead. Shea trees are here despite

what happens to an individual human being. Consequently uncertainty surrounds the legitimate basis for common, socially accepted, rules of access to shea trees.

The uncertainty surrounding the establishment of the rules of access to shea trees lets people use competing narratives of rules of access. On the one hand, as first comers control the access to land, they try to link secure access to shea trees to secure access to land. A late comer told us: "Shea trees on the land given to us [by first comers] do not belong to us. [The *diatigui*] says that when we came from Ouahigouya we didn't bring shea trees with us. So [the *diatigui*] comes to collect shea fruits in our fields" (middle-aged man, Mossi, late comer, second generation, Denkoro). On the other hand, late comers have two strategic narratives. The first is to claim access to shea trees by virtue of their labour investment. As in the case of a plantation, but without claiming it is one, they claim that the clearing and the upkeep of shea tree parkland gives them the rights over shea trees: "My family cleared the land and the shea trees belong to us because we cultivate the land" (middle-aged woman, Fulani, late comer, second generation, Denkoro). The late comers' other narrative takes a different view by stressing the assumed wild nature of the shea tree. Shea trees are not planted and must consequently remain a common-pool resource and not an individual one, as a late comer told us: "In my opinion, shea trees are not planted. They are natural. So they can't be owned by the *diatigui*" (old man, Mossi, late comer, first generation, Denkoro) or "The *diatigui* does not let us collect shea [on the land he gave to us]. As shea trees are not planted, the two families could collect shea in our field. But the *diatigui* doesn't agree" (young man, Mossi, first generation, Dimolo).

Discursive strategies are a crucial component of the processes of renegotiation of access to natural resources (Fortmann 1995; Ribot and Peluso 2003). Gray (2002) shows that "farmers manipulate the meanings of land because it is an important symbolic and productive resource in village political struggles". Here, farmers are manipulating the meaning of shea as part of the renegotiation of shea access.

b. MECHANISMS BY WHICH SHEA ACCESS IS CONTROLLED AND GAINED

We identified three unequal power relationships in situations in which first comers managed to change access to shea to their advantage: (i) the arrival of a new comer, (ii) a new land transfer to a late comer and (iii) a change of generation in the *diatigui* family.

First, on the arrival of a new comer, the landowner may lay down new rules for access to shea in the oral contract for the transfer of land. As part of the *tutorat* institution, a new comer may obtain lands with explicit restriction in terms of access to shea nuts. Restriction of access concerns first a definition and understanding of the different spaces of the village and their different rules of access to shea. The *diatigui* may show the new comer which of the surrounding lands are fields, fallows or bush areas and explain to whom the shea collection is restricted in fallows and in bush areas. Secondly, specific rules of access to shea are laid down concerning cropped land leased to the new comer. The *diatigui* explains the specific rules to be applied in the field he has given to the new comer: depending on the *diatigui*, shea collection by the new

comer is forbidden, or the shea nuts collected by the new comer must be shared with the *diatigui*, or the *diatigui* allows his own family members as well as the new comer to collect shea in the field given to the new comer. For example, a farmer who arrived two years ago in Dimolo informed us that his *diatigui* had taken half his shea harvest in 2013. Late comers who have resided in the village for a longer period of time generally have better access to shea trees than new comers. *Diatiguis* use the uneven balance of power between them and new comers to enforce new rules of access to shea. The wife of a *diatigui* told us: "I usually collect shea in the fields under a short term lease. [...] It is difficult to collect shea in fields given away a long time ago, unless I really need shea and the farmer and I can agree" (middle-aged woman, Bobo, first comer, Dimolo). New comers are in a weak position since they are asking for land in the context of land shortage, and may not know the local cultural context governing shea access. New comers keep a low profile in order to maintain good relations with their *diatiguis* to be sure of continued access to land: "We collect shea in the field [the *diatigui* gave us] but other people come to collect shea there as well. But as we are strangers, we can't object" (middle-aged man, Fulani, late comer, first generation, Dimolo).

New comers are particularly concerned by the restriction of access to shea nuts. However, late comers who have resided in the village for longer sometimes also have to renegotiate access to shea. *Diatiguis* may enforce new rules of access to shea for late comers who ask for new land, even for those families who arrived two or three generations ago: "Shea on the land given to my grand-father belongs to my grand-father whereas shea on the land we rented later belongs to the *diatigui*" (young man, Samo, late comer, third generation, Denkoro). This situation appears to be more likely when late comers ask another *diatigui* for new land than the *diatigui* who first gave them the land they farm. The *tutorat* institution is embedded in social relationships, duties, and rights. It is easier for a new *diatigui* who has no history of social relationships with the late comer to restrict access to shea on the transferred land. Again, first comer landowners profit from the unequal balance of power resulting from the demand for land to restrict access to shea nuts.

The third situation which enables first comers to reinforce their control over shea access is a change in the generation responsible for the collective assets of the *diatigui* family. When a household head dies, the eldest son usually takes over the duties of the *diatigui*. He then becomes responsible for the rights of exclusion and alienation concerning the family's land. When this new generation takes over the *tutorat* institution, they are more likely to tighten the rules of access: "The elderly [*diatiguis*] gave us the fields and the shea in it and didn't ask for anything. Now the young [*diatiguis*] is coming to collect shea in our fields" (middle-aged man, Mossi, late comer, first generation, Denkoro). This situation creates tensions since the changes do not occur with mutual consent or even with pretended mutual consent. The changes in rules of access are unilateral. Late comers who settled a long time ago may feel they have a right to contest it.

These three mechanisms are “autochthony-based access mechanisms” (Ribot and Peluso 2003). Like in the case of woodcutting and the fuelwood value chain in rural Mali, with the increase in the value of a local resource, autochthony is used to control access to the resource against “strangers” (Gautier *et al.* 2011; Hautdidier *et al.* 2004).

c. COUNTER-MECHANISMS BY WHICH ACCESS IS MAINTAINED: THEFT AS A NEW RULE?

Mechanisms through which access is controlled or gained go hand in hand with mechanisms through which access can also be maintained. In all three areas, late comers contest attempts by first comers to establish and enforce new rules for access to shea. They contest the new rules by breaching them. As first comer landholders restrict access to shea, the notion of “theft” will become more prevalent. Theft is spreading. In Denkoro and Koakoa, 90 per cent of the people we interviewed reported theft of shea in their fields (40/44), 64 per cent (25/39) in Dimolo and Djegonao, and 54 per cent (25/46) in Finlandé and Mé⁴⁵. Differences between villages can be explained by the balance of power between social groups in the villages, as we discuss below. Theft occurs because of pressure on shea and because new rules that restrict access to shea on given or leased fields are not easy to enforce. A late comer explained: “In the field in which the *diatigui* forbade us to collect shea, we hide from him and still collect shea. But if he sees us, he will insult us. If we want shea nuts, we have to put up with the insults because the shea nuts do not belong to us” (middle-aged man, Mossi, late comer, second generation, Denkoro). The first comers, on the other hand, find it difficult to enforce the new rules because no social agreement was reached on these rules and because their demographic significance in the village is decreasing. Ultimately, *diatiguis* and their ‘tenants’ may agree that the two families have access to shea in the given or leased fields.

In acknowledging shea theft, late comers implicitly acknowledge that they are breaking the rules and, in so doing, also acknowledge that the rules of access to shea are those defined by the first comers. In Denkoro village, some late comers do not acknowledge the new rules of first comers and contest them in another way. Certain Mossi late comers have chosen to maintain the old rule of access to shea collection in cultivated areas for all villagers. In essence, as the rules have not changed, they are not committing theft if they collect shea in someone else’s field. Conversely, they also accept that other people collect shea in the fields they farm. With this strategy, they make late comers look generous and first comers look selfish. Once more, power relations over shea access are embedded in interpretation, narratives, and meanings.

Theft cannot be properly explained by increasing the cost of enforcing the new rules. Theft occurs because the legitimate rules of access to shea are uncertain and subject to different interpretations. It is likely that late comer groups prefer to use uncertainty rather than to acknowledge adverse new rules.

⁴⁵ The question of theft came up after the first round of interviews and was only included in the interview guide in the second round of interviews, which explains why only half the total sample of interviewees answered this question (129/235).

d. *COUNTER-MECHANISMS BY WHICH ACCESS IS MAINTAINED: VILLAGE SCALE ANALYSIS
AND OVERCOMING THE BALANCE OF POWER*

The ability to maintain and contest access to shea also hinges on broader power relations. At the village level, the balance of power between social groups plays an important role. In Denkoro, late comers outnumber first comers. According to our census of households (farm units), there are 189 households of first comers (Bobo), 181 households of late comers Mossi, and 43 households of other late comers (Dogon and Calanga amongst others). Formerly, the Bobo did not share their political power (traditional chief, members of the municipal council, president of CVD – *Conseil Villageois de Développement* – a village organization in charge of the development of the village). However, in the last few years, as land tenure has become a critical issue which threatens village stability and security, they have wisely begun to share power. One of the two members of the municipal council is now a late comer, a Mossi. The demographic shift and the balance of political power most likely play an important role in the way late comers contest new shea rules with first comers in Denkoro. In some cases, we observed a reversal of the balance of power concerning access to shea. For example, in the aftermath of a land conflict between a first comer (who wanted to get his land back) and a late comer (who had ploughed the land protected by armed friends), the first comer explained that the shea access rules on the leased lands had changed: “In 2008, on the land my father gave them, there was no problem. Women from the two families could collect shea there. But after the land conflict, only the Mossi have collected shea there. The women in my family don’t want to go out there any longer” (middle-aged man, Bobo, first comer, Denkoro). In Denkoro, the Mossi group is reversing the power balance in the village, which means they can maintain access to or even gain access to shea.

The mechanisms by which access is controlled, gained, or maintained are complex. They hinge on power relations at different scales. Although first comers still occupy the highest local political functions, late comers are not powerless in the face of first comers’ claims to shea.

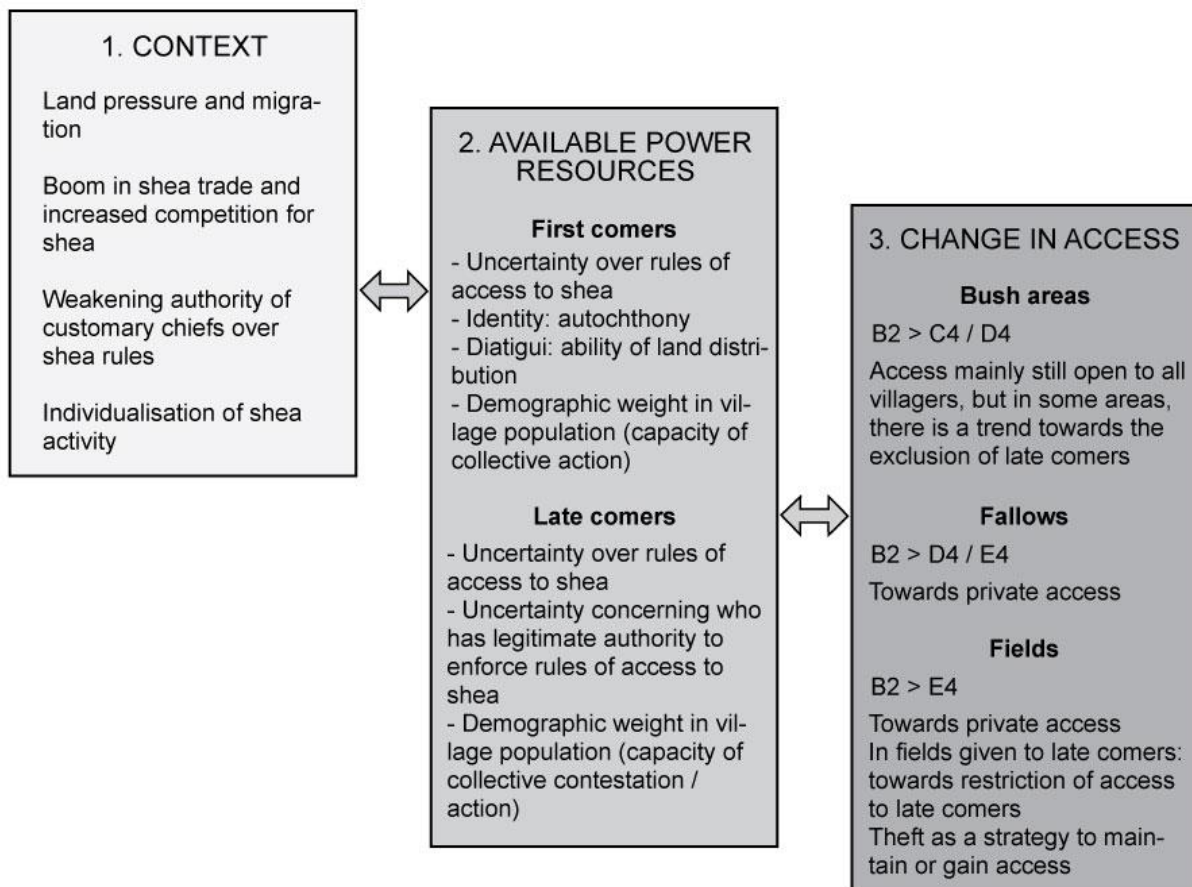


Figure 8. The framework applied to changes in access to shea

e. THE DYNAMICS OF POWER RELATIONSHIPS: SHEA TENURE AND LAND TENURE

Shea tree tenure is inextricably linked with land tenure. Strategies to gain or maintain access to shea can be seen as part of wider strategies to gain or maintain access to land in general. In the three study areas, shea collection is perceived as a claim to land. Women of the *diatigui* family collect shea on land given to late comers to show that the land still belongs to the *diatigui*. Women belonging to late comer families collect shea on the land given to their family to show that their families are farming the land and have rights. It is very likely that men on both sides exploit these lightly-veiled conflicts concerning shea, in which women are the main visible stakeholders, to compete for land tenure. Conflicts concerning shea are publicly seen as women's business ("*histoires de femmes*"). They seldom involve mediation by heads of households and even less by customary or local authorities: "shea conflicts go nowhere". Nevertheless, in private, men are very much aware of these conflicts and are involved in finding legitimate locations where their wives can collect shea. In Denkoro, late comers intentionally and politically interpret the collection of shea by first comers on the land given to late comers as open-access rules to shea and not as a right of the landowner. However, shea is intertwined with wider negotiations on land tenure. Women and their historical resource, shea, are thus used by men as spearheads to renegotiate land rights, while at the same time men increasingly tap into women's income from shea.

In this section, we have identified the power resources used by different social groups to participate in the process of changing access to shea. This enables us to complete box 2 of our framework (Figure 8). On one hand, first comers use the uncertainty concerning rules of access to shea trees, their identity as autochthons, their role as *diatigui* and their ability to distribute land, and the demographic weight of their social group in the village population as power resources. On the other hand, late comers' mechanisms of maintaining their access are also based on the uncertainty surrounding rules of access to shea trees, the demographic weight of their social group in the village population, but they also use the uncertainty surrounding who has the legitimate authority to enforce rules of access as a power resource.

VI. DISCUSSION

1. TOWARDS INCREASED INEQUALITIES OF ACCESS TO SHEA?

Although the three different study areas showed specificities, we can use our results to demonstrate there is a risk of increasing inequality in access to shea. In Denkoro and Koakoa, late comers were firmer in resisting first comers' attempts to change the rules of access to shea than in the other study areas. Theft of shea is a commonplace in this area. In Dimolo and Djégonao, although there is less pressure on land, first comers are trying to enforce stricter rules of access by restricting access to bush areas and by requiring a share, or the total shea harvest from late comers. In Finlandé and Mé, first comers' attempts to restrict late comers' access to shea differ considerably between social groups of late comers. The Bobo group, who settled in the village a century ago, has more secure access to shea than the Fulani group, who arrived a few decades ago; in turn, the Fulani group has more secure shea access than the Mossi or Fulani new comers who arrived in the last three years. These differences are probably due to the local history of the construction of rules of access to shea and to complex interactions between social groups at the village level. These differences can also be explained by other fault lines which are useful to understand the renegotiation of access to shea. The question of gender requires special attention here. Women, and especially women in late comers groups, are losing access to shea trees and thus to shea income. The question of changing access to shea at the intra-household level requires further research. Specific political coalitions of late comer groups can enhance or hinder their endeavour in renegotiating shea access. Lineage, ethnicity, and age are other fault lines which may help detail the specificity of change in each village. Despite the differences between study areas, taken together, our results suggest a general trend towards the restriction of access to shea resources in western Burkina Faso. Differences in cultural origins and pressure over land do not prevent the three study areas sharing similar features. We summarize the general pattern of restriction of access in western Burkina Faso using the framework shown in Figure 8.

The framework stresses the increasing risk of inequalities faced by rural people in access to shea nuts, particularly women. In all three study areas, negotiations over access to shea broadly appear to lead to a decline in access to shea for late comers, particularly those who arrived the most recently. In addition, access to shea for people with a limited number of shea trees in their own fields has declined because areas where shea was formerly managed as common-pool resources are becoming less and less accessible. Theft is a widely used strategy to contest new rules. Its effect is difficult to measure. To measure the real impact of changing shea access on the differentiation of livelihoods, it would be necessary to analyze this counterbalancing process more fully.

The framework also stresses the importance of the context. The effects of political, social and economic change at different scales (global for the shea market, regional and local for land pressure and social organization) on power relationships and shea access are intertwined. The increased commoditization and value of shea are important drivers of changes in access to the shea resource but are not the only factors involved. The specific form and outcomes of competition over resources stem from specific conditions contingent upon broader social, economic, political and environmental processes. It is worth noting that the State plays no part in the power struggles over shea access. However, the new land regulation, RAF 2012, might have an impact on access to shea in the future, if the law is enforced.

2. NTFPS AS AN EQUITABLE SOURCE OF INCOME?

One might assume that the increase in the price of shea nuts would benefit all rural dwellers but our result argues for a more nuanced understanding of access to and the role of NTFPs. Numerous studies have shown that including income from natural resources in the total income of households reduces measured inequalities between households (Angelsen *et al.* 2014; Cavendish 2000; Das 2010; Fisher 2004; Heubach *et al.* 2011; López-Feldman *et al.* 2007; Rabbi *et al.* 2010). These authors broadly assume that an equalization effect of environmental income on total income stems from the relatively easy access to the NTFP, available in the broad range of rural communities (Cavendish 2000). The assumption of free access also underpins the analysis of NTFPs as safety nets. In light of the case of shea, we argue that the role of NTFPs as an equitable source of revenue and as a safety-net should be nuanced by a more thorough understanding of social relationships and power relationships that mediate access. In 2005, Paumgarten already called for careful attention to be paid to this question: “the perception that the strength of NTFPs as a rural safety-net lies in their easy accessibility may be flawed” (Paumgarten 2005, 192). In particular, our study argues for a dynamic understanding of the potential inequalities stemming from changing access to natural resources. Access should be understood as a dynamic process and as a key marker of the evolving process of differentiation at the local level in the context of rising prices, new markets, changing social contexts and land pressure, as shown in the case of shea in Burkina Faso. Other studies support this finding,

including the case of gnetum, bush mango, and njansang in Cameroon (Peach Brown and Lassoie 2010) and durian in Indonesia (Peluso 1996).

3. UNCERTAINTY AND PLANTATION PROJECTS

The power to allocate and access a resource also implies the power to define the type of resource, the type of person, and the types of link between the two (Shipton and Goheen 1992). The uncertainty surrounding rules of access and legitimate authority to enforce them is thus interlinked (Sikor and Lund 2009). In the case of shea, the ambiguous and plural rules of access to shea and the unclear legitimate authority to enforce them led us to perform an analysis of access based on power mechanisms.

Uncertainty is a general phenomenon in mechanisms of changing access to shea. Uncertainty is used by social groups to control or maintain access to shea. Uncertainty surrounding the status of the tree (wild vs. planted) is also widely used in strategies to access shea. This can be seen as a 'zone of uncertainty' (Crozier and Friedberg 1977). Controlling a zone of uncertainty is strategic in power relationships, it gives power. The negotiation of new rules of access to shea is made possible because they take place in this zone of uncertainty. In the current situation in western Burkina, rural people may not want to lose this fluidity and this zone of negotiation. Uncertainty is one of the few available power resources for late comers. Uncertainty also allows first comers to change the rules. We assume that, far from being a constraint, uncertainty is a facilitator in a context of changing access. Uncertainty allows for negotiation and resolution of conflicts. This counters the frequent assumption that farmers would plant shea trees if they knew how. In several West African countries, industrial companies, NGOs and governments have recently expressed interest in grafting or planting shea trees. In designing such projects, one should pay particular attention to their possible impacts on rules of access to shea. We believe that farmers may not be willing to plant shea if the planting of shea leads to more clear-cut rights of access and hence to increased inequalities of access. Reducing the uncertainty surrounding access to shea may lead to a more violent expression of conflict over access.

4. ACCESS TO SHEA, ACCESS TO LAND, AND AGRARIAN CHANGE

The analysis of the complex mechanisms of access allows for a discussion of some specific features of changing access. People tend to act within known limits (Peluso 1992) and among all possible actions, usually only a few are socially acceptable. Conflict is one possible action. Conflicts are normal social processes managed by plural and sometimes ambiguous social and political institutions in Africa (Lund 1997). In the case of shea in western Burkina Faso, it appears that the repertoires of actions and claims to access to shea are bounded by latent land conflicts. Shea conflict is used to reassert claims to land without getting involved in costly conflicts on the critical issue of access to land. First comers set new rules for access to shea when leasing land to new farmers, but changes to the rules of access to shea for farmers who have

cultivated fields for a longer period will be interpreted as upsetting the status quo on land. Shea conflicts tend to stop where land conflicts begin. Contesting access to shea can thus be seen as a socially-acceptable low-intensity conflict used as a strategy to maintain, gain, or control access to land. People try to stay within the realms of acceptability (i.e. the conflict surrounding shea) as a way to contest what is not yet acceptable as an open conflict (concerning rights to land). This finding supports Saul's (1988, 272) findings that the right to shea nuts is a primary indicator of who maintains the permanent rights to the land. Our findings go further: shea access is being instrumentalized to claim access to land.

Analyzing changes in access to shea and their potential effects on rural socio-economic differentiation helps understand the broader specific path of agrarian change in western Burkina Faso. Changes in access to shea can be analyzed as a marker of the broader historical process of agrarian change in western Burkina Faso, since access to shea is intertwined with access to land. In line with work by others (Bernstein and Woodhouse 2001; Gray and Dowd-Urbe 2013, Wardell and Lund 2006), our paper demonstrates that analyzing access helps understand the intersection of commoditization, social change, and natural resources. Finally, our findings support the argument that changing access to natural resources plays a central role in mechanisms of socio-economic differentiation and agrarian change.

VII. CONCLUSION

In this paper, we propose a framework which incorporates the approaches of Le Roy (Le Roy *et al.* 1996; Le Roy 2011) and draws on the work of Schlager and Ostrom (1992) and Ribot and Peluso (2003). Using the matrix of tenure helped us disentangle possible types of access to a given natural resource for each social group. Using the approach of Ribot and Peluso helped us analyze the process of changes in access by identifying the power relationships and strategic resources e.g. autochthony, social networks, land tenure, discursive strategies used by each group of actors to negotiate access. We suggest that using a framework which combines the two approaches and adds a contextual dimension, including a historical dimension, helps us better understand the complex and dynamic changes in access to natural resources in a changing context.

Access to shea is moving towards more restricted access for late comers, particularly for recent migrants. The shrinking of areas where shea is still a common-pool resource may also affect farmers who only have a few shea trees in their fields. However, contesting the new rules is facilitated by the uncertainty surrounding legitimate authority, and the uncertainty surrounding the rules of access. The theft of shea fruit is a key strategy used to maintain access under the new rules of the game.

Using this theoretical framework, our results challenge the widely held assumption that shea – like many NTFPs – is a widely available open-access resource. In this paper, we argue for a more

nuanced understanding of shea access by development actors. Shea is not an open-access resource and is no longer a common-pool resource everywhere even though shea trees are still abundant in some parkland areas of western Burkina Faso. Access to shea is uneven, socially constructed, and continuously shaped by the re-negotiation of local power relationships. This should encourage policy makers and project managers working on shea butter and shea nut policies and projects to focus on new issues arising from the recent boom in shea trade, and particularly concerning access.

VIII. REFERENCES

- Akram-Lodhi, A.H. and C. Kay, 2010a. 'Surveying the agrarian question (part 1): unearthing foundations, exploring diversity'. *Journal of Peasant Studies*, 37 (1): 177–202.
- Akram-Lodhi, A.H. and C. Kay, 2010b. 'Surveying the agrarian question (part 2): current debates and beyond'. *Journal of Peasant Studies*, 37 (2): 255–84.
- Angelsen, A., P. Jagger, R. Babigumira, B. Belcher, N.J. Hogarth, S. Bauch, J. Börner, C. Smith-Hall, and S. Wunder, 2014. 'Environmental Income and Rural Livelihoods: A Global-Comparative Analysis'. *World Development*, 64 (Supplement 1): 12–28.
- Augusseau, X., P. Nikiéma, and E. Torquebiau, 2006. 'Tree Biodiversity, Land Dynamics and Farmers' Strategies on the Agricultural Frontier of Southwestern Burkina Faso'. *Biodiversity & Conservation*, 15 (2): 613–30.
- Becker, L.C., 2001. 'Seeing Green in Mali's Woods: Colonial Legacy, Forest Use, and Local Control'. *Annals of the Association of American Geographers*, 91 (3): 504–26.
- Benjaminsen, T.A., 2002. 'Enclosing the land: Cotton, population growth and tenure in Mali'. *Norsk Geografisk Tidsskrift - Norwegian Journal of Geography*, 56 (1): 1–9.
- Bernstein, H., 1981. 'Concepts for the analysis of contemporary peasantries'. In *The political economy of rural development: Peasants, International Capital and the State*, ed. E.R. Galli, 3–24. Albany: State University of New-York Press.
- Bernstein, H., 1996. 'Agrarian questions then and now'. *Journal of Peasant Studies*, 24 (1-2): 22–59.
- Bernstein, H. and P. Woodhouse, 2001. 'Telling Environmental Change Like It Is? Reflections on a Study in Sub-Saharan Africa'. *Journal of Agrarian Change*, 1 (2): 283–324.
- Berry, S., 1988. 'Property rights and rural resource management: the case of tree crops in West Africa'. *Cahiers des Sciences Humaines*, 24 (1): 3–16.
- Berry, S., 1993. *No Condition Is Permanent: The Social Dynamics of Agrarian Change in Sub-Saharan Africa*. Madison: University of Wisconsin Press.
- Boffa, J.-M., G. Yaméogo, P. Nikiéma, and D.M. Kundson, 1996. 'Shea nut (*Vitellaria paradoxa*) production and collection in agroforestry parklands of Burkina Faso'. In *International Conference on Domestication and Commercialization of Non-Timber Forest Products in Agroforestry Systems: Non wood forest products*, eds R.R.B. Leakey, A.B. Temu, M. Melnyk, and P. Vantomme, 110–122. Rome: FAO.
- Boutillier, J.-L., 1964. *Les structures foncières en Haute-Volta*. Ouagadougou: ORSTOM.
- Bromley, D.W., 1992. 'The commons, common property, and environmental policy'. *Environmental and Resource Economics*, 2 (1): 1–17.
- Brottem, L., 2011. 'Rediscovering "Terroir" in West African agroforestry parklands'. *Society & Natural Resources*, 24 (6): 553–68.
- Byres, T.J., 1996. *Capitalism From Above and Capitalism From Below: An Essay in Comparative Political Economy*. London: Palgrave Macmillan.
- Caillault, S., A. Ballouche, and D. Delahaye, 2012. 'Vers la disparition des brousses ? Analyse multi-scaire de la dynamique des paysages à l'ouest du Burkina Faso depuis 1952'. *Cybergeo: European Journal of Geography*. <http://cybergeo.revues.org/25264> [accessed on 5 March 2014]

- Carney, J. and M. Elias, 2006. 'Revealing Gendered Landscapes: Indigenous Female Knowledge and Agroforestry of African Shea'. *Canadian Journal of African Studies*, 40 (2): 235–67.
- Cavendish, W., 2000. 'Empirical Regularities in the Poverty-Environment Relationship of Rural Households: Evidence from Zimbabwe'. *World Development*, 28 (11): 1979–2003.
- Chauveau, J.-P. and J.-P. Colin, 2010. 'Customary Transfers and Land Sales in Côte d'Ivoire: Revisiting the Embeddedness Issue'. *Africa*, 80 (Special Issue 01): 81–103.
- Chauveau, J.-P. and P. Richards, 2008. 'West African Insurgencies in Agrarian Perspective: Côte d'Ivoire and Sierra Leone Compared'. *Journal of Agrarian Change*, 8 (4): 515–52.
- Coulibaly-Lingani, P., M. Tigabu, P. Savadogo, P.-C. Oden, and J.-M. Ouadba, 2009. 'Determinants of access to forest products in southern Burkina Faso'. *Forest Policy and Economics*, 11 (7): 516–24.
- Crélerot, F., 1995. *Importance of shea nuts for women's activities and young child nutrition in Burkina Faso: the case of the Lobi*. Madison: University of Wisconsin-Madison.
- Crozier, M. and E. Friedberg, 1977. *L'acteur et le système : les contraintes de l'action collective*. Paris, France: Editions du Seuil.
- Das, N., 2010. 'Incidence of forest income on reduction of inequality: Evidence from forest dependent households in milieu of joint forest management'. *Ecological Economics*, 69 (8): 1617–25.
- Elias, M., 2010. *Transforming Nature's Subsidy: Global Markets, Burkinabè Women and African Shea Butter*. Montréal, Québec: McGill University.
- Fischer, C., C. Kleinn, L. Fehrmann, H. Fuchs, and O. Panferov, 2011. 'A national level forest resource assessment for Burkina Faso – A field based forest inventory in a semiarid environment combining small sample size with large observation plots'. *Forest Ecology and Management*, 262 (8): 1532–40.
- Fisher, M., 2004. 'Household welfare and forest dependence in Southern Malawi'. *Environment and Development Economics*, 9 (2): 135–54.
- Fortmann, L., 1985. 'The tree tenure factor in agroforestry with particular reference to Africa'. *Agroforestry Systems*, 2 (4): 229–51.
- Fortmann, L., 1995. 'Talking claims: Discursive strategies in contesting property'. *World Development*, 23 (6): 1053–63.
- Fortmann, L. and D. Rocheleau, 1985. 'Women and agroforestry: four myths and three case studies'. *Agroforestry systems*, 2 (4): 253–72.
- Gausset, Q., E.L. Yago-Ouattara, and B. Belem, 2005. 'Gender and trees in Péni, South-Western Burkina Faso. Women's needs, strategies and challenges'. *Danish Journal of Geography*, 105 (1): 67–76.
- Gautier, D., B. Hautdidier, and L. Gazull, 2011. 'Woodcutting and territorial claims in Mali'. *Geoforum*, 42 (1): 28–39.
- Ghani, A., 1996. 'Production and Reproduction of Property as a Bundle of Powers: Afghanistan 1774–1901'. In: *Agrarian Studies Program - Draft discussion paper*. New Heaven: Yale University.
- Gray, L.C., 2002. 'Environmental policy, land rights, and conflict: rethinking community natural resource management programs in Burkina Faso'. *Environment and Planning D: Society and Space*, 20 (2): 167–82.
- Gray, L.C., 2005. 'What kind of intensification? Agricultural practice, soil fertility and socioeconomic differentiation in rural Burkina Faso'. *Geographical Journal*, 171 (1): 70–82.
- Gray, L. and B. Dowd-Urbe, 2013. 'A political ecology of socio-economic differentiation: debt, inputs and liberalization reforms in southwestern Burkina Faso'. *Journal of Peasant Studies*, 40 (4): 683–702.
- Grigsby, W.J., 1996. 'Women, Descent, and Tenure Succession among the Bambara of West Africa: A Changing Landscape'. *Human Organization*, 55 (1): 93–8.
- Harriss-White, B., D.K. Mishra, and V. Upadhyay, 2009. 'Institutional Diversity and Capitalist Transition: The Political Economy of Agrarian Change in Arunachal Pradesh, India'. *Journal of Agrarian Change*, 9 (4): 512–47.
- Hautdidier, B., L. Boutinot, and D. Gautier, 2004. 'La mise en place de marchés ruraux de bois au Mali: un événement social et territorial'. *L'Espace géographique*, 33 (4): 289–305.
- Heubach, K., R. Wittig, E.-A. Nuppenau, and K. Hahn, 2011. 'The economic importance of non-timber forest products (NTFPs) for livelihood maintenance of rural west African communities: A case study from northern Benin'. *Ecological Economics*, 70 (11): 1991–2001.
- INSD, 1990. *Recensement général de la population de 1985*. Ouagadougou, Burkina Faso: INSD.
- INSD, 2008. *Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH) de 2006 du*

- Burkina Faso - Résultats définitifs*. Ouagadougou, Burkina Faso: INSD.
- Jagger, P., M.K. Luckert, A.E. Duchelle, J.F. Lund, and W.D. Sunderlin, 2014. 'Tenure and Forest Income: Observations from a Global Study on Forests and Poverty'. *World Development*, 64 (Supplement 1): 43–55.
- Lentz, C., 2005. 'First-comers and late-comers: The role of narratives in land claims'. In *Competing Jurisdictions: Settling Land Claims In Africa*, eds. S. Evers, M. Spierenburg, and H. Wels, 157–180. Leiden / Boston: Brill.
- López-Feldman, A., J. Mora, and J.E. Taylor, 2007. 'Does natural resource extraction mitigate poverty and inequality? Evidence from rural Mexico and a Lacandona Rainforest Community'. *Environment and Development Economics*, 12 (02): 251–69.
- Lovett, P.N. and N. Haq, 2000. 'Evidence for anthropic selection of the Sheanut tree (*Vitellaria paradoxa*)'. *Agroforestry Systems*, 48 (3): 273–88.
- Lund, C., 1997. *Land Tenure Disputes And State Community And Local Law In Burkina Faso*. Drylands Issue Paper No E70, London: International Institute for Environment and Development (IIED).
- Neumann, R.P. and E. Hirsch, 2000. *Commercialisation of non-timber forest products: Review and analysis of research*. Bogor, Indonesia: CIFOR.
- Ostrom, E., 2000. 'Reformulating the Commons'. *Swiss Political Science Review*, 6 (1): 29–52.
- Paumgarten, F., 2005. 'The Role of non-timber forest products as safety-nets: A review of evidence with a focus on South Africa'. *GeoJournal*, 64 (3): 189–97.
- Peach Brown, H.C. and J.P. Lassoie, 2010. 'The Interaction between Market Forces and Management Systems: A Case Study of Non-Wood Forest Products in the Humid Forest Zone of Cameroon'. *International Forestry Review*, 12 (1): 13–26.
- Peluso, N.L., 1992. *Rich Forests, Poor People: Resource Control and Resistance in Java*. Berkeley: University of California Press.
- Peluso, N.L., 1996. 'Fruit Trees and Family Trees in an Anthropogenic Forest: Ethics of Access, Property Zones, and Environmental Change in Indonesia'. *Comparative Studies in Society and History*, 38 (03): 510–48.
- Peters, P.E., 2004. 'Inequality and Social Conflict Over Land in Africa'. *Journal of Agrarian Change*, 4 (3): 269–314.
- Poudyal, M., 2011. 'Chiefs and trees: tenures and incentives in the management and use of two multipurpose tree species in agroforestry parklands in Northern Ghana'. *Society & Natural Resources*, 24 (10): 1063–77.
- Pouliot, M., 2012. 'Contribution of 'Women's Gold' to West African Livelihoods: The Case of Shea (*Vitellaria paradoxa*) in Burkina Faso'. *Economic Botany*, 66 (3): 237–248.
- Rabbi, F., S. Bauer, and J. Idalinya, 2010. 'Contribution of forests to rural inequality reduction: present scope and future options for rural development and sustainable use of forests'. *International Journal of Sustainable Development & World Ecology*, 17 (1): 4–14.
- Reynolds, N., 2010. *Investing in shea in West Africa. A U.S. Investor's Perspective*. Accra, Ghana: WATH, USAID.
- Ribot, J.C., 1998. 'Theorizing access: forest profits along Senegal's charcoal commodity chain'. *Development and change*, 29 (2): 307–41.
- Ribot, J.C. and N.L. Peluso, 2003. 'A Theory of Access'. *Rural Sociology*, 68 (2): 153–81.
- Rocheleau, D. and D. Edmunds, 1997. 'Women, Men and Trees: Gender, Power and Property in Forest and Agrarian Landscapes'. *World Development*, 25 (8): 1351–71.
- Rousseau, K., D. Gautier, and D.A. Wardell, 2015. 'Coping with the Upheavals of Globalization in the Shea Value Chain: The Maintenance and Relevance of Upstream Shea Nut Supply Chain Organization in Western Burkina Faso'. *World Development*, 66: 413–27.
- Le Roy, É., 2011. *La terre de l'autre : une anthropologie des régimes d'appropriation foncière*. Paris: LGDJ.
- Le Roy, É., A. Karsenty, and A. Bertrand, 1996. *La sécurisation foncière en Afrique: Pour une gestion viable des ressources renouvelables*. Paris: KARTHALA Editions.
- Ruyssen, B., 1957. 'Le karité au Soudan'. *Agronomie tropicale*, 12 (2): 143–72.
- Sanou, H., S. Kambou, Z. Teklehaimanot, M. Dembélé, H. Yossi, S. Sina, L. Djingdia, and J.-M. Bouvet, 2004. 'Vegetative propagation of *Vitellaria paradoxa* by grafting'. *Agroforestry Systems*, 60 (1): 93–9.
- Saul, M., 1988. 'Money and land tenure as factors in farm size in Burkina Faso'. In *Land and society in contemporary Africa*, eds. R.E. Downs and S.P.

Reyna, 243–79. London: University Press of New England.

Saul, M., 1989. 'Separateness and relation: Autonomous income and negociation among rural Bobo women'. In *The Household Economy: Reconsidering The Domestic Mode Of Production*, ed. R. Wilk, 171–93. Boulder: Westview Press.

Savonnet, G., 1968. *Atlas de Haute Volta : carte provisoire des densités de populations*. Ouagadougou: Centre Voltaïque de la Recherche Scientifique.

Schlager, E. and E. Ostrom, 1992. 'Property-Rights Regimes and Natural Resources: A Conceptual Analysis'. *Land Economics*, 68 (3): 249–262.

Shipton, P. and M. Goheen, 1992. 'Introduction. Understanding African Land-Holding: Power, Wealth, and Meaning'. *Africa: Journal of the International African Institute*, 62 (03): 307-25.

Sikor, T. and C. Lund, 2009. 'Access and Property: A Question of Power and Authority'. *Development and Change*, 40 (1): 1–22.

Wardell, D.A. and N. Fold, 2013. 'Globalisations in a nutshell: Historical perspectives on the changing governance of the shea commodity chain in northern Ghana'. *International Journal of the Commons*, 7 (2): 367–405.

Wardell, D.A. and C. Lund, 2006. 'Governing Access to Forests in Northern Ghana: Micro-Politics and the Rents of Non-Enforcement'. *World Development*, 34 (11): 1887–906.

Wardell, D.A., A. Reenberg, and C. Tøttrup, 2003. 'Historical footprints in contemporary land use systems: forest cover changes in savannah woodlands in the Sudano-Sahelian zone'. *Global Environmental Change*, 13 (4): 235–54.

CHAPITRE 3. DIFFÉRENCIATION SOCIO-ÉCONOMIQUE : RAPPORT DE POUVOIR ET RAPPORT DE GENRE AUTOUR DU KARITÉ

Socio-economic differentiation stemming from shea globalization in western Burkina Faso: integrating gender politics and agrarian change

Karen Rousseau, Denis Gautier et D. Andrew Wardell

Article soumis à *Journal of Peasant Studies*.

Abstract

In this paper, we examine the way a local manifestation of the globalization process, the boom in the shea trade in western Burkina Faso, has fueled a deep socio-economic differentiation process. We cross analyze the gender politics and agrarian change literatures to inform both intra- and inter-household mechanisms of differentiation and to build a typology of households. We analyze both the mechanisms of change and the resulting inequalities. As a result, we reveal the interplay of multiple drivers of change and nuance the analysis of the winners and losers of the globalization of shea activity.

Keywords: shea; socio-economic differentiation; gender; sub-Saharan Africa; Burkina Faso

I. INTRODUCTION

Today, the debate on the effect of globalized capitalism on rural Africa is obscured by a focus on the poor. This emphasis on the poor paved the way for an undifferentiated perception of peasant farmers or smallholders, as if they were socially, politically and economically homogenous (Oya 2007, Gray and Dowd-Urbe 2013). The stereotype applied to rural people needs to be deconstructed through a better understanding of the process of socio-economic differentiation to better understand the structural causes of people's vulnerability. This is a necessary step in understanding the specificities of the effects of globalized capitalism on peasants. The process of socio-economic differentiation has been the subject of few studies, particularly in Africa (Peters 2004).

Analyzing socio-economic differentiation processes and the resulting inequalities led us to refer to two strands of literature and to cross-fertilize them. On one hand, the agrarian change literature has made it a point to analyze local manifestations of globalization processes, mainly commoditization and the development of capitalism, and their effects on rural people (Bernstein 1996, Byres 1996). But it fails to fully grasp the intra-household dimension of socio-economic differentiation (Razavi 2009). On the other hand, the gender politics literature has focused on intra-household power relationships. Feminist scholars have shown that social and economic changes in rural Africa cannot be fully understood using a unitary model of the household (Guyer 1980). There is a growing acknowledgment in the feminist literature about the need to integrate the gender perspective with other social categories such as ethnicity, race, class or age; and increasing efforts in the agrarian change literature to integrate the gender perspective. Razavi (2009) showed that, despite these efforts there has not been much cross-fertilization between the two approaches yet. Few studies have informed the agrarian change process in Africa by describing the differentiation process at both inter- and intra-households levels. The present paper aims to fill this gap. We conduct an analysis that intersects gender politics and agrarian change approaches to unravel the way in which the shea trade boom (Rousseau *et al.* 2015), among other economic, cultural and social processes, has affected the socio-economic differentiation process in western Burkina Faso due to the globalization of the shea nut trade.

Shea is an interesting case for such research. The shea trade is undergoing a radical change due to accelerated globalization. Trade in shea has undergone massive growth since the early 2000s. Between 2000 and 2005, total shea exports increased by 35 percent in nut weight equivalent (Yinug and Fetzer 2008). In Burkina Faso, the value of shea nut exports increased threefold in the period 2000–2005 and sevenfold during the period 2005–2012 (data from the General Directorate of Customs) and the price paid to the rural people who collect and sell shea nuts has

increased fivefold since the 1990s. The shea tree exemplifies other local changes linked with globalization and commodification processes. The shea tree is the most common parkland tree species in Burkina Faso and is consequently affected by changes in agricultural practices (ox-plowing, expansion of cotton production, etc.) and by latent conflicts around the land triggered by internal migration and the atomization of agricultural units in Burkina Faso (Gray 2005). Hence, shea tree products are at the center of multiple processes of globalization and commodification in Burkina Faso. Simultaneously, shea is seen by rural people in Burkina Faso as a woman's activity. Policy makers and development practitioners commonly consider shea as a potential income-generating activity available to all rural women equally. The scientific literature on shea mainly focuses on the women's groups who process butter for cosmetic companies, a niche market (Chalfin 2004, Elias 2010, Saussey 2011). When the income from shea nuts sales is considered, it is mainly considered as women's income (Crélerot 1995, Poudyal 2011, Pouliot 2012, with the exception of Boffa *et al.* 1996 and Hautdidier and Gautier 2005). So far, there has been little analysis of the intra-household allocation of this income and inequalities among women involved in shea activities have not been investigated at all. In this paper, we show that income from shea is unevenly distributed among women and households. In so doing, we aim to contribute to both the literature on gender politics and to the literature on agrarian change by showing how broad globalization processes shape socio-economic and gender differentiation among rural households at local level.

II. GENDER POLITICS AND AGRARIAN CHANGE

LITERATURES: FRUITFUL CROSS-FERTILIZATION

To conduct a thorough analysis of socio-economic differentiation affecting shea activity, there is a need for cross-analyze the literature in gender politics and agrarian change. Since the 1980s, the gender literature has challenged the frequent view that the household is a black box. This literature has demonstrated that the concept 'household' masks complex situations determined by negotiation and competing interests between spouses, especially in Africa (Guyer 1980, Guyer and Peters 1987). Analysis of gender politics allows intra-household control of activities, distribution of income and social justice to be studied in their complexity. The gender literature has been able to reveal the mechanisms behind the shift in the control of activities and in income within the household in the context of globalization, the development of capitalism, and the presence of development projects or state interventions. This literature has successfully identified the mechanisms by which men and women gain control over activities and over

income within the household. These mechanisms are based on: (i) the politics of access to land and resources with the importance of the interpretation and reinterpretation of rules of access and the labelling of resources and of land (Mikell 1984, Carney and Watts 1991, Schroeder 1999); (ii) the control of labor and the interpretation and reinterpretation of gendered division of tasks (Martin 1984, Leach 1990, Bassett 2002); and (iii) the politics of meaning with the interpretation and reinterpretation of the meaning of cash crop activities and of the money from these activities (Leach 1990, Duflo and Udry 2004, Somé 2013). Analyzing the gender politics within households made it possible to go beyond the simplistic dichotomy between the mechanisms of dispossession and exploitation of women by men and the mechanisms of empowerment of women and to show the negotiation processes between spouses, the strategies, the compensation conceded, and the trades-off. However, the gender literature has rarely revealed inequalities among categories of men and women. The literature on gender politics often depicts women as a homogeneous collective category. This is echoed by the literature on fair trade portraying “women” as a single category homogeneously empowered by fair trade activities (see Elias and Saussey 2013 for a detailed analysis of fair trade rhetoric in the shea cosmetic industry).

A recent strand of gender literature stressed the need to go beyond gender analysis defined as analysis of women. The feminist political ecology expressed this concern in the mid-1990s (Rocheleau *et al.* 1996). It was followed by a tremendous shift in gender literature with the incorporation of a post-structuralist approach. Scholars challenged the central place of women and gender in feminist analysis and the heteronormativity of feminist literature. As the relevance of the object of study was questioned, feminists began to address the broad question of the production of knowledge (Coddington 2015). The new agenda of the gender politics literature is hence to understand gender as one category among other categories that matter in explaining social change and power relationships (Elmhirst 2011).

On its part, the agrarian change literature has succeeded in explaining rural social change through an analysis of power relationships, but at a household level. Understanding the relevance of the agrarian change perspective implies analysis of the effects of the development of capitalism and the process of commoditization on peasants (Akram-Lodhi and Kay 2010a). The socio-economic differentiation among rural people resulting from agrarian change is a central issue in this literature (Harriss-White *et al.* 2009, Akram-Lodhi and Kay 2010a, 2010b, Gray and Dowd-Urbe 2013). Whereas the stresses on the ‘rural poor’ paved the way for an undifferentiated perception of peasant farmers or smallholders, agrarian change literature seeks to show the inequalities stemming from the development of capitalism (Gray and Dowd-Urbe 2013; Oya 2007). But the literature on agrarian change and peasant studies has a tendency to work at the household level mainly on the inter-households differentiation but not at a finer

scale. And it is worth noting that few agrarian change studies analyze inequalities in Africa (Peters 2004). Inequalities are at worst ignored and at best considered part of household income statistics. As the concept of class became outdated, the analysis of power relationships and inequalities has shrunk. Instead, the stress is now on poverty and the analysis of rural livelihoods (Scoones 2009). There is thus a need to re-engage with critical theory and politics in analyzing rural development (Borras 2009).

Thus, we can gain by comparing and confronting gender and agrarian change literature. Each strand of literature could be used to address some weaknesses in the other. So far, however, few authors have fully engaged with the new agendas of the gender and agrarian change literatures. In order to analyze the socio-economic differentiation process in the shea activity domain, cross analyzing the two sets of literature was a major step for us. From the gender literature, we took the intra-household differentiation and the analysis of the mechanisms leading to inequalities; and from agrarian change literature the inter-household differentiation and the analysis of the results of social change in terms of inequalities.

This new agenda led us to three methodological principles. First, we need to root the categories of analysis in the local context. Instead of applying existing categories such as social class or gender, we need to build analytical categories that are meaningful and helpful in the specific context of our study. Second, in order to understand both the mechanisms of change and the results of the change, we need to mix qualitative and quantitative methods. And lastly, to avoid the danger of breaking down the analysis of inter- and intra-household differentiation, we believe that a relevant way to grasp the interplay of multiple fault lines in the analysis is to build a typology of households. A typology gives an overview of inequalities by building social groups that are affected in the same way by the phenomenon being studied. These principles are tailored to understand precisely who wins and who loses from the globalization process in a changing rural context by comparing and confronting the social and economic categories that account for the observed changes.

III. MATERIALS AND METHODS

Three culturally different areas in western Burkina Faso were chosen for this study to see if the drivers of socio-economic differentiation were linked with cultural or territorial specificities. First we conducted qualitative interviews with 198 men and women in two villages in each of the three areas between August and November, 2013. These interviews were focused on access to shea and the sharing of income from shea harvest between men and women within the

household (Figure 9; for more details on the selection and characteristics of the study areas and on the qualitative interviews on access to shea, see Rousseau et al. submitted). We define ‘access’ in the same way as Ribot and Peluso (2003): “the ability to benefit from things—including material objects, persons, institutions, and symbols”.

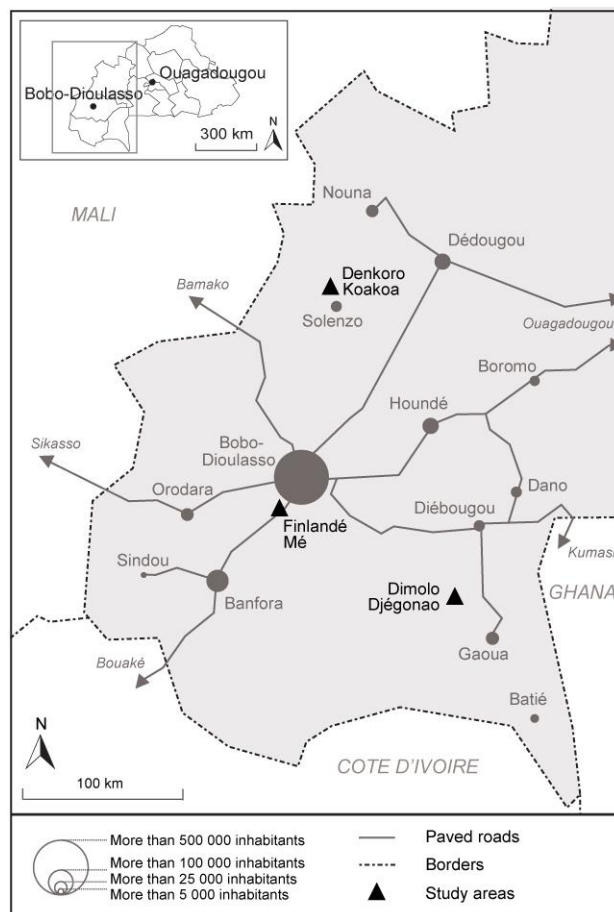


Figure 9. Map of western Burkina Faso showing the location of the study areas

Then, in February-March 2014, we conducted a quantitative survey of 268 households. To facilitate comparison with PEN study results, our questionnaire was based on the PEN questionnaire. However, we adapted it to the context of western Burkina Faso and added specific questions on shea and control of shea income within the household. The PEN questionnaire focused on household income, the husband and wife’s personal income, household assets and the husband and wife’s personal assets; our additional questions concerned income from shea and its control. This survey was conducted in one village per area. The households surveyed in each village were selected randomly, based on a census of households we had carried out previously. In large families, in which many households live and produce partly together and partly separately, we randomly selected one household to study (the main household or a dependent one). In each household, the head of the household and one of his wives were interviewed separately. Unlike the PEN questionnaire, we were not able to conduct

four quarterly household surveys. We conducted a one-time household survey, with the associated bias of a long recall period. The main features of the sample are presented in Table 13.

We used the definition of income in the PEN survey (Angelsen *et al.* 2011). Income includes cash income (the value of products produced and sold minus the cost of inputs) and subsistence income (the value of products produced and consumed directly minus the cost of inputs) from all activities including farming, husbandry, environmental income, self-employment, wages and rent, net of transfers of cash and in-kind products. We used local units for production, consumption and selling data; and we used local prices for conversion into FCFA. Household income data were converted to per adult equivalent unit (AEU) income using the equivalence scale used in PEN studies⁴⁶ (Angelsen *et al.* 2014). Subsistence incomes were converted into AEU income if the subsistence income was consumed by all members of the household. Women's shea income is thus a computation of the women's total personal cash income from shea and the per AEU subsistence income she produced from shea.

Following Lentz (2005), we use the term 'first comers' to refer to people who have the right to allocate land (locally referred to as 'autochthons'), and 'late comers' or 'new comers' to refer to other social groups (referred to as 'migrants' or 'strangers'). The distinction between late and new comers has proved to be useful in the analysis of change in access to shea trees: newly arrived migrants have usually less access to shea trees than the oldest migrant families, the 'late comers'. To test the potential effect of restriction of access on shea income, we constructed a variable referring to these concepts. We described as "first comers" people from ethnic groups viewed as autochthons in each village, who were born in the village and who described themselves as autochthons; as "late comers" people whose families arrived in the village long after the village settlement but before 1990; and as "new comers" the ones whose families arrived after 1990. The choice of 1990 was made to distinguish between the migrations from the Mossi plateau that occurred mainly during the droughts in the 1970s and 1980s and the more recent migrations that have taken place since. It is worth noting that the categories of first, late and new comers are context-specific social categories we found relevant for us in the analysis. These categories help go beyond tricky ethnic categories.

⁴⁶ We applied a weighting factor of 0.5 for children under 15 and adults above 65 and a weighting factor of 1 for household members aged between 15 and 65.

Table 13. Characteristics of households, head of households and women by village

	Denkoro (n=87)	Dimolo (n=88)	Me (n=93)	Test	Sample mean (n=268)
Age of head of household (mean, years)	42.0	43.1	44.5	ANOVA NS	43.2
AEU by household (mean, AEU)	5.6	5.4	5.2	ANOVA NS	5.4
Cultivated land (mean, ha)	1.31	0.87a	0.88a	ANOVA ***	1.02
First comers (proportion)	0.48	0.35	0.13	Chi-square ***	0.32
Polygamous households (proportion)	0.38	0.28	0.24	Chi-square NS	0.30
Age of women surveyed (mean, years)	33.7	35.0	37.4	ANOVA NS	35.4

Note: Pairwise tests: means followed by the same letter are not significantly different at the 0.05 level
 NS = not significant (> 0.05 level); * = Significant at 0.05 level; ** = Significant at 0.01 level; *** = Significant at 0.001 level

We used a child score as a variable to account for the number of children belonging to each women surveyed. The aim of this variable is to show the women's workload associated with family care. Each child under 3 was attributed the score -1, while children over 7 were attributed the score +1. The underlying assumption is that young children require more of their mother's time and these women may thus have less time to collect shea nuts whereas older children may help their mother to collect shea nuts, thereby having the reverse effect.

IV. MECHANISMS OF SOCIO-ECONOMIC DIFFERENTIATION

We identified two mechanisms of differentiation related to shea activity. The first mechanism concerns the question of access – access to the shea tree and access to labor. The second mechanism concerns the transfer of cash income from shea between spouses.

1. ACCESS

An important issue influencing women's shea income is related to access: access to the shea trees and access to labor. The land tenure issue and the increasing price of shea have triggered the renegotiation of access to shea trees in western Burkina Faso, especially between first, late and new comers. First comers tend to limit late and new comers access to shea trees in the cropped land leased to late and new comers, as well as in fallows (where shea trees were previously managed as a common-pool resource). Late and new comers do have strategies to resist these attempts by first comers (see Rousseau et al., submitted for a detailed analysis of the mechanisms of gaining, controlling and maintaining access to shea trees) but the general trend, confirmed by Table 14, is reducing access to shea trees for new comers and, to a lesser extent,

for late comers. First comers' wives were more prone than other women to earn higher income from shea. New comers' wives had less cash income from shea. This result is consistent with the results of the analysis of the changing access to shea trees, as new and late comers may have less access to shea trees than first comers. It corroborates previous work indicating that the issue of access to shea tree is likely to shape inequalities in shea income distribution (Rousseau et al., submitted).

The question of access to labor is also a constraint for women in collecting shea nuts. Shea nuts are collected in the cropping season, at the peak of agricultural activity, when women's workload is already high. A woman's age and number of children influence shea income (Table 14). These two factors are linked with women's workload. The youngest wives, who have to take care of young children, may have less time to go and collect shea nuts and thus obtain less income from shea. Middle aged and older women, who have fewer young children to care for, may have more time to collect shea nuts. The same women may have access to labor through their children, as children often help their mother collect shea nuts.

Table 14. Women's total income from shea in CFA Francs according to socio-economic variables

Husband's status	First comers (n=85)	Late comers (n=123)	New comers (n=60)	ANOVA F-test	Sample mean (n=268)
	15,379a	11,764ab	8,542b	*	12,189
Women's age	Young (n=88)	Middle aged (n=89)	Older (n=91)	ANOVA F-test	Sample mean (n=268)
	8,678a	13,588ab	14,216b	*	12,189
Child score	Negative score (n=52)	Zero or positive score (n=216)		Z test	Sample mean (n=268)
	8,194	13,151		**	12,189

Note: Pairwise tests: means followed by the same letter are not significantly different at the 0.05 level

NS = not significant (> 0.05 level); * = Significant at 0.05 level; ** = Significant at 0.01 level; *** = Significant at 0.001 level

2. INTRA-HOUSEHOLD TRANSFER OF SHEA INCOME

In our field study, the discourse was still based on a strong social norm that considers the collection, processing and local trade in shea to be a female activity. This social norm is acknowledged by both men and women. Yet, women who earn cash income from shea may give a part of their earnings to a relative, mainly to their husband, in the form of cash gifts. In Sub-Saharan Africa, women and men manage their own personal budget within the household, but these budgets are not completely separate. Cash transfers between spouses concern all types of income. Husbands may also give a cash income to their wives, mainly to help them to fulfill their household responsibilities (buy condiments for the sauce, for example). In our survey, we wanted to know if transfers of women's shea income to their husbands differed from transfers

from other sources of women's personal income. We compared the cash income that women give to men from all their personal sources of income. Table 15 clearly shows that a bigger part of women's income from shea is given to men than that from other sources of women's personal cash income. The transfer of shea income to the husband (nearly a quarter of women's personal income from shea) goes beyond the classical intra-household reallocation of income (nearly one tenth of the women's personal cash income on average). We argue that the transfer of income from shea between spouses is indicative of men's successful strategies to change the rules of access to shea trees and to be recognized as the owners of shea trees.

Table 15. Part of women's personal cash income transferred to their husband, according to the source of income in CFA Francs, by women who have a cash income

	Crop (n=134)	Livestock (n=59)	Envi (n=101)	Shea (n=191)	Business (n=156)	Wage (n=38)	Sample mean (n=258)
Mean personal cash income	21,673	53,319	23,318	14,906	70,460	7,724	95,265
Mean cash transfer to husband	890	4,521	1,088	3,258	5,763	79	8,502
Share of cash income transferred to husband	0.04	0.08	0.05	0.22	0.08	0.01	0.09

Qualitative interviews provided some information on the mechanisms behind these changing patterns of intra-household control of shea income. First, in Sub-Saharan Africa, tree tenure is linked to, but differs from, land tenure. In Africa, planting trees in a stand is likely to enable planters to make legitimate claims to these trees even if they do not own the land (Berry 1988). A wild tree is likely to be considered as a common-pool resource. The shea tree falls into neither of these two categories. As yet, there are no shea plantations in existing agrarian systems but at the same time the shea tree is not considered by people as a wild tree. It is a domesticated tree that has been highly managed: selected, saved and protected by farmers in their fields (Chevalier 1946, Lovett and Haq 2000). The ambiguity surrounding shea trees was not an issue 20 or 30 years ago. There was a common, socially accepted, set of rules for collecting shea. Land and trees were managed by heads of lineages and customary chiefs. Women could collect shea nuts from trees growing in all the village fields or at least on fields belonging to their husband's lineage. In Denkoro, corroborating sources (interviewees and Boutillier 1964) confirm that in the past, shea trees were managed as a common-pool resource for everyone in the village in fields or at least as a common-pool resource for the lineage in charge of the land. In Mé and Dimolo, shea trees growing on farmed land were managed by the household or lineage but it appears that people who were not kin who came into the fields to collect shea were tolerated. But women did not manage the tree (decide to prune it, for instance). Heads of lineages and customary chief were

responsible for the management of the shea tree and the management of the collection of shea nuts. They set the date of the beginning of the season of shea fruit collection with ritual slaughter; they prohibited shea collection by night or collection of unripe shea fruits. In return, women gave them symbolic retribution in acknowledgement of their authority. Similarly, heads of household gave symbolic retribution from their shea nuts harvests to lineage elders and customary chiefs to acknowledge the elders' authority over the land. With the new growth of the shea trade and increasing price paid for shea nuts, the old widely accepted rules are changing to the advantage of some of the men.

We found two mechanisms explaining how the change occurs. First, with the increase in the monetary value of shea nuts, some men are re-interpreting the old rules to their advantage. They claim control over the shea tree and are beginning to control shea activities more closely. The heads of lineage and customary chiefs used to manage the shea activity at a lineage or village scale in the same way as they managed land at that scale. Now, with the atomization of agricultural units, some heads of households reinterpret this management and the authority of heads of lineage, and the related symbolic retribution, as a personal right of the land manager over the shea trees and hence over income from shea. Heads of lineages and customary chiefs were not 'owners' of the shea trees; they were responsible for the fair and sustainable access to the trees and to the land. But now some men are reinterpreting the past rule to justify their new practices. Some heads of households propose that as the shea tree belongs to them, they can draw on shea income from their wives. One head of household said:

The shea tree belongs to me, as head of the household, it does not belong to my sons. As long as I live, even if I share the land between my sons, I will still be the owner of the shea trees and as such, my daughters-in-law have to give me some shea butter and some money from the sale of shea.

(old man, Bobo, first comer, Denkoro)

The former symbolic retribution has become a significant one. As in the case of the commoditization of the land (Bassett 2011), the commoditization of shea nuts also leads to the monetization of a former symbolic retribution.

The second mechanism used by some men to enter the shea trade is hidden. It is highly likely that some men are now involved in shea collection. By collecting shea themselves, men can appropriate shea products without the need to renegotiate the rules of control of the activity with women. The scale of male involvement in shea collection remains to be quantified. When men collect shea, they are the subject of disapproval. Shea collection is regarded as belonging to the female domain and it is a social dishonor for men to collect shea. As a consequence, men rarely acknowledged they collected shea. In her survey of 536 households in two areas of western Burkina Faso, Pouliot (2012) reported that shea was collected only by women in 92% of the households surveys, by both wives and husbands in 6% of households and only by the

husband in 2% of households. In our qualitative survey, up to 11 households out of 198 households men (6%) acknowledged collecting shea themselves and 18 more (9%) acknowledge collecting shea but said it was to help their wives. In the quantitative survey, 10% of the men acknowledged collecting shea themselves. Of these, only a quarter acknowledged collecting shea for their own personal income, whereas the rest said it was to help their wives. We assume that these figures are underestimated because of the social stigma attached to men who collect shea. It is difficult to know if involvement of men in shea labor is increasing or is still a marginal practice. For some men, it is still difficult to overcome the social norms:

I do not collect shea because I don't have the time. If I had more time I would, but only when there are no women around because otherwise people will make fun of me.

(middle-aged man, Lobi, First comer, Dimolo)

But other men are not willing to respect the social norm that limits the right to collect shea to women:

If there are any shea nuts, yes, I can collect them. Before, I didn't collect them. But now I'm old so I do. I can collect shea to sell for 1,000 CFA francs of nuts. I dry the nuts in the oven. [...] The first time I collected shea was five years ago and I have collected shea every year since. [...] I began collecting shea the year I saw that my wife could sell a bag of shea nuts for 15,000 CFA Francs. I find it motivating.

(old man, Lobi, First comer, Dimolo)

The very meaning of 'collecting' shea is also at stake. The collecting season for shea overlaps the farming season. If men arrive first in the field, while their wife is fetching water or taking care of children, they will first collect shea nuts and put them in a pile under a tree, to make sure they will not bury the precious nuts when plowing the field. Few men consider this as 'collecting' shea. But now that shea is worth money, it is likely that this practice will gain new meaning. A woman told us:

Now, men collect shea nuts and keep them for themselves. [...] Before, men used to help women pile shea nuts under a tree. But today if they do it, they will keep the nuts for themselves.

(Middle-aged woman, Bobo, first comer, Denkoro)

These practices do not apply to all husbands. Among the 191 women who had a cash income from shea, 36% (68) said they gave part of their earnings to their husband. In addition, four women said that they gave part of their shea harvest to their husband (in-kind gift of nuts). In all, 27% (72) of the 268 women interviewed in the survey said they gave part of their income from shea to their husband either in cash or in kind. It appears that shea income is transferred informally. In the qualitative interviews, women said they gave their husband cash from their income from shea only if he is 'in need' (*'être dans le besoin'*). But after more comprehensive questions, it became clear that some women systematically gave part of their cash income from shea to their husband (93 out of 198 households i.e. 47%, told us this in qualitative interviews),

other women have no control over shea income at all (17 households, 8%) and still others share the management of shea income and nuts with their husband (88 households, 45%).

The first factor explaining these disparities in the transfer of shea income between spouses is the women's total income versus shea income. Poorer women, who also have less shea income, are more likely to keep their income from shea (Table 16). This makes sense because they may need it to cover the very basic needs of the household. But, as women become wealthier, men may be more confident in appropriating some of their female relative's shea income, which becomes more like the women's personal income. But our data show that no more women in the wealthier quartile transfer shea income to their husband than the sample mean (Table 16). It is very likely that the better-off women have more power, stemming from economic power, to resist their husband attempts to appropriate their shea income. The weight of shea income in the woman's total income is also linked to the transfer of shea income (Table 16). The more visible the income from shea is in women's total cash income, the more women will transfer it to men. The status of first comers is positively correlated with women transferring shea income to their husband (Table 16). First comers have better access to shea trees, but they also have stronger claims to shea trees and thus to their wives' shea income. Younger wives have less income and are less prone to give shea income to their husband. But middle-aged women, who have similar income from shea as older women, are more prone to give part of their shea income to their husband. The older women are less likely to give shea income to their husband (Table 16). This is maybe also because they have more bargaining power.

Table 16. Proportion of women who transfer part of their shea income to their husband according to socio-economic variables

Quartiles of women's total income from shea	Quartile 1 poorest (n=67)	Quartile 2 (n=67)	Quartile 3 (n=67)	Quartile 4 richest (n=67)	Chi ² test	Sample mean (n=268)
	0.07	0.18	0.27	0.55	***	0.27
Quartile of women's total income	Quartile 1 poorest (n=67)	Quartile 2 (n=67)	Quartile 3 (n=67)	Quartile 4 richest (n=67)	Chi ² test	Sample mean (n=268)
	0.15	0.27	0.37	0.28	*	0.27
Share of shea cash income in total cash income of women	No cash income from shea (n=139)	Shea cash income < 0.25 of total women's cash income (n=48)	Shea cash income > 0.25 of total women's cash income (n=81)		Chi ² test	Sample mean (n=268)
	0.04	0.32	0.44		***	0.27
Husband's status	First comer (n=85)	Late comer (n=123)	New comer (n=60)		Chi ² test	Sample mean (n=268)
	0.40	0.23	0.17		**	0.27
Women's age	Youngest (n=88)	Middle aged (n=89)	Oldest (n=91)		Chi ² test	Sample mean (n=268)
	0.18	0.36	0.26		*	0.27

Note: Pairwise tests: means followed by the same letter are not significantly different at the 0.05 level
 NS = not significant (> 0.05 level); * = Significant at 0.05 level; ** = Significant at 0.01 level; *** = Significant at 0.001 level

V. CLASSIFYING HOUSEHOLDS ACCORDING TO SHEA INCOME DISPARITIES: TOWARD A TYPOLOGY

The description of the mechanisms of differentiation in shea activities helped identify the key drivers of change: access to the tree, the woman's workload and the relative weight of shea cash income in the woman's total cash income. To obtain an overview of the interplay of these different drivers, we built a typology of households. The aim was to classify households according to the multiple fault lines in shea income disparities.

We built the typology using eight variables significantly correlated with women's income from shea and transfer of shea income within the household: two qualitative ones, if the woman transfer cash from shea to her husband or not, and the husband's status (first, late or new comer); and six quantitative ones, the woman's total income, the shea income transferred to the husband, the woman's cash income from shea, the woman's total income from shea, the woman's child score and the woman's age. We first classified the variables to create synthetic quantitative variables. We came up with seven synthetic quantitative variables. We then used two clustering methods (ascending hierarchical clustering and k-means clustering) to obtain five clusters. The

resulting typologies were robust. Only 10% of the households were classified differently depending on the clustering method used. The result of the k-means clustering is shown in Table 18 and is used hereafter.

Type 1 and type 2 women are poorer, younger, and have more young children than average. They have less shea income and cash income from shea than average. These women did not give money from shea income to their husband. In the type 1 cluster, women from late comers' households are over represented, and the cluster contained no new comers' wives. Type 2 concerns only new comers' wives. Type 2 women use shea income mainly for subsistence purposes (Table 17). The analysis of these two categories suggests that: i) new and late comers are over-represented in the two types (respectively in type 2 and type 1) who have the smallest shea income, reflecting their difficulties in accessing shea trees, ii) new comers' wives (type 2) are in an even more difficult situation than others because they are less able than others to use their shea endeavor as a source of cash, and iii) these poorest women (in total income and in shea income) are able to keep their shea income from their husband, surely because they need it for very basic household subsistence. Type 1 and type 2 women are poor young wives who use shea income for subsistence and basic needs, and together represent 47% of the sample.

Table 17. Subsistence shea income in total shea income, among women who have an income from shea (252/268)

	Type 1 (n=70)	Type 2 (n=45)	Type 3 (n=55)	Type 4 (n=20)	Type 5 (n=62)	Sample mean (n =252)
Subsistence shea income in total shea income	0.38a	0.58	0.18b	0.05b	0.37a	0.34

Note: ANOVA, F test, p-value = 5.353e-08***

Pairwise tests: means followed by the same letter are not significantly different at the 0.05 level

Type 3 women have an average total income and an average shea income (total and cash), they have the average age and an average child score. First comers are over-represented in this group. Shea income represents an important part (one third of total cash income) of the livelihood of type 3 women. All these women transfer shea income to their husband. They transfer on average one third of their cash income from shea to their husband. Type 3 women certainly represent households where mostly first comer men (but also late comers for whom access to shea is not restricted in their field) have succeeded in establishing themselves as the owner of the shea trees and hence claim a share of the shea income.

Type 4 women are those who invest the most in the shea endeavor. They are richer than the mean and this relative wealth comes mainly from shea income, which represents 44% of their cash income. Their total income and their cash income from shea is, on average, fivefold higher than the mean total and cash shea income. Almost all type 4 women transfer on average 40% of their cash shea income to their husband. The transfer of such a high proportion of the women's

income from shea may be explained by three factors: i) they may have little bargaining power, at least they do not have specific power attributes (they have a mean age and an mean child score comparable to the average in the sample); ii) women from the village of Mé are over-represented in this type and Mé is the village where the rules of sharing shea nuts are particularly disadvantageous for women; and iii) the visibility of the shea money (half of the women's cash income, 40 percent of the total household income per AEU) make it more difficult to avoid men appropriating it. As described by Schroeder in Gambia in the case of money earned from gardening (1999), one of the women's strategies to avoid men appropriating their cash income is to prevent men knowing how much cash they have. Clearly, hiding shea income is difficult for type 4 women. They may have to adopt another strategy which is to control the terms under which they give their husband a cash gift (before he asks, so as to be able to define the amount, or in exchange for help or responsibilities). Lastly, first, late and new comers are evenly distributed in this type. But this does not undermine our result on the link between access to shea trees and shea income. Type 4 represents only 20 women (7% of the sample). And it is likely that type 4 women are more involved in shea butter processing and shea trading activities than other types of women. To obtain a large shea income, shea processing and trading activities require financial assets to purchase shea nuts rather than to access shea trees to collect nuts.

Type 5 women have an average shea income but do not transfer any shea income to their husband. There are virtually no new comers in this type while late comers are over-represented. These are powerful women, likely to have an important bargaining power in their household. They are older than the sample mean, their children are older too, they are richer than the sample mean, and relatively richer than the other members of their household. These empowered women represent 25% of the sample. The comparison with type 3 is fruitful because it nuances the drivers of transfer of shea income to the husband. Women of these two types have comparable total and cash shea income but all type 3 women give a share of their shea income to their husband whereas none of type 5 women transfer shea income to their husband. This is likely thanks to the bargaining power of type 5 women (they are older, richer, and relatively richer than the other members of their household) and the fact that for type 5 women cash income from shea represents a lesser share of their total cash income than for type 3 women. Their shea income is less visible and thus maybe less easy for their husband to appropriate.

Table 18. The typology

		Type 1 (n=77)	Type 2 (n=50)	Type 3 (n=55)	Type 4 (n=20)	Type 5 (n=66)	Test	Sample mean (n=268)
Distribution of women transferring shea income to their husband*	No transfer of shea income to their husband	1	0.98	0	0.2	1	Pearson's Chi-squared test***	0.73
	Women transfer shea income to their husband	0	0.02	1	0.8	0		0.27
Total of shea income transfer from wife to husband (in FCFA)*		0ab	32ac	4,136	21,703	0bc	ANOVA***	2,474
Distribution of status of head of household*	First comers	0.35	0.00	0.53	0.35	0.33	Pearson's Chi-squared test*** (simulation)	0.32
	Late comers	0.65	0.00	0.36	0.50	0.65		0.46
	New comers	0.00	1.00	0.11	0.15	0.02		0.22
Women's total income*		65,322a	61,301a	107,951b	160,268bc	166,176c	ANOVA***	105,243
Women's total income from shea*		6,131a	5,320a	13,318b	52,893	11,186b	ANOVA***	12,189
Women's cash income from shea*		5,030a	3,728a	12,001b	50,467	9,135b	ANOVA***	10,619
Weight of cash income from shea in total cash income of women		0.20abc	0.15ad	0.31be	0.44e	0.12cd	ANOVA**	0.21
Household's total income (per aeu)		138,344	121,305	115,467	126,656	140,926	ANOVA NS	130,234
Relative wealth of women compared to their husband		0.63abc	0.71ade	0.68bdf	1.23cefg	1.66g	ANOVA**	0.95
Women's child score*		-0.1	0.6a	1.3b	1.2ab	2.8	ANOVA***	1.1
Women's age*		28.3a	29.8a	37.3b	37.2b	45.9	ANOVA***	35.4
Distribution per village	Denkoro	0.48	0.18	0.36	0.25	0.24	Pearson's Chi-squared test***	0.32
	Dimolo	0.22	0.68	0.31	0.15	0.26		0.33
	Me	0.30	0.14	0.33	0.60	0.50		0.35

Note: *Variables on which the typology is built

Pairwise tests: means followed by the same letter are not significantly different at the 0.05 level.

NS = not significant (> 0.05 level); * = Significant at 0.05 level; ** = Significant at 0.01 level; *** = Significant at 0.001 level

VI. DISCUSSION

Whereas shea activity is often considered to be equally accessible to all rural women and a source of cash, we show that, in a context of trade globalization and increased commoditization of shea nuts, shea activity is leading to changes in power relationships and to more inequalities. We have destroyed the myth of 'women's gold' that considers women's shea income as a single package. A significant proportion of households uses shea mainly for subsistence and obtains little cash income from it. This is the case of the poorer and younger women in households with less access to shea trees. Among women able to derive a substantial part of shea income in cash, those who have the most visible shea income and those whose husband has a better claim to shea trees are transferring a part of their shea income to their husband. The older women and richer women manage to avoid sharing their shea income. These results reveal the specificities of the process of socio-economic differentiation currently underway in western Burkina Faso.

To challenge commonly held beliefs about shea trees representing a safety net for women, we chose to analyze the differentiation process by crossing gender and agrarian change approaches. Our analysis of socio-economic differentiation takes the focus on inequalities from agrarian change literature and from the gender politics literature the explanation of the inequalities according to the specific local context and in terms of power relationships. However, mixing the two approaches enabled us to avoid putting the two sectorial approaches side by side. To this end, we proposed and applied three principles that open new perspectives for future research. The first is to extract the categories of analysis from the local context and from empirical fieldwork. The point here is to focus on the analysis of differentiation on what really matters and to avoid preconceptions or sectorial biases. In the case of shea, we show that the income and gender categories are not the only fault lines between rural people: access to the shea trees plays a key role in shaping the inequalities between rural people concerning shea activity. We tackled the notion of access by using the categories of first, late and new comers for the purpose of our study and according to the local context. A child score was also created in relation to shea collection to account for the fact that young children can add to women's workload whereas older children may help their mother collect shea nuts.

The second principle is to reveal the inequalities as well as the mechanisms leading to them. Socio-economic differentiation is a process, and as such, the dynamics of change have to be explained to fully understand the results of these changes. We revealed several mechanisms. Whereas transfers of income from all sources are common between spouses, we show that shea income has acquired a new status in these transfers since the beginning of the globalization of

shea trade. Changing access to shea trees plays a key role in understanding the case of shea income. The important mechanisms of change are those that re-interpret the meaning of the trees, of the income from shea, and of the fact of collecting shea nuts. Some husbands are in the process of re-interpreting their relationship with shea trees, no longer as managers, but as owners of the trees and thereby helping commoditize the shea trees by asking for a share of their wife's income from shea.

The third principle is the need for a typology of income disparities. We believe that the typology is a useful tool to understand the interplay of multiple drivers of change and to nuance the analysis of the winners and losers of the globalization process. It is not because new comers have less access to shea trees and because some women give shea income to their husband that new comers' wives are losers in the shea game. Rather, our typology shows that new comers are the main group to obtain a small income from shea and to use it mainly for subsistence (type 2). First and late comers who are in the same situation are the first and late comers with youngest wives and the youngest and most children (type 1). It thus appears that new comers are limited to a small income from shea because they have both less access to shea trees and have a workload constraint connected with their family whereas the small income from shea obtained by first and late comers is mostly explained by workload constraints. The comparison of type 3, 4 and 5 households helps understand how the visibility of shea cash income is a primary factor accounting for shea income transfer to the husband as well as the bargaining power of women (here through their age and relative economic power in the household). Hence, the crossing of inter- and intra-household analysis in the typology prevents for instance, the generalization of "women" or "men" as homogeneous categories. The typology highlights the disparities in shea income, in the transfer of shea income, and the diversity of drivers accounting for these inequalities. It also avoids making quick generalizations from the interpretation of correlations between variables.

VII. CONCLUSION

By cross analyzing the literature on gender politics and the literature on agrarian change we have shown how broad globalization processes shape socio-economic and gender differentiation among rural households at local level. The results of this study also suggest further research incorporating the gender politics and agrarian change literature in the analysis of socio-economic differentiation. If words matter, then 'socio' should be understood as context-specific social categories that account for the process of differentiation. 'Economic' parameters are

important but not the only important parameter here. And ‘differentiation’ should be understood as a process, and this being the case, the mechanisms behind the change need to be detailed and analyzed.

The globalization of the shea market and the commoditization of shea nuts are fueling a process of socio-economic differentiation in western Burkina Faso. In the case of shea, we show that income and gender are not the only fault lines between rural people: access to the shea trees plays a key role in shaping the inequalities between rural people in shea activity. Although income from shea is part of the livelihood of virtually all the households in our study areas, for some it is primarily a household subsistence income whereas a minority of women derives a substantial personal cash income from shea products. The variables that count most for these disparities are the status of the household as first, late or new comers, the age of the women, and their relative wealth. But women with the highest cash income from shea transfer part of it to their husband. The proportion of the transfer depends on the ability of the husband to claim part of his wife’s shea income and on both their bargaining power.

Shea income is commonly referred to as ‘women’s gold’ and shea activity is believed to be evenly accessible to rural women who are considered to be a homogeneous category. We have questioned these beliefs and show that shea is not women’s gold for all women and may be men’s gold in some households. All women are not equal in shea activity and in the sharing of income. Women with the highest shea income are particularly vulnerable to their husbands’ attempts to claim part of the income. These results undermine the discourse underlying NGO and industrial development projects that promote shea activity as a way of empowering all women. Development projects that aim to improve women’s shea income need to be aware of these mechanisms of income transferal as well as of the mechanisms that are restricting women’s access to shea trees.

VIII. REFERENCES

- Akram-Lodhi, A.H. and C. Kay. 2010a. Surveying the agrarian question (part 2): current debates and beyond. *Journal of Peasant Studies*, 37(2), 255–84.
- Akram-Lodhi, A.H. and C. Kay. 2010b. Surveying the agrarian question (part 1): unearthing foundations, exploring diversity. *Journal of Peasant Studies*, 37(1), 177–202.
- Angelsen, A., P. Jagger, R. Babigumira, B. Belcher, N.J. Hogarth, S. Bauch, J. Börner, C. Smith-Hall, and S. Wunder. 2014. Environmental Income and Rural Livelihoods: A Global-Comparative Analysis. *World Development*, 64, Supplement 1, S12–28.
- Angelsen, A., H.O. Larsen, and J.F. Lund. 2011. *Measuring Livelihoods and Environmental Dependence: Methods for Research and Fieldwork*. Taylor & Francis.
- Bassett, T.J. 2002. *Women’s Cotton and the Spaces of Gender Politics in Northern*

- Cote d'Ivoire. *Gender, Place & Culture*, 9(4), 351–70.
- Bassett, T.J. 2011. The monetization of land transfers in northern Côte d'Ivoire. In: E. Jul-Larsen, P.J. Laurent, P.-Y. Le Meur, and E. Léonard, eds. *Une anthropologie entre pouvoirs et histoire : conversations autour de l'oeuvre de Jean-Pierre Chauveau*. Paris: Karthala, pp. 227–51.
- Bernstein, H. 1996. Agrarian questions then and now. *The Journal of Peasant Studies*, 24(1-2), 22–59.
- Berry, S. 1988. Property rights and rural resource management: the case of tree crops in West Africa. *Cahiers des Sciences Humaines*, 24(1), 3–16.
- Boffa, J.-M., G. Yaméogo, P. Nikiéma, and D.M. Kundson. 1996. Shea nut (*Vitellaria paradoxa*) production and collection in agroforestry parklands of Burkina Faso. In: R.R.B. Leakey and et al., eds. *Presented at the International Conference on Domestication and Commercialization of Non-Timber Forest Products in Agroforestry Systems: Non wood forest products*, Rome: FAO, pp. 110–22.
- Borras, S.J. 2009. Agrarian change and peasant studies: changes, continuities and challenges – an introduction. *The Journal of Peasant Studies*, 36(1), 5–31.
- Boutillier, J.-L. 1964. *Les structures foncières en Haute-Volta*. Ouagadougou: ORSTOM.
- Byres, T.J. 1996. *Capitalism From Above and Capitalism From Below: An Essay in Comparative Political Economy*. London: Palgrave Macmillan.
- Carney, J. and M. Watts. 1991. Disciplining women? Rice, mechanization, and the evolution of mandinka gender relations in Senegambia. *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, 16(4), 651–81.
- Chalfin, B. 2004. *Shea Butter Republic: State Power, Global Markets, and the Making of an Indigenous Commodity*. New York: Routledge.
- Chevalier, A. 1946. L'arbre à beurre d'Afrique et l'avenir de sa culture. *Oléagineux*, (1), 7–11.
- Coddington, K. 2015. Feminist Geographies 'Beyond' Gender: de-Coupling Feminist Research and the Gendered Subject. *Geography Compass*, 9(4), 214–24.
- Crélerot, F. 1995. Importance of shea nuts for women's activities and young child nutrition in Burkina Faso: the case of the Lobi. University of Wisconsin--Madison, Madison.
- Duflo, E. and C. Udry. 2004. *Intrahousehold Resource Allocation in Cote d'Ivoire: Social Norms, Separate Accounts and Consumption Choices*. National Bureau of Economic Research, Working Paper No. 10498.
- Elias, M. 2010. *Transforming Nature's Subsidy: Global Markets, Burkinabè Women and African Shea Butter*. McGill University, Montréal, Québec.
- Elias, M. and M. Saussey. 2013. 'The Gift that Keeps on Giving': Unveiling the Paradoxes of Fair Trade Shea Butter. *Sociologia Ruralis*, 53(2), 158–79.
- Elmhirst, R. 2011. Introducing new feminist political ecologies. *Geoforum*, 42(2), 129–32.
- Gray, L.C. 2005. What kind of intensification? Agricultural practice, soil fertility and socioeconomic differentiation in rural Burkina Faso. *Geographical Journal*, 171(1), 70–82.
- Gray, L. and B. Dowd-Urbe. 2013. A political ecology of socio-economic differentiation: debt, inputs and liberalization reforms in southwestern Burkina Faso. *Journal of Peasant Studies*, 40(4), 683–702.
- Guyer, J.I. 1980. *Household budgets and women's incomes*. African Studies Center, Boston University.
- Guyer, J.I. and P.E. Peters. 1987. Introduction. *Development and Change*, 18(2), 197–214.
- Harriss-White, B., D.K. Mishra, and V. Upadhyay. 2009. Institutional Diversity and Capitalist Transition: The Political Economy of Agrarian Change in Arunachal Pradesh, India. *Journal of Agrarian Change*, 9(4), 512–47.
- Hautdidier, B. and D. Gautier. 2005. What local benefits does the implementation of rural wood markets in Mali generate? In: M.A. Ros-Thonen and A.J. Dietz, eds. *African Forests Between Nature and Livelihood Resources: Interdisciplinary Studies in Conservation and Forest Management*. pp. 191–220.
- Leach, M.A. 1990. *Images of Propriety: The Reciprocal Constitution of Gender and Resource Use in the Life of a Sierra Leonean Forest Village*. University of London.
- Lentz, C. 2005. First-comers and late-comers: The role of narratives in land claims. In: S. Evers, M. Spierenburg, and H. Wels, eds. *Competing Jurisdictions: Settling Land Claims In Africa*. Leiden / Boston: Brill, pp. 157–80.

- Lovett, P.N. and N. Haq. 2000. Evidence for anthropic selection of the Sheanut tree (*Vitellaria paradoxa*). *Agroforestry Systems*, 48(3), 273–88.
- Martin, S. 1984. Gender and Innovation: Farming, Cooking and Palm Processing in the Ngwa Region, South-Eastern Nigeria, 1900–1930. *The Journal of African History*, 25(04), 411–27.
- Mikell, G. 1984. Filiation, economic crisis, and the status of women in rural Ghana. *Canadian Journal of African Studies*, 18(1), 195–218.
- Oya, C. 2007. Stories of Rural Accumulation in Africa: Trajectories and Transitions among Rural Capitalists in Senegal. *Journal of Agrarian Change*, 7(4), 453–93.
- Peters, P.E. 2004. Inequality and Social Conflict Over Land in Africa. *Journal of Agrarian Change*, 4(3), 269–314.
- Poudyal, M. 2011. Chiefs and trees: tenures and incentives in the management and use of two multipurpose tree species in agroforestry parklands in Northern Ghana. *Society & Natural Resources*, 24(10), 1063–77.
- Pouliot, M. 2012. Contribution of 'Women's Gold' to West African Livelihoods: The Case of Shea (*Vitellaria paradoxa*) in Burkina Faso. *Economic Botany*, 66(3), 237–248.
- Razavi, S. 2009. Engendering the political economy of agrarian change. *The Journal of Peasant Studies*, 36(1), 197–226.
- Ribot, J.C. and N.L. Peluso. 2003. A Theory of Access. *Rural Sociology*, 68(2), 153–81.
- Rocheleau, D.E., B.P. Thomas-Slayter, and E. Wangari, eds. 1996. *Feminist political ecology: global issues and local experiences*. London; New York: Routledge.
- Rousseau, K., D. Gautier, and D.A. Wardell. 2015. Renegotiating access to shea trees in Burkina Faso: Challenging power relationships associated with demographic shifts and globalized trade. *Journal of Agrarian Change*, Submitted.
- Saussey, M. 2011. Le barattage des savoirs. Circulations des ressources et apprentissages des artisanes burkinabè dans un contexte de mondialisation. *Revue d'anthropologie des connaissances*, 5(3), 551–72.
- Schroeder, R.A. 1999. *Shady Practices: Agroforestry and Gender Politics in the Gambia*. University of California Press.
- Scoones, I. 2009. Livelihoods perspectives and rural development. *The Journal of Peasant Studies*, 36(1), 171–96.
- Somé, B. 2013. 'Hot money': Gender and the politics of negotiation and control over income in West African smallholder households. *Africa*, 83(02), 251–69.
- Yinug, F. and J. Fetzer. 2008. *Sub-Saharan Africa: Factors Affecting Trade Patterns of Selected Industries*. Washington, DC: United States International Trade Commission (USITC), No. Second annual report.

CHAPITRE 4. HISTOIRE

ENVIRONNEMENTALE DU KARITÉ :

PERMANENCE DU DISCOURS COLONIAL SUR

LA QUESTION DU RENOUVELLEMENT DU

KARITÉ

The environmental history of a Cinderella tree: shea tree renewal question in Burkina Faso and its colonial legacies

Karen Rousseau, Denis Gautier et D. Andrew Wardell

Article présenté au colloque DOPE (dimensions of political ecology) à Lexington USA en février 2015.

Abstract:

In western Burkina Faso, as in neighbouring countries in West Africa, the shea butter consumption and the shea products trade have been important parts of rural livelihoods for centuries. This is even more the case since the shea trade boom in the early 2000s. Although the published evidence is not conclusive, most studies express concern about shea tree regeneration and reduction of shea trees density in agroforestry parklands. To address the question of shea tree regeneration, actors from commercial companies and governments have shown recent interest in developing grafted and planted shea trees. We aim to explore underlying colonial legacies that influence the way shea regeneration projects are thought and designed. Current endeavours are rooted in a narrow technical way of framing the ecological question of the shea tree as developed by colonial scientists and that assumes away the social meaning of the tree and its complex and evolving tenure. Based on this analysis and a case study on shea tree tenure in west Burkina Faso, we argue for decolonizing the way projects on shea parklands are designed. There is a window of opportunity to develop alternative solutions for shea

regeneration based on thorough understanding of local practices and local social dynamics around the shea tree.

Keywords: Burkina Faso, Political Ecology, Shea, Colonial present, Plantation

I. INTRODUCTION

In the Sudano-Sahelian region of Burkina Faso, the shea tree is the most frequent parkland tree (Fischer *et al.* 2011). Shea production belongs to the peasant economy, and particularly to the women's one. The shea nut trade and shea butter consumption have been important parts of rural livelihoods for centuries. This is even more the case since the shea trade boom in the early 2000s. Our data from a survey on 268 households in western Burkina Faso, as well as data from Lamien *et al.* (1996), show that shea butter still is the main source of fat in the rural diet. A recent survey in two rural shea producing areas in Burkina Faso showed that 94% of households collect shea nuts (Rousseau *et al.* Submitted, Pouliot 2012). Research in western Burkina Faso also demonstrated the significance of shea nuts to women's incomes, as they represent in average 20 percent of women's personal cash incomes (Rousseau *et al.* Submitted).

Although very few evidence about the dynamics of shea trees population can be found in the literature, most studies express concern about shea tree regeneration in agroforestry parklands. To address the concern about shea tree regeneration, research organisms, commercial companies, and governments have shown interest in developing grafted and planted shea trees. Such efforts take root in the colonial efforts to regenerate shea parklands. Plantations of shea trees in managed forest reserves were first a colonial idea to increase and rationalize shea production for exportation (Chipp 1923, Vigne 1935). Plantation have been and are still thought as a technical solution which do not take into account the social meaning of the shea tree and the management practices of farmers.

In this article we aim to explore underlying colonial legacies that influence the way regeneration projects are thought and designed. We adopt the political ecology approach of discourse analysis (Fairhead and Leach 1995, Adger *et al.* 2001, Forsyth 2003) to deconstruct how a coalition of private and public actors have created and brought forward a dominant discourse about the shea tree regeneration. We cross the political ecology corpus with environmental history approach to unravel the way some key theme of colonial science are persistent in nowadays discourses. Assuming away local practices and social dynamics and political process at local level, the emerging discourses on shea tree regeneration are designing projects in a narrow technical way.

Finally, we demonstrate how a close understanding of the shea tree tenure and the local management practices of the trees are a prerequisite for successful future programs tackling the

question of regeneration of shea tree and how this understanding leads to revisit the colonial heritage and help to bypass it (Adams and Mulligan 2012).

II. MATERIAL AND METHODS

The analysis of past projects and policies of shea regeneration are based on francophone and Anglophone archival sources. Insights on past and present projects of shea plantations in West Africa will be balanced against a case study of shea tree tenure in western Burkina Faso. We have chosen six villages in three culturally different areas in western Burkina Faso (Figure 1) to assess the extent to which changes in access to shea are cross-cultural and cross regional. We conducted qualitative interviews on shea tree tenure arrangements and practices from August to December 2013 after the shea nut collection period. Between 75 and 80 informants were interviewed in each socio-cultural area, giving a total of 235 informants interviewed, of whom 48 per cent were women.

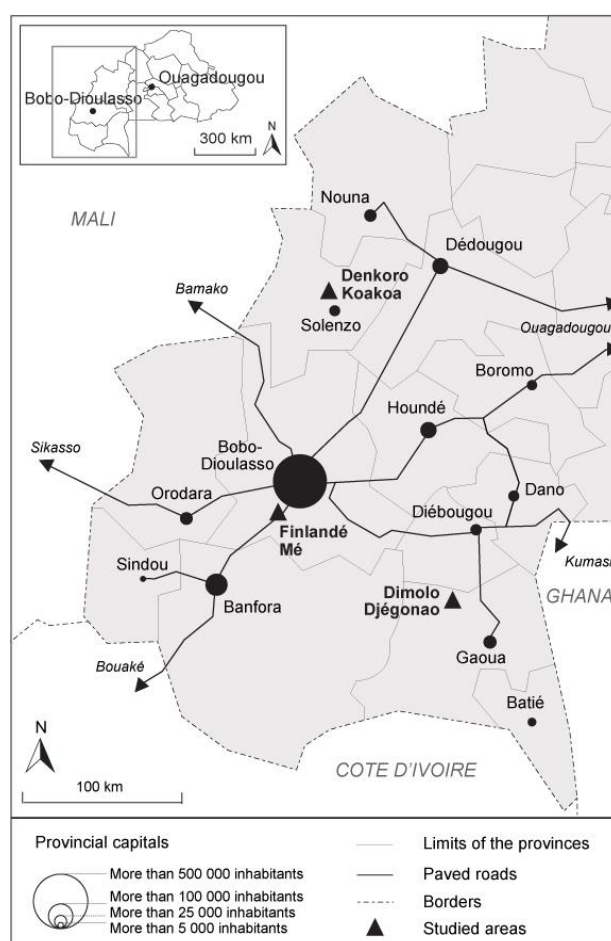


Figure 10. Map of western Burkina Faso with the areas surveyed

III. A GROWING CONCERN FOR SHEA TREE REGENERATION AND SUSTAINABLE PRODUCTION

1. A GROWING CONCERN ABOUT SHEA TREE REGENERATION IN THE LITERATURE

Published evidence is not conclusive on the evolution of shea tree density in the parklands of West Africa. Gijsbers et al (1994) showed a decline in all tree density in a village of Burkina Faso (from 16 trees/ha in average in 1957 to 10 trees/ha in 1988). Other authors such as (Bernard *et al* 1996 in Boffa 1999) showed an expansion of shea parklands in northern Côte d'Ivoire in the late 20st century due to the increase demand for shea. Finally, authors agreed on balancing effect: on the one hand a decreasing effect of the severe drought of the 1973s and 1983-1984s on tree density in Sudano-Sahelian parklands, but on the other hand they found a recovering density of shea trees in some areas (Boffa 1999).

If the trend on shea density evolution is not clear, nevertheless, since the 1980s, several studies have expressed concern about shea tree regeneration and hence, a possible future decrease of shea tree density in parklands despite the fact no breakdown has been observed yet in the supply chains of shea nuts. Already in the 1980s, some scholars expressed concern about ageing shea parklands (Bonkougou 1987). Louppe (1994) found a positive dynamic of regeneration of shea trees only in one out of four villages' parklands studied in northern Côte d'Ivoire. Gijsbers et al (1994) showed a lack of tree regeneration in parklands. Elias (2013) stressed the fact that regeneration potential of shea depends on the time scale of the analysis. In her field study (Gurunsi area, Burkina Faso), a static picture showed a high density of shea trees of all sizes and fallow and harvest conditions which enable regeneration of shea trees. Elias showed also that in the future it is possible that fallows will reduce in space and time and shea nut harvest practices will become more intensive, thus undermining future shea regeneration. In a study in northern Ghana, Poudyal (2011) found that 38% of households had no young shea trees in their fields, suggesting a problem of regeneration of the shea trees. Kaboré *et al* (2012) showed an ageing of shea trees parklands in Burkina Faso that endangers the sustainability of shea parklands. This renewed scientific interest in shea tree ecology has probably been fuelled by the development discourses.

2. TOWARD A DOMINANT DISCOURSE ON SUSTAINABLE SHEA TREE PRODUCTION

With the boom of shea market for export and the increasing concern about shea regeneration in the research area, industrial companies⁴⁷, NGOs and governments are willing to rationalize shea

⁴⁷ The three main industrial companies or CBE (cocoa butter equivalent) manufacturers operating in Burkina Faso are AAK (AarhusKarlshamn AB, Sweden), IOI Loders Croklaan (IOI group, Malaysia), and 3F (Foods Fats and Fertilizers Ltd., India).

production and make it more sustainable. The 2014 Shea conference (organized by the Global Shea Alliance⁴⁸) was organized in Abidjan, Côte d'Ivoire. After a decade of war, the Minister of Agriculture announced that shea will be a priority for Côte d'Ivoire. The government wanted shea production to become industrial and based on the successful model of cocoa and coffee plantations. In September 2014, at the start of the marketing year of shea, the Minister of Trade of Bénin urged research organizations to develop 'short cycle' shea trees in order to develop shea plantations and enhance shea production. In March 2015, the government of Ghana announced the funding of a project by the state-owned Edaif (Export Trade Agricultural and Industrial Development Fund) to develop higher yielding trees and cultivate shea trees in plantations. Almost one million dollars have been promised and the aim was to nurse one million shea trees which would bear fruit at age 5 or 6 years old. Nowadays political discourses are based on the same ideas as in colonial times: to rationalize and intensify shea production through improved variety of shea trees and plantations.

The Burkinabè government has approved in June 2015 a national sustainable development strategy for the shea value chain for the 2015-2019 period. The first objective stated in this strategy is to increase the volume of shea nuts produced through a sustainable management of the resource, the protection of the environment, and a better access to the production areas⁴⁹ (Government of Burkina Faso 2015, 84). Specifically, the strategy "aim at decelerate or even reverse the process of degradation of shea parklands through: i) the protection and regeneration of the national shea parkland, ii) the promotion of best forestry practices in the shea value chain, iii) the support for the creation of professional shea trees orchards, iv) the strengthening of the applied research for the shea production, v) the strengthening of the enforcement of national regulation on trees protection [...]"⁵⁰ (Government of Burkina Faso 2015, 85). Moreover, a 2007 report on the diversification of exports of Burkina Faso pinpoints the importance of research to enable the development of shea tree plantations (English *et al.* 2007, 12).

The first CBE⁵¹ industrial, AAK, is developing an initiative to promote shea planting by farmers. AAK works directly with more than 30,000 women in Burkina Faso in order to meet demand of sustainably produced shea for cosmetic industrial customers. They want to give each woman shea seeds or young shea trees to promote shea plantations.

At the 2014 Shea conference, ICRAF proposed a strategy to develop an active management and planting of the shea tree, based on assisted natural regeneration (ANR) techniques and grafting

⁴⁸ The Global Shea Alliance (GSA) is an association established in 2011 and based in Accra, Ghana. The GSA gathers the stakeholders of the shea industry worldwide and aims to develop and improve the shea value chain.

⁴⁹ "Objectif spécifique 1 : Augmenter les volumes d'amandes produites par une gestion durable de la ressource, la protection de l'environnement, et une meilleure accessibilité aux zones de production".

⁵⁰ « La stratégie nationale de développement durable de la filière karité vise à ralentir voire inverser le processus de dégradation du parc à karité à travers : i) la protection et régénération du parc national à karité ; ii) la promotion des bonnes pratiques sylvicoles dans la filière karité ; iii) l'appui à la création de vergers professionnels de karité ; iv) le renforcement de la recherche appliquée en faveur de la production de karité ; v) le renforcement de l'application de la réglementation sur la protection des arbres [...] »

⁵¹ CBE (cocoa butter equivalent) is the first outlet for shea export. CBE industries absorb 90% of total shea exports from West Africa (Rousseau *et al.* 2015a).

(Boffa 2014). Their idea is to select improved shea trees and to spread grafting and ANR through local village-based extension agents.

In connection with the growing institutional concern about shea regeneration, since the early 2000s, researchers have advanced the knowledge on improved shea variety, shea in vitro propagation and shea grafting techniques (Bouvet *et al.* 2004, Sanou *et al.* 2004, 2006, Fotso *et al.* 2008, Yeboah *et al.* 2010, 2011, Raebild *et al.* 2011, Adu-Gyamfi *et al.* 2012, Lovett and Haq 2013). In 2015, the GSA commissioned a study to synthesize key insights from the literature for improving the management of shea trees and identify opportunities and constraints for program development (Boffa 2015). It seems that, today, the aim of shea actors is to use this knowledge at large scale to enhance shea trees regeneration. But to our knowledge, apart from such research projects, no large projects of plantation or ANR have been developed so far in shea producing countries.

Finally, in the recent years, the theme of the sustainable shea tree production has been put at the core of the concern on shea in the public and private political arenas. The coalition of actors has defined the environmental problem of the regeneration of the shea tree in relation to their own goal of enhancing the production of shea trees. The solutions have been framed in a relatively narrow technical way. The following section investigate how this coalition of public and private actors has collectively converged toward a definition of the shea tree regeneration problem, and how they have defined a homogeneous set of technical solutions. We do so by an historical analysis, and through an analysis of today's conditions for the reappearance of the colonial way of framing the issue.

IV. PRESENT DISCOURSE THROUGH HISTORICAL LENS: THE COLONIAL LEGACIES

1. ENVIRONMENTAL HISTORY OF THE SHEA TREE

The scramble for African territory (cf. Berlin conference) was echoed by the scramble for commodities in the early (pre-civil administration) days of AOF (French West Africa) and the Gold Coast Colony. Both the French and British tried to establish Treaties of Friendship and Trade to secure exclusive 'deals' for particular commodities with local chiefs in the 1890s. The colonial administration initially considered shea nut as a commodity to help pay for tax especially after 1900 when colonial belts were first tightened. Other commodities that were explored included silk cotton and livestock. None of these provided sufficient revenues, and other forms of taxation and forced labour were widely adopted. Colonial scientists were initially optimistic about the economic potential of shea for the Colonies. In 1907, Chevalier wrote "among all the species [of tropical fat-containing plants], shea tree is one of the most important

for the future” (Perrot and Chevalier 1907). Other colonial experts were equally optimistic in the case of Ghana (Chipp 1923, Vigne 1935).

At first, colonial scientists were interested in the latex of the shea tree, which appear to be close to the gutta percha (Perrot and Chevalier 1907). The gutta percha was a material processed from the latex of the leaves of *Palaquium Gutta* tree and used for its adhesive, elastic and electrical insulator properties at that time. Scientists worried for the sustainability of the *Palaquium Gutta* tree in its productive region that is Malaysia and thought that the shea tree latex could be a replacer. But the first hopes were dashed and research on the shea tree latex stopped before 1910. Despite this disappointment, scientists continued to believe in the shea tree potential for industrial uses and trade. They investigated several uses of shea butter for soap and candle manufacturing, margarine manufacturing, pharmaceutical products and as industrial oil lubricant.

It is probably the early enthusiasm of colonial forestry scientists that triggered legislation to protect shea tree and not its importance for local people. In 1906, the governor of Haut-Senegal and Niger decide to protect the shea tree. Perrot and Chevalier (1907) and Vuillet (1911) called for extending the legislation to all of French West Africa (including Côte d’Ivoire, Dahomey (today Bénin) and Guinée Conakry). Similarly, in Gold Coast (today Ghana) in 1920, provincial commissioners received instructions to stop the “natives” from cutting down shea trees (Wardell and Fold 2013).

During the first half of the 20th century, the aim of colonial scientists and technical experts was to rationalize the shea production for exportation. They recommended efforts to improve transport infrastructure (railways) and the creation of industrial crushing plants for shea butter. They also called for a better management of the shea trees by local people. Perrot and Chevalier (1907) proposed the creation of managed forest reserves of shea trees. They recommended the creation of reserves of 8.000-10.000 ha each in which additional plantations of shea trees would enhance shea density where it was low and tree nursery to replace ageing trees. The idea was to increase and rationalize shea production for future exportation based on European management norms of forests and plantations. Between 1902 and 1914, Vuillet experimented the plantation of shea trees in Katibougou, French Soudan (today Mali) but the trials were abandoned in 1920. In Gold Coast in the 1920s, forestry technicians were mobilized to help expand the shea production areas. They created three experimental plantations and fire-protected sites in the Northern Territories of Gold Coast Colony (Wardell and Fold 2013). These endeavors were not successful. In 1930, French experts reasserted the need to develop shea plantations and the selection of highly productive shea trees (Annet 1930). In 1936, French scientists carried out the selection and grafting of shea trees from Soudan, Haute Côte d’Ivoire and Nigeria. In 1946, Chevalier recommended to develop the selection and diffusion of highly productive shea trees for industrial outlets. The common ideas of colonial scientists were to “rationalize”, “generalize” and “intensify” the production of shea trees. Comparisons are commonplace with pear-tree and

apple tree plantations in the west of France or olive tree in the Mediterranean area (see Annet 1930, Chevalier 1943, 1946).

However, no industrial-scale plantations of shea trees have been developed anywhere in Sub-Saharan Africa during the past century. Shea plantations developed were mainly experimental, for research purposes: in Katibougou in Soudan in the early century, in Sotuba (Bamako, Soudan) in 1927, in Korhogo (Côte d'Ivoire) in 1931, in Ferkéssédougou (Côte d'Ivoire) in 1944 and in Niangoloko (Haute-Volta, presently Burkina Faso) in 1955 (IRHO 1952, Bonkounbou 1987). Improved varieties of shea trees has not been developed neither. The difficulties of such endeavors appeared to be the slow growth of the shea tree, the delay before the first fructification and the difficulties to transplant young trees (Vuillet 1939, Chevalier 1948) but also the lack of sufficient industrial outlet. Colonial efforts to propagate or regenerate shea remained unsuccessful.

2. TODAY'S COLONIAL LEGACIES

The similarity between the ongoing profusion of ideas and proposals and the old projects of the colonial era is striking. Current interest in shea sustainable production can be seen as a resurgence of old ideas stemming from colonial experts. Common features between today's discourses and colonial one are the following:

1. They emphasize a need for a better protection of the shea tree;
2. They promote a rationalization of shea production;
3. They fail to account for local practices: colonial experts assumed that local practices are detrimental for the shea trees whereas today's discourse simply assumes away local practices;
4. They frame the development solution in a narrow technical way.

The points 1 and 2 are linked. These points are related to the way that the problem is framed, with two underlining rationales: economic rationalisation of production and environmental protection. Clearly, colonial experts were primarily concerned by the rationalization of the production of shea trees in the aim of "*mettre en valeur les colonies*" (Sarraut 1923), that is to say to create value from the colonial territories and to develop shea products exports to Europe. Today, the justification of the discourse is more about environment, for several reasons. First, the raise of the climate change concern (Adger *et al.* 2001) has affected the way economic development is thought. Environment management has become a key theme of sustainable development. It is even more tangible in developing countries where donors have great influence on projects and policies design and are committed to help mitigation and adaptation in those countries. The national sustainable development strategy for the shea value chain of Burkina Faso put forward the possibility of REDD (Reducing Emissions from Deforestation and forest Degradation) projects for financing the protection of shea trees parklands. Secondly,

industrial are now committed to develop a CSR (corporate social responsibility) policy (Bazillier and Vauday 2009, Mahoney *et al.* 2013). Environment has become part of public image of companies. The term 'green washing' was designed to express the fact that some companies advertise on their environmental friendly policy whereas they do little to enhance their actual environmental practices. So, the incentives to both governments and industrials are high to act in favour of the renewal of the shea tree for environment purposes and to make it visible.

However, the economic question is not absent of this renewed focus on shea tree regeneration and plantations. Shea production is erratic both in time and space (Desmarest 1958, Boffa *et al.* 1996). Additionally, CBE industrials, despite their efforts, have not the control of the upstream of the shea nuts value chain which is locked by wholesalers (Rousseau *et al.* 2015a). Projects of large-scale shea trees plantations, if they came to reality one day, will give to CBE industrials who initiated them much more direct control on shea nuts production. Even softer solutions such as protected shea parklands with enhanced shea trees varieties or grafting techniques may entail central management of parklands and direct procurement for CBE industrials. Governments are also willing to reach all the potential of shea production to develop shea nuts export. For the State of Burkina Faso, shea exports represent 7% of exports excluding gold exports in 2011 (Government of Burkina Faso 2015, 47) and they have estimated that their territory has a potential of production of 850,000 tons of shea nuts/year, whereas they have reached 275,000 tons in 2012. So beyond the environmental justification of the discourse for the renewal of shea trees, there is still the economical will from industrials to have a better control on the shea production and from governments to develop shea exports.

Points 3 and 4 are linked in framing the way actors designed the solutions to enhance shea tree protection and sustainable production. Colonial experts assumed that 'indigenes' were not competent for protecting and managing their natural resources. They were seen as being unable to create value from them. In this view, colonial aims were to bring knowledge, technics, and ideas. Colonial states defined their mission as civilizing. We can see a colonial heritage in nowadays discourse in the sense that they are still assuming away local actors and their practices. Projects are still designed in a ballistic and technicist vision of development: one technical problem, one technical solution, the social dimension is just about to bring knowledge. The rising discourse of governments and CBE industrials on shea tree regeneration pays little attention to local people, their practices, and the power relationships and social dynamics affecting them.

In the following section we will develop why local practices and representations matters when tackling the ecological problem of shea trees regeneration. To do so, we will focus on the question of the complex and shifting access to the shea tree which is central to the management of the shea trees and the way local people benefit from it.

V. LOCAL PRACTICES AND REPRESENTATIONS MATTERS

1. CULTURAL CONSTRAINTS AND PRACTICES

At the onset of new endeavors on shea regeneration, we think that it is necessary to point out that all these projects or ideas, as colonial projects before, simply ignore the farmers and their practices, and especially the complex tenure arrangements regarding access to shea.

Chevalier in 1943 (115) noted : « We should then educate Sudanese farmers so that they will create orchards of improved shea trees around theirs villages »⁵². The questions of farmers' practices and the local meaning of the shea tree are not considered. Farmers are supposed to change their practices simply by education with the implicit assumption that these practices are bad.

Shea trees are not planted but saved when clearing, sometimes selected and sometimes protected by farmers in their fields (Vuillet 1915, Chevalier 1946, Boffa 1999, Lovett and Haq 2000). Although shea plantations are technically possible, farmers do not plant this local tree. In our survey, only 32 heads of households (12%) stated that they actively protect young shea trees and only 2 heads of households (0.01%) stated that they sow seeds of shea trees. There are several reasons why they do not plant shea trees. First, shea seeds are recalcitrant and the shea tree is a very slow-growing tree with highly variable yields. Under natural conditions, the tree begins to bear fruits at age 15-20 years old, full production is reached at age 40 or 50, and production is estimated to continue for another 100 years (Sanou et al., 2004). This is a major disincentive for farmers to plant it. Grafting can help trees fruit at an earlier age, since five years (Sanou et al., 2004), but requires plantlets that will often have to survive high livestock pressure, fire and the plough. Secondly, the shea tree is considered as wild tree. In Sub-Saharan Africa, farmers do not plant local wild trees for cultural reasons. And finally, tree plantations are a marker of land tenure (Fortmann 1985, Saul 1988) while land does not belong to small farmers in the modern or the customary laws. The bundle of rights to shea trees is complex and changing and distinct from rights to the land on which shea trees grow. We believe that the last factor is critical and we deepen its implications in the next section.

2. SHEA TREE TENURE AS PART OF THE GAME

Based on the following case study on evolving shea tree access in western Burkina Faso drawn from Rousseau *et al.* (2015b), it appears that industrial CBE companies and governments do not give enough attention to the issue of access to the shea tree.

⁵² Original version in French: « Il faudrait ensuite faire l'éducation des cultivateurs soudanais pour les amener à créer autour de leurs villages des vergers de karités améliorés ».

In West Africa, rules which define who can benefit from trees and their products are complex and changing (Fortmann 1985, Fortmann and Rocheleau 1985, Berry 1988, 1989, Rocheleau and Edmunds 1997). Rights to trees and to land are distinct but intertwined. Rights to trees are multiple and overlapping. And tree tenure is flexible and dynamic. Social and power relationships are critical to understand tenure arrangements, access to trees and changing access to trees through processes of appropriation (Sikor and Lund 2009).

The shea tree is no longer a common-pooled resource in western Burkina Faso, even in the fallows and woodlands surrounding cultivated village lands. And the rules of access to shea have been redefined by power relationships strengthened by the accelerated globalization of the shea trade, among other global and regional factors. Pressure on shea harvesting triggers changes in access to shea toward more restriction to some social groups and especially migrants.

If in most areas of western Burkina Faso, shea in fallows and bushes used to be managed as a common-pool resource to all villagers thirty years ago, our survey shows that nowadays shea trees in fallows are claimed by the farmers who used to farm the land in fallows. In some villages even the uncultivated bushes areas are claimed by first comers⁵³. As far as fields are concerned, in some areas (Bobo and Bwa areas) fields were managed in common-pooled resources to all villagers thirty years ago. In these areas, access to shea in fields has been reduced from common-pooled resources status to exclusive access by the farm household. In other areas where shea trees in fields used to be open to the lineage in charge of the land, access to shea is now restricted to the farm household (Rousseau *et al.* 2015b).

This general trend towards restriction of access to shea takes on a particular character when it affects the relationship between first comers and late comers. In Africa, planting trees in a field is likely to enable planters to make legitimate claims to these trees even if they are not the landowners (Berry 1988). But, according to local perceptions, shea does not belong to the 'plantation' category. As one interviewee told us "in the past, a shea tree did not belong to anyone because it was not planted, so nobody had the right to it" (old man, Mossi, late comer, second generation, Denkoro). The specific characteristics of the shea tree perpetuate uncertainty: does a shea tree belong to the family who first selected and saved the shea tree or to the family who protected and managed it afterwards? In other words, is access to shea tree obtained by labour and, if so, whose labour (early selection or management)? The uncertainty surrounding the establishment of the rules of access to shea trees lets people adopt competing narratives of rules of access. On the one hand, first comers, as they control the access to land, try to link secure access to shea trees as a way to secure access to land. On the other hand, late comers have two strategic narratives. The first is to claim access to shea trees by virtue of their investment of labour. As in the case of a plantation, but without claiming it is one, they claim that clearing and upkeep of shea tree parklands gives them the rights over shea trees. The late

⁵³ Following Lentz (2005), we use the term 'first comers' to refer to people who have the right to allocate land, and 'late comers' or 'new comers' to refer to other social groups (known locally as 'strangers' or 'migrants').

comers' other narrative takes a different view by stressing the assumed wild nature of the shea tree. Shea trees are not planted and must, as a consequence, remain open-access.

We identified three unequal power relationships in situations in which first comers managed to change access to shea to their advantage: (i) the arrival of a new comer, (ii) a new land transfer for a late comer and (iii) a change of generation in the *diatigui*⁵⁴ family. First comer landowners profit from the unequal balance of power that results from the demand for land to restrict access to shea nuts. These three mechanisms are "autochthony-based access mechanisms" (Ribot and Peluso 2003). Mechanisms through which access is controlled or gained go hand in hand with mechanisms through which access can also be maintained. In all three areas, late comers contest attempts by first comers to establish and enforce new rules of access to shea. They contest the new rules by breaching them. As first comer landholders restrict access to shea, the notion of "theft" will come to cover more situations. Theft is spreading. In Denkoro and Koikoi, 90 per cent of the people we interviewed reported theft of shea in their fields (40/44), 64 per cent (25/39) in Dimolo and Djegonao, and 54 per cent (25/46) in Finlandé and Mé.

Shea tree tenure is strongly linked with land tenure. Strategies to gain or maintain access to shea can be seen as part of wider strategies to gain or maintain access to land. In the three study areas, shea collection is perceived as a claim to land. Women of the *diatigui* family collect shea on land given to late comers to show that the land still belongs to the *diatigui*. Women belonging to late comer families collect shea on the land given to their family to show that their families are farming the land and have gained rights. It is very likely that men on both sides exploit these hidden conflicts concerning shea, in which women are the visible stakeholders, to compete for land tenure.

Despite differences between the three studied areas, our results suggest a general trend towards the restriction of access to shea resources in western Burkina Faso. Our findings stress the increasing risk of inequalities faced by rural people in access to shea nuts. In all three study areas, negotiations over access to shea broadly appear to lead to a decline in access to shea for late comers and particularly those who arrived most recently although counterbalancing effects exist (theft). In addition, access to shea for people with a limited number of shea trees in their own fields has declined because areas formerly in open-access are becoming less and less accessible.

This shifting of access to shea trees entails a process of socioeconomic differentiation between rural people (Rousseau *et al.* Submitted). Whereas the shea activity is often seen as evenly available for all rural women and a source of cash, in a context of trade globalization and increased commoditization of shea nuts, the shea activity is experiencing a process leading to

⁵⁴ *Diatigui* (in Dioula), *tuteur* in French (landlord is the closest translation in English), refers to the agrarian institution of *tutorat* in rural West Africa: the transfer of farming rights from a first comer (autochthonous), the so-called *diatigui*, to a late comer (migrant). The land transaction entails a social relation of patronage and reciprocity. The *tutorat* institution regulates both the transfer of land rights and the social and political incorporation of migrants in the village (Chauveau and Richards 2008, 525, Chauveau and Colin 2010, 87–88). The *tutorat* institution operates throughout the three study areas referred to in this article.

power relationship changes and more inequalities. A significant part of households uses shea mainly for subsistence and has little cash income from shea. This is the case for the poorer and younger women, in households with lesser access to the shea trees. Among women able to derive substantial part of shea income in cash, the ones who have the more visible shea income and the ones whom husbands have better claim to shea trees are transferring a part of their shea income to their husband. The older one and richer one achieve to avoid sharing their shea income (Rousseau *et al.* Submitted).

The case of the evolving shea tree tenure in western Burkina Faso shows that plantations, grafting or seedling are not simple techniques to be applied, but they will occur in a complex social context.

VI. DISCUSSION AND CONCLUSION

As demonstrated by Fairhead and Leach (1995) in analysing environmental history of West African deforestation, scientific truths and general discourses on which policies and projects are designed can be based on colonial history and not on ground-based evidences. Similarly, Roe (1991) advanced that myths and ideologies founding rural development interventions can persist over time even if they are often dismissed by scientific evidences. Authors have shown how a definition and a perception of an environmental problem can become dominant in a political arena and influence policies and projects (Fairhead and Leach 1995, Adger *et al.* 2001, Benjaminsen and Svarstad 2012, Castro and Ollivier 2012, Svarstad 2012). In the case of shea, the new boom of shea market combined to the raise of climate change concern and CSR policies for private companies have brought together public and private actors to define the problem of shea tree regeneration in a narrow technical way.

We show that this discourse is rooted in a key colonial idea of technical rationalization of natural resource production assuming away local practices, dynamics and knowledge. As shown by Gautier *et al.* (2015), dry forests today are still managed today according to scientific forestry developed in the colonial times. These authors have also shown that, if in discourses there is a better recognition of local practices and knowledge, the implementation of interventions on dry forests remains fraught with a mistrust of local communities. Laris and Wardell (2006) showed the same colonial legacies on the way savanna fire are thought and managed in West Africa. The same trends are at play for the management of the shea tree in parklands. Colonial legacies are framing the way governments and industrials think the ecological problem of the shea tree renewal at the expense of the understanding of local practices, knowledge and constraints. Following the idea developed by Mwangi (2006), we can see here the “footprints of history”: there is a path dependence in the way ecological problem are thought and tackled.

The question of shea tree regeneration cannot be seen only as a technical problem. Understand local practices and local social dynamics around natural resources in order to support the local

practices that better fit the renewal of the resource is the challenge. Access to shea trees is embedded in complex and dynamic social meanings and social and power relationships. Plantation of shea trees cannot do without a comprehensive understanding of this social and political context. Plantations have a highly significant social meaning in West Africa and entails consequences in terms of who is entitled to benefit from plantations and the products on a particular area of land. Establishing plantations of shea trees will modify existing tenure arrangements or require new institutional tenure arrangements as planting shea is not yet an integrated part of existing agrarian systems. This raises the problem of land tenure and involves the question of social justice. This suggests that the frequent assumption that farmers would plant shea trees if they just knew how is erroneous. Shea tree tenure is one part of the question. Further research is also needed on farmers' practices of management of shea trees. Shea tree is highly managed and selected by farmers. Project aiming to tackle the question of shea regeneration should be based on local existing practices, as well as on the complex and changing social and political context of tenure and access. The question of the protected status of the tree in the law has also to be reassessed to suit the management and the regeneration practices of the shea tree. There is a need to decolonize the way projects on shea parklands are designed, in order to develop solutions closer to indigenous practices, constraints and representations of the tree. There is a window of opportunity to develop alternative solution for shea regeneration, based on farmers' practices and constraints such as assisted natural regeneration (ANR) and integrating agricultural production, livestock and trees.

VII. REFERENCES

- Adams, W.M. and M. Mulligan. 2012. *Decolonizing Nature: Strategies for Conservation in a Post-colonial Era*. Earthscan.
- Adger, W.N., T.A. Benjaminsen, K. Brown, and H. Svarstad. 2001. Advancing a political ecology of global environmental discourses. *Development and change*, 32, 687–715.
- Adu-Gyamfi, P.K.K., M.T. Barnor, A.M. Dadzie, S. Lowor, S.Y. Opoku, K. Opoku-Ameyaw, M. Bissah, and F.K. Padi. 2012. Preliminary investigation on somatic embryogenesis from immature cotyledon explants of shea (*Vitellaria paradoxa* G.). *JAST-B*, 2, 1171–6.
- Annet, E. 1930. Le Karité en Afrique Occidentale française. *Revue de botanique appliquée et d'agriculture coloniale*, 10(112), 913–21.
- Bazillier, R. and J. Vauday. 2009. *The Greenwashing Machine: is CSR more than Communication*.
- Benjaminsen, T.A. and H. Svarstad. 2012. Discours et pratiques de conservation en Afrique. In: *Environnement, discours et pouvoir - L'approche Political Ecology*. pp. 111–34.
- Berry, S. 1988. Property rights and rural resource management: the case of tree crops in West Africa. *Cahiers des Sciences Humaines*, 24(1), 3–16.
- Berry, S. 1989. Access, control and use of resources in African agriculture: An Introduction. *Africa*, 59(01), 1–5.
- Boffa, J.-M. 1999. *Agroforestry Parklands in Sub-Saharan Africa*. Rome: FAO.
- Boffa, J.-M. 2014. Regenerating shea parklands for sustained productivity and diversity: Strategy components.
- Boffa, J.-M. 2015. Opportunities and challenges in the improvement of the shea (*Vitellaria paradoxa*) resource and its management. Ghana: Global Shea Alliance.

- Boffa, J.-M., G. Yaméogo, P. Nikiéma, and D.M. Kundson. 1996. Shea nut (*Vitellaria paradoxa*) production and collection in agroforestry parklands of Burkina Faso. In: R.R.B. Leakey and et al., eds. Presented at the International Conference on Domestication and Commercialization of Non-Timber Forest Products in Agroforestry Systems: Non wood forest products, Rome: FAO, pp. 110–22.
- Bonkounou, E.G. 1987. Monographie du Karite, *Butyrospermum paradoxum* (Gaertn.f.) Hepper, espece agroforestiere a usages multiples. Ministere de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.
- Bouvet, J.-M., B.A. Kelly, and O. Hardy. 2004. Temporal and spatial genetic structure in *Vitellaria paradoxa* (shea tree) in an agroforestry system in southern Mali. *Molecular ecology*, 13(5), 1231–40.
- Castro, M. and G. Ollivier. 2012. Political ecology des discours environnementaux internationaux : le cas de l'approche par écosystème de la Convention de la diversité biologique (CDB). In: Environnement, discours et pouvoir - L'approche Political Ecology. pp. 87–110.
- Chauveau, J.-P. and J.-P. Colin. 2010. Customary Transfers and Land Sales in Côte d'Ivoire: Revisiting the Embeddedness Issue. *Africa*, 80(Special Issue 01), 81–103.
- Chauveau, J.-P. and P. Richards. 2008. West African Insurgencies in Agrarian Perspective: Côte d'Ivoire and Sierra Leone Compared. *Journal of Agrarian Change*, 8(4), 515–52.
- Chevalier, A. 1943. Les Sapotacées à graines oléagineuses et leur avenir en culture. *Rev. Bot. Appl.*, (260-261-262), 97–159.
- Chevalier, A. 1946. L'arbre à beurre d'Afrique et l'avenir de sa culture. *Oléagineux*, (1), 7–11.
- Chevalier, A. 1948. Nouvelles recherches sur l'arbre à beurre du Soudan. *Butyrospermum Parkii*. *Rev. Bot. Appl.*, 241–56.
- Chipp, T.F. 1923. The Gold Coast Forestry Problem. *Empire Forestry Journal*, 1–11.
- Desmarest, J. 1958. Observations sur la population de karités de Niangoloko de 1953 à 1957. *Oléagineux*, (5), 449–55.
- Elias, M. 2013. Influence of agroforestry practices on the structure and spatiality of shea trees (*Vitellaria paradoxa* C.F. Gaertn.) in central-west Burkina Faso. *Agroforestry Systems*, 87(1), 203–16.
- English, P., F. Arvis, S. Duhamel, M. Hoppe, C. Ncho-Oguie, J.-H. van Leeuwen, A. Zonon, D. Wilcock, S. Konaté, E. Diarra, and S. Coulibaly. 2007. Burkina Faso. Le Défi de la Diversification des Exportations dans un Pays enclavé. Étude diagnostique sur l'intégration commerciale pour le programme du Cadre Intégré. Ouagadougou, Burkina Faso: Ministère du Commerce, de la Promotion des entreprises et de l'Artisanat.
- Fairhead, J. and M. Leach. 1995. False forest history, complicit social analysis: Rethinking some West African environmental narratives. *World Development*, 23(6), 1023–35.
- Fischer, C., C. Kleinn, L. Fehrmann, H. Fuchs, and O. Panferov. 2011. A national level forest resource assessment for Burkina Faso – A field based forest inventory in a semiarid environment combining small sample size with large observation plots. *Forest Ecology and Management*, 262(8), 1532–40.
- Forsyth, T. 2003. Critical political ecology. The politics of environmental science. Routledge. London/New-York.
- Fortmann, L. 1985. The tree tenure factor in agroforestry with particular reference to Africa. *Agroforestry Systems*, 2(4), 229–51.
- Fortmann, L. and D. Rocheleau. 1985. Women and agroforestry: four myths and three case studies. *Agroforestry systems*, 2(4), 253–72.
- Fotso, Sanonne, N.D. Tchinda, and D.O. Ndoumou. 2008. Comparaison des premières étapes de l'embryogenèse somatique chez *Baillonella toxisperma* et *Vitellaria paradoxa* (Sapotacées). *Biotechnologie, Agronomie, Société et Environnement*, 12(2), 131–8.
- Gautier, D., C. Garcia, S. Negi, and D. a. Wardell. 2015. The Limits and Failures of Existing Forest Governance Standards in Semi—Arid Contexts. *International Forestry Review*, 17(S2), 114–26.
- Gijsbers, H.J.M., J.J. Kessler, and M.K. Knevel. 1994. Dynamics and natural regeneration of woody species in farmed parklands in the Sahel region (Province of Passore, Burkina Faso). *Forest Ecology and Management*, 64(1), 1–12.
- Government of Burkina Faso. 2015. Stratégie nationale de développement durable de

- la filière karité 2015-2019. Ouagadougou, Burkina Faso: Government of Burkina Faso.
- IRHO. 1952. Rapport annuel. IRHO.
- Kaboré, S.A., B. Bastide, S. Traoré, and I.J. Boussim. 2012. Dynamique du karité, *Vitellaria paradoxa*, dans les systèmes agraires du Burkina Faso. *Bois et Forêts des Tropiques*, 3(313), 47–59.
- Lamien, N., A. Sidibé, and J. Bayala. 1996. Use and commercialization of non-timber forest products in western Burkina Faso. In: R.R.B. Leakey, A.B. Temu, M. Melnyk, and P. Vantomme, eds. Presented at the International Conference on Domestication and Commercialization of Non-Timber Forest Products in Agroforestry Systems: Non wood forest products, Rome: FAO, pp. 51–64.
- Laris, P. and D.A. Wardell. 2006. Good, bad or 'necessary evil'? Reinterpreting the colonial burning experiments in the savanna landscapes of West Africa. *Geographical Journal*, 172(4), 271–90.
- Lentz, C. 2005. First-comers and late-comers: The role of narratives in land claims. In: S. Evers, M. Spierenburg, and H. Wels, eds. *Competing Jurisdictions: Settling Land Claims In Africa*. Leiden / Boston: Brill, pp. 157–80.
- Louppe, D. 1994. *Le Karité en Côte d'Ivoire*. Banque Mondiale.
- Lovett, P.N. and N. Haq. 2000. Evidence for anthropic selection of the Sheanut tree (*Vitellaria paradoxa*). *Agroforestry Systems*, 48(3), 273–88.
- Lovett, P.N. and N. Haq. 2013. Progress in developing in vitro systems for shea tree (*Vitellaria paradoxa* C.F. Gaertn.) propagation. *Forests, Trees and Livelihoods*, 22(1), 60–9.
- Mahoney, L.S., L. Thorne, L. Cecil, and W. LaGore. 2013. A research note on standalone corporate social responsibility reports: Signaling or greenwashing? *Critical Perspectives on Accounting*, 24(4–5), 350–9.
- Mwangi, E. 2006. The footprints of history: path dependence in the transformation of property rights in Kenya's Maasailand. *Journal of Institutional Economics*, 2(02), 157–80.
- Perrot, É. and A. Chevalier. 1907. *Les végétaux utiles de l'Afrique tropicale française. 2, Le karité, l'argan et quelques autres sapotacées à graines grasses de l'Afrique: Études scientifiques et agronomiques*. Paris: A. Challamel.
- Poudyal, M. 2011. Chiefs and trees: tenures and incentives in the management and use of two multipurpose tree species in agroforestry parklands in Northern Ghana. *Society & Natural Resources*, 24(10), 1063–77.
- Pouliot, M. 2012. Contribution of 'Women's Gold' to West African Livelihoods: The Case of Shea (*Vitellaria paradoxa*) in Burkina Faso. *Economic Botany*, 66(3), 237–248.
- Raebild, A., A.S. Larsen, J.S. Jensen, M. Ouedraogo, S. de Groote, P. van Damme, J. Bayala, B.O. Diallo, H. Sanou, A. Kalinganire, and E.D. Kjaer. 2011. Advances in domestication of indigenous fruit trees in the West African Sahel. *New Forests*; 2011, 297–315.
- Rocheleau, D. and D. Edmunds. 1997. Women, Men and Trees: Gender, Power and Property in Forest and Agrarian Landscapes. *World Development*, 25(8), 1351–71.
- Roe, E.M. 1991. Development narratives, or making the best of blueprint development. *World Development*, 19(4), 287–300.
- Rousseau, K., D. Gautier, and D.A. Wardell. Submitted. Socio-economic differentiation stemming from shea globalization in western Burkina Faso: integrating gender politics and agrarian change perspectives. *Journal of Peasant Studies*.
- Rousseau, K., D. Gautier, and D.A. Wardell. 2015a. Coping with the Upheavals of Globalization in the Shea Value Chain: The Maintenance and Relevance of Upstream Shea Nut Supply Chain Organization in Western Burkina Faso. *World Development*, 66, 413–27.
- Rousseau, K., D. Gautier, and D.A. Wardell. 2015b. Renegotiating access to shea trees in Burkina Faso: Challenging power relationships associated with demographic shifts and globalized trade. *Journal of Agrarian Change*, Submitted.
- Sanou, H., S. Kambou, Z. Teklehaimanot, M. Dembélé, H. Yossi, S. Sina, L. Djingdia, and J.-M. Bouvet. 2004. Vegetative propagation of *Vitellaria paradoxa* by grafting. *Agroforestry Systems*, 60(1), 93–9.
- Sanou, H., N. Picard, P.N. Lovett, M. Dembélé, A. Korbo, D. Diarisso, and J.-M. Bouvet. 2006. Phenotypic Variation of Agromorphological Traits of the Shea Tree, *Vitellaria paradoxa* C.F. Gaertn., in

- Mali. Genetic Resources and Crop Evolution, 53(1), 145–61.
- Sarraut, A. 1923. La mise en valeur des colonies françaises. Paris, France: Payot et Cie.
- Saul, M. 1988. Money and land tenure as factors in farm size in Burkina Faso. In: R.E. Downs and S.P. Reyna, eds. Land and society in contemporary Africa. London: University Press of New England, pp. 243–79.
- Sikor, T. and C. Lund. 2009. Access and Property: A Question of Power and Authority. Development and Change, 40(1), 1–22.
- Svarstad, H. 2012. Discours et récits sur l'environnement et le développement. L'exemple de la bioprospection. In: Environnement, discours et pouvoir - L'approche Political Ecology. pp. 135–60.
- Vigne, C. 1935. Forestry problems in the Northern Territories. In: General Tour and Inspection Reports by Local Officers on the Northern Territories. Kumasi, Ghana: Gold Coast Colony Forest Department.
- Vuillet, J. 1915. Karité. In: É. Perrot, ed. Les grands produits végétaux des colonies françaises: Etat actuel, avenir. Paris: Emile Larose, p. 285.
- Vuillet, J. 1939. Une plantation de Karité serait-elle rémunératrice? Rev. Bot. Appl., (XIX).
- Vuillet, J.F. 1911. Le karité et ses produits. Paris: É. Larose.
- Wardell, A. and N. Fold. 2013. Globalisations in a nutshell: Historical perspectives on the changing governance of the shea commodity chain in northern Ghana. International Journal of the Commons, 7(2), 367–405.
- Yeboah, J., A.Y. Akrofi, and F. Owusu-Ansah. 2010. Influence of selected fungicides and hormone on the rooting success of Shea (*Vitellaria paradoxa* Gaertn) stem cuttings. Agric. Biol. JN Am, 1(3), 313–20.
- Yeboah, J., S.T. Lowor, F.M. Amoah, and F. Owusu-Ansah. 2011. Propagating structures and some factors that affect the rooting performance of shea (*Vitellaria paradoxa* Gaertn) stem cuttings. Agriculture and Biology Journal of North America; 2011, 258–69.

CONCLUSION GÉNÉRALE

I. RAPPEL DU CONTEXTE ET DE LA PROBLÉMATIQUE

Cette thèse contribue à analyser les effets locaux de la mondialisation en Afrique à travers un produit emblématique qu'est le karité. La mondialisation du commerce des amandes de karité est un processus qui a démarré avec la colonisation, qui s'est poursuivi au cours du XX^e siècle et qui s'est accéléré au début des années 2000. Le commerce des amandes de karité a fortement augmenté en volume en 15 ans, entraînant également une hausse du prix d'achat aux collecteurs. Ce qui fait l'intérêt de l'étude de la mondialisation du commerce des amandes de karité, c'est le fait que la production reste uniquement ouest-africaine et dépend d'un arbre qui n'est pas planté dans le système agraire actuel. Au Burkina Faso, le karité est l'arbre le plus fréquent dans les parcs agroforestiers en particulier en zone soudano-sahélienne. D'autre part, la consommation du beurre et le revenu du commerce du beurre à l'échelle locale et régionale et des amandes de karité à l'échelle mondiale fait partie des conditions d'existence des populations rurales. Les activités de collecte, de transformation et de vente locales des produits du karité était historiquement menées par les femmes. Le beurre de karité est encore très consommé, comme matière grasse, dans les campagnes. L'enjeu de cette thèse est de comprendre les effets socio-économiques et environnementaux locaux de cette nouvelle phase de la mondialisation du commerce des amandes de karité. Les manifestations locales du commerce du beurre de karité à l'international ont déjà été étudiées (Chalfin 2004, Saussey 2009b, Elias 2010), tandis que le commerce des amandes de karité, qui représente 90% des exportations de karité a été jusqu'alors peu analysé. En cela, cette thèse comble un déficit de connaissances. En particulier, nous avons fait le choix de nous focaliser sur 1) l'évolution de l'organisation et des rapports de pouvoir dans la chaîne de valeur des amandes de karité dans l'Ouest du Burkina Faso, à la suite de cette forte croissance du commerce des amandes de karité ; 2) les effets locaux de la croissance et de la mondialisation du commerce des amandes de karité sous l'angle de la différenciation sociale ; et 3) l'impact de ce nouvel intérêt pour le karité sur les discours et les projets de gestion de la ressource.

Nous n'avions pas pour objectif de faire une analyse d'attribution permettant de mesurer quelle part de l'impact sur les dynamiques sociales étudiées pouvait être imputée à la mondialisation du commerce des amandes de karité. Bien au contraire, nous avons montré comment le contexte social, économique et politique plus général dans l'Ouest du Burkina Faso contribuait également à façonner les phénomènes étudiés. Ce contexte est marqué par une forte croissance

démographique et une augmentation de la pression foncière entraînant une prégnance de la question de l'accès à la terre dans les rapports sociaux locaux. Nous avons également mis en avant un processus de marchandisation des productions agricoles, de fragmentation et d'autonomisation des unités agricoles familiales et d'évolution des conditions d'accès à la terre. Tous ces phénomènes contribuent aux changements sociaux que nous avons documentés dans ce travail de thèse.

II. LES PRINCIPAUX RÉSULTATS

Je m'attacherai ici à rappeler succinctement les principaux résultats. Ils sont résumés dans le tableau 19. Dans la partie suivante, je mettrai en valeur les liens entre les résultats de chacun des chapitres en discutant les éléments clés transversaux.

Dans le premier chapitre, nous avons montré que la mondialisation du commerce des amandes de karité, qui s'est traduite par l'arrivée des industriels des CBE à Bobo-Dioulasso avec l'intention de mieux contrôler la chaîne d'approvisionnement en amandes de karité, n'a pas conduit à de profondes modifications de l'organisation de la chaîne de valeur dans l'Ouest du Burkina Faso. Nous avons avancé deux explications au maintien des grossistes et de leur réseau d'approvisionnement. Premièrement, ils se sont maintenus parce qu'ils sont parvenus à résoudre les problèmes de coordination particuliers à la chaîne de valeur amont des amandes de karité. En effet, la chaîne de valeur des amandes de karité est marquée par des coûts de transaction élevés liés à l'atomisation de la production, son étendue spatiale, le problème de la confiance dans les échanges, la variabilité de la production en karité. A travers leurs réseaux familiaux et territoriaux construits de longue date, leur connaissance tacite du marché des amandes de karité, ils prennent en charge efficacement l'approvisionnement en amandes de karité dans l'Ouest du Burkina Faso. Ils sont également capables de se coordonner horizontalement, entre eux, pour reproduire leur organisation, garantir leurs marges et leurs positions. Le deuxième élément explicatif au maintien de l'organisation pyramidale des grossistes de karité est l'absence d'alternatives satisfaisantes. L'intégration verticale de la production serait risquée et ne serait probablement pas profitable. Il n'existe pas encore de plantation de karité dans les systèmes agraires. La gestion des plantations et de la variabilité de leur production seraient potentiellement coûteuses. L'alternative de l'achat direct au producteur est encore peu développée, et elle l'est uniquement pour le débouché des cosmétiques. Elle est intéressante pour contrôler la qualité de la production, notamment dans le cas de l'établissement de standards de qualité ou de certifications. Or la qualité n'est pour le moment pas un sujet de préoccupation pour les industriels des CBE. Ainsi les grossistes sont parvenus à conserver des marges de manœuvre et le contrôle de l'amont de la chaîne de valeur des amandes de karité malgré l'arrivée des industriels des CBE et malgré les liens de dépendance qui les unissent à eux. Pour les collecteurs de karité, le changement induit par la mondialisation du

commerce des amandes de karité est surtout l'augmentation des prix d'achat des amandes de karité et une plus grande présence des commerçants collecteurs de karité au niveau des villages.

Chapitre	Principaux résultats
1	Malgré la mondialisation du commerce des amandes de karité, les grossistes de karité de l'Ouest du Burkina Faso sont parvenus à maintenir leur organisation et démontrer leur efficacité, ils sont cependant dépendant des industriels des CBE qui les financent et ont peu d'influence sur la formation des prix.
	L'organisation des commerçants régionaux de karité est restée stable car elle répond efficacement aux problèmes de coordinations spécifiques posés par le karité (atomisation de la production, problème de la confiance dans les échanges, distances entre acheteurs et vendeurs, variabilité de la production, impossibilité de planter le karité) à travers des réseaux familiaux et d'affinité et un savoir-faire construit de longue date.
	La mondialisation du commerce des amandes de karité a eu pour conséquence une forte augmentation des prix des amandes de karité répercutée auprès des collecteurs ruraux et un accroissement des volumes commercialisés.
2	Les règles d'accès au karité sont en mutation, du fait de la croissance du prix des amandes de karité et du contexte foncier et social local.
	Les groupes sociaux mettent en place des stratégies pour conserver, restreindre ou gagner l'accès au karité qui sont basés sur des ressources telles que l'autochtonie, les réseaux sociaux, le foncier, les stratégies discursives.
	La tendance est à un accès restreint pour les groupes sociaux les plus récemment installés. La réduction des espaces de collecte où le karité est géré comme une ressource collective peut aussi affecter les agriculteurs qui ont le moins de surfaces et le moins de karité dans leurs champs.
	Cependant, le changement des règles d'accès est contesté à la faveur de l'incertitude autour de la légitimité des autorités et des règles d'accès elles-mêmes. Le vol des fruits du karité est une pratique de contestation des règles d'accès très répandue.
3	Le changement de l'accès au karité entraîne un processus de différenciation : les ménages les plus jeunes et les plus récemment installés tirent moins de revenu du karité, tandis que les femmes les plus investies dans les activités karité sont aussi celles qui transfèrent à leur mari le plus de ce revenu.
	Alors que les transferts monétaires entre époux sont communs pour toutes les sources de revenu, le revenu issu du karité est plus transféré que les autres du fait de l'accroissement des revenus qu'il génère.
	Les facteurs clés intervenant dans ce processus de différenciation sont : la modification des règles d'accès au karité, la réinterprétation de la signification du revenu de karité et de sa collecte.
4	Les tentatives et les projets pour régénérer le karité sont héritières de pensées coloniales paradoxales : la rationalisation de la production de karité à travers la plantation et l'intensification agricole qui voit l'arbre comme une contrainte dans le champ.
	Ces approches ne prennent pas en compte la tenure particulière du karité, ses règles d'accès et le rôle de l'arbre dans le système de production local.
	Les solutions techniques (greffage, plantation du karité) gagneraient à prendre en compte la question de l'accès au karité qui au cœur de dynamiques sociales complexes.

Tableau 19. Présentation synthétique des principaux résultats par chapitre.

Le second chapitre a mis en lumière le processus de modification des règles d'accès aux karités. Nous avons montré que, contrairement à l'hypothèse largement partagée que les PFNL sont d'accès relativement libres et donc des ressources disponibles pour les catégories sociales les plus marginales, ils peuvent également être l'objet de processus de différenciation à travers des mécanismes de changement des règles d'accès. Dans le cas du karité, la mondialisation du commerce des amandes de karité, en induisant une marchandisation accrue des amandes de karité, a contribué à modifier les règles d'accès à l'arbre. D'autres facteurs régionaux expliquent ces changements et notamment la question foncière. Le cas du karité montre un risque d'accroissement des inégalités d'accès au karité et donc de revenus issu du karité. Nous avons constaté une tendance générale à la restriction de l'accès au karité dans l'Ouest du Burkina Faso. L'ambiguïté et la pluralité des règles d'accès au karité ainsi que le flou sur les autorités légitimes garantes de ces règles a rendu possible des stratégies de négociation et de réinterprétation des règles d'accès au karité. Ces stratégies de pouvoir pour conserver, restreindre ou gagner l'accès

au karité sont basées sur des ressources telles que l'autochtonie, les réseaux sociaux, le foncier mais sont également des stratégies discursives où les différents groupes sociaux cherchent à réinterpréter la signification de l'arbre et des règles d'accès. Globalement, ces négociations ont conduit à réduire l'accès au karité pour les groupes sociaux les plus récemment installés dans les villages. L'accès au karité des familles ayant peu de cet arbre dans leurs champs a aussi été restreint du fait la réduction des espaces où le karité est géré collectivement. Nous avons également montré que les groupes sociaux qui ont tendance à perdre l'accès au karité ne sont pas impuissants et inactifs face à cela : le vol des fruits du karité est une stratégie de contestation largement répandue.

Dans le chapitre 3, nous analysons plus en détail le processus de différenciation socio-économique à l'œuvre autour des activités karité et dont nous avons montré un des moteurs principal dans le chapitre précédent : le changement dans les règles d'accès au karité. Les disparités de revenus de karité sont principalement expliquées par un accès différencié à l'arbre (au détriment des groupes sociaux les plus récemment arrivés) et par la charge de travail des femmes qui collectent les fruits du karité pendant la période des travaux agricoles. Nous avons montré que les femmes les plus jeunes, avec le plus d'enfants en bas âge ont tendance à avoir un revenu issu du karité plus faible que les autres. Par ailleurs, nous avons montré que le revenu issu du karité est plus transféré que les autres par les femmes à leur mari, du fait de l'accroissement des revenus qu'il génère. Certains hommes revendiquent le revenu issu du karité en réinterprétant la signification du revenu de karité et la signification de la collecte des fruits du karité. Finalement, nous montrons à travers une typologie des ménages que les plus jeunes, les plus pauvres et les plus nouvellement installés dans le village sont aussi ceux qui ont le moins de revenu karité et un revenu karité principalement de subsistance. Les femmes qui ont le plus de revenu karité sont aussi celles qui transfèrent le plus de ce revenu à leur mari. Certaines femmes parviennent à éviter les transferts de revenu karité au mari : celles qui ont le plus de pouvoir de négociation. Cette typologie permet de déconstruire le mythe du karité comme un revenu uniquement féminin et d'autonomisation (*empowerment*) des femmes et de déconstruire également le fait que ce revenu serait équitablement distribué dans les villages. Ce travail permet aussi de montrer la pertinence de remettre l'analyse genrée à sa place, c'est-à-dire aux côtés des autres catégories d'analyse pertinentes dans le contexte local étudié et non comme grille d'analyse unique.

Le dernier chapitre a retracé l'historique des discours sur la gestion de l'arbre. A l'époque coloniale, un discours sur la nécessité de « rationaliser » la production du karité s'est développé pour favoriser le commerce de ses produits. Cette rationalisation passait par des solutions techniques de plantation et d'amélioration variétale et était assortie d'une nécessité connexe de protection de l'arbre. Aujourd'hui, les discours des ONGs, des gouvernements et des industriels sont les mêmes. La justification est maintenant environnementale : il s'agit de régénérer ou maintenir les densités de karités en Afrique l'Ouest. Mais les solutions sont identiques : greffage, plantation, amélioration variétale. Le point commun de ces discours est leur absence de prise en

compte du contexte socio-politique local. La question de l'accès au karité, qui est bouleversée par la croissance du commerce des amandes de karité, n'est pas prise en compte. Or cette question est cruciale.

III. LES APPORTS THÉORIQUES

Cette thèse a permis de faire dialoguer plusieurs corpus littéraires au sein d'une approche globale de *political ecology*. L'approche de la *political ecology* est une approche critique qui met l'accent sur l'analyse des rapports de pouvoir à plusieurs échelles et à propos de la nature. Les corpus littéraires mobilisés à chacune des échelles d'analyse ont fourni les outils conceptuels permettant d'analyser les relations de pouvoir : au sein de la chaîne de valeur des amandes de karité dans l'ouest du Burkina Faso, entre groupes sociaux à l'échelle des villages pour l'accès à l'arbre et au sein des ménages pour le partage du revenu issu des produits du karité.

Le premier chapitre a permis de confirmer l'importance de croiser la littérature des chaînes globales de valeur avec celle des coûts de transaction. La gouvernance de la chaîne de valeur du karité est un contre-exemple de la tendance actuelle de la gouvernance des chaînes globales de valeur des produits agroalimentaires tropicaux dans lesquelles les acheteurs tendent à accroître leur pouvoir. Les grossistes de karité de l'Ouest du Burkina Faso sont parvenus à maintenir leur contrôle sur l'amont de la chaîne de valeur. Cette spécificité a été analysée grâce aux outils de la théorie des coûts de transaction : ce sont les problèmes de coordinations inhérents à la chaîne de valeur des amandes de karité qui expliquent en grande partie le maintien par les grossistes de leur pouvoir sur l'approvisionnement en amandes de karité.

Pour analyser les changements dans les conditions d'accès à l'arbre dans le second chapitre, nous avons fait dialoguer deux corpus théoriques complémentaires : la matrice des maîtrises foncières développée par Le Roy (1996, 2011) et inspirée des travaux de Schlager et Ostrom (1992) qui permet de décrire finement le changement d'accès à une ressource naturelle et la théorie de l'accès développée par Ribot et Peluso (2003) qui donne les outils permettant d'analyser les processus de changement d'accès. Nous avons proposé un cadre d'analyse permettant d'intégrer ces deux approches. Ce cadre d'analyse a été appliqué au cas des changements d'accès au karité dans l'Ouest du Burkina Faso et nous a permis à la fois d'analyser les mécanismes de restriction de l'accès (via l'institution du tutorat foncier), de contestation de l'accès (par exemple, le vol) et de contrôle de l'accès au karité (tentative de modification des règles d'accès) mais également leurs résultats (restriction de l'accès pour les nouveaux arrivants, etc.).

Le troisième chapitre analyse le contrôle du revenu du karité en croisant la littérature sur le changement agraire qui analyse la différenciation socio-économique et les apports récents de la littérature féministe. Le croisement de ces deux corpus permet de construire une grille d'analyse élargie car chacun des corpus répond aux faiblesses de l'autre. Les apports sont à la fois

théoriques et méthodologiques. Nous nous sommes inspirés des travaux de la littérature sur le genre pour analyser la différenciation intra-ménage et les mécanismes de création des inégalités de contrôle du revenu et de répartition des tâches. De la littérature sur le changement agraire, nous avons repris la tradition d'analyse inter-ménage de la différenciation et l'analyse des résultats de cette différenciation en termes d'inégalité. Ce croisement nous permet de mettre en avant la nécessité de construire les variables d'analyse en référence au contexte des sociétés analysées, sans donner le primat a priori pour une catégorie (que ce soit la classes sociales ou le genre). Les méthodes qualitatives permettent de préciser les variables d'analyse d'importance à travers l'analyse des mécanismes de différenciation sociale des individus et des ménages tandis que les méthodes quantitatives permettent de caractériser les résultats de ces mécanismes en termes d'inégalités. Nous avons montré que l'outil de la typologie est pertinent pour rendre visible l'interaction des variables et donner une vision plus juste complexes des inégalités résultantes des changements à l'œuvre. Cette approche nous a permis de déconstruire le mythe du karité comme étant l'or blanc des femmes. Nous avons montré qui sont les perdants de la mondialisation du commerce des amandes de karité et qui sont les ménages et les individus qui parviennent à tirer profit de ce contexte.

Enfin, dans le chapitre quatre, nous adoptons la perspective de l'analyse du discours des acteurs publics et privés dans une arène sous régionale pour montrer comment se construit une vision, et potentiellement des politiques publiques et des actions privées, affectant le renouvellement de l'arbre. La capacité à définir un discours et à rendre ce discours légitime et dominant dans une arène donnée est l'essence du pouvoir. Dans ce chapitre, nous analysons la généalogie du discours dominant sur la gestion et le renouvellement du karité en Afrique de l'Ouest.

IV. MISE EN PERSPECTIVE DES RÉSULTATS

1. LA GESTION DE L'INCERTITUDE

Un premier résultat transversal de la thèse est que la forme que prend la mondialisation du commerce des amandes de karité dans l'Ouest du Burkina Faso est le fait de stratégies de gestion de l'incertitude autour du karité et de ces règles d'accès.

L'incertitude est l'ennemi de la rationalisation scientifique occidentale. Or le karité est entouré d'incertitudes. Sa production est variable d'une année sur l'autre et d'une région à l'autre sans que cette variabilité ne soit prévisible ni totalement expliquée. L'avenir du karité est également incertain car les densités de karité tendent à diminuer dans les champs et la régénération de l'arbre semble compromise par la réduction des jachères. Le renouvellement de l'arbre repose sur les pratiques des exploitants agricoles locaux et de ce fait même est incertain. Mais, au fond, c'est également la durée de vie de l'arbre qui rend difficile les calculs dynamiques sur les évolutions des densités de karité et de la régénération de l'arbre. C'est certainement cette

incertitude qui a poussé les experts tout au long du siècle dernier et jusqu'à maintenant à proposer des projets pour « rationaliser », au sens de la raison occidentale, la production de karité : pouvoir la mesurer, la contrôler, la prédire. Les spécificités biophysiques de l'arbre, autant que leurs enclassement dans un système de production local particulier, expliquent à la fois le discours et l'échec de la concrétisation de ce discours.

La maîtrise de l'incertitude est l'atout le plus important des grossistes de karité et une explication centrale dans le maintien de leur organisation. En effet, on a montré que les coûts de transaction sont élevés dans la chaîne de valeur amont des amandes de karité dans l'Ouest du Burkina Faso. Or les grossistes de karité se maintiennent et tirent leur pouvoir de la maîtrise de ces coûts de transaction. Il me semble que l'on peut analyser les coûts de transaction comme des coûts liés à l'incertitude. Les incertitudes dans la chaîne de valeur amont des amandes de karité tiennent aux spécificités du socio-écosystème⁵⁵, c'est-à-dire aux spécificités de l'imbrication des caractéristiques biophysiques de l'arbre dans l'organisation sociale et agraire locale : une production atomisée et éparpillée spatialement, variable et dont la rationalisation n'est pas viable économiquement. C'est de cette incertitude qui crée des coûts de transaction élevés que naît la position des grossistes régionaux. Ils sont capables de se maintenir et de maîtriser l'amont de la chaîne de valeur tant que ces incertitudes existent.

En outre, l'incertitude est à la fois un moyen de la renégociation autour de l'accès au karité et le résultat de ces règles d'accès. L'écologie de l'arbre est aussi présente dans la spécificité des règles d'accès à l'arbre : le fait qu'il soit considéré comme un arbre planté ou comme un arbre sauvage a des répercussions importantes sur les règles d'accès qui peuvent lui être appliquées. L'incertitude autour de la catégorie à laquelle le karité appartient donne des marges de manœuvre de négociation aux différents groupes sociaux dans les villages. A cela s'ajoute l'incertitude sur les autorités légitimes garantes de ces règles d'accès. Cette incertitude permet la renégociation des règles d'accès mais également leur contestation.

Au total, ce sont les incertitudes qui façonnent des arènes où le pouvoir s'exerce, c'est-à-dire des espaces où s'affrontent les acteurs sociaux autour d'enjeux communs (Bierschenk et Olivier de Sardan 1998, p. 261-262). Dans la lignée des travaux de Crozier et Friedberg (1977), c'est bien ici la maîtrise de « zones d'incertitude » qui confèrent aux acteurs des marges de manœuvre dans lesquelles des stratégies de pouvoir sont exercées avec plus ou moins de succès. Les grossistes de karité maîtrisent les incertitudes autour de l'approvisionnement en amandes de karité auprès des collecteurs ruraux et cela leur donnent des marges de manœuvre face aux industriels des CBE qui ne sont pas (encore) capables de gérer efficacement ces incertitudes. Ce sont ces incertitudes qui sont au centre des stratégies discursives de ces industriels, mais aussi des gouvernements et des ONGs, avec pour objectif de maîtriser cette incertitude et donc de prendre du pouvoir sur l'amont de la chaîne de valeur. Ce sont encore ces incertitudes qui créent des

⁵⁵ Cette notion, qui vient de la littérature de la résilience, permet d'analyser les interrelations entre une société et son environnement. C'est une unité d'analyse qui intègre le social et l'écologique et la complexité des interactions et rétroactions entre les composantes du système (Cote et Nightingale 2012, Epstein *et al.* 2014).

marges de manœuvre localement pour renégocier les règles d'accès au karité. Les effets de la mondialisation du commerce des amandes de karité sont enchâssés dans ces jeux de pouvoir qui prennent leurs sources dans les caractéristiques du socio-écosystème du karité ; car c'est bien ce système qui lie les spécificités biophysiques de l'arbre avec son mode de production local qui crée pour les acteurs des incertitudes et donc du pouvoir. La mondialisation du commerce des amandes de karité est donc médiatisée localement par la spécificité de l'arbre et par la spécificité des relations sociales autour de l'arbre.

2. LA CENTRALITÉ DE LA NOTION D'ACCÈS

Un des résultats centraux de la thèse est la centralité et l'intérêt de la notion d'accès (Ribot et Peluso 2003). Tout d'abord l'accès est au cœur des incertitudes décrites au paragraphe précédent qui créent des relations de pouvoir. Nous avons montré que les incertitudes autour du karité émanent des spécificités du socio-écosystème. Or l'accès permet de faire le lien entre l'écologie de l'arbre et les relations sociales autour de l'arbre. C'est l'élément fondateur du socio-écosystème, qui met en lien les différents éléments du système et qui génère des interactions et des co-fondations entre le social et l'écologique. Les caractéristiques biophysiques de l'arbre contraignent en partie l'accès à l'arbre. C'est également l'accès qui médiatise les spécificités biophysiques de l'arbre avec l'organisation de la filière (Ribot 1998).

D'autre part, l'analyse de l'accès est une analyse des mécanismes de pouvoir qui permettent aux groupes sociaux de gagner, maintenir ou contrôler un accès aux produits du karité. Dans le cas du karité, ces relations de pouvoir reconfigurent l'accès à l'arbre de manière complexe. Ces changements dans l'accès à l'arbre sous-tendent une logique de différenciation sociale. En effet, nous montrons que la dynamique de différenciation est liée aux mécanismes de restriction d'accès et de revendication de l'accès. Sara Berry (1993) dans son ouvrage fondateur montrait l'importance de la notion d'accès dans les processus de changement agraire en Afrique. Elle mettait en évidence le fait que les mécanismes de différenciation étaient liés à l'accès au travail, plutôt qu'à l'accès à la terre. La terre restait disponible pour les agriculteurs du fait d'une économie morale spécifique : l'accès à la terre était garanti par un jeu complexe de relations sociales et familiales. Elle n'avait pas trouvé, comme en Amérique Latine par exemple, des paysans sans terre. Plus récemment, elle a mis à jour ses résultats (Berry 2009) en montrant comment l'accès à la terre est devenu un enjeu et un objet de tension. Nos résultats vont dans ce sens : l'accès aux produits du karité n'est plus garanti pour tous. Et les changements dans l'accès à la ressource sont le moteur du changement agraire en alimentant un processus de différenciation sociale.

Enfin, nous avons montré que ces mécanismes de pouvoir autour de l'accès à l'arbre ne sont pas ou peu pris en compte dans les discours cherchant à modifier la gestion de la ressource. Ces discours hérités des experts coloniaux avancent des solutions uniquement techniques visant à rationaliser la production de karité et à rendre pérenne la ressource. La question de l'accès, dont

nous avons montré la centralité dans les systèmes socio-écologiques, mais aussi l'insertion dans la mondialisation, est ignorée de ces approches.

Ainsi, la mondialisation du commerce des amandes de karité alimente de nouvelles dynamiques sociales d'accès au karité. Mais comme nous l'avons déjà précisé à de nombreuses reprises, la mondialisation du commerce des amandes de karité n'est pas le seul facteur explicatif du changement de l'accès au karité. Un élément fondamental du contexte socio-politique local qui est fortement lié à l'accès au karité est la question de l'accès à la terre. Notre cadre d'analyse de l'accès, basé sur les travaux de Ribot et Peluso(2003) a donc été enrichi par l'école francophone d'étude du foncier africain, à travers les travaux de Le Roy (Le Roy 1996, 2011), eux-mêmes inspirés de ceux d'Ostrom. Cette approche a été fructueuse dans le sens où elle a permis de resituer l'analyse de l'accès dans le contexte particulièrement complexe du foncier africain.

3. VERS UNE DIFFÉRENCIATION SOCIO-ÉCONOMIQUE

Si la notion d'accès est fondamentale pour comprendre les mécanismes de changements sociaux, elle n'est cependant pas suffisante. L'analyse doit se poursuivre jusqu'aux effets des changements d'accès. En particulier, il est important de montrer les effets différenciés des modifications des règles d'accès. L'analyse en termes d'accès met en avant les jeux de pouvoir et la façon dont les groupes sociaux ou les individus développent des stratégies dans les marges de manœuvre qu'ils ont. Cependant, la fluidité des règles et leur négociation ne doit pas masquer le fait que les groupes sociaux n'ont pas tous les mêmes marges de manœuvre et pas tous les mêmes capacités à négocier (Peters 2004). Il est donc nécessaire d'analyser les mécanismes de changement d'accès, mais il faut y adjoindre l'analyse des effets de ces mécanismes en termes de différenciation socio-économique.

La différenciation socio-économique a deux particularités intéressantes. Tout d'abord, elle met en avant les mécanismes, les processus, autant que les résultats, les effets. La différenciation socio-économique est une analyse des inégalités en train de se faire, c'est une analyse dynamique des disparités émergentes entre groupes sociaux. Nous avons montré que la dynamique de la différenciation est clairement liée à la question de l'accès, dans le cas du karité. Deuxième caractéristique, cette analyse des mécanismes de changement et de ses effets repose sur une analyse du pouvoir. Cette analyse du pouvoir doit articuler une analyse des rapports de pouvoir à l'échelle macro, c'est-à-dire une économie politique de l'objet d'étude et de son contexte large, avec les micro-relations de pouvoir locales. En d'autres termes, c'est en articulant une analyse structurelle du pouvoir avec une analyse interactionniste du pouvoir que la différenciation se révèle dans toutes ses dimensions.

Nous avons montré que cette analyse des processus de changement nécessite de construire les catégories d'analyse pertinentes en partant du terrain et non pas les définir *a priori*. Le pouvoir est multidimensionnel et se nourrit de zones d'incertitude multiples. L'analyse doit donc viser à identifier ces zones d'incertitudes, les groupes sociaux en jeu (ce que Bierschenk et Oliver de

Sardan (1998) appellent des « groupes stratégiques », leurs ressources et leurs identités en jeu. En particulier, nous avons montré que le genre est une catégorie d'analyse importante mais qu'elle ne se suffit pas à elle-même pour analyser des relations de pouvoir complexes et qui engagent plusieurs identités des individus et des groupes. Je pense que la variable genre, au même titre que d'autres variables, ne peut pas être définie d'emblée comme centrale. Le travail de terrain permet de situer quelles variables sont particulièrement importantes dans les dynamiques de changement social. L'analyse de la différenciation socio-économique telle que définie ci-avant permet de dépasser les analyses en termes de privatisation ou de dépossession. Elle permet de nuancer la littérature sur les PFNL qui a tendance à mettre en avant le fait que l'ouverture d'une opportunité économique sur un produit auparavant contrôlé par les femmes a pour résultat de déposséder les femmes de cette ressource et du revenu qui lui est lié et par ailleurs de conduire à une privatisation de l'accès à la ressource (Neumann et Hirsch 2000).

Croiser plusieurs variables et donc plusieurs corpus théoriques est toujours difficile (Nightingale 2011). Nous avons proposé l'outil de la typologie pour rendre la complexité du réel appréhendable. La typologie n'est pas un outil nouveau. Les sciences sociales ont toujours utilisé la classification pour rendre le réel lisible et créer des outils analytiques (Durkheim 1997, Coenen-Huther 2007, Demazière 2013). Créer une typologie à partir des données du terrain devient nécessaire quand les théories ou les typologies existantes sont inopérantes. C'est le cas des processus de différenciation socio-économique en Afrique rural. L'ancienne grille d'analyse marxiste en termes de classes sociales n'est plus pertinente et pourtant aucune grille d'analyse n'a pu remplacer son pouvoir analytique (Berry 1993, Peters 2004, Borras 2009). La création de typologie, en l'occurrence des ménages ruraux ou des exploitations agricoles rurales, est un outil utile mais pas une fin en soi. En effet, il s'agirait ensuite de croiser l'analyse des typologies issues de plusieurs cas d'étude pour définir un cadre d'analyse plus général : une théorie de la différenciation socio-économique en Afrique rural dans la lignée des travaux de de Sara Berry (1993).

Mon cas d'étude sur le karité montre du reste que le sujet des inégalités et de la différenciation socio-économique devient un élément saillant du changement agraire en Afrique et qu'il mérite une attention plus grande. Au Burkina Faso, dans un contexte de plus en plus tendu pour l'accès à la terre et avec des répercussions pour l'accès aux ressources naturelles, la question de la création ou de l'accroissement des inégalités se pose avec plus d'acuité. Cette problématique a d'abord été présentée par Gray et Dowd-Uribe (Gray 2005, Gray et Dowd-Uribe 2013). Ils ont détaillé comment la marchandisation et la mondialisation du commerce du coton a entraîné un processus de différenciation socio-économique des ménages et des individus au Burkina Faso. Ils ont montré que dans un contexte de croissance de la population et de réduction des superficies de terres disponibles, l'intensification détermine la réussite des récoltes. Les paysans les plus riches ont accès aux intrants et à la main d'œuvre et ont des rendements jusqu'à deux fois supérieurs à ceux des plus pauvres. Les paysans les plus pauvres doivent s'endetter pour acheter des intrants, qu'ils utilisent en moins grande quantité. Il en résulte un cercle vicieux : ces

paysans endettés pour acheter des intrants n'ont cependant pas suffisamment de rendement pour rembourser leur dette. Les travaux de Gonin (2014) et Gonin et Gautier (2016) ont montré la dynamique de différenciation sociale à l'œuvre chez les éleveurs dans l'Ouest du Burkina Faso. Du fait de la diminution des espaces de parcours, certains éleveurs perdent l'accès aux espaces de parcours et donc se voient marginalisés, tandis que d'autres parviennent, à travers des réseaux familiaux et locaux, à maintenir leur accès et leur activité. Ouédraogo et Tallet (2015) décrivent eux aussi le mouvement de différenciation qui marque les exploitations agricoles au Burkina Faso en établissant une typologie des exploitations agricoles, des plus marginalisées et en difficulté aux exploitations les plus intégrées au marché. Notre travail se situe dans cet ensemble de travaux récents qui documentent les effets différenciant de la mondialisation et de la marchandisation des produits agricoles, forestiers et forestiers non ligneux dans un contexte d'accès tendu au foncier et de réduction des ressources disponibles (terre, forêt...). Le cas du karité montre la même tendance, avec la particularité d'une ressource encore abondante mais dont les règles d'accès se transforment et se lient de plus en plus à la tenure foncière.

Sara Berry (1993) a montré qu'en Afrique la mondialisation et la marchandisation des productions agricole ne conduisaient pas à la formation de classes sociales mais plutôt à la marginalisation des femmes et des migrants. Elle a également montré comment l'accès au travail était un facteur de différenciation, plus que l'accès à la terre. L'ensemble de travaux sur la différenciation socio-économique rurale au Burkina Faso tend à montrer que les dynamiques sont plus diverses aujourd'hui. En particulier, il serait difficile de mettre en avant des groupes sociaux marginalisés. Cependant, il apparaît clairement que l'accès est toujours le facteur clé de la différenciation. L'accès au travail joue un rôle important (Carney et Watts 1991, Bassett 2002, Gray et Dowd-Urbe 2013), mais l'accès à la terre et aux ressources naturelles est peut-être devenu clé. Le cas du karité semble le montrer, les autres cas d'étude au Burkina Faso également. Il conviendrait d'approfondir ce résultat et d'étendre les analyses à d'autres pays et régions d'Afrique Sub-saharienne.

V. BIBLIOGRAPHIE DE LA CONCLUSION

- | | |
|--|--|
| <p>Bassett, T.J. 2002. Women's Cotton and the Spaces of Gender Politics in Northern Cote d'Ivoire. <i>Gender, Place & Culture</i>, 9(4), 351-70.</p> <p>Berry, S. 1993. No Condition Is Permanent: The Social Dynamics of Agrarian Change in Sub-Saharan Africa. Madison: University of Wisconsin Press, 273p.</p> <p>Berry, S. 2009. Property, Authority and Citizenship: Land Claims, Politics and</p> | <p>the Dynamics of Social Division in West Africa. <i>Development and Change</i>, 40(1), 23-45.</p> <p>Bierschenk, T. et Olivier de Sardan, J.-P., éd. 1998. Les pouvoirs au village : le Bénin rural entre démocratisation et décentralisation. Paris: Karthala.</p> <p>Borras, S.J. 2009. Agrarian change and peasant studies: changes, continuities and</p> |
|--|--|

- challenges – an introduction. *The Journal of Peasant Studies*, 36(1), 5-31.
- Carney, J. et Watts, M. 1991. Disciplining women? Rice, mechanization, and the evolution of mandinka gender relations in Senegambia. *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, 16(4), 651-81.
- Chalfin, B. 2004. *Shea Butter Republic: State Power, Global Markets, and the Making of an Indigenous Commodity*. New York: Routledge, 320p.
- Coenen-Huther, J. 2007. Classifications, typologies et rapport aux valeurs. *Revue européenne des sciences sociales. European Journal of Social Sciences*, (XLV-138), 27-40.
- Cote, M. et Nightingale, A.J. 2012. Resilience thinking meets social theory Situating social change in socio-ecological systems (SES) research. *Progress in Human Geography*, 36(4), 475-89.
- Crozier, M. et Friedberg, E. 1977. *L'acteur et le système: les contraintes de l'action collective*. Paris, France: Editions du Seuil.
- Demazière, D. 2013. Typologie et description. À propos de l'intelligibilité des expériences vécues. *Sociologie*, Vol. 4(3), 333-47.
- Durkheim, É. 1997. *Les règles de la méthode sociologique*. Paris, France: Presses universitaires de France, xxiv+149p.
- Elias, M. 2010. *Transforming Nature's Subsidy: Global Markets, Burkinabè Women and African Shea Butter*. McGill University, Montréal, Québec, 512p.
- Epstein, G., Bennett, A., Gruby, R., et al. 2014. Studying Power with the Social-Ecological System Framework. In: Manfredo, M.J., Vaske, J.J., Rechkemmer, A., et al., éd. *Understanding Society and Natural Resources*. Springer Netherlands, p. 111-35.
- Gonin, A. 2014. *Jeux de pouvoir pour l'accès aux ressources et devenir de l'élevage en Afrique soudanienne. Le foncier pastoral dans l'Ouest du Burkina Faso*. Thèse de doctorat. Université Paris I, Paris.
- Gonin, A. et Gautier, D. 2016. Herders' Territorialities and Social Differentiation in Western Burkina Faso. *Nomadic Peoples*, 20(1), 62-87.
- Gray, L.C. 2005. What kind of intensification? Agricultural practice, soil fertility and socioeconomic differentiation in rural Burkina Faso. *Geographical Journal*, 171(1), 70-82.
- Gray, L. et Dowd-Urbe, B. 2013. A political ecology of socio-economic differentiation: debt, inputs and liberalization reforms in southwestern Burkina Faso. *Journal of Peasant Studies*, 40(4), 683-702.
- Le Roy, É. 1996. La théorie des maîtrises foncières. In: *La sécurisation foncière en Afrique*. Paris: KARTHALA Editions, p. 59-76.
- Le Roy, É. 2011. *La terre de l'autre: une anthropologie des régimes d'appropriation foncière*. Paris: LGDJ, 441p.
- Neumann, R.P. et Hirsch, E. 2000. *Commercialisation of non-timber forest products: Review and analysis of research*. Bogor, Indonesia: CIFOR.
- Nightingale, A.J. 2011. Bounding difference: Intersectionality and the material production of gender, caste, class and environment in Nepal. *Geoforum*, 42(2), 153-62.
- Ouedraogo, L.T. et Tallet, B. 2015. L'emploi des jeunes ruraux : entrepreneuriat agricole et création d'emplois dans le sud du Burkina Faso. *Autrepart*, N° 71(3), 119-33.
- Peters, P.E. 2004. Inequality and Social Conflict Over Land in Africa. *Journal of Agrarian Change*, 4(3), 269-314.
- Ribot, J.C. 1998. Theorizing access: forest profits along Senegal's charcoal commodity chain. *Development and change*, 29(2), 307-41.
- Ribot, J.C. et Peluso, N.L. 2003. A Theory of Access. *Rural Sociology*, 68(2), 153-81.
- Saussey, M. 2009. *Les organisations féminines au Burkina Faso: limites et paradoxes des dispositifs de valorisation d'un produit local, le beurre de karité*. EHESS, 454p.
- Schlager, E. et Ostrom, E. 1992. Property-Rights Regimes and Natural Resources: A Conceptual Analysis. *Land Economics*, 68(3), 249-62.

TABLES

ILLUSTRATIONS

Carte 1. Localisation de la zone et des villages d'étude, Ouest du Burkina Faso	65
Carte 2. Densité de populations rurales et localisation des villages d'étude, Ouest du Burkina Faso	67
Carte 3. Dynamique de peuplement de la région de Solenzo, cartes de (Drabo 2000).	70
Graphique 1. Evolution des quantités exportées de produits du karité (amandes et beurre) au Burkina Faso de 1910 à 2011	32
Figure 1. Map of the shea tree distribution across Africa.....	98
Figure 2. Export value of shea nuts from Burkina Faso.....	100
Figure 3. Map of western Burkina Faso with the 13 provincial capitals surveyed.....	101
Figure 4. Shea nut transactions between traders in western Burkina Faso in the marketing year 2012-2013	103
Figure 5. Shea nut value chain from western Burkina Faso. Volumes of shea nuts are in tons for the marketing year 2012-2013	104
Figure 6. Proposed framework for analyzing changes in access to natural resources.....	129
Figure 7. Schematic spatial organization of land use in villages in western Burkina Faso	135
Figure 8. The framework applied to changes in access to shea	141
Photographie 1. Karité en bord de route.....	17
Photographie 2. Parc à karité	18
Photographie 3. Fleurs du karité	24
Photographie 4. Fruit du karité en formation	24
Photographie 5. Fruit mature du karité, en coupe.....	25
Photographie 6. Noix et amandes de karité.....	25

ENCADRES

Encadré 1. Parc agroforestier - définition.....	22
Encadré 2. Premiers arrivants, nouveaux venus, derniers venus	39

TABLES ET TABLEAUX

Tableau 1. Synthèse des résultats de la littérature sur la place du revenu du karité dans les revenus du ménage ou des femmes.....	28
Tableau 2. Répartition des concessions du village de Denkoro par groupes ethniques.....	68
Tableau 3. Répartition des concessions du village de Koakoa par groupes ethniques.....	69
Tableau 4. Répartition des concessions du village de Dimolo par groupes ethniques.....	71
Tableau 5. Répartition des ménages du village de Djégonao par groupes ethniques.....	72
Tableau 6. Répartition des concessions du village de Mé par groupes ethniques	73
Tableau 7. Récapitulatif des méthodes de recueil de données employées.....	77
Tableau 8. Triangulation des données.....	77
Table 9. Distribution of traders interviewed as a function of the volume in tons (V) of shea nuts sold in the marketing year 2012-2013.....	101
Table 10. Two examples of the distribution of the gross margin in the value chain of shea nuts, in CFA francs per kg	105
Table 11. Descriptive statistics, traders of shea nuts in western Burkina Faso, marketing year 2012-2013	115
Table 12. A matrix of tenure control	128
Table 13. Characteristics of households, head of households and women by village.....	158
Table 14. Women's total income from shea in CFA Francs according to socio-economic variables	159
Table 15. Part of women's personal cash income transferred to their husband, according to the source of income in CFA Francs, by women who have a cash income	160
Table 16. Proportion of women who transfer part of their shea income to their husband according to socio-economic variables	164
Table 17. Subsistence shea income in total shea income, among women who have an income from shea	165
Table 18. The typology	167
Tableau 19. Présentation synthétique des principaux résultats par chapitre	193

ANNEXE

QUESTIONNAIRE SOCIO-ÉCONOMIQUE KARITÉ : CHEF DE CONCESSION

Bonjour,

Mon nom est Je fais partie de l'équipe d'étudiants qui travaille sur la place du karité dans ce village. Notre équipe de recherche s'est présentée aux autorités du village qui nous ont donné leur consentement pour conduire ce travail. J'espère que vous avez été informé de notre venue. Nous souhaitons poser des questions à plusieurs membres de votre concession : vous-même, votre femme (ou une de vos femmes) et éventuellement d'autres personnes de votre concession que nous allons choisir aléatoirement.

Les questions portent notamment sur le karité mais aussi sur vos autres activités. La réponse à ces questions vous prendra environ 1h30. Nous venons une seule fois poser ces questions dans votre famille, nous ne reviendrons pas ensuite. Toutes les réponses que vous nous donnerez seront confidentielles et ne seront partagées qu'au sein de l'équipe de recherche.

Avez-vous des questions ? Peut-on commencer l'entretien ?

Rappel des codes

99 = ne sait pas ; 100 = ne veut pas répondre

I. IDENTIFICATION

a. CONTRÔLE

Tâches	Date	Par qui	Statut / commentaires
1) Interview			
2) Vérification questionnaire			
3) Codification questionnaire			
4) Saisie des données			
5) Vérification et approbation données saisies			

b. IDENTIFICATION

	Nom	Code
6) Nom et code village		_
7) Nom du chef de concession (répondant) et code concession		_ _ _
8) Nom quartier		

II. IDENTITE DE LA PERSONNE ENQUETEE

c. COMPOSITION DE LA CONCESSION

Qui sont les membres de la concession ? (y compris les enfants) ie qui ont travaillé avec vous l'année écoulée

*Note : concession = personnes réunies sous l'autorité d'un chef de concession qui gère et coordonne **les parcelles collectives, activités de production collective et d'utilisation des ressources**. Il décide qui travaille, les types de travaux, l'utilisation de la récolte (ventes, consommation...), gestion de salariés, les types de cultures...*

Note : ménage : personnes réunies sous l'autorité d'un chef de ménage (généralement l'époux), généralement unies par des liens de sang ou de mariage, logeant habituellement ensemble et dont l'autorité budgétaire relève au moins théoriquement d'une seule personne appelée chef de ménage.

d. INFORMATION SUR LE CHEF DE CONCESSION

16) Depuis combien de temps êtes-vous chef de cette concession ?	_ _ ans
17) Comment êtes-vous devenu chef de concession? (1=héritage, 2=décès, 3= migration de l'ancien chef de concession, 4= prise d'autonomie, 5=autre précisez)	_ _
18) Quel est votre statut matrimonial ? (1= Célibataire, 2=marié, 3=Veuve, 4=Divorcé ou séparé)	_ _
20) Niveau d'instruction du chef de concession (1=Non alphabétisée, 2=Alphabétisée, 3= Ecole coranique (madrassa), 4=Ecole franco-arabe, 5=Primaire, 6=Collège, 7=Lycée, 8=Supérieur)	_ _
21) Ethnie du chef de concession (1=peul /foulsé, 2=mossi /yarsé, 3=bobo/bobo-fing, 4=dogon, 5=samo/calanga/cado, 6=dafing, 7=bwaba/bwa/bobo-oulé, 8=gourounsi, 9=dagara, 10=lobi, 11=birifor, 12=dioula, 13=tiéfo, 14=bisa, 15=bobo-dioula, 16=autre à préciser)	_ _
22) Etes-vous né dans ce village ? (0=non ; 1= oui)	_ _
23) Date d'arrivée de la famille dans le village ou génération qui est arrivée en 1 ^{er} (père, grand-père...)	Date _ _ _ _ _ Ou génération Ou _ autochtone
24) Est-ce que vous faites parti 1=de la famille du chef de village, 2=chef coutumier, 3=président CVD ou 4=conseiller municipal, 0=aucune de ces familles	_ _

III. REVENUS DE LA CONCESSION ET DU MENAGE DU CHEF DE CONCESSION

e. TERRES

Indiquez la superficie des terres (en hectares) qui vous appartient et que vous exploitez, qui vous appartient et que vous louez ou que vous avez prise en location

25) Total superficie des terres que <u>vous exploitez</u> cette année	_ _ ha
26) Total superficie des terres vous appartenant et qui étaient en <u>jachère</u> (<i>waga</i>) cette année	_ _ ha

27) Total superficie des terres qui vous appartiennent	_ _ ha	
28) Comment avez-vous obtenu ces parcelles ?* (plusieurs réponses possibles en fonction des différentes parcelles)	Parcelle 1 _ _ Parcelle 2 _ _ Parcelle 3 _ _	Parcelle 4 _ _ Parcelle 5 _ _ Parcelle 6 _ _
29) Qui partage l'exploitation de ces terres avec vous ?**	Parcelle 1 _ _ Parcelle 2 _ _ Parcelle 3 _ _	Parcelle 4 _ _ Parcelle 5 _ _ Parcelle 6 _ _

* 1=héritage, 2=distribution des terres dans la concession/émancipation, 3=achat, 4=autre, précisez

**1=concession, 2=ménage, 3=vous individuellement, 4=personne extérieur à la concession, 5=autre, précisez

30) Total superficie des terres que vous exploitez en prêt/location	_ _ ha	
31) Comment avez-vous obtenu ces parcelles ?*	Parcelle 1 _ _ Parcelle 2 _ _ Parcelle 3 _ _	Parcelle 4 _ _ Parcelle 5 _ _ Parcelle 6 _ _
32) Quelles sont les conditions du prêt ou de la location ? (si location : montant du loyer / si don ou prêt : de qui et contrepartie)	Parcelle 1	Parcelle 2
	Parcelle 4	Parcelle 3
	Parcelle 5	Parcelle 6
33) Qui partage l'exploitation de ces terres avec vous ?**	Parcelle 1 _ _ Parcelle 2 _ _ Parcelle 3 _ _	Parcelle 4 _ _ Parcelle 5 _ _ Parcelle 6 _ _

*Acquisition terre : 1=don ou prêt et conditions, 2=location et montant du loyer, 3=achat, 4=autre, précisez

**1=concession, 2=ménage, 3=vous individuellement, 4=personne extérieur à la concession, 5=autre, précisez

34) Total superficie des terres qui vous appartient et que vous avez prêté/loué (pas exploité par vous)		_ _ ha
35) A combien de familles avez-vous donné des terres ?		_ _
36) Quelles sont les conditions du prêt ou de la location ?* (si location : montant du loyer / si don ou prêt : de qui et contrepartie)	Famille 1	Famille 2
	Famille 4	Famille 3
	Famille 5	Famille 6

37) Jachère	38) Depuis quand (ans)	39) Combien de temps comptez-vous laisser la terre au repos ?	40) Quelle surface ? (ha)	41-1) Le temps de cette jachère, qui a le droit de collecter le karité ? *	41-2) Si jachères sur des terres prêtées, Est-ce que les femmes du diatigui peuvent ramasser le karité sur cette jachère ? (0=non, 1=oui)
1	_ _	_ _	_ _	_ _	_ _

37) Jachère	38) Depuis quand (ans)	39) Combien de temps comptez-vous laisser la terre au repos ?	40) Quelle surface ? (ha)	41-1) Le temps de cette jachère, qui a le droit de collecter le karité ? *	41-2) Si jachères sur des terres prêtées, Est-ce que les femmes du diatigui peuvent ramasser le karité sur cette jachère ? (0=non, 1=oui)
2	_ _	_ _	_ _	_ _	_ _
3	_ _	_ _	_ _	_ _	_ _
4	_ _	_ _	_ _	_ _	_ _
5	_ _	_ _	_ _	_ _	_ _
6	_ _	_ _	_ _	_ _	_ _
7	_ _	_ _	_ _	_ _	_ _

*1=les femmes et les enfants de votre ménage ; 2=les femmes et les enfants de votre concession ; 3=les femmes et les enfants de votre quartier ; 4=toutes les femmes du village

41-3) Est-ce que les droits de collecter le karité sur vos jachères ont changé depuis 10 ans ? (0=non, 1=oui) <i>(relance : est-ce qu'il y a dix ans les mêmes personnes avaient le droit de ramasser le karité sur vos jachères ou est-ce différent ?)</i>	_ _
41-4) Si oui, quel a été le changement ? (qui avait le droit de ramasser il y a 10 ans mais n'a plus le droit aujourd'hui ? Et inversement ?) [Question ouverte]	

f. REVENUS ISSUS DE L'AGRICULTURE

Quelles sont les quantités et valeurs monétaires des cultures que la concession a récoltées durant les 12 mois passés ? (*Récolte de l'année passée*)

42) Type de culture*	43) Surface de prod° (ha)	44) Quantité produite durant l'année (PRECISER L'UNITE)	45) Qui est responsable de cette production ?**	46) Quantité consommée (PRECISER L'UNITE)	47) Qui a utilisé/ consommé ce produit***	48) Quantité vendue (PRECISER L'UNITE)	49) Prix par unité
_ _	_ _		_ _		_ _		
_ _	_ _		_ _		_ _		
_ _	_ _		_ _		_ _		
_ _	_ _		_ _		_ _		
_ _	_ _		_ _		_ _		
_ _	_ _		_ _		_ _		
_ _	_ _		_ _		_ _		
_ _	_ _		_ _		_ _		

*1=petit mil, 2=sorgho, 3=maïs, 4= coton, 5=sésame, 6=anacarde, 7=arachide, 8=bissap, 9=haricot /niébé, 10=feuilles sauces, 11=pois sucrés, 12=marachage, 13=gombo, 14=riz, 15=fonio, 16=pois de terre, 17=autre à préciser

**1=chef de concession pour la concession ; 2=chef de concession pour son ménage ; 3=chef de concession individuellement ; 4=chef de ménage dépendant pour son ménage, 5=aînée générationnelle (femme la plus âgée ou de 1^{er} rang) au nom des femmes, 6=autre membre individuellement à précisez, = autre personne extérieure à préciser

***1=concession, 2=ménage, 3=vous individuellement, 4=personne extérieur à la concession, 5=autre, précisez

Pour chaque production que vous avez vendue, veuillez préciser :						
50-1) Type de culture*	50-2) Quel revenu en avez-vous tiré (cf tableau précédent) ?	51-1) Quelle part du revenu avez-vous conservé ?	51-2) A quel titre avez-vous conservé ce revenu ?**	52) A quoi avez-vous utilisé ce revenu (pour acheter quoi ?)***	53-1) Avez-vous donné une partie du revenu à quelqu'un d'autre ? Combien et à qui ?@	53-2) A quoi a-t-il utilisé ce revenu (pour acheter quoi ?)***
_ _	F cfa	F cfa	_ _	_ _ et _ _ et _ _	F cfa à _ _ F cfa à _ _	_ _ _ _
_ _	F cfa	F cfa	_ _	_ _ et _ _ et _ _	F cfa à _ _ F cfa à _ _	_ _ _ _
_ _	F cfa	F cfa	_ _	_ _ et _ _ et _ _	F cfa à _ _ F cfa à _ _	_ _ _ _
_ _	F cfa	F cfa	_ _	_ _ et _ _ et _ _	F cfa à _ _ F cfa à _ _	_ _ _ _

*1=petit mil, 2=sorgho, 3=maïs, 4= coton, 5=sésame, 6=anacarde, 7=arachide, 8=bissap, 9=haricot /niébé, 10=feuilles sauces, 11=pois sucrés, 12=marachage, 13=gombo, 14=riz, 15=fonio, 16=pois de terre, 17=autre à préciser

**1=en tant que chef de concession, 2= en tant que chez de ménage, 3=individuellement

***1=achat de vivre, 2=habillement/chaussure, 3=scolarité, 4=santé, 5=participation aux frais de cérémonie, 6=équipement agricole (daba, charrue...), 7=intrants agricoles, 8=amélioration de l'habitat, 9=transport (vélo, charrette), 10= investissement dans une activité génératrice de revenu (commerce de céréales, élevage...), 11=remboursement d'emprunt, 12=épargne, 13=achat de loisir (dolo, cigarettes...), 14=autre, précisez

@1=un chef de ménage dépendant pour son ménage ; 2=un chef de ménage dépendant individuellement ; 3=vos/votre femme ; 4=aînée générationnelle (femme la plus âgée ou de 1er rang) au nom des femmes, 5=autre membre individuellement à précisez, 6= autre personne extérieure à préciser

Quelles sont les quantités et valeurs des intrants utilisés lors de la production agricole pendant les 12 mois passés (ceci correspond aux dépenses réalisées lors de la production agricole)?

Note: Prendre en compte toutes les cultures du tableau précédent.

	54) Quantité (UNITE)	55) Prix par unité	56) Ou Coût total
Semences			
Fertilisants			
Pesticides/herbicides			
Location de traction animale / machine			
Main d'œuvre locative			
Transport			
Autre, spécifier			

g. REVENUS ISSUS DU BÉTAIL

Quel est le nombre de gros animaux ADULTES dont dispose votre concession aujourd'hui, et combien en avez vous vendu, acheté, abattu ou perdu durant l'année ?

	57) Qui est responsable de cette activité ?*	58) Nb au début	59) Nb vendus	60) Prix/animaux	61) Nb abattus pour conso°	62) Qui a consommé / utilisé?*	63) Nb perdus	64) Nb achetés	65) Nouveaux dans le stock	66) Nb à la fin
Bovins	_ _					_ _				
Bœufs de trait	_ _					_ _				
Chèvres	_ _					_ _				
Moutons	_ _					_ _				
Porcs	_ _					_ _				
Anes	_ _					_ _				
Autre, spécifier (volaille si important)	_ _					_ _				

*1=chef de concession pour la concession ; 2=chef de concession pour son ménage ; 3=chef de concession individuellement ; 4=chef de ménage dépendant pour son ménage, 5=ainée générationnelle (femme la plus âgée ou de 1^{er} rang) au nom des femmes, 6=autre membre individuellement à précisez, = autre personne extérieure à préciser

**1=concession, 2=ménage, 3=vous individuellement, 4=personne extérieur à la concession, 5=autre, précisez

Quelles sont les quantités et valeurs monétaires des produits issus des animaux que vous avez produit durant l'année ?

	67) Qui décide sur cette activité ?*	68) Quantité produite (UNITE)	69) Quantité utilisée ou consommée (UNITE)	70) Qui a consommé/ utilisé ?*	71) Quantité vendue (UNITE)	72) Prix de vente par unité
Lait	_ _			_ _		
Beurre (naare)	_ _			_ _		
Œuf	_ _			_ _		
Fumier	_ _			_ _		
Miel	_ _			_ _		
Autres :	_ _			_ _		

*1=chef de concession pour la concession ; 2=chef de concession pour son ménage ; 3=chef de concession individuellement ; 4=chef de ménage dépendant pour son ménage, 5=aînée générationnelle (femme la plus âgée ou de 1^{er} rang) au nom des femmes, 6=autre membre individuellement à précisez, = autre personne extérieure à préciser

**1=concession, 2=ménage, 3=vous individuellement, 4=personne extérieur à la concession, 5=autre, précisez

Pour chaque élevage et production issue du bétail que vous avez vendue, veuillez préciser : (en référence aux DEUX TABLEAUX sur les animaux et activité des animaux)						
73-1) Type d'activité	73-2) Quel revenu en avez-vous tiré (cf tableaux précédents) ?	74-1) Quelle part du revenu avez-vous conservé ? (soit du revenu total ou par vente)	74-2) A quel titre avez-vous conservé ce revenu ?*	75) A quoi avez-vous utilisé ce revenu (pour acheter quoi ?)**	76-1) Avez-vous donné une partie du revenu à quelqu'un d'autre ? Combien et à qui ?***	76-2) A quoi a-t-il utilisé ce revenu (pour acheter quoi ?)**
	F cfa	F cfa	_ _	_ _ et _ _ et _ _	F cfa à _ _ F cfa à _ _	_ _ _ _
	F cfa	F cfa	_ _	_ _ et _ _ et _ _	F cfa à _ _ F cfa à _ _	_ _ _ _
	F cfa	F cfa	_ _	_ _ et _ _ et _ _	F cfa à _ _ F cfa à _ _	_ _ _ _
	F cfa	F cfa	_ _	_ _ et _ _ et _ _	F cfa à _ _ F cfa à _ _	_ _ _ _

*1=en tant que chef de concession, 2= en tant que chez de ménage, 3=individuellement

**1=achat de vivre, 2=habillement/chaussure, 3=scolarité, 4=santé, 5=participation aux frais de cérémonie, 6=équipement agricole (daba, charrue...), 7=intrants agricoles, 8=amélioration de l'habitat, 9=transport (vélo, charrette), 10= investissement dans une activité génératrice de revenu (commerce de céréales, élevage...), 11=remboursement d'emprunt, 12=épargne, 13=achat de loisir (dolo, cigarettes...), 14=autre, précisez

***1=un chef de ménage dépendant pour son ménage ; 2=un chef de ménage dépendant individuellement ; 3=vos/votre femme ; 4=aînée générationnelle (femme la plus âgée ou de 1^{er} rang) au nom des femmes, 5=autre membre individuellement à précisez, 6= autre personne extérieure à préciser

Quelles sont les quantités et valeurs des intrants qui sont utilisés pour la production de produits animaux durant l'année passée ? (prendre en compte tous les élevages)

	77) Quantité (UNITE)	78) Prix/unité	79) Ou coût total
Nourriture/tourteaux/fourrage			
Location des terres pâturage			
Médicament, vaccination, vétérinaire			
Maintenance, étable, enclos			
Main d'œuvre salariée			
Autre, spécifiez			

h. REVENUS ENVIRONNEMENTAUX DIRECTS ET INDIRECTS

Revenu issus de la collecte HORS AMANDES DE KARITE

Quelles sont les quantités et valeurs monétaires des produits forestiers que les membres de la concession ont collectés ou transformés pour leur propre utilisation et pour commercialiser durant les 12 derniers mois ?

Produit forestier	80) Collecté par qui ?*	81) Qui est responsable de cette activité ?**	82) Quantité collectée (UNITE)	83) Quantité transformée (UNITE) (cf tableau après)	84) Quantité utilisée ou consommée (UNITE)	85) Qui a utilisé/ consommé ce produit **	86) Quantité vendue (UNITE)	87) Prix par unité F CFA
Chaume (<i>waga bin</i>)	_ _	_ _				_ _		
Bois de construction	_ _	_ _				_ _		
Bois de chauffe	_ _	_ _				_ _		
Fourrage	_ _	_ _				_ _		
Plantes médicinales	_ _	_ _				_ _		
Fruit du néré	_ _	_ _				_ _		
Fruit du karité (uniquement les fruits – pas les noix)	_ _	_ _				_ _		
.....	_ _	_ _				_ _		

*1=le chef de concession ; 2=un chef de ménage dépendant ; 3=tous les hommes de la concession ; 4=la femme du chef de concession ; 5=la femme d'un chef de ménage dépendant ; 6=toute les femmes de la concession ; 7=tous les adultes de la concession ; 8= les filles (<15 ans); 9= les garçons (<15 ans); 10= les enfants garçon et fille (<15 ans); 11=Autre précisez.

**1=chef de concession pour la concession ; 2=chef de concession pour son ménage ; 3=chef de concession individuellement ; 4=chef de ménage dépendant pour son ménage, 5=aînée générationnelle (femme la plus âgée ou de 1^{er} rang) au nom des femmes, 6=autre membre individuellement à précisez, = autre personne extérieure à préciser

***1=concession, 2=ménage, 3=vous individuellement, 4=personne extérieur à la concession, 5=autre, précisez

Revenus issus des produits transformés

Quelles sont les quantités et valeurs monétaires des produits forestiers transformés que les membres de la concession depuis 12 mois?

	88) Transfor mé par qui ?*	89) Qui est responsabl e de cette activité ?**	90) Quantité <u>de produit brut</u> venant de la collecte (UNITE)	91) Quantité <u>de produit brut</u> acheté et prix (UNITE)	92) Quantité et coût achat <u>d'autres intrants</u> (UNITE)	93) Quantité produite (UNITE)	94) Quantité utilisée ou consommée (UNITE)	95) Qui a utilisé/ consommé ce produit***	96) Quantité vendue (UNITE)	97) Prix de vente FCFA
Soumbal a	_ _	_ _						_ _		
Paniers, balais	_ _	_ _						_ _		
Natte de paille	_ _	_ _						_ _		
Charbon	_ _	_ _						_ _		
..... .	_ _	_ _						_ _		
..... .	_ _	_ _						_ _		

*1=le chef de concession ; 2=un chef de ménage dépendant ; 3=tous les hommes de la concession ; 4=la femme du chef de concession ; 5=la femme d'un chef de ménage dépendant ; 6=toute les femmes de la concession ; 7=tous les adultes de la concession ; 8= les filles (<15 ans); 9= les garçons (<15 ans); 10= les enfants garçon et fille (<15 ans); 11=Autre précisez.

**1=chef de concession pour la concession ; 2=chef de concession pour son ménage ; 3=chef de concession individuellement ; 4=chef de ménage dépendant pour son ménage, 5=aînée générationnelle (femme la plus âgée ou de 1^{er} rang) au nom des femmes, 6=autre membre individuellement à précisez, = autre personne extérieure à préciser

***1=concession, 2=ménage, 3=vous individuellement, 4=personne extérieur à la concession, 5=autre, précisez

Pour chaque production issu des prélèvements dans l'environnement, que vous avez vendue, veuillez préciser : (en référence aux DEUX TABLEAUX d'avant)						
98) Type d'activité	99) Quel revenu en avez-vous tiré (cf tableaux précédents) ?	100) Quel part du revenu avez-vous conservé ? (soit du revenu total ou par vente)	101) A quel titre avez-vous conservé ce revenu ?*	102) A quoi avez-vous utilisé ce revenu (pour acheter quoi ?)**	103) Avez-vous donné une partie du revenu à quelqu'un d'autre ?***	104) A quoi a-t-il utilisé ce revenu (pour acheter quoi ?)**
	F cfa	F cfa	_ _	_ _ et _ _ et _ _	F cfa à _ _ F cfa à _ _	_ _ _ _
	F cfa	F cfa	_ _	_ _ et _ _ et _ _	F cfa à _ _ F cfa à _ _	_ _ _ _
	F cfa	F cfa	_ _	_ _ et _ _ et _ _	F cfa à _ _ F cfa à _ _	_ _ _ _
	F cfa	F cfa	_ _	_ _ et _ _ et _ _	F cfa à _ _ F cfa à _ _	_ _ _ _

*1=en tant que chef de concession, 2= en tant que chez de ménage, 3=individuellement

**1=achat de vivre, 2=habillement/chaussure, 3=scolarité, 4=santé, 5=participation aux frais de cérémonie, 6=équipement agricole (daba, charrue...), 7=intrants agricoles, 8=amélioration de l'habitat, 9=transport (vélo, charrette), 10= investissement dans une activité génératrice de revenu (commerce de céréales, élevage...), 11=remboursement d'emprunt, 12=épargne, 13=achat de loisir (dolo, cigarettes...), 14=autre, précisez

***1=un chef de ménage dépendant pour son ménage ; 2=un chef de ménage dépendant individuellement ; 3=vos/votre femme ; 4=aînée générationnelle (femme la plus âgée ou de 1^{er} rang) au nom des femmes, 5=autre membre individuellement à précisez, 6= autre personne extérieure à préciser

i. PRÉCISION SUR LE KARITÉ

105) Est-ce que les femmes de la concession ramassent des amandes qui sont gérées collectivement au niveau de la concession ? (0=non, 1=oui)	_ _
106) Si oui, quelle quantité ramassent-elles collectivement, au niveau de la concession ?	
107-1) Est-ce que les femmes votre ménage ramassent les amandes qui sont gérés collectivement au niveau de votre ménage (si plusieurs femmes) ? (0=non, 1=oui)	_ _
107-2) Si oui, quelle quantité ramassent-elles collectivement, au niveau votre ménage ?	
108) Est-ce que les femmes de la concession ramassent des amandes de karité qu'elles gèrent individuellement ? (0=non, 1=oui)	_ _
109-1) Cette année, quelle quantité de beurre transformé et d'amandes individuelles les femmes de la concession vous ont-elles donné en tant que chef de concession ?	Beurre : Amandes :
109-2) Cette année, quelle quantité de beurre transformé et d'amandes individuelles les femmes de votre ménage vous ont-elles donné, en tant que chef de ménage ?	Beurre : Amandes :
110) Quelle est la règle de partage des amandes du karité (ce qui fait que c'est gérés individuellement ou collectivement par ex : champs pour la concession et brousse pour elle ; ou si tout individuel, y a-t-il une règle de partage du revenu ?) ?	

Nous allons maintenant vous poser des questions spécifiques : sur les amandes gérées collectivement dans la concession, gérées collectivement dans votre ménage et enfin sur les amandes que vos femmes gèrent individuellement.

Détail sur les amendes gérées collectivement dans la concession

111) Qui décide de l'usage des amendes gérées collectivement au niveau de votre concession ?*	_ _	
112-1) Est-ce que les femmes de la concession font du beurre à partir des amendes collectives de la concession ? (0=non, 1=oui)	_ _	
112-2) Si oui, quelle quantité de ces amendes collectives a été utilisée pour faire du beurre de karité ?	Quantité :	
112-3) Quel a été l'usage de ce beurre de karité ? (1=consommation au sein de la concession en entier ; 2=consommation au sein de votre ménage ; 3=consommation personnelle par vous uniquement ; 4=consommation pour la main d'œuvre extérieur au moment des travaux champêtre ; 5= vente ; 6=autre précisez)	_ _	
112-4) Est-ce que le beurre issus de ces amendes collectives a été vendu ? (0=non, 1=oui)	_ _	
112-5) Si vente de beurre, avez-vous récupéré une partie de l'argent de la vente ?	FCFA	
113) Est-ce que les amendes collectives au niveau de la concession ont-été vendu ? (0=non, 1=oui)	_ _	
114-1) Si vente d'amendes, avez-vous récupéré une partie de l'argent de la vente ? (0=non, 1=oui)	_ _	
114-2) Si oui, combien ?	FCFA	
115) Avez-vous récupéré une partie de ces amendes collectives pour vous ? (0=non, 1=oui)	_ _	
116) Si oui quelle quantité ?	Quantité :	
117) Si oui, quelle quantité d'amendes avez-vous vendues ?	Quantité :	
118) Quel est le montant total de revenu issu de la vente de ces amendes de karité ?	FCFA	
119) Quelle utilisation avez-vous fait du revenu issu de la vente des amendes et du beurre de karité ?		
120) Montant FCFA	121) Type d'utilisation**	122) Au bénéfice de qui ? Qui en a eu l'usage ?*
	_ _	_ _
	_ _	_ _
	_ _	_ _

*1=le chef de concession uniquement ; 2=l'ainée des femmes de la concession, 3=l'ensemble des femmes de la concession; 4=l'ensemble des hommes de la concession ; 4= tous les membres de la concession; 5=autre à préciser

**1=achat de vivre, 2=habillement/chaussure, 3=scolarité, 4=santé, 5=participation aux frais de cérémonie, 6=équipement agricole (daba, charrue...), 7=intrants agricoles, 8=amélioration de l'habitat, 9=transport (vélo, charrette), 10= investissement dans une activité génératrice de revenu (commerce de céréales, élevage...), 11=remboursement d'emprunt, 12=épargne, 13=achat de loisir (dolo, cigarettes...), 14=autre, précisez

Détail sur les amendes gérées collectivement dans le ménage

123) Qui décide de l'usage des amendes collectives de votre ménage ?*	_ _	
125-1) Est-ce que les femmes de votre ménage utilisent les amendes collectives du ménage pour faire du beurre de karité ? (0=non, 1=oui)	_ _	
125-2) Quelle quantité des amendes collectives a été utilisée pour faire du beurre de karité pour la consommation du ménage ?	Quantité :	
125-3) Est-ce que les femmes de votre ménage ont vendu du beurre issu de ces amendes ? (0=non, 1=oui)	_ _	
125-4) Si oui, vous ont-elles reversé une partie de l'argent de la vente ? Et combien ?	FCFA	
126-1) Est-ce que les amendes collectives au niveau de votre ménage ont-été vendu ? (0=non, 1=oui)	_ _	
126-2) Si vente d'amendes, avez-vous récupéré une partie de l'argent de la vente ? Combien ?	FCFA	
127-1) Avez-vous récupéré de ces amendes pour vous, personnellement ? (0=non, 1=oui)	_ _	
127-2) Si oui quelle quantité ?	Quantité :	
127-3) Si oui, quelle quantité totale d'amendes avez-vous vendues ?	Quantité :	
127-4) Quel est le montant total de revenu issu de la vente de ces amendes de karité ?	FCFA	
128) Quelle utilisation avez-vous fait du revenu issu de la vente des amendes et du beurre de karité ?		
128-1) Montant FCFA	128-2) Type d'utilisation**	128-3) Au bénéfice de qui ? Qui en a eu l'usage ?*
	_ _	_ _
	_ _	_ _
	_ _	_ _

*1=vous uniquement ; 2=votre 1^{ère} coépouse, 3=l'ensemble des femmes du ménage; 5= tous les membres du ménage; 6=autre à préciser

**1=achat de vivre, 2=habillement/chaussure, 3=scolarité, 4=santé, 5=participation aux frais de cérémonie, 6=équipement agricole (daba, charrue...), 7=intrants agricoles, 8=amélioration de l'habitat, 9=transport (vélo, charrette), 10= investissement dans une activité génératrice de revenu (commerce de céréales, élevage...), 11=remboursement d'emprunt, 12=épargne, 13=achat de loisir (dolo, cigarettes...), 14=autre, précisez

Détail sur les amandes gérées individuellement par les femmes de la concession

129-1) Est-ce que les femme(s) de la concession, en dehors de vos épouses, qui vendent des amandes ou du beurre individuellement vous redonnent un peu de l'argent de la vente ? Si oui, combien cette année en tout ?	FCFA	
129-2) Quelle utilisation avez-vous fait du revenu issu de la vente des amandes et du beurre de karité ?		
129-3) Montant FCFA	129-4) Type d'utilisation**	129-5) Au bénéfice de qui ? Qui en a eu l'usage ?*
	_ _ _	_ _ _
	_ _ _	_ _ _
	_ _ _	_ _ _

*1=vous uniquement ; 2=votre 1^{ère} coépouse, 3=l'ensemble des femmes du ménage; 5= tous les membres du ménage; 6=autre à préciser

**1=achat de vivre, 2=habillement/chaussure, 3=scolarité, 4=santé, 5=participation aux frais de cérémonie, 6=équipement agricole (daba, charrue...), 7=intrants agricoles, 8=amélioration de l'habitat, 9=transport (vélo, charrette), 10= investissement dans une activité génératrice de revenu (commerce de céréales, élevage...), 11=remboursement d'emprunt, 12=épargne, 13=achat de loisir (dolo, cigarettes...), 14=autre, précisez

Détail sur les amandes gérées individuellement par les femmes du ménage

130-1) Savez-vous combien d'amandes de karité ont-été ramassé par les femmes de votre ménage individuellement ? (0=non, 1=oui)	_ _ _
130-2) Si oui, combien ?	Quantité :
131-1) Est-ce que les femmes de votre ménage font du beurre avec les amandes qu'elles gèrent individuellement ? (0=non, 1=oui)	
131-2) Quelle quantité de ces amandes a été utilisée pour faire du beurre de karité pour la consommation du ménage ?	Quantité :
131-2) Est-ce que les femmes de votre ménage ont vendu du beurre ? (0=non, 1=oui)	_ _ _
131-3) Si oui, vous ont-elles reversé une partie de l'argent de la vente ? Et combien ?	FCFA
132-1) Est-ce que les femmes de votre ménage ont vendu des amandes individuellement ? (0=non, 1=oui)	_ _ _
132-2) Si oui, vous ont-elles reversé une partie de l'argent de la vente ? Et combien ?	FCFA
133-1) Avez-vous récupéré des amandes pour vous, personnellement ? (0=non, 1=oui)	_ _ _
133-2) Si oui quelle quantité ?	Quantité :

133-3) Si oui, quelle quantité totale d'amandes avez-vous vendues ?	Quantité :	
133-4) Quel est le montant total de revenu issu de la vente de ces amandes de karité ?	FCFA	
134) Quelle utilisation avez-vous fait du revenu issu de la vente des amandes et du beurre de karité ?		
134-1) Montant FCFA	134-2) Type d'utilisation**	134-3) Au bénéfice de qui ? Qui en a eu l'usage ?*
	_ _	_ _
	_ _	_ _
	_ _	_ _

*1= vous uniquement ; 2=votre 1^{ère} coépouse, 3=l'ensemble des femmes du ménage; 5= tous les membres du ménage; 6=autre à préciser

**1=achat de vivre, 2=habillement/chaussure, 3=scolarité, 4=santé, 5=participation aux frais de cérémonie, 6=équipement agricole (daba, charrue...), 7=intrants agricoles, 8=amélioration de l'habitat, 9=transport (vélo, charrette), 10= investissement dans une activité génératrice de revenu (commerce de céréales, élevage...), 11=remboursement d'emprunt, 12=épargne, 13=achat de loisir (dolo, cigarettes...), 14=autre, précisez

j. MATIÈRE GRASSE

135) Quelle matière grasse préférez-vous manger ? (1=beurre de karité ; 20=huile moderne ; 21=huile de coton, 22=huile d'arachide, 23=huile de sésame, 24=huile de palme, 3=pas de préférence ; 4=autre, précisez)	_ _
136-1) Est-ce que cela vous arrive d'acheter cette matière grasse que vous préférez pour que votre femme cuisine avec ? (0=non, 1=oui)	_ _
136-2) Est-ce que cette préférence a changé depuis 10 ans ? (0=non, 1=oui)	_ _
136-3) Si changement, lequel ?	

Evolution du revenu du karité

137) Selon vous, depuis 10 ans, le revenu total issu de la vente des amandes et du beurre de karité dans votre concession au total , a-t-il (1=augmenté, 2=resté constant, 3=diminué) ?	_ _
138) Pourquoi ? [question ouverte]	
139) Selon vous, depuis 10 ans, le revenu issu de la vente des amandes et du beurre de karité qui vous revient à vous <u>en tant que chef de concession</u> , a-t-il (1=augmenté, 2=resté constant, 3=diminué) ?	_ _
140) Pourquoi ? [question ouverte]	

141) Selon vous, depuis 10 ans, le revenu issu de la vente des amandes et du beurre de karité qui vous revient à vous <u>en tant que chef de ménage</u> , a-t-il (1=augmenté, 2=resté constant, 3=diminué) ?	_ _
142) Pourquoi ? [question ouverte]	

k. ECOLOGIE DU KARITÉ

143) Comment a évolué le nombre de karité dans vos champs et jachères selon vous depuis 10 ans ? (1=plus de karité qu'avant, 2=pas de changement, 3=moins de karité qu'avant)	_ _
144) Si augmentation ou diminution, quelles sont les causes ? [question ouverte]	
145) Si augmentation ou diminution, quelles sont les conséquences ? [question ouverte]	
146) Si diminution, avez-vous mis en place des actions pour lutter contre cette diminution ? (0=non, 1=oui)	_ _
147) Lesquelles ? [question ouverte]	

148) Est-ce que cela vous est déjà arrivé de ramasser le karité ? (0=non, 1=oui)	_ _
149) Si oui, pourquoi ramassez-vous ? (1=pour aider ma(es) femme(s), 2=parce qu'il n'y a personne d'autres que moi pour ramasser le karité, 3= je ramasse le karité pour me faire un revenu, 4=autre, précisez)	_ _
150) Quand vous ramassez le karité, 1=vous le donnez à votre femme 2=ou c'est mis à part, pour vous personnellement (3=autre, précisez) ?	_ _

I. REVENU ISSU D'UNE ACTIVITÉ PERSONNELLE (PAS DE LA FORÊT NI DE L'AGRICULTURE)

Est ce que des membres de la concession ont mené des activités génératrices de revenus durant l'année écoulée ?

151) Type d'activité*	152) Qui a mené cette activité ?**	153) Revenu des ventes	154) Coûts associés (transport, intrants...)	155-1) Quel part du revenu avez-vous conservé ? (soit du revenu total ou par vente)	155-2) A quel titre avez-vous conservé ce revenu ?**	156) A quoi avez-vous utilisé ce revenu (pour acheter quoi ?)***	157-1) Avez-vous donné une partie du revenu à quelqu'un d'autre ?****	157-2) A quoi a-t-il utilisé ce revenu ***
_ _	_ _				_ _	_ _ et _ _ et _ _	F cfa à _ _ F cfa à _ _	_ _
_ _	_ _				_ _	_ _ et _ _ et _ _	F cfa à _ _ F cfa à _ _	_ _
_ _	_ _				_ _	_ _ et _ _ et _ _	F cfa à _ _ F cfa à _ _	_ _
_ _	_ _				_ _	_ _ et _ _ et _ _	F cfa à _ _ F cfa à _ _	_ _
_ _	_ _				_ _	_ _ et _ _ et _ _	F cfa à _ _ F cfa à _ _	_ _
_ _	_ _				_ _	_ _ et _ _ et _ _	F cfa à _ _ F cfa à _ _	_ _

*1= vente de dolo, 2=vente de beignets ou d'autres aliments, 3=commerce de céréales, 4=vente de légumes, arachides ou condiments, 5=revende de karité (ie pas le karité récolté mais investissement dans achat de karité pour revente), 6=vente de fruits (hors PFNL, qui doivent figurer dans le 1^{er} tableau), 7=démarchage, 8=orpaillage, 9=magasin/boutique; 10=tisserand, tricoteur, 11=poterie, 12=autre artisanat; 13=transformation de produits agricoles ; 14=Autres, précisez:

**1=chef de concession pour la concession ; 2=chef de concession pour son ménage ; 3=chef de concession individuellement ; 4=chef de ménage dépendant pour son ménage, 5=aînée générationnelle (femme la plus âgée ou de 1^{er} rang) au nom des femmes, 6=autre membre individuellement à précisez, = autre personne extérieure à préciser

***1=achat de vivre, 2=habillement/chaussure, 3=scolarité, 4=santé, 5=participation aux frais de cérémonie, 6=équipement agricole (daba, charrue...), 7=intrants agricoles, 8=amélioration de l'habitat, 9=transport (vélo, charrette), 10= investissement dans une activité génératrice de revenu (commerce de céréales, élevage...), 11=remboursement d'emprunt, 12=épargne, 13=achat de loisir (dolo, cigarettes...), 14=autre, précisez

****1=un chef de ménage dépendant pour son ménage ; 2=un chef de ménage dépendant individuellement ; 3=vos/votre femme ; 4=aînée générationnelle (femme la plus âgée ou de 1^{er} rang) au nom des femmes, 5=autre membre individuellement à précisez, 6= autre personne extérieure à préciser

m. REVENU SALARIAL

Est-ce qu'un membre de la concession a exercé un travail salarié au cours des derniers 12 mois ?

Par exemple avez-vous travaillé dans les champs d'autres personnes contre rémunération ?

158) Qui a mené cette activité ?*	159) #	160-1) Type de travail [question ouverte]	160-2) Nombre de jours travaillés dans l'année	161) Salaire journalier (FCFA)	162) Salaire total
_ _	1		_ _ _		
_ _	2		_ _ _		
_ _	3		_ _ _		
_ _	4		_ _ _		
_ _	5		_ _ _		

*1=chef de concession pour la concession ; 2=chef de concession pour son ménage ; 3=chef de concession individuellement ; 4=chef de ménage dépendant pour son ménage, 5=ainée générationnelle (femme la plus âgée ou de 1^{er} rang) au nom des femmes, 6=autre membre individuellement à précisez, = autre personne extérieure à préciser

Pour chaque travail salarié, veuillez préciser :					
163) #	164-1) Quel part du revenu avez-vous conservé ? (soit du revenu total ou par vente)	164-2) A quel titre avez-vous conservé ce revenu ?*	165) A quoi avez-vous utilisé ce revenu (pour acheter quoi ?)**	166-1) Avez-vous donné une partie du revenu à quelqu'un d'autre ?***	166-2) A quoi a-t-il utilisé ce revenu **
_		_ _	_ _ et _ _ et _ _	F cfa à _ _ F cfa à _ _	_ _
_		_ _	_ _ et _ _ et _ _	F cfa à _ _ F cfa à _ _	_ _
_		_ _	_ _ et _ _ et _ _	F cfa à _ _ F cfa à _ _	_ _
_		_ _	_ _ et _ _ et _ _	F cfa à _ _ F cfa à _ _	_ _

*1=en tant que chef de concession, 2= en tant que chez de ménage, 3=individuellement

**1=achat de vivre, 2=habillement/chaussure, 3=scolarité, 4=santé, 5=participation aux frais de cérémonie, 6=équipement agricole (daba, charrue...), 7=intrants agricoles, 8=amélioration de l'habitat, 9=transport (vélo, charrette), 10= investissement dans une activité génératrice de revenu (commerce de céréales, élevage...), 11=remboursement d'emprunt, 12=épargne, 13=achat de loisir (dolo, cigarettes...), 14=autre, précisez

***1=un chef de ménage dépendant pour son ménage ; 2=un chef de ménage dépendant individuellement ; 3=vos/votre femme ; 4=ainée générationnelle (femme la plus âgée ou de 1^{er} rang) au nom des femmes, 5=autre membre individuellement à précisez, 6= autre personne extérieure à préciser

n. AUTRES SOURCES DE REVENUS

Autres sources de revenus que la concession a reçus durant les 12 derniers mois.

167) Type de revenu	168) Total du montant reçu durant les 12 derniers mois	169) A quelles occasions ?	170) A qui revient ce revenu ?*
Transfert monétaire de parents ou enfants à l'étranger ou en ville			F cfa à _ _ F cfa à _ _
Subvention, projet ou autres			F cfa à _ _ F cfa à _ _
Cadeaux/ appuis des amis ou autres			F cfa à _ _ F cfa à _ _

**1=un chef de ménage dépendant pour son ménage; 2=un chef de ménage dépendant individuellement; 3=vos/votre femme; 4=aînée générationnelle (femme la plus âgée ou de 1^{er} rang) au nom des femmes, 5=autre membre individuellement à précisez, 6= autre personne extérieure à préciser*

171) Type de revenu	172) Total du montant reçu durant les 12 derniers mois	173) A qui revient ce revenu ?*
Pension		F cfa à _ _ F cfa à _ _
Païement pour location de terrain		F cfa à _ _ F cfa à _ _
Autres, spécifiez		F cfa à _ _ F cfa à _ _

**1=un chef de ménage dépendant pour son ménage; 2=un chef de ménage dépendant individuellement; 3=vos/votre femme; 4=aînée générationnelle (femme la plus âgée ou de 1^{er} rang) au nom des femmes, 5=autre membre individuellement à précisez, 6= autre personne extérieure à préciser*

IV. BIENS ET RICHESSE DE LA CONCESSION ET DU MENAGE DU CHEF DE CONCESSION

o. BIENS ET ÉQUIPEMENT DE LA CONCESSION ET DU MÉNAGE DU CHEF DE CONCESSION

Indiquez svp le nombre et la valeur des équipements et autres biens appartenant soit à la CONCESSION, à VOTRE MENAGE (vous ou les membres de votre ménage) ou à VOUS-MEME INDIVIDUELLEMENT.

	174) Nombre d'unité	175) Avec quel argent a- t-il été acheté ?*	176) Qui en partage l'usage ?*	177) Valeur total (valeur actuelle de vente, pas prix d'achat : si vous deviez vendre aujourd'hui ça vaudrait combien ?) F CFA
Tracteur	_ _	_ _	_ _	
Motocyclette	_ _	_ _	_ _	
Bicyclette	_ _	_ _	_ _	
Téléphone portable	_ _	_ _	_ _	
TV	_ _	_ _	_ _	
Radio/Poste Cassette-CD	_ _	_ _	_ _	
Charrue	_ _	_ _	_ _	
Sarcleur	_ _	_ _	_ _	
Buteur	_ _	_ _	_ _	
Chariot/charrette	_ _	_ _	_ _	
Tronçonneuse	_ _	_ _	_ _	
Fusil de chasse	_ _	_ _	_ _	
Pompe à eau	_ _	_ _	_ _	
Plaques solaires	_ _	_ _	_ _	
Meubles de salon	_ _	_ _	_ _	
Autres (plus d'approx. 20.000 F au prix d'achat)	_ _	_ _	_ _	

*1=toute la concession, 2= ménage du chef de concession, 3=chef de concession individuel, 4=ménage dépendant, 5=autre à préciser

p. DETTE ET ÉPARGNE DE LA CONCESSION ET DU MÉNAGE DU CHEF DE CONCESSION

178) Avez-vous votre propre maison (à vous personnellement) ?*	_ _
179) Avec quel matériel les murs de la maison ont été construits ?**	_ _
180) Avec quel matériel le toit de la maison a été construit ?***	_ _

*0=non; 1=propriétaire de la maison; 2=la maison appartient à plusieurs concessions (s); 3=la maison est louée et le loyer est payé individuellement; 4= la maison est louée avec d'autre concession(s); 5=autres, spécifiez:

**1=terre/banco/bois; 2= roseaux/pailles/fibres ; 3=brique/béton; 4=Autres, spécifiez:

***1=Chaume/bois/terre; 2=tôle ; 3=béton; 4= autres, spécifiez:

Nous allons maintenant vous demander le montant des épargnes et dettes de votre concession, de votre ménage et de vous individuellement.

Veuillez indiquer vos épargnes et dettes **individuelles** :

Combien d'épargne la concession dispose-t-elle ?	- 181) en banque	FCFA
	- 182) à la Caisse Populaire	FCFA
	- 183) les tontines	FCFA
	- 184) d'autres institutions d'épargnes, lesquels :	FCFA
185) Combien la concession possède-t-elle en épargne non-productive (or et bijoux) ?		FCFA
186) Est-ce que quelqu'un doit de l'argent à votre concession ? Combien ?		FCFA
187) Est-ce que votre concession doit de l'argent à quelqu'un ? Combien ?		FCFA
188) L'année dernière, la concession a-t-elle pu : 1= mettre beaucoup d'argent de côté, 2=un peu d'argent de côté, 3=pu arriver juste à l'équilibre, 4=dû tirer sur les réserves, 5=dû vous endetter		_ _
189) Si 4 ou 5, quelle serait le montant des dettes de la concession ?		FCFA

Veuillez indiquer les épargnes et dettes **de votre ménage** :

Combien d'épargne le ménage dispose-t-il ?	- 190) en banque	FCFA
	- 191) à la Caisse Populaire	FCFA
	- 192) les tontines	FCFA
	- 193) d'autres institutions d'épargnes, lesquels :	FCFA

194) Combien le ménage possède-t-il en épargne non-productive (or et bijoux) ?	FCFA
195) Est-ce que quelqu'un doit de l'argent à votre ménage ? Combien ?	FCFA
196) Est-ce que votre ménage doit de l'argent à quelqu'un ? Combien ?	FCFA
197) L'année dernière, le ménage a-t-il pu : 1= mettre beaucoup d'argent de côté, 2=un peu d'argent de côté, 3=pu arriver juste à l'équilibre, 4=dû tirer sur les réserves, 5=dû vous endetter	_ _
198) Si 4 ou 5, quelle serait le montant des dettes du ménage ?	FCFA

Veuillez indiquer les épargnes et dettes **de la concession** :

Combien d'épargne avez-vous ?	- 199) en banque	FCFA
	- 200) à la Caisse Populaire	FCFA
	- 201) les tontines	FCFA
	- 202) d'autres institutions d'épargnes, lesquels :	FCFA
203) Combien possédez-vous en épargne physique, non-productive (or et bijoux) ?		FCFA
204) Est-ce que quelqu'un vous doit de l'argent ? Combien ?		FCFA
205) Est-ce que vous devez de l'argent à quelqu'un ? Combien ?		FCFA
206) L'année dernière, avez-vous : 1=pu mettre beaucoup d'argent de côté, 2=un peu d'argent de côté, 3=pu arriver juste à l'équilibre, 4=dû tirer sur les réserves, 5=dû vous endetter		_ _
207) Si 4 ou 5, quelle serait le montant de vos dettes ?		FCFA

V. PERCEPTION DU BIEN-ETRE

208) Pensez-vous que la concession dans laquelle vous vivez est (1=très pauvre, 2=pauvre, 3=ni pauvre/ni riche, 4=riche) ?	_ _
209) Est-ce que votre concession a eu des revenus ou une production alimentaire suffisante pour couvrir ce que vous considérez les besoins de votre concession ? 1=non, 2=raisonnable, 3=oui	_ _
210) Par rapport à la situation il y a 5 ans (2009), pensez-vous que votre concession est (1=un peu plus pauvre, 2=pas de changement, 3=un peu plus riche)	_ _
211) Pourquoi ?	

VI. EVALUATION DE LA CONCESSION [QUESTION A L'ENQUETEUR]

212) Lors de la passation du questionnaire, le répondant souriait-il ou riait-il ? <i>1=il n'a pas rit, 2=seulement sourit, 3=sourit et rit, 4=rit aux éclats et fréquemment</i>	_ _
213) Est-ce que quelqu'un écoutait l'entretien ? (0=non ; 1=oui)	_ _
214) Si oui, est-ce que cela a influencé les réponses du répondant ? (0=non ; 1=oui)	_ _
215) Selon vous, par rapport à ce que vous avez observé (maison, patrimoine) comment considérez vous le bien être de cette concession comparé à d'autres concessions dans le village ? <i>1=pire, 2=sensiblement acceptable, 3=meilleur</i>	_ _
216) Dans l'ensemble comment jugez-vous la fiabilité des informations données par le chef de concession ? Pour quelles raisons ? <i>1=pauvres, 2=raisonnablement fiable, 3=très fiable</i>	_ _
217) Quelle est la fiabilité des informations sur le partage des revenus ? Pour quelle raison ? <i>1=pauvre, 2=raisonnable, 3=très fiable</i>	_ _
218) Si les informations ne sont pas assez fiables, pensez-vous que les informations fournies sont sur ou sous-estimées ? <i>1=sous-estimée, 2=surestimés, 3=pas systématiquement sur ou sous estimée ; 4=on ne peut pas savoir</i>	_ _

Title: Political ecology of shea tree: power relationships and social and environmental changes linked to the globalization of the shea nuts trade. The case study of western Burkina Faso.

Keywords: shea, socio-economic differentiation, gender, global value chain, globalization, political ecology, Africa, Burkina Faso

Abstract: In this dissertation I examine power relationships and social and environmental change stemming from the globalization of shea nuts trade in western Burkina Faso. The first chapter shows that the globalization of the shea nuts trade has not led to fundamental change in the organization of the shea nuts value chain in western Burkina Faso. I demonstrate that wholesalers may have survived the upheavals of the globalization process by being organized in a way that enables them to overcome the main coordination problems of the shea supply chain. In chapter two, I examine how the globalization of the shea market affects inequalities at local level through changes in access to the shea tree. I propose a conceptual framework to study inequalities in access to natural resources, which combines two complementary approaches showing both mechanisms by which access is controlled and the result on social differentiation. The third chapter shows how the boom in the shea trade in western Burkina Faso has fueled a socio-economic differentiation process. I cross analyze the gender politics and agrarian change literatures to inform both intra- and inter-household mechanisms of differentiation and to build a typology of households. The last chapter explores underlying colonial legacies that influence the way regeneration projects are thought and designed. I show that the current endeavors are rooted in a narrow technical way of framing the ecological question of the shea tree as developed by colonial scientists and that assumes away the social meaning of the tree and its complex and evolving tenure.

Titre : Political ecology du karité : relations de pouvoir et changements sociaux et environnementaux liés à la mondialisation du commerce des amandes de karité. Cas de l'Ouest du Burkina Faso.

Mots clés : karité, différenciation socio-économique, genre, chaîne de valeur globale, mondialisation, *political ecology*, Afrique, Burkina Faso

Résumé : L'objectif de la thèse est d'analyser les relations de pouvoir et les changements sociaux et environnementaux engendrés par la mondialisation du commerce des amandes de karité dans l'Ouest du Burkina Faso. Dans le premier chapitre, nous montrons que la mondialisation du commerce des amandes de karité n'a pas conduit à de profondes modifications de l'organisation de la chaîne de valeur dans l'ouest du Burkina Faso. Le maintien du pouvoir d'un réseau de grossistes de karité au niveau régional s'explique à la fois par les spécificités du karité et par l'efficacité de leur organisation. Le deuxième chapitre décortique comment la croissance de la valeur économique des amandes de karité contribue à modifier l'accès à l'arbre et à ses produits. Nous montrons les mécanismes qui contribuent à modifier les règles d'accès et détaillons comment ce changement de l'accès au karité peut affecter la différenciation sociale locale. Dans le troisième chapitre nous analysons plus en détail, et à l'échelle intra-ménage, la différenciation socio-économique en partie issue des effets de la mondialisation du marché des amandes de karité. Nous croisons les analyses des changements d'accès à l'arbre avec les rapports de pouvoir intra-ménage pour définir une typologie des ménages. Cette typologie met en relief les disparités dans la place du revenu karité et son partage dans le ménage. Le dernier chapitre apporte une vision historique et critique du discours dominant sur l'écologie du karité. Ce chapitre met en perspective la façon techniciste dont la science coloniale a pensé les projets de gestion du karité, et le fait que les traits saillant de ce discours colonial sont repris aujourd'hui dans les discours des industriels du karité et des gouvernements.